

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 91-92

Octobre-Novembre 1992

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

SOMMAIRE

- LE PARLEMENT KURDE SE PRONONCE EN FAVEUR DU FEDERALISME**
- AFFRONTEMENTS ENTRE LE PKK ET LES PESHMERGAS**
- LES MEDIAS OCCIDENTAUX VICTIMES DE L'INTOX TURQUE**
- UN RAPPORT DE L'ONU SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK**
- AINSI QUE**
- CHRONOLOGIE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE LA TURQUIE**
- EN BREF LA REVUE DE PRESSE**

LE PARLEMENT KURDE SE PRONONCE EN FAVEUR DU FEDERALISME

Au cours d'une session qualifiée d'historique, l'Assemblée nationale du Kurdistan irakien s'est prononcée, le 4 octobre, à une très forte majorité, en faveur de la réorganisation de l'Irak sur la base d'une république démocratique, fédérale, dotée d'un régime parlementaire pluripartite. Cette assemblée souveraine, élue le 17 mai 1992 au suffrage universel direct, exerçant le droit à l'autodétermination du peuple du Kurdistan irakien, a décidé de la création sur la partie de ce territoire libérée de l'occupation de la dictature de Saddam Hussein d'un **Etat fédéré du Kurdistan**. Cet Etat fédéré ne remet pas en cause l'intégrité territoriale de l'Irak dans la mesure où les Etats voisins et les puissances occidentales semblent tout à fait hostiles à tout changement de frontières dans cette

région du monde. En attendant la libération du reste du territoire irakien du joug de Saddam Hussein et la mise en place d'un régime démocratique issu d'élections libres, l'Etat fédéré kurde aura pour charge d'administrer le Kurdistan irakien «dans le respect du pluralisme démocratique, des libertés fondamentales des droits de l'homme reconnus par les déclarations, conventions et pactes internationaux». Il disposera d'une armée unifiée et prélèvera des taxes et impôts.

Dans l'exposé des motifs de cette résolution, qui fera date, les parlementaires kurdes passent en revue tous les engagements internationaux ou nationaux qui depuis le traité de Sèvres de 1920 reconnaissent les droits du peuple kurde à disposer de lui-même et qui n'ont jamais été honorés.

Concernant les Kurdes du «wilayet de Mossoul», annexé en 1926 à l'Irak, le texte rappelle que l'Empire britannique avait, à deux reprises, en 1919 et 1922, reconnu le leader kurde Cheikh Mahmoud Barzanji, comme le «roi du Kurdistan». Une fois ce territoire kurde rattaché à l'Irak par décision de la Société des Nations (SDN), et en dépit des aspirations de la population à un Etat kurde indépendant, Londres n'a même pas honoré l'engagement pris devant la SDN d'assurer aux Kurdes d'Irak un gouvernement autonome (*self-rule*). Le 3 novembre 1932, lorsque la Société des Nations a accepté l'adhésion de l'Irak comme membre de plein droit, elle lui a prescrit d'assurer «aux minorités des provinces des wilayets de Mossoul, Arbil, Souleimanieh et Kirkouk l'exercice libre et plein de leurs droits humains culturels et administratifs». Aucune loi nationale ne saurait, en droit, primer sur cet engagement international se trouvant à la base même de la reconnaissance de l'Etat irakien en droit international. Les élus kurdes indiquent qu'en vertu de la résolution en date du 18 avril 1946 de la SDN, l'Organisation des Nations Unies hérite de tous les textes, déclarations, conventions et pactes adoptés par la Société des Nations assurant à ceux-ci une continuité juridique qu'aucune législation nationale ne saurait remettre en cause unilatéralement. Dans la pratique aucun gouvernement irakien n'a respecté ces engagements. Les résolutions 688 du 5 avril 1991 du Conseil de Sécurité et 71/1992 du 5 mars 1992 de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies ont clairement, quoique trop tardivement, constaté cette carence.

Après avoir ainsi étayé juridiquement sa résolution, le Parlement kurde évoque à grands traits le long combat mené par le peuple kurde pour l'exercice des droits qui lui sont reconnus dans les textes, le prix terrible qu'il lui a fallu payer pour obtenir sa fragile liberté d'aujourd'hui et la remarquable maturité politique dont il a su faire preuve pour réorganiser sa vie, dans un pays dévasté, sur des bases démocratiques. Une démocratie pluraliste à étendre à l'ensemble de l'Irak comme une garantie indispensable pour la cohabitation pacifique avec les autres communautés du pays.

La proclamation du fédéralisme a été saluée dans toutes les régions du Kurdistan comme un début de concrétisation du rêve d'autodétermination du peuple kurde. Cet acte hautement symbolique, très attendu depuis les élections de mai, constitue sans doute avec le traité de Sèvres de 1920 et la proclamation de la République kurde de Mahabad en 1946 l'une des dates marquantes de l'histoire kurde du XXème siècle. Pour inscrire cette action dans la durée les dirigeants kurdes se sont activement employés d'une part à

convaincre toutes les composantes de l'opposition irakienne du bien-fondé de l'option fédéraliste, d'autre part à rassurer les Etats voisins qu'ils n'avaient pas l'intention de s'immiscer dans leurs affaires.

Réunie à Salaheddine, du 27 au 31 octobre, au Kurdistan, l'assemblée générale de 300 délégués représentant toutes les tendances de l'opposition irakienne a adopté «le principe d'un système constitutionnel parlementaire, démocratique, fédéral et pluraliste pour l'Irak après la chute de Saddam Hussein». Un accord qui reste encore précaire dans la mesure où à peine la conférence terminée, certaines composantes chiites pro-iraniennes de l'opposition ont mis en doute l'opportunité du fédéralisme en Irak. Quant aux Etats voisins, ils semblent tous hostiles à l'émergence d'un Etat fédéré kurde. Dès le 8 octobre la Turquie a déclaré qu'elle était «contre toute démocratie qui pourrait ouvrir la voie à la désintégration de l'Irak». Avant de s'engager plus en avant dans cette hostilité, Ankara a préféré consulter les deux autres Etats régionaux concernés, l'Iran et la Syrie, pour adopter une attitude commune face au «péril séparatiste kurde».

Le 14 novembre, les ministres des affaires étrangères de Turquie, d'Iran et de Syrie, à l'issue de leur réunion à Ankara, ont confirmé leur «convergence de vues sur la nécessité de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak» et condamné «la création d'un Etat kurde de facto dans le nord de l'Irak». Les trois ministres, qui doivent se retrouver en février à Damas, ont critiqué le gouvernement et le parlement kurdes qui seraient selon eux, incapables d'administrer la région. «La situation dans le nord de l'Irak est chaotique et elle pourrait affecter la sécurité nationale de nos trois pays» a déclaré le ministre iranien Ali Akbar Valayeti tandis que son collègue syrien, Farouk Shara, se disait préoccupé «par la transformation de cette partition de facto de l'Irak en une réalité permanente». Nous voulons éviter une situation où cette partition sera inévitable, a-t-il ajouté. De son côté, le ministre turc, Hikmet Çetin, a affirmé : «Cette réunion n'est dirigée contre aucun pays. L'intégrité territoriale de l'Irak est importante pour la Turquie, l'Iran et la Syrie». Les leaders kurdes irakiens qui avaient demandé à assister à cette réunion ne partagent évidemment pas ce point de vue. «Une telle réunion n'était pas nécessaire» a déclaré au *New York Times*, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, «Nul n'a le droit de s'immiscer dans les affaires internes du Kurdistan irakien ou d'Irak».

Pour sortir de cet isolement régional le Parlement kurde vient de dépêcher une délégation qui doit visiter plusieurs pays d'Europe

AFFRONTEMENTS ENTRE LE PKK ET LES PESHMERGAS

Des affrontements violents et meurtriers ont opposé à partir du 5 octobre des forces kurdes irakiennes aux militants du PKK dans plusieurs secteurs situés le long de la frontière étatique Turquie-Irak où le PKK avait installé des bases arrière qu'il refusait d'évacuer. Les camps de Hakurk, Shivi, Batoufa et Haftanin aménagés par le PKK dans la haute montagne pour y entraîner ses combattants et organiser ses attaques contre les objectifs turcs ont été les principaux théâtres de ces combats fratricides que des mois d'efforts de médiation n'ont pu éviter.

Les autorités kurdes irakiennes, soucieuses d'affirmer leur souveraineté sur l'ensemble de leur territoire et de ne pas fournir d'alibi aux interventions militaires turques au Kurdistan irakien, ont tenté, sans succès, de convaincre le PKK d'évacuer pacifiquement ses bases à la frontière en lui garantissant une liberté totale pour ses activités politiques dans l'ensemble du Kurdistan. Le PKK a, à la fois, rejeté cette offre et l'autorité du parlement et du gouvernement kurde irakiens. Refusant de «reconnaître les frontières coloniales du Kurdistan», il s'est proclamé «le seul représentant de la nation kurde y compris des Kurdes d'Irak» et accusant toutes les autres organisations kurdes de «trahison et de collaboration avec l'impérialisme».

Des positions aussi diamétralement opposées faisaient craindre une confrontation longue et sanglante. Cependant les autorités kurdes ont su faire preuve de patience et de modération, y compris pendant les combats, accordant fréquemment de nouveaux délais aux «frères du PKK pour évacuer leurs bases sans que davantage de sang kurde soit versé». De nombreux observateurs ont remarqué les réticences, voire la répulsion des Peshmergas pourtant endurcis et aguerris par plus de 30 ans de guérilla, à tirer sur les combattants, souvent adolescents, du PKK.

Mettant à profit cette opportunité, la Turquie a d'abord fait intervenir son aviation qui a pilonné de nombreux villages kurdes irakiens, tuant une douzaine de civils. Puis, le 16 octobre, alors que les Peshmergas avaient déjà fait évacuer la plupart des bases du PKK et discutaient de la reddition de celui-ci, l'armée turque, sous l'œil indifférent des Forces alliées, pénétrait par la route de Zakho dans le Kurdistan irakien pour «éradiquer le PKK, couper ses voies de retraite et tuer un maximum de terroristes». Les protestations des leaders et de la population kurde, qualifiant l'intervention turque de «violation inadmissible de la souveraineté irakienne» et l'appel pressant lancé aux dirigeants occidentaux ont finalement eu pour effet de faire renoncer Ankara à son projet d'établir «une zone de sécurité» à l'intérieur du Kurdistan irakien et de l'obliger à retirer ses troupes, estimées à 20.000 hommes.

Finalement, le 29 octobre, l'accord que nous publions ci-dessous a été conclu entre une délégation du Gouvernement kurde irakien et Osman Ocalan, frère du chef du PKK et commandant de ses unités au Kurdistan irakien. «Le PKK a accepté, par cet accord, d'évacuer ses bases dans le nord du Kurdistan irakien, d'y renoncer à toute activité militaire et de se soumettre aux autorités kurdes irakiennes. Nous espérons qu'il y aura une nouvelle coopération entre les Kurdes de Turquie et d'Irak» a déclaré à la presse O. Ocalan qui a ajouté que «son parti allait désormais se cantonner à des activités politiques et d'information à partir d'un lieu choisi par les autorités kurdes irakiennes». Environ un millier de combattants du PKK, escortés par les Peshmergas de l'UPK de Talabani, ont été conduits à Durjan, une bourgade détruite située à 5 km de l'Iran. Quelques 1500 autres se sont rendus dans la région du Bahdinan, tandis que des centaines de combattants d'origine syrienne regagnaient la Syrie. Les blessés ont été hospitalisés et soignés au Kurdistan d'Irak. Selon un bilan établi par des sources kurdes dignes de foi, les combats auraient fait une soixantaine de morts dans les rangs des Peshmergas et de 120 à 150 parmi les combattants du PKK. Malgré les demandes insistantes d'Ankara les autorités kurdes, se prévalant de traditions sacrées kurdes et de la Convention de Genève sur la protection des réfugiés, ont catégoriquement refusé toute extradition vers la Turquie.

Voici le texte signé entre les parties kurdes :

«D'un commun accord, intervenu le 29 octobre 1992 entre les représentants du PKK, M. Osman Ocalan (Ferhad), membre du comité central, M. Numan Silo, membre de la délégation du PKK et Dr. Fuad Masoum, Premier ministre du Kurdistan irakien, M. Roj Sawês, vice-Premier ministre du Kurdistan irakien, le conseil des ministres de la province du Kurdistan et le PKK s'engagent à respecter les recommandations de l'Assemblée nationale et du conseil des ministres du 5.10.1992.

Primo, le PKK s'engage à respecter les lois de la province du Kurdistan d'Irak et à se conformer à ces lois tant que ses militants resteront sur le territoire de la Province :

- 1-** Les membres du PKK ne se serviront plus du territoire du Kurdistan d'Irak pour mener des opérations militaires.
- 2-** Les membres et militants du PKK qui veulent résider au Kurdistan d'Irak seront transférés en des endroits éloignés de la frontière turque, fixés par le gouvernement régional.
- 3-** Ils seront libres de circuler dans la Province, munis d'un laissez-passer délivré par le ministère de l'intérieur.
- 4-** Ils arrêteront toutes leurs campagnes médiatiques contre

le gouvernement régional et le Front du Kurdistan

Secundo : 1-Le gouvernement régional assumera la protection de ceux qui veulent rester au Kurdistan d'Irak. Ils seront considérés comme citoyens du Kurdistan de Turquie.

2-Les membres du PKK dans la Province seront en droit de garder leurs biens.

3-Ils auront la liberté d'exercer des activités politiques.

4-Les traitements médicaux aux blessés seront assurés par le gouvernement régional

LES MEDIAS OCCIDENTAUX VICTIMES DE L'INTOX TURQUE

La presse turque qui n'a pas l'habitude de faire dans la nuance a atteint des sommets de propagande cocardière et de désinformation dans sa couverture des combats inter-kurdes et de l'intervention turque au Kurdistan irakien.

Après avoir longuement disserté sur le «soutien de la Turquie aux Peshmergas», relaté les «succès foudroyants» de ces derniers contre «les terroristes du PKK», annoncé à plusieurs reprises la «chute de la base de Hakurk» et la mort d'Osman Ocalan, les médias turcs ont fini, devant les protestations fermes des Kurdes irakiens, par crier à la «trahison des Peshmergas qui font semblant de faire la guerre au PKK» pour mieux préparer l'opinion à la «nécessité d'intervention de l'armée turque dans l'Irak du Nord pour nettoyer la région». Dans cette phase-là, ignorant délibérément la déclaration de Talabani qualifiant l'agression turque de «violation flagrante de la souveraineté irakienne» et demandant le «retrait immédiat des troupes turques», les médias turcs, en particulier la télévision, ont centré leur propagande sur la coopération des Kurdes d'Irak accueillant en amis les soldats turcs venus les débarrasser de «l'ennemi terroriste commun». Objectif : créer des sentiments de méfiance et d'hostilité parmi les

Kurdes de Turquie envers leurs frères d'Irak, saper ainsi l'extraordinaire solidarité qui, à deux reprises, en 1989 et en 1991, avait mobilisé la population du Kurdistan du Nord en faveur de celle du Sud frappée par le malheur.

L'intox turque a atteint son point culminant avec les récits des «exploits de la glorieuse armée turque dans l'Irak du Nord». Cette armée incapable depuis plus de 8 ans de démanteler les camps à l'intérieur même du Kurdistan turc, et dont les incursions précédentes au Kurdistan irakien sont restées infructueuses, trouvait enfin le moyen de redorer son blason en prenant des bases du PKK pour la plupart déjà évacuées par les Peshmergas. Les télévisions turques ont diffusé en abondance des images non datées sur ses opérations où l'on ne voyait que des soldats hissant des drapeaux turcs sur quelques collines désolées de la montagne kurde, vide de toute autre présence humaine ou animale. Presque des images de studio, pour une mise en scène se voulant patriotique et rédemptrice. Puis vers la fin, les caméras turques se sont immobilisées sur une cinquantaine de cadavres de jeunes Kurdes (tués en Turquie ? en Irak ? quand ?) et les médias ont diffusé le communiqué triomphal de l'armée sur «la mise hors de combat de 4500 combattants du PKK».

UN RAPPORT DE L'ONU SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN IRAK

Monsieur Max van der Stoep, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU a, le 13 novembre 1992, communiqué aux membres de l'Assemblée Générale un «rapport intérimaire» de 41 pages sur la «situation des droits de l'homme en Irak». Ce texte très documenté est une sorte de mise à jour du remarquable rapport qu'il avait présenté le 20 février 1992 à la Commission des droits de l'homme. Nous en extrayons ci-dessous les principaux passages relatifs à la situation dans les régions sous contrôle kurde du Kurdistan irakien.

La région du nord contrôlée par les Kurdes

Le nord de l'Irak contrôlé par les Kurdes présente une autre situation, tout aussi particulière, à l'intérieur du régime spécial propre à l'ensemble du pays. Comme dans la région marécageuse du sud, la présence de minorités constitue un facteur important. Toutefois, si la situation économique y semble beaucoup plus précaire que dans le nord, on peut dire que la situation sociale y est en revanche bien meilleure du fait du contrôle local exercé par la population.

Pour se faire une idée exacte de la situation, on se souviendra que le Gouvernement irakien a complètement renoncé à contrôler ce territoire lorsqu'il a retiré ses forces de défense et de sécurité ainsi que son administration à la suite des soulèvements de mars 1991. Par la suite, il a massé des forces armées le long d'une frontière artificielle avec cette région, à l'égard de laquelle il prétend n'avoir aucune responsabilité tout en continuant à revendiquer le territoire. Au sud et à l'est de la frontière artificielle, les forces gouvernementales contrôlent les entrées et sorties des personnes et des biens. Elles appliquent en fait contre le nord un embargo économique rigoureux qui n'admet pratiquement aucune exception, pas même pour les denrées alimentaires ou le fuel domestique.

La région est également bordée par la République arabe syrienne à l'ouest, la Turquie au nord et la République islamique d'Iran à l'est. Au cours de l'année passée, la plupart des produits importés ont transité par la Turquie, très peu de marchandises étant autorisées à passer par la Syrie ou l'Iran. Lorsque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie a imposé en septembre un embargo à la frontière turque, la population en majorité kurde du nord de l'Irak s'est retrouvée soumise de fait à un «triple embargo» (celui du PKK s'ajoutant à l'embargo irakien intérieur et aux sanctions économiques générales imposées par l'ONU) sans qu'une exception ait été prévue pour l'aide humanitaire. On a pu venir à bout de l'embargo imposé par le PKK, mais l'hiver approchant rapidement, une grande partie des routes venant de Turquie vont devenir quasiment impraticables pour les camions qui assurent le transport des produits alimentaires, du combustible et des fournitures médicales. En outre, la lutte qui oppose sur le territoire irakien les combattants du PKK d'un côté et les forces turques et les Kurdes irakiens de l'autre ne fait qu'aggraver la situation.

Ayant participé au soulèvement de mars 1991, la population au nord contrôle la région mais ne dispose ni d'une administration ni de ressources suffisantes. Jusqu'aux élections du 17 mai 1992, la région était gérée par l'administration locale restée sur place, sans aide financière ni instructions de Bagdad, et par le Front du Kurdistan (une association de huit partis kurdes opposés au Gouvernement de Bagdad). Depuis, un parlement et un gouvernement régionaux ont été constitués. Le Gouvernement, qui s'est d'abord présenté comme le premier gouvernement légitime de la région autonome kurde de l'Etat irakien, aspire maintenant à devenir celui de la région nord de l'Etat fédéral irakien qu'il espère voir mettre en place à l'échelle du pays.

Depuis que l'autorité centrale s'est retirée de l'administration au printemps 1991, le blocus économique a été maintenu à des degrés divers. Il s'agit d'une violation flagrante des obligations incombant à l'Irak en vertu des articles 11 et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, comme l'a souligné le Rapporteur spécial à plusieurs occasions, notamment pendant son entretien du 8 janvier 1992 avec le Vice-

Premier Ministre, M. Tariq Aziz, dans son rapport E/CN.4/1992/31, (par. 83, 104 et 105) et plus récemment, dans son discours du 11 août 1992 devant le Conseil de sécurité (S/PV/3105, p. 16 à 25).

Pour pouvoir survivre malgré cet isolement économique, la population et le gouvernement local de la région nord sont devenus lourdement tributaires de l'assistance humanitaire internationale; les ressources naturelles ne peuvent être exploitées commercialement en raison des sanctions économiques imposées à l'Etat irakien conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité en date du 6 août 1990. Comme il a déjà été dit, ces sanctions, conjuguées à l'embargo intérieur, pèsent de façon disproportionnée sur la population locale. L'agriculture locale, qui a été en grande partie ravagée par la guerre entre l'Iran et l'Irak et ses séquelles, et qui reste entravée par la présence de mines dans de nombreux champs, a cependant fait l'objet d'un effort de relance qui a permis de faire une bonne récolte à l'automne. Mais comme nombre de fermiers ont vendu leur production à des acheteurs du centre de l'Irak à des prix élevés pour se procurer de l'argent liquide et faire face aux autres exigences d'une économie hyperinflationniste, la région nord continue à manquer de produits alimentaires.

La situation est encore plus difficile en ce qui concerne les médicaments et les combustibles. Les réserves de produits pharmaceutiques et médicaux sont encore plus faibles que dans le reste du pays. Cela étant, d'après certains observateurs, la population pourrait en fait mourir de froid avant même de mourir de faim ou de maladie; les raffineries de pétrole sont situées dans la zone contrôlée par le gouvernement de Bagdad, et l'embargo appliqué contre le nord est total. Pour se chauffer pendant l'hiver rigoureux que connaît cette région montagneuse, la population a déjà abattu des vergers entiers et de grands pans de forêts. C'est ainsi que dans l'un des Etats du monde les plus riches en pétrole, des millions de personnes sont menacées de mourir de froid cet hiver par manque de fuel domestique (NDLR. souligné par nous).

Les estimations concernant le nombre de personnes qui seront en danger cet hiver dans le nord vont de 750 000 (selon le programme d'hiver pour le nord de l'Irak du Département des affaires humanitaires de l'ONU, en date du 28 septembre 1992) à 3 ou 4 millions, soit l'ensemble de la population; en effet, il n'y a pratiquement pas de fuel domestique dans la région (NDLR. souligné par nous). Comme beaucoup d'autres, le Rapporteur spécial a pris conscience de la tragédie qui pourrait en découler et il a essayé d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur ce point dans son discours du mois d'août. Dans le même temps, le Gouvernement irakien a renforcé l'embargo intérieur et soumis certaines parties de la région kurde à des bombardements sporadiques. Ce n'est que très récemment, le 22 octobre 1992, qu'il a fini par accepter un nouveau programme humanitaire pour le pays (y compris le nord). Comme il l'a déjà dit, le Rapporteur spécial espère

que ce programme sera mis en œuvre avec la plus grande célérité. En effet, même si le Gouvernement irakien coopère pleinement à l'application intégrale du nouveau mémorandum d'accord, les retards entraînés par son refus de prolonger le précédent, venu à expiration le 1er juillet 1992, pourraient être la cause d'immenses souffrances et d'un grand nombre de morts si, de ce fait, les denrées alimentaires et le combustible n'arrivaient pas en temps voulu en quantité suffisante. A ce sujet, il faut rappeler l'avertissement que le Secrétaire général a lancé dans sa lettre du 2 septembre 1992 : « dans le nord, la population courra des risques graves si l'on ne peut pas mettre en place avant novembre des approvisionnements suffisants en denrées alimentaires et en combustible et si le Gouvernement ne rétablit pas des rations alimentaires suffisantes à cette date » (S/24509). A cet égard, le Rapporteur spécial appelle tout particulièrement l'attention sur le paragraphe 2 du Mémorandum d'accord dans lequel tant le Gouvernement irakien que l'Organisation des Nations Unies reconnaissent la nécessité de mettre en œuvre un programme humanitaire « pour alléger les souffrances de la population civile irakienne touchée dans tout le pays », ce qui souligne clairement l'obligation qu'a le Gouvernement irakien de mettre immédiatement fin aux embargos intérieurs (NDLR. souligné par nous).

La responsabilité du Gouvernement irakien

Indépendamment du régime spécial des sanctions économiques et en dépit des dommages qu'a subis l'Irak dans la guerre résultant de l'invasion et de l'occupation irakienne du Koweït, il convient également de noter que le Gouvernement irakien est tenu, en vertu de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de garantir les droits qui y sont énoncés « sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation », et en vertu de l'article 2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de « respecter et [...] garantir à tous les individus se trouvant sur [son] territoire et relevant de [sa] compétence les droits reconnus dans le [...] Pacte sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ». Ainsi, même si le Gouvernement irakien ne dispose de certains biens et ressources qu'en quantité limitée, il est tenu d'en assurer la répartition juste et équitable. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a explicitement exprimé cette obligation dans son observation générale No 3 (1990). Compte tenu de la situation, il convient de redoubler d'efforts en vue de satisfaire les besoins fondamentaux des groupes les plus défavorisés et de considérer que toute politique visant à priver certains groupes de ces ressources constitue une grave violation de leurs droits.

En ce qui concerne la responsabilité du Gouvernement

irakien en matière de violation des droits économiques et sociaux, le Rapporteur spécial appelle l'attention sur la lettre datée du 24 août 1992 que le Secrétaire général a adressée au Conseil de sécurité (S/24509), dans laquelle il est indiqué en conclusion que « la position du Gouvernement empêche le Programme humanitaire interorganisations d'apporter une aide humanitaire efficace aux groupes de population vulnérables en Irak ». Bien que, au moment où le Secrétaire général est parvenu à cette conclusion, le récent mémorandum d'accord n'avait pas encore été signé, le Rapporteur spécial souscrit à cette opinion, selon laquelle la responsabilité du Gouvernement irakien au cours de cette période est clairement établie.

S'agissant de la situation dans la région marécageuse du sud du pays, les incidences économiques et sociales de l'embargo économique qui existe de facto, auxquelles viennent s'ajouter celles du projet de « troisième fleuve », aujourd'hui réalisé, prouvent que la responsabilité du Gouvernement est clairement engagée tant en ce qui concerne sa politique que le projet lui-même. Pour répondre à la question soulevée par le Gouvernement irakien dans sa lettre du 6 août 1992 (S/24388, treizième paragraphe), les Etats ne sauraient à eux seuls décider de la régulation des eaux, de la construction de barrages, du drainage de lacs ou de la submersion d'une partie de leur territoire. Ces questions ne relèvent pas de la politique intérieure et sont de portée internationale lorsqu'elles affectent les droits de l'homme de la population concernée ou, par exemple, les droits d'autres Etats riverains. En l'occurrence, du fait des incidences de l'embargo économique qui existe de facto et du projet de troisième fleuve, le Gouvernement est chaque jour responsable de violations nouvelles ou résultant de faits antérieurs et doit donc être tenu de payer les réparations qui s'imposent.

En ce qui concerne les bombardements et destructions aveugles dans cette région, il faut dire clairement que de telles actions n'ont pas leur place dans des opérations de police menées pour arrêter des gens soupçonnés d'être des déserteurs, des assassins, des contrebandiers et des agents infiltrés de pays voisins, ou confirmés comme tels (document SC/5452 du 11 août 1992), comme l'ont fait valoir d'une part M. Abd Al-Amir Al-Anbari, alors Représentant permanent de l'Irak auprès de l'Organisation des Nations Unies, devant le Conseil de sécurité, et, de l'autre, le Gouvernement irakien dans sa lettre datée du 5 octobre 1992 (A/C.3/47/2, annexe, par. 8 et 9). Le Gouvernement irakien doit donc également répondre de violations des droits de tous ceux qui ont été blessés ou tués sans motif, à la sécurité de leur personne, au respect de la légalité, à la vie et à la propriété.

En ce qui concerne la zone du nord du pays contrôlée par les Kurdes, la responsabilité du Gouvernement irakien n'est pas moins engagée. En fait, il est de plus responsable des conséquences de la pénurie de pétrole, qui freine toute activité économique et fait que la population ne peut guère avoir de logements chauffés, ce qui constitue en soi une

violation du droit à un logement suffisant stipulé à l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (voir en particulier l'observation générale No 4 (1991) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels).

En règle générale, aussi longtemps que le Gouvernement irakien maintiendra sa revendication de souveraineté territoriale sur l'ensemble du pays, y compris la région du nord d'où il s'est retiré, il devra répondre de la manière dont il peut influencer sur la situation et les événements dans ces régions. Sur le plan économique et social, il est clairement en mesure d'agir sur la situation. En n'assurant pas une

distribution juste et équitable des produits existants, en refusant d'exploiter la possibilité qu'il avait d'augmenter ses ressources, notamment en échangeant, comme cela lui a été proposé, du pétrole contre des vivres, et en faisant tout pour priver des régions entières de produits alimentaires, de médicaments et de pétrole (ressources dont l'Irak dispose abondamment), le Gouvernement irakien se rend coupable de violations des droits économiques et sociaux des populations relevant de son autorité. Le Rapporteur spécial espère à présent que le Gouvernement irakien ne manquera pas de mener à bien le Programme humanitaire international dont il a récemment convenu avec l'Organisation des Nations Unies.

AINSI QUE

— **PROLONGATION DE L'ETAT DE SIEGE DANS LES PROVINCES KURDES.** Le parlement turc a voté, le 11 novembre, la reconduction à partir du 19 novembre et pour quatre mois, de l'état de siège en vigueur depuis 1979 dans 13 provinces kurdes. En 69 ans de République turque, le Kurdistan aura, au total, subi pendant 43 ans des régimes d'exception : loi martiale, état d'urgence, état d'exception, état de siège, etc. Pour justifier cette nouvelle prolongation, le ministre de l'intérieur, Ismet Sezgin, a parlé de *"la gravité de la situation dans le Sud-Est où 2135 personnes dont 990 terroristes, 511 membres des forces de l'ordre et 634 civils ont trouvé la mort en 1992 dans des actions meurtrières liées à la lutte contre le terrorisme, 991 membres des forces de sécurité, 721 civils et 71 terroristes ont été blessés lors de cette même période"*. Depuis le déclenchement, en août 1984, de la guérilla du PKK près de 5800 personnes auront été tuées dans le Kurdistan de Turquie.

— **CONGRES DE L'OPPOSITION IRAKIENNE.** Réuni du 27 au 31 octobre 1992 à Salahaddine, dans le Kurdistan irakien, avec la participation de toutes les forces opposées au régime de Saddam Hussein, le Congrès de l'opposition irakienne a mis en place un Conseil présidentiel (présidence collective) et un Conseil exécutif (gouvernement) de 25 membres. Outre Massoud Barzani, le Conseil présidentiel comprend une personnalité chiite indépendante, Sayed Mohammed Bahr ul-Ouloum, et le général sunnite Hassan Al-Naqib. Le Conseil exécutif, présidé par l'homme d'affaires d'origine chiite Ahmed Chalabi, comprend 7 membres kurdes, dont un vice-président, Latif Rashid.

— **CONCERTS DE SIVAN PERTURBES.** Plusieurs concerts de musique donnés par le très populaire chanteur kurde Sivan Perwer en Allemagne ont été perturbés par des groupes se réclamant du PKK et prétendant *"interdire toute fête et célébration pendant que le peuple kurde est en deuil"*. Ces agressions intolérables et fanatiques ont suscité

une vive émotion dans la diaspora kurde ainsi que dans l'opinion allemande, qui ont élevé des protestations vigoureuses contre cette atteinte caractérisée à la liberté d'expression dans un pays démocratique. Dans un communiqué publié le 9.11.1992, le chanteur Sivan, qui est par ailleurs membre du Conseil d'administration de l'Institut kurde, écrit notamment : *"Jusqu'ici c'était des Etats colonialistes qui s'employaient à interdire de chanter en kurde. Maintenant des agresseurs se réclamant du PKK prétendent m'interdire de chanter en kurde. Ce sont les mêmes gens qui avaient récemment cherché à saboter mes concerts et m'avaient dit : «Tu peux chanter en anglais ou en turc si tu veux, mais nous ne te permettrons pas de chanter en kurde puisque tu n'es pas avec le PKK» (...). La langue, la musique, l'art sont les biens communs de tout le peuple, pas la propriété d'un groupe ou d'un parti. Quels intérêts poursuivent donc ces apprentis censeurs ? A ce jour, beaucoup d'organisations et associations, de nombreux Kurdes de tous milieux et horizons m'ont aidé à devenir ce que je suis. Je leur en suis reconnaissant Je continuerai d'être au service de tout le peuple et de refuser tout embrigadement partisan"*.

— **LE PARLEMENTAIRES KURDES DE TURQUIE MENACES DE MORT.** Selon le quotidien turc *Milliyet* du 25 novembre 1992 une mystérieuse organisation, Jihad-Islamique, aurait établi une liste noire des personnalités kurdes à assassiner. Une vingtaine de parlementaires d'origine kurde figureraient sur cette liste. Ces derniers ont déclaré avoir reçu de très nombreuses menaces de mort par lettre et par téléphone et accusent la contre-guérilla turque, déjà responsable de l'assassinat de plus de 300 civils kurdes en 1992, d'être à l'origine de cette campagne de menaces et de terreur. Ces députés sont par ailleurs poursuivis pour *"haute trahison séparatiste"* par la Cour de Sûreté d'Etat d'Ankara et passibles de la peine capitale conformément à l'article 125 du Code pénal turc.

CHRONOLOGIE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE LA TURQUIE

Le 1er octobre

A **Çatak**, province de Van, un protecteur de village, Sehnaz Isnaz, et ses 7 enfants ont été tués par des militants du PKK.

Le 2 octobre

A **Silvan**, deux frères, Medeni et Ihsan Budak, âgé de 18 et 20 ans, ont été tués devant leur domicile par des inconnus. A **Midyat**, un jeune homme de 17 ans, Aziz Bal, a été retrouvé mort dans le champ qu'il labourait. A **Kulp**, le gérant de l'hôtel Narin, Abdulvahap Narin, a été brûlé vif dans son hôtel incendié par les troupes turques.

Le 3 octobre

A **Silvan**, Nouri Korhan, 80 ans, et son petit-fils Ebedi Korhan, 12 ans, ont été tués par des inconnus. Dans une autre agression perpétrée, le même jour, Firat Bakir a été grièvement blessé. A **Bitlis**, 37 villageois ont été tués et 21 autres blessés par un groupe armé appartenant au PKK. A **Derecik**, lors d'un affrontement avec l'armée turque, 11 militants du PKK et 6 villageois kurdes dont 4 enfants âgés de 4 à 16 ans ont été tués. A **Dargeçit** et à **Silvan**, les corps de deux inconnus ont été découverts.

Le 4 octobre

A **Batman**, le corps d'un inconnu dont la tête enfoncée par un clou a été découvert. A **Kiziltepe**, un homme, Mele Seyhmus, soupçonné de collaboration avec l'Etat a été tué par des inconnus. A **Nusaybin**, un civil, Cengiz Akin, a été tué et un enfant blessé par des tueurs non identifiés.

Le 5 octobre

A **Dargeçit**, 3 villageois, Suleyman Turgut, Mehmet Duman et Omer Ergin, ont été tués par les forces turques. A **Silvan**, un employé de mairie, Sait Isçi, a été tué par des inconnus. A **Ceylanpinar**, province d'Urfa, 2 frères, Seydo et Zubeyde Kahraman, accusés de collaboration ont été exécutés par des militants du PKK.

Le 6 octobre

A **Pulumur**, **Batman** et à **Dicle** 10 militants du PKK ont été tués lors de différents affrontements avec les soldats turcs. A **Sirnak**, 9 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée turque. A **Batman**, un couple, Songul et Ekrem Ergin, accusés de collaboration ont été tués à leur domicile par des inconnus.

Le 7 octobre

A **Pazarcik**, 6 villageois dont le maire du village de Harmanli, Mehmet Haliscan, ont été tués et 3 autres blessés lors d'une attaque du PKK. A **Kahramanmaras**, 2 passagers d'un minibus, Ali et Veysel Gorgel, ont été tués par des militants du PKK. A **Batman**, un homme, Fahrettin Celik, accusé de collaboration, a été tué par des militants du PKK.

Le 8 octobre

A **Mazıdagi**, province de Mardin, l'instituteur du village de Yukari Konak, Abdullah Yersiz, a été tué par les militants du PKK. A **Dicle**, 2 militants du PKK ont été tués par les soldats turcs. A **Urfa**, un civil, Abdulkadir Karatas, accusé de collaboration, a été tué par les militants du PKK. A **Batman**, un civil, accusé de collaboration a été tué par des inconnus.

Le 9 octobre

A **Karakocan**, province d'Elazig, 12 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques. A **Pazarcik**, 5 militants du PKK ont trouvé la mort lors d'un affrontement avec les soldats turcs. A **Batman**, les corps de deux paysans kurdes, Nevzat Çiftçi et Ahmet Altintas, ont été retrouvés dans un champ abandonné.

Le 10 octobre

A **Adiyaman**, 20 militants du PKK ont été tués au cours d'un affrontement avec l'armée turque. A **Pazarcik**, 2 autres militants du PKK ont été tués dans des accrochages. A **Besiri**, dans la province de Batman 2 civils ont été abattus par les militants du PKK. A **Hozat**, province de Diyarbakir, le maire de la localité, Mahmut Yildiz et sa mère, ont été grièvement blessés par des inconnus.

Le 11 octobre

A **Siirt**, 4 passagers d'un minibus ont été tués et 4 autres blessés par des armes de longue portée utilisées par des inconnus. Toujours dans la même ville, 5 passagers d'un autre minibus, Cafer Bayındırıcı, Yahya Kazancıçok, Yusuf Karaçay, Behcet Beyazgül et Hasan Korkunçveren, enlevés par des militants du PKK, ont été retrouvés morts. Toujours à Siirt un enseignant a été tué et un autre blessé. A **Dargeçit**, province de Mardin, 3 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée. A **Diyarbakir**, un instituteur, Zülküf Sani, a été tué, un autre, Necati Günes grièvement blessé par des tueurs non identifiés. A

Mardin, 4 militants du PKK et le maire d'un village, Mahmut Öztürk, ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée turque.

Le 12 octobre

A **Varto**, province de Mus, 3 civils ont été blessés lors d'un affrontement entre les militants du PKK et les forces de l'ordre. Toujours dans la même ville, un civil de Diyarbakir, Salih Sinir, a été tué par les forces turques. A **Pervari**, province de Siirt, un enfant de 10 ans a été tué, sa mère et son père grièvement blessés suite à une attaque des militants du PKK. A **Siverek**, province de Sanliurfa, 3 militants du PKK ont été tués par les forces turques.

Le 13 octobre

A **Uludere**, province de Sirnak, 11 villageois dont 9 enfants et 2 femmes et 9 militants du PKK ont été tués lors d'une attaque du PKK dans cette localité. A **Batman** et à **Erzincan**, 3 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec l'armée. A **Diyarbakir**, 2 civils, Halit Denli et Mehmet Denli, membres du parti HEP, ont été grièvement blessés par des inconnus. A **Batman**, 2 hommes, Besir Aslan et Mehmet Emin Basaran, ont été tués par des tueurs non identifiés. A **Dargeçit**, dans le village d'Akyol, les forces turques ont tué 3 civils, Ömer Ergin, Süleyman Turgut et Mehmet Duman.

Le 14 octobre

A **Uludere**, 14 militants du PKK ont été tués par l'armée qui n'a pas fait connaître ses pertes. A **Idil**, province de Sirnak, 2 protecteurs de village, Salih et Selahattin Öztürk, ont été tués, un autre, Abdullak Öztürk, grièvement blessé par des militants du PKK. A **Batman**, 2 hommes, Mehmet Hasim Müjdecı et Mehmet Sıdık Öztekin, ont été tués par des inconnus. Un autre, Fevzi Duruk, soupçonné de collaboration avec l'Etat, a été également tué par des inconnus. A **Silvan**, un civil, Recep Hekimoglu, a été tué, un autre, İsmet Öztürk grièvement blessé par deux inconnus. A **Kiziltepe**, un homme, Bekir Cengiz a été tué et son cousin, Bahri Cengiz grièvement blessé par deux tueurs non identifiés. A **Varto**, dans la région de Mus, 2 civils, Mehmet Kırmızıdag et Güler Öztekin, ont été tués par des soldats turcs.

Le 15 octobre

A **Cizre**, 15 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée. A **Mardin**, 4 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A **Varto**, 2 militants du PKK ont été tués par des soldats. A **Midyat**, un enseignant, Hasim Levent, a été tué par un tueur non identifié. A **Batman**, un jeune homme de 19 ans, Abdulkarim Kaplan, a été tué par un inconnu. Un lycéen de 18 ans, Hanifi Ekin, a été blessé dans une autre agression non revendiquée. A **Kozluk**, près du village Yarıkaya, un militants du PKK qui s'est rendu a été fusillé par les forces turques. A **Erzurum**, un

fonctionnaire de l'office des forêts, Umit Tacyıldız, a été tué par des militants du PKK qui l'avaient enlevé la veille. A **Siirt**, un homme de 65 ans, Ömer Sirken, a été tué par l'explosion d'une mine posée sur la route.

Le 16 octobre

A **Diyarbakir**, 2 instituteurs, Hıdır Zor et Hikmet Aktug, ont été assassinés dans deux agressions différentes commises par des tueurs non identifiés. A **Silvan**, 2 ouvriers, Mehmet Yazıydık et Nuri Beskisiz, ont été assassinés par des inconnus. A **Mardin**, **Malatya**, **Gaziantep** et à **Mus** 29 militants du PKK, au total, ont été tués au cours de différents affrontements avec l'armée. A **Batman**, un restaurateur de 32 ans, Mehmet Sah Tangüner, a été tué par des inconnus. A **Kiziltepe**, région de Mardin, un automobiliste, Besir Eracı, a été tué par un groupe armé. A **Siirt**, le corps de Kasım Mete, enlevé quelques jours auparavant par des militants du PKK, a été retrouvé sur une route.

Le 18 octobre

A **Batman**, un commerçant, Serif Bağcı, a été tué et un tailleur, Kadir Ekinci, grièvement blessé par des inconnus lors de deux agressions différentes.

Le 19 octobre

A **Midyat**, un chauffeur de camion, Cumhur Göktürk et son fils Cemal, ont été tués par un groupe armé non identifié. A **Kiziltepe**, un chauffeur de taxi, İzzettin Akgün, et 2 autres personnes, Ali Özdemir et Piro Aydemir, ont été enlevés de leur domicile et tués par des inconnus. A **Batman**, un civil, Necmettin Keles, a été tué et un autre, Mehmet Selvi, grièvement blessé par des inconnus. A **Batman**, Metin Tan, fils du président local de l'Association des droits de l'homme récemment assassiné par la confre-guérilla turque, a été tué par des tueurs non identifiés.

Le 20 octobre

A **Viransehir**, un homme, Eyup Temel, accusé de collaboration a été tué par des militants du PKK. A **Gercus**, province de Mardin, un homme, İbrahim Singer, accusé d'avoir aider le PKK, a été retrouvé pendu à un arbre. A **Hani**, dans la province de Diyarbakir, le village de Kaledibi a été bombardé par l'aviation et des chars turcs ; 3 civils, Mustafa Tastan, Ahmet Tasan et Hasan Kanat, ont été tués. A **Nusaybin**, un coiffeur, Macit Pektaş, a été tué par des tueurs non identifiés. A **Batman**, un homme, Nevzat Özbek, a été grièvement blessé par des inconnus.

Le 21 octobre

A **Pervari**, province de Siirt, un minibus a heurté une mine, 7 personnes ont été tuées et 7 autres blessées. A **Mus**, deux bombes qui ont explosé sur la ligne du chemin de fer ont fait 2 blessés. A **Nusaybin**, un électricien, âgé de 32 ans, Abdulgafur Demirbas, a été tué par un inconnu. A **Bingol**, 19 villageois ont été tués et 6 autres blessés à la suite d'une attaque

attribuée au PKK contre un autocar, près du village de Solhan.

Le 22 octobre

A **Batman**, un jeune homme de 20 ans, Necmettin Keles, a été tué et un autre civil, Mehmet Selvi, grièvement blessé par des inconnus. A **Nusaybin**, un lycéen de 17 ans, Sinan Demirtas a été tué par des inconnus. A **Mazgirt**, dans la région de Tunceli, 12 villageois dont le maire du village et un bébé âgé de 2 mois, tous membres de 2 familles ont été tués à la suite d'une attaque du PKK.

Le 23 octobre

A **Omerli**, province de Mardin, 3 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre. A **Diyarbakir**, un instituteur, Hikmet Altük, et une femme, Gulnaz Dagdibi, ont été grièvement blessés par des inconnus armés de pistolet. A **Catak**, province de Van, le cadavre marqué par des traces de torture, du maire du village de Sugeldi, Tahir Daday, arrêté 10 jours auparavant par la police, a été remis à sa famille. A **Tatvan**, le corps d'un civil, Hizni Özer, a été retrouvé dans un champ. A **Hani**, un villageois, Zülküf Kaçmaz, a été tué à son domicile par des inconnus.

Le 24 octobre

A **Karakoçan**, région d'Elazig, 4 militants du PKK, ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques. A **Hinis**, dans la province d'Erzurum, un automobiliste, Rasim Akgül, a été tué par des inconnus. A **Diyarbakir**, un protecteur de village, Mehmet Yoldas, a été blessé et sa fille, Seline, tuée par des militants du PKK.

Le 25 octobre

A **Mazgirt**, 12 villageois ont été tués et 4 autres blessés lors d'une attaque des militants du PKK dans ce village. A **Uludere**, un protecteur de village, Saddik Bilen, a été tué et un autre, Mecit Benek, grièvement blessé lors de l'explosion d'une mine. A **Semdinli**, un berger de 14 ans, Mevlut Derinler, a été grièvement blessé par l'explosion d'une mine. A **Batman**, 2 personnes, Sükrü Kılıç et Anter Yalçın, ont été tués et 2 autres, İrfan Kılıç et Ali Basutçu, blessés par des tueurs non identifiés.

Le 26 octobre

A **Idil**, province de Sirnak, 3 villageois, Emin Acar, Mehmet Aktas et Resul Aktas, ont été tués et 2 autres blessés par les forces turques. A **Karakoçan**, deux bergers, Ali Kaya et Mahmut Sunay, ont été tués par les forces turques lors d'un affrontement avec les militants du PKK. A **Diyarbakir**, le corps d'un instituteur, Mehmet Sirin Kaya, criblé de balles, a été retrouvé dans un champ abandonné. A **Batman**, le propriétaire d'un café, Sehmus Kursun, a été tué dans son établissement par un tueur non identifié.

Le 27 octobre

A **Karakocan**, province d'Elazig, un maire du village, Abdullah Güzel, a été tué par des militants du PKK. Un autre maire, du village d'Ormancik, Ali Zorlu, a été également tué par les militants du PKK. A **Siirt** et à **Bingöl**, 3 militants du PKK ont été tués lors des affrontements avec les soldats. A **Nusaybin**, dans la province de Mardin, un civil, Mehmet Beser, accusé de collaboration avec l'Etat, a été tué chez lui par des inconnus. La femme de la victime et sa tante ont été blessées. A **Adana**, un homme, Sakir Ipekçi, accusé de collaboration, a été tué. A **Midyat**, un commerçant de 67 ans, Mehmet Yigit, a été tué par des inconnus.

Le 28 octobre

A **Mus**, 8 militant du PKK ont été tués par les forces turques lors d'une attaque de la guérilla kurde contre un train de voyageur qui a aussi coûté la vie aux 2 conducteurs du train et à un voyageur. 19 autres voyageurs ont également été blessés lors de cette attaque. A **Sirnak**, un protecteur de village de Güneyçam, İhsan Kutlu, et sa femme ont été tués et 2 autres civils blessés par des militants du PKK. Toujours dans la même ville, 2 ouvriers de 40 et 56 ans, Anter Yalçın et Sükrü Kılıç, ont été tués et 2 autres blessés à l'arme automatique par des tueurs non identifiés. A **Hazro**, dans la province de Diyarbakir, le client d'un taxi, Birgül Yeken, a été tué et le chauffeur, Hafiz Selimgülen, blessé par des prétendus protecteurs de village. A **Digor**, province de Kars, un homme, Sükrü Ketenciler, a été tué par des militants du PKK.

Le 29 octobre

A **Palu**, région d'Elazig, 2 villageois, Kevser et Saliha Yilmaz, ont été tués et 2 autres, Seyran et Zaliha Akin, blessés lors d'une attaque du PKK dans cette ville. A **Sanliurfa**, 2 militants du PKK ont été tués et 3 autres blessés lors d'un affrontement avec l'armée turque.

Le 30 octobre

A **Gaziantep** et à **Tunceli**, 6 militants du TKP-ML ont été tués lors des affrontements avec l'armée turque. A **Kocakoy**, province de Diyarbakir, une fille de 13 ans, Selime Yoldas, a été tuée et son père blessé par des protecteurs de village. A **Mardin**, un homme, Hadi, accusé de collaboration avec l'Etat, a été tué par des militants du PKK. A **Bismil**, un commerçant, Birol Savas, a été tué, dans la gendarmerie de la ville où il avait livré des marchandises, par un sergent pour un motif inconnu.

Le 1^{er} novembre

A **Tunceli** et à **Uludere**, 4 militants du PKK ont été tués lors d'un accrochage avec l'armée turque. A **Tekman** et à **Mardin**, 10 militants du PKK ont été tués par les forces turques. A **Diyarbakir**, un entrepreneur de bâtiment, Sevki Kaya, a été tué par des inconnus.

A **Batman**, un chauffeur de minibus, Ali Teymur, a été tué par des personnes non identifiées.

Le 2 novembre

A **Silvan**, 2 hommes, membres de la même famille, Cengiz et Ali Isik, ont été tués par les forces turques qui ont mis ensuite le feu à leur domicile dans lequel une fillette de 1 ans a été brûlée vive. A **Batman**, le cadavre d'un homme, Ramazan Altunser, arrêté le 21 octobre par la police a été remis à sa famille.

Le 3 novembre

A **Igdir**, 5 civils ont été blessés, par les forces de l'ordre, lors d'une manifestation contre l'opération de l'armée turque en Irak. A **Savur**, province de Mardin, 8 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée turque. A **Cizre**, 2 frères, Abdulselam et Kasim Örneç, accusés de collaboration avec l'Etat, ont été tués et pendus par des militants du PKK. A **Batman**, 2 civils, Imdat Koç et Tefvik Barutçu, membre du parti HEP, ont été tués par des tueurs non identifiés. A **Nusaybin**, 5 personnes accusées de collaboration ont été exécutées par des militants du PKK 5 autres personnes ont été blessées.

Le 4 novembre

A **Gaziantep**, le frère du député du HEP, Abdulsemed Sakik, a été tué par un inconnu. A **Silvan**, 2 militants du PKK ont été tués lors d'un accrochage avec les forces turques. A **Dicle**, un militant du PKK a été tué par l'armée lors d'un accrochage. A **Cizre**, l'ancien président local du Parti socialiste, Resul Sakar, a été tué par des inconnus qui l'avait enlevé à son domicile. A **Mazidagi**, province de Mardin, un civil, Selam Kuray, a été tué par un inconnu. Au **Kurdistan d'Irak**, les corps de dizaines de militants du PKK ont été retrouvés après l'intervention de l'armée et de l'aviation turques qui s'y poursuit depuis plusieurs.

Le 5 novembre

A **Igdir**, une paysans, Baci Hanim Aksu, a été blessée suite à la fusillade de son domicile par des inconnus. A **Diyarbakir**, un civil, Sait Erten, a été tué par un inconnu.

Le 6 novembre

A **Kulp**, **Erzurum**, **Mus** et à **Ardahan**, 9 militants du PKK ont été tués lors de différents accrochages avec les forces turques. A **Nusaybin**, un civil, Bülent Daglar et un employé de la mairie, Sultan Erol, ont été tués par des inconnus armés lors de deux différentes agressions. Un enfant de 12 ans et une femme ont été également blessés. A **Diyarbakir**, un ouvrier, Abdalbaki Kısın, a été tué par des inconnus. A **Silvan**, un homme a été tué et 2 autres blessés lors d'une fusillade dans une salle du tribunal. A **Elazig**, un médecin, président de la section locale du HEP, Rodi

Demirkapı, a été grièvement blessé et son fils, Surzan, tué par la contre-guérilla turque.

Le 7 novembre

A **Palu**, province d'Elazig, le maire du village Akbulut, a été tué et pendu par des militants du PKK. A **Bingöl**, un civil, Abdullah Kılıç, a été tué par l'explosion d'une mine. A **Mus**, un militant du PKK a été tué lors d'un accrochage avec les forces turques. Toujours dans cette région, 2 villageois ont été tués et deux autres grièvement blessés par des inconnus. A **Nusaybin**, 4 personnes ont été grièvement blessées dans deux agressions commises par des inconnus.

Le 9 novembre

A **Cizre**, 7 membres d'une famille dont 2 enfants ont été tués et 4 autres blessés à leur domicile touché par une roquette tirée lors d'un affrontement entre les soldats turcs et des militants du PKK. A **Diyarbakir**, un journaliste, Yasar Aktay, a été tué par des inconnus. A **Tatvan**, un chauffeur de taxi, Sabri Coskun, a été tué par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture.

Le 10 novembre

A **Batman**, un civil, Hasan Baran, a été tué par un tueur non identifié.

Le 11 novembre

A **Hani**, 9 civils ont été tués et 3 autres blessés lors d'un affrontement entre les forces turques et les militants du PKK suite à une attaque de ces derniers contre les bâtiments officiels de la ville.

Le 13 novembre

A **Lice**, **Elazig** et à **Tatvan**, 5 militants du PKK ont été tués lors de différents affrontements avec l'armée. A **Cinar**, province de Diyarbakir, l'imam du village de Kutluk, Bahattin Safak, et l'instituteur du village d'Aktepe, Vural Akdeniz, ont été tués et pendus par des militants du PKK. A **Batman**, 6 passagers d'un minibus ont été blessés lors de l'explosion d'une mine posée sur la route. A **Gercus**, un protecteur de village, Serif Orak, a été tué et pendu par des militants du PKK. A **Yuksekoa**, province de Hakkari, un jeune berger de 15 ans, Cengiz Ozcan, a été tué d'une balle dans la tête.

Le 14 novembre

A **Diyarbakir**, le maire de la ville, Turgut Atalay, et son chauffeur ont été blessés et son garde du corps tué lors d'un attentat à la bombe. A **Silvan**, un militant du PKK a été tué lors d'une attaque de celui-ci contre un barrage en construction. A **Bismil**, province de Diyarbakir, un instituteur, Emin Aydin et son épouse, ont été tués par des militants du PKK. A **Batman**, 2 civils, Mehmet Aslan et Mehmet Simsek, ont été grièvement blessés par des inconnus.

Le 15 novembre

A **Igdir**, province de Kars, un militant du PKK, Oruç Atesoglu, a été tué par l'explosion d'une bombe. A **Batman**, un épicier, Suphi Aslan, a été tué sur son lieu de travail par des inconnus.

Le 16 novembre

A **Hakkari et à Erzurum**, 30 militants du PKK ont été tués lors de 2 affrontements avec les forces turques. A **Mersin**, un civil de 30 ans, Mustafa Bozak, récemment sorti de prison, soupçonné d'aider le PKK a été retrouvé mort. Le meurtre est attribué au PKK. A **Dicle**, 2 hommes, Mehmet Akan, berger et Dervis Karakoc, arrêtés par les forces turques ont été retrouvés morts. A **Silvan**, un gardien de nuit, Mehmet Gumusel, a été grièvement blessé par balles par des inconnus. A **Batman**, un civil, Semdin Turan, a été tué par des inconnus. A **Diyarbakir**, un homme, Menaf Tohumeker, a été tué par des inconnus.

Le 17 novembre

A **Savur**, un protecteur de village, Abdurrahim Yıldız et 3 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques. A **Eruh**, un berger, Hacı Bestas, a été tué par l'explosion d'une mine. A **Savur**, province de Mardin, l'imam du village Kocahöyük, Kutbettin Emen et un autre habitant, Celal Bagdap, enlevés par des militants du PKK ont été retrouvés morts. A **Igdir**, 4 civils ont été tués et 15 autres blessés, dans un café, lors d'une fusillade attribuée au PKK. A **Mazidagi**, 5 protecteurs de village ont été tués et 3 autres blessés par des militants du PKK. A **Kulp**, un ancien candidat à la mairie, Hüseyin Bal, enlevé par des militants du PKK a été retrouvé mort, abattu d'une balle dans la tête. A **Silvan**, un civil, Kamil Yalçiner, a été tué par des tueurs non identifiés.

Le 18 novembre

A **Mazidagi**, 6 protecteurs de village ont été tués et 4 autres blessés lors d'un affrontement avec des militants du PKK. A **Tunceli et à Gercus**, 3 militants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec l'armée turque. A **Viransehir**, un civil, Remzi Çakar, accusé d'appartenance au PKK, a été tué sous la torture par la police. A **Suruc**, province d'Urfa, l'ancien président local du DYP, Ibrahim Tuncay, a été tué et 2 autres personnes blessées lors d'une agression commise par des tueurs non identifiés. A **Diyarbakir**, le corps d'un homme, Mehmet Akkun, arrêté par la police, a été retrouvé dans un lieu abandonné.

Le 19 novembre

A **Batman**, un photographe, Semdin Turan, a été tué d'une balle dans la tête par des inconnus. Toujours dans la même ville, un professeur de lycée, Maruz Korkmaz, a été grièvement blessé par des inconnus qui l'ont pris à partie. A **Silvan**, l'imam du village Görentepe, enlevé par des militants du PKK, a été retrouvé mort et pendu à un arbre. A **Mardin**, un villageois, Abdulkadir Aksu, a été exécuté par des protecteurs de village pour avoir refusé de quitter son village.

Le 20 novembre

A **Mazidagi**, un ancien journaliste d'une agence de presse, Hatip Kapçak, a été tué à son domicile par 3 inconnus armés. 2 de ses invités, Rihan et Ismat Aksay, ont également été tués lors de la fusillade et 2 autres, Siyabend Kapan et Nizamettin Akçay, ont été blessés. A **Viransehir**, un militant du PKK a été tué et 3 autres blessés lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre. A **Suruc**, province d'Urfa, 2 civils ont été tués dans un magasin par des inconnus qui ont ouvert le feu. A **Batman**, un protecteur de village, Suleyman Çetin, a été retrouvé mort. A **Dicle**, un civil, Cihan Aslanal, a été tué par des inconnus. A **Hani**, un civil, Mehmet Korkut, a été tué par des inconnus. A **Diyarbakir**, un journaliste, Namık Tarancı, a été tué par un inconnu à la sortie de son travail.

Le 21 novembre

A **Bingöl**, un militant du PKK a été tué lors d'un accrochage avec l'armée. A **Batman**, un employé de la presse, Halil Adanır, a été brûlé vif dans sa voiture incendiée par des inconnus.

Le 22 novembre

A **Silvan**, un professeur de lycée, Mehdi Sanlı et l'un des ses parents, Firat Geçmez, ont été assassinés par 3 inconnus.

Le 23 novembre

A **Sirnak**, un militant du PKK a été tué par les forces turques. A **Gercus**, un chauffeur de camionnette, Sükrü Bilmez, a été tué par l'explosion d'une mine posée sur la route. A **Batman**, un automobiliste a été tué dans sa voiture par des inconnus. A **Midyat**, un villageois, Ismail Aslan, a été retrouvé pendu à un arbre. A **Diyarbakir**, le directeur local du quotidien Ozgur Gundem a été blessé par des inconnus armés.

Le 24 novembre

A **Derik**, province de Mardin, 2 militants du PKK ont été tués par les forces turques lors d'un accrochage.

LA REVUE DE PRESSE, EN BREF

UN ŒIL SUR ANKARA : En attendant la fin de la torture en Turquie. (*The Washington Post*, 20 septembre 1992), p. 1.

ASSASSINAT DE TROIS LEADERS KURDES IRANIENS. (*La Lettre de la FIDH*, 20 septembre 1992), p. 2.

PREMIER RASSEMBLEMENT D'OPPOSANTS EN IRAK. Comment renverser Saddam ? (*L'Indépendant*, 23 septembre 1992), p. 3.

KURDISTAN : UN APPEL DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. (*La Marseillaise*, 29 septembre 1992), p. 3.

POUR LES ENFANTS DU KURDISTAN. Mahdi Zan, membre du Secours populaire de Villeneuve d'Ascq, vient de passer près d'un mois au Kurdistan irakien pour venir en aide, par le biais de trois projets scolaires, aux enfants d'un pays totalement dévasté par la guerre et toujours «otage» de l'Irak. (*Nord-Matin*, 27 septembre 1992), p. 4.

TURQUIE : REBELLION DANS UN BAIN DE SANG. (*Le Berry Républicain*, 1^{er} octobre 1992), p. 5.

203 MORTS C'EST LE BILAN LE PLUS SANGlant DE LA REBELLION KURDE DEPUIS 1984. TURQUIE : LA REBELLION KURDE TOURNE AU BAIN DE SANG. Les affrontements, mardi, entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le Sud-Est anatolien ont fait 203 morts selon un bilan fourni à Ankara par le Premier ministre turc Suleyman Demirel. BAIN DE SANG EN ANATOLIE : Le bilan des combats entre armée turque et séparatistes kurdes dépasse les 200 morts. L'ARMEE POURSUIT LES REBELLES KURDES AU-DELA DE LA FRONTIERE IRAKIENNE. SANGlant REVERS POUR LES KURDES. Des combats entre forces armées turques et militants séparatistes kurdes dans le Sud-Est anatolien ont fait deux cent trois morts mardi, selon un bilan donné hier par Ankara. Parallèlement à ces affrontements armés, la population kurde de Turquie affronte une situation déplorable, comme en témoigne un mission d'enquête de la FIDH. AFFRONTLEMENTS ENTRE FORCES TURQUES ET REBELLES KURDES. - UN MASSACRE AU KURDISTAN. (*Le Journal du Centre, République du Centre, Presse de la Manche, Liberté de l'Est, Libération, Le Monde, Le Parisien, Le Quotidien de la Réunion, Le Courrier, 24 Heures*, 1^{er} octobre 1992), p. 5-12, 33, 34.

210 TUES DANS LA BATAILLE KURDO-TURQUES PRES DE LA FRONTIERE IRAKIENNE. (*International Herald Tribune*, 1^{er} octobre 1992), p. 9.

MASSACRE PROGRAMME : Opération militaire turque au Kurdistan. Plus de deux cent cinquante personnes sont mortes mardi et mercredi dans la province de Hakkari. Une délégation française témoigne sur ce qu'il faut bien appeler une guerre.

LETTRE A L'AMBASSADEUR DE TURQUIE. (*L'Humanité*, 1^{er} octobre 1992), p. 10.

ARMEE CONTRE SEPARATISTES KURDES. Combats meurtriers en Turquie. Le premier ministre turc M. Suleyman Demirel a affirmé, mercredi 30 septembre, qu'il n'y a pas de «solution politique» face au séparatisme kurde. Les autorités d'Ankara privilégient la répression, après la plus violente attaque jamais lancée, mardi, par les rebelles du PKK. UNE LOGIQUE MILITAIRE. (*Le Monde*, 2 octobre 1992), p. 11.

TURQUIE : RENFORCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LES KURDES. — MARDI NOIR AU KURDISTAN. — IMPASSE POLITIQUE POUR LES KURDES. (*Gamk, Le Figaro & L'Aurore*, 2 octobre, *La Croix*, 3 octobre 1992), p. 12-13.

ANKARA ACCUSE LE PKK DE MASSACRE. Selon les autorités turques, des rebelles kurdes du PKK auraient attaqué le village de Cevizdali, tuant 55 civils. (*Libération*, 3 octobre 1992), p. 13.

THONON : GREVISTE DE LA FAIM KURDES : Création d'un comité de soutien. (*Le Dauphiné Libéré*, 3 octobre 1992), p. 13.

ASSIGNÉS A RESIDENCE ET A L'INACTIVITÉ. Pour avoir manifesté à Paris contre le massacre de Sîrnak (200 morts) quatre Kurdes sont devenus velleux. Ils ont interdiction de travailler et subsistent avec 200 francs par semaine et par personne ! (*Loir Matin*, 4 octobre 1992), p. 14.

POUR FAIRE PRESSION SUR LE REGIME DE M. SADDAM HUSSEIN. Le Conseil de sécurité autorise la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger. (*Le Monde*, 4 octobre 1992), p. 15.

DANS LE SUD-EST ANATOLIEN : Les séparatistes kurdes ont massacré une quarantaine de villageois. (*Le Monde*, 4 octobre 1992), p. 16.

LES PESHMERGAS A L'ASSAUT DU PKK. (*Libération*, 6 octobre 1992), p. 16.

L'ACTION DE L'ONU SUSCITE L'EFFONDREMENT DU DINAR IRAKIEN. (*International Herald Tribune*, 5 octobre 1992), p. 16.

LA DDASS AU SECOURS DES ASSIGNÉS A RESIDENCE. — AIDE AUX REFUGIES KURDES. (*La Montagne*, 4 octobre, *Le Démocrate Veronnais*, 7 octobre 1992), p. 17.

THEATRE DE LA VILLE : Charam Nazeri, le chanteur soufi kurde. (*Le Figaro & L'Aurore*, 3 octobre 1992), p. 17.

LE PARLEMENT KURDE IRAKIEN FAVORABLE A UN ETAT FEDERE AU SEIN DE L'IRAK. (*Le Courrier de l'Ouest*, 6 octobre 1992), p. 17.

COMBATS ENTRE KURDES DE TURQUIE ET D'IRAK. — LES PESHMERGAS SONT DETERMINES A SE DEBARRASSER DU PKK. — DEUXIEME OFFENSIVE DES PESHMERGAS CONTRE LE PKK. Ankara soutien les Peshmergas. La Turquie a déclaré hier avoir apporté un soutien aérien aux Peshmergas dans leur offensive contre le PKK. — LES PESHMERGAS ATTAQUENT LES KURDES TURCS DU PKK. — NOUVELLE OFFENSIVE. Selon Massoud Barzani, les opérations contre le PKK sont bientôt finies. But : le déloger. — Combats entre Kurdes au nord de l'Irak. (*Le Monde*, 24 Heures 7 octobre, *Le Monde*, 8 octobre, *Libération* 9 octobre, *Le Courrier*, *Le Nouveaux Quotidien*, 6 octobre 1992), p. 17-19, 35, 36.

L'AVIATION D'ANKARA POURCHASSE LES KURDES DE TURQUIE EN IRAK. (*L'Humanité*, 8 octobre 1992), p. 18.

ANKARA ET LES KURDES. (*International Herald Tribune*, 13 octobre 1992), p. 19.

ANKARA : NON A UN ETAT KURDE. — Tout en aidant les peshmergas à combattre le PKK. ANKARA AFFIRME SON HOSTILITE A LA CREATION D'UN «ETAT KURDE» EN IRAK. (*Le Figaro*, 6 octobre, *Le Monde*, 10 octobre 1992), p. 19-20.

TURQUIE : KULP LA KURDE, AU FEU DES REPRESAILLES TURQUES. A la suite d'une embuscade du PKK contre des gendarmes turcs, le 4 octobre, la ville kurde de Kulp a été incendiée. Une pratique courante dans le sud-est de la Turquie où des villages, accusés de soutenir l'organisation indépendantiste, sont systématiquement rasés par l'armée. (*Libération*, 13 octobre 1992), p. 21-22.

DIX-SEPT KURDES EN GREVE DE LA FAIM A THONON-LES-BAINS. Pour obtenir le statut de réfugié politique. (*Le Monde*, 13 octobre 1992), p. 23.

TURQUIE : LES TENSIONS SE MULTIPLIENT ENTRE LA POPULATION ET LA COMMUNAUTÉ KURDE. (*Le Monde*, 14 octobre 1992), p. 23.

LE RETOUR DE SADDAM HUSSEIN. Bien que vaincu, Saddam Hussein est toujours aux commandes. Il a reconstitué une grande partie de ses forces et n'a renoncé à aucune de ses ambitions. Comment mettre un terme à son règne ? (*Le Figaro*, 16 octobre 1992), p. 24.

GRECE-TURQUIE : Porte close pour des réfugiés irakiens. Soixante-huit réfugiés kurdes irakiens vivent depuis une semaine une tragique aventure sur les rives de la mer Egée. Refoulés successivement par la Grèce et la Turquie la semaine dernière, ils attendent à bord du *Kostakis*, un navire de croisière grec, dans les eaux internationales. (*La Croix*, 16 octobre 1992), p. 25.

DIJON : SOUTIEN AUX KURDES DEBOUTES DU DROIT D'ASILE. (*Le Bien Public*, 16 octobre 1992), p. 25.

LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*The Washington Post*, Octobre 1992), p. 26.

VASTE OFFENSIVE DE LA TURQUIE DANS LE KURDISTAN IRAKIEN. Les Kurdes turcs entre deux feux. (*OuestFrance*, 17 octobre 1992), p. 26.

SELON LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME, la police turque aurait été complice de l'assassinat de l'écrivain Musa Anter. (*Le Monde*, 17 octobre 1992), p. 26.

LA GUERRE FRATRICIDE DES KURDES. — OFFENSIVE TURQUE CONTRE LE PKK EN IRAK. — BOMBARDEMENTS TURCS. (*Le Quotidien de Paris*, *Libération*, 17 octobre, *La Croix*, 19 octobre 1992), p. 27.

AU BON MARCHÉ RIVE GAUCHE, SOMPTUEUSE EXPOSITION DE TAPIS D'ORIENT. J'ai vécu l'art du tapis kurde chez les fils de Darius. (*Figaro Magazine*, 17 octobre 1992), p. 28.

AU KURDISTAN, ANKARA A DEUX FERS AU FEU. Engagée dans une offensive militaire sans précédent contre les séparatistes kurdes du PKK, l'armée turque n'hésite pas à les poursuivre au sein du Kurdistan irakien ; où les peshmergas avancent prudemment une revendication nationaliste inacceptable pour Ankara. (*Libération*, 20 octobre 1992), p. 29.

LES KURDES SONT MENACES D'UN RUDE HIVER. Alors que les combats avec le PKK continuent. (*Le Monde*, 22 octobre 1992), p. 30.

FIN DE L'OCCUPATION PAR DES KURDES DU CONSULAT DE TURQUIE A STRASBOURG. STRASBOURG : Les militants kurdes écroués. (*A.F.P.*, 23 octobre, *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 25 octobre 1992), p. 30, 43.

DES SENATEURS AMERICAINS DEMANDENT SI DES SOCIETES ECRAN MONTEES PAR LA CIA ONT AIDE A L'ARMEMENT DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 21 octobre 1992), p. 31.

LES TURCS FRAPPENT LA GUERRILLA KURDE EN IRAK. Ankara combat l'insurrection des kurdes de Turquie. (*International Herald Tribune*, 24 octobre 1992), p. 31.

REUNIE AU KURDISTAN : l'opposition veut se doter d'une direction collégiale. — L'OPPOSITION IRAKIENNE SE STRUCTURE. Une Assemblée nationale et un gouvernement fantôme devraient voir le jour dimanche au Kurdistan irakien. — LE FUTUR SE SOUE AU KURDISTAN. — Conclave des anti-Saddam. L'opposition se réunit dans une zone échappant au contrôle de Bagdad. (*Le Monde*, *Libération*, 24 octobre, 24 Heures, 22 & 24 octobre 1992), p. 32, 38.

POUR LUTTER CONTRE LES KURDES. Ankara achète des armes. Le directeur général de la sûreté annonce officiellement l'achat de nouveaux hélicoptères, de véhicules blindés et l'envoi de renforts au Kurdistan. (*Le Courrier*, 2 octobre 1992), p. 33.

UNE NOUVELLE FAMILLE KURDE A ETE EXPULSEE MERCREDI VERS LA TURQUIE. Un groupe de solidarité attendait de pouvoir s'entretenir prochainement avec Peter Arbenz sur le cas d'une famille hébergée à Leimsiwil (BE). (*Le Courrier*, 10 octobre 1992), p. 37.

LES AMIS DES KURDES D'OBWALD EVITENT UNE CON-DAMNATION. La détresse personnelle prime les faits reprochés. Non-lieu pour neuf personnes ayant caché des requérants. (*Le Courrier*, 17 octobre 1992), p. 37.

TORTURE EN TURQUIE. Appel à la population. (*Le Courrier*, 17 octobre 1992), p. 37.

CINQ MILLE SOLDATS TURCS ONT PENETRE EN IRAK. Demirel confirme sa volonté d'éradiquer le PKK. — Contre les Kurdes réfugiés en Irak. NOUVELLE OPERATION TURQUE. L'offensive vise un camp «d'importance stratégique», selon le général commandant le secteur. Ses forces contrôlent désormais un vaste territoire. — OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES KURDES. — LA REPRESSION TURQUE SE POURSUIT. — POURCHASSES PAR L'ARMEE TURQUE. Débâcle des séparatistes kurdes. Avec l'aide des Kurdes irakiens, l'armée turque a pris en tenaille les troupes du PKK dans le nord de l'Irak. (*Le Nouveau Quotidien*, *Le Quotidien de Paris*, *The Financial Times*, 24 octobre, A.C.P. 25 octobre, *24 Heures*, *Le Figaro*, 28 octobre, 30 octobre 1992), p. 39, 40, 42.

AMNESTY INTERNATIONAL : Les enfants victimes de «violations effroyables» (en Turquie). (*République des Pyrénées*, 21 octobre 1992), p. 40.

BUSH ET L'IRAK: TRAITER SADDAM EN AMI ETAIT CORRECT. (*International Herald Tribune*, 27 octobre 1992), p. 41.

IRAN-TURQUIE : Suleyman Demirel (Premier ministre turc) à Téhéran. (*Le Figaro*, 27 octobre 1992), p. 41.

LES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES ONT AIDE L'IRAK A RENFORCER SON POTENTIEL MILITAIRE AVANT LA GUERRE DU GOLFE. (*International Herald Tribune*, 28 octobre 1992), p. 42.

KURDISTAN IRAKIEN : UN POUVOIR SANS POUVOIRS. Le drapeau irakien a été arraché et remplacé par le drapeau tricolore kurde. D'une matière à option, le ministre de l'Education veut faire de la langue kurde une matière obligatoire. (*Actualité Religieuse dans le Monde*, 15 octobre 1992), p. 44-45.

LE MALHEUR D'ETRE KURDE, HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN. Trois événements, survenus dans trois pays au cours des trois derniers mois, témoignent de l'ampleur et de la gravité du problème kurde : inauguration, le 4 juillet 1992 de la première Assemblée nationale kurde librement élue, en Irak ; vaste opération punitive de l'armée, le 18 août, qui provoque l'exode de vingt mille Kurdes de Sirnak, en Turquie ; assassinat, le 17 septembre, à Berlin, du chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran... (*Jeune Afrique* N° 1656 - du 1er au 7 octobre 1992), p. 46-52.

LES ARCADES SOUS LE CHARME KURDE. Une exposition de deux peintres associés et un spectacle de chants et musiques

traditionnels. Le centre culturel des Arcades a voulu rendre à sa manière un hommage au peuple et à la culture kurdes. — LES KURDES : Un peuple à connaître, des artistes à aimer... — LES KURDES, UN PEUPLE EN POESIE. (*La Voix- Lille*, 4-5 octobre 1992), p. 53, 54.

ANKARA S'INQUIETE DE LA CREATION D'UN «ETAT KURDE» EN IRAK. (*Gamk*, 12-13 octobre 1992), p. 55.

LES KURDES VOTENT AUSSI POUR CLINTON. (*Avanti*, 25-26 octobre 1992), p. 55.

OFFENSIVE D'ANKARA CONTRE LES BASES DU PKK EN TERRITOIRE IRAKIEN. A LA POURSUITE DES KURDES. LES TROUPES TURQUES ONT PENETRE DE 10 KILOMETRES EN IRAK. (*Avanti*, 24 octobre 1992), p. 56.

LES COMBATS SUR LE TERRITOIRE IRAKIEN ENTRE LES PESHMERGAS ET LE PKK ONT ETE SUSPENDUS. Les séparatistes ayant «accepté les conditions du Parlement kurde» — LE PKK AURAIT ACCEPTE D'EVACUER SES BASES EN IRAK. — Chars turcs en Irak contre les Kurdes. 20000 Turcs pour combattre le PKK. — LES KURDES DU PKK VONT SE RENDRE. Les rebelles kurdes turcs réfugiés en Irak sont sur le point de déposer les armes. (*Le Monde*, 27 octobre, *Le Nouveau Quotidien*, *Le Monde*, 28 octobre, *Le Nouveau Quotidien*, 31 octobre 1992), p. 57, 60, 61.

GRANDE MANOEUVRE AU KURDISTAN IRAKIEN. — Chasse aux Kurdes Turcs. (*Le Quotidien de Paris*, *L'Humanité*, 28 octobre 1992), p. 57.

LA TURQUIE INTENSIFIE L'OFFENSIVE CONTRE LES KURDES LE CONFLIT VIEUX DE HUIT ANS ENTRE DANS UNE PHASE DECISIVE. (*The Financial Times*, 29 octobre 1992), p. 58.

KURDISTAN IRAKIEN : 18 MOIS APRES L'EXODE. Une équipe du Secours populaire du Nord a séjourné près d'un mois au Kurdistan irakien. Impressions et projets. (*Convergence*, Octobre 1992), p. 59.

IRAK : L'OPPOSITION OPTE POUR UN ETAT FEDERAL. On prépare l'après-Saddam. L'opposition adopte le principe d'une fédération et d'une direction tripartite. — L'Opposition s'est dotée d'une présidence tripartite déjà contestée par des chiïtes. — SUCCES DE L'OPPOSITION IRAKIENNE. (*Le Courrier*, 30 octobre, *Le Monde*, 3 novembre, *24 Heures* 1er novembre 1992), p. 60, 74, 93.

TURQUIE : SELON UN BILAN OFFICIEL. Quatre cents séparatistes kurdes auraient été tués dans les combats sur le territoire irakien. (*Le Monde*, 31 octobre 1992), p. 61.

VENTES D'ARMES : LA COUR DE CASSATION JUGE DASSAULT RESPONSABLE DANS LA VENTE AU REGIME IRAKIEN D'AVIONS UTILISES DANS LE GAZAGE DES KURDES. (*Silence*, Octobre 1992), p. 61.

CHANTS D'EXIL KURDES. Par Temo. (*Musiques Traditionnelles en Rhône Alpes*. Octobre-Novembre-Décembre 1992), p. 62.

CHARTRES : MOBILISATION POUR UNE FAMILLE KURDE MENACEE D'EXPULSION. (*République du Centre*, 24 octobre 1992), p. 62.

KURDISTAN TURC : GUERRE TOTALE. — Poursuite de l'opération anti-Kurdes. (*LA Forge*, 15-31 octobre, *Le Berry Républicain*, 24 octobre 1992), p. 62.

KURDISTAN- PARMIS LES LOUPS. (*GEO (en allemand)*, 26 octobre 1992), p. 63-69.

PLUS DE LUMIERE SUR LE ROLE DE BUSH DANS L'AFFAIRE IRANIENNE. (*International Herald Tribune*, 1er novembre 1992), p. 69.

500 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. — 1.000 Kurdes tués par les Turcs en Irak. — Un millier de rebelles kurdes auraient été tués par les Turcs. — KURDISTAN IRAKIEN : Opérations turques meurtrières. — (*Le Maine Libre*, *Le Var Matin*, *Lyon Matin*, 2 novembre 1992), p. 70.

DANS LE KURDISTAN IRAKIEN : L'armée turque a lancé une nouvelle offensive contre les rebelles du PKK. — OFFENSIVE TURQUE EN IRAK : Agression contre les Kurdes. L'armée turque pénètre au Kurdistan irakien attaquant à la fois les combattants du PKK et ceux de l'UPK et du PDK. Silence dans les capitales occidentales. — VASTE OFFENSIVE TURQUE EN IRAK. L'armée turque a pénétré en territoire irakien et aurait tué un millier de rebelles kurdes du PKK en trois jours. UN MILLIER DE REBELLES KURDES DU PKK AURAIENT ETE TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. «Opération de nettoyage». — REBELLES KURDES : La Turquie ira jusqu'au bout. — IRAN : Turquie doit quitter l'Irak. — POURSUITE DE L'OPERATION TURQUE EN IRAK. Bombardement contre les Kurdes. — REBELLES KURDES DU PKK : des morts par centaines. Un bilan plutôt renversant dans la presse turque. — Une grande base du PKK est tombée dans le nord de l'Irak. — 4500 KURDES HORS DE COMBAT. L'état-major turc fait le bilan de son action. — LE NETTOYAGE TOUCHÉ A SA FIN. (*Le Monde*, *L'Humanité*, *Libération*, 24 Heures, 2 novembre, *Le Monde*, *Union*, *Gamk*, *Le Courrier*, *Le Nouveau Quotidien*, 3 novembre, *The Financial Times*, *L'Humanité*, 4 novembre, 24 Heures, 7 novembre, *Le Nouveau Quotidien*, 11 novembre 1992), p. 70, 71, 72, 74, 76, 77, 94, 95, 96.

LES TURCS MÈNENT UNE OFFENSIVE CONTRE DES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 2 novembre 1992), p. 72.

FORTE POUSSÉE ISLAMISTE EN TURQUIE. Les islamistes auraient obtenu 24,5% des voix à des élections partielles, dimanche. (*Libération*, 3 novembre 1992), p.72.

IRAK : L'OPPOSITION S'INQUIÈTE DE L'«INCURSION» DE L'ARMÉE TURQUE. (*Le Monde*, 4 novembre 1992), p.73.

OUBLIES DE L'HISTOIRE. La Turquie est en train de profiter de la position stratégique qu'elle occupe dans le dispositif occidental, pour se débarrasser en toute impunité de ses indépendantistes kurdes. (*Les Echos*, 3 novembre 1992), p.73.

LA TURQUIE ET LES REPUBLIQUES TURCOPHONES DE L'EX-

URSS N'ONT SIGNÉ QUE DES ACCORDS DE COOPÉRATION LIMITES. — GRANDE RÉUNION À ANKARA : Turcophones en sommet. Six présidents des républiques d'Asie de l'ex-URSS accueillis par le président Özal. Pour examiner le «modèle» turc, économique, démocratique et laïc... (*Le Monde*, 3 novembre, 24 Heures 1 novembre 1992), p.73, 93.

BARZANI : «ETATS-UNIS D'IRAK. Le leader kurde du PDK l'objectif est la fédération. (*Aventi*, 3 novembre 1992), p.75.

NOUVELLE LUMIERE DANS L'AFFAIRE DE LA FRAUDE DE L'IRAK. Le rapport de la CIA affirme que des banquiers d'outre-mer étaient impliqués. PAS DE VOIX POUR BUSH A BAGDAD. (*International Herald Tribune*, 4 novembre 1992), p.76.

TURQUIE : Mise en garde du ministre allemand de la défense. (*Le Monde*, 5 novembre 1992), p.76.

DEUX MILLE VICTIMES DANS LA GUERRE TURQUIE-PKK. (*Aventi*, 6 novembre 1992), p.78.

ANKARA ENFONCE LE CLOU KURDE. Les troupes turques n'entendent pas se retirer d'Irak dans l'immédiat. (*La Croix*, 6 novembre 1992), p.79.

TURQUIE : LE MARTEAU DE L'ARMÉE SUR L'ENCLUME DU PKK. Malgré — ou à cause de — la répression menée par l'armée d'Ankara, le PKK kurde reste populaire. C'est qu'entre les terrorismes militaire et indépendantiste, il n'y a rien. (*Libération*, 7 novembre 1992), p.80, 81.

QU'EST-CE QUI FAIT SURVIVRE SADDAM HUSSEIN ? (A.C.P., 7 novembre 1992), p.81, 82.

UN REBELLE TRAHI PAR LES SIENS. dans le nord de l'Irak, Hosni témoigne de la «folie» du PKK, l'organisation kurde turque, combattue à la fois par l'armée d'Ankara et par les peshmergas du Kurdistan irakien. (*Le Monde*, 8-9 novembre 1992), p.83.

«C'EST NOTRE DEVOIR D'AIDER LES REBELLES» dit Hezal femme kurde de Cizre, 35 ans, mère de quatre enfants. LA GUERRE MONTRE LE CÔTÉ SOMBRE DE LA TURQUIE. (*The Toronto Star*, 8 novembre 1992), p.83-86.

TEMOIGNAGE : «Il faut aider les Kurdes en Irak». Serge et Martine Mouhedine reviennent d'un voyage de deux semaines dans le Kurdistan irakien. Impressionnés par le courage du peuple kurde, ces Manchois lancent un appel afin que l'aide internationale et la protection de l'ONU se poursuivent cet hiver. (*Ouest-France*, *Presse de la Manche*, Octobre-Novembre 1992), p.87-88.

LA GRANDE-BRETAGNE ACQUITTE 3 HOMMES D'AFFAIRES DANS LE PROCÈS DES VENTES D'ARMES A L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 10 novembre 1992), p.88.

L'OFFENSIVE TURQUE CONTRE LES SEPARATISTES KURDES DU PKK PARAÎT TOUCHER A SA FIN. Les séparatistes kurdes de Turquie, les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK), ont affirmé, dans un communiqué publié le 7 novembre, que 1 000 soldats turcs et peshmergas (Kurdes irakiens) ont été tués et un millier d'autres blessés, lors des combats qui ont eu lieu depuis le début du mois d'octobre dans le nord de l'Irak. (*Le Monde*, 10 novembre 1992), p.89.

UNE INTERVIEW DE MUSTAFA HJRI: Nous, les Kurdes irakiens demandons à l'Europe de ne pas oublier notre combat. (*Avanti*, 10 novembre 1992), p.89-90.

LES DELICATES RELATIONS ENTRE MOUVEMENTS KURDES. Quand les rebelles du PKK sont les «invités» de leurs cousins irakiens. (*Le Monde*, 13 novembre 1992), p.91.

LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL ACCABLE LA TURQUIE. Vive réaction à Ankara. (*Gamk*, 13 novembre 1992), p.92.

UNE GRANDE BASE DU PKK EST TOMBEE DANS LE NORD DE L'IRAK. — MENACES DE MORT A CAUSE DU DRAPEAU KURDE. (*Le Nouveau Quotidien*, 6 novembre 1992), p.95.

TURQUIE : Etat d'urgence prolongé dans treize provinces. Sur l'avis du Gouvernement, le parlement a reconduit la mesure existant depuis 1987. (*Le Courrier*, 12 novembre 1992), p.95.

LES TRACES LAISSÉES DANS LE SILLAGE DE L'ENFER: RECITS DE CAPTIVITÉ, DE TORTURE ET DE VIOLENCE POUR LES KURDES. VOYAGE À TRAVERS DES CHAMPS DE PIERRES. Les forteresse de Saddam Hussein au Kurdistan d'Irak. (*Avanti*, 14 novembre 1992), p.96.

CONFERENCE KURDE SANS LES KURDES. les ministres des affaires étrangères de Turquie de Syrie et d'Iran se concertent sur leur politique kurde. Ils sont d'accord sur un point : aucun de ces Etats ne veut de la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak. (*Basler Zeitung*, 14 novembre 1992), p.97.

LES KURDES FACE AU PLUS GRAND DÉFI DE LEUR HISTOIRE (*Süddeutsche Zeitung*, 24 novembre 1992), p.98.

DEMIREL INVITE AMNESTY INTERNATIONAL EN TURQUIE. (*Gamk*, 25 novembre 1992), p.98.

LE NOUVEAU KURDISTAN : SOUFFRANCES CROISSANTES (*The Toronto Star*, 15 novembre 1992), p.99-102.

KURDISTAN : UNE DEMOCRATIE EN OTAGE. (*Notizie Verdi*, 16 novembre 1992), p.103-104.

LES VOISINS DE L'IRAK CONTRE UN ETAT KURDE. (*Basler Zeitung*, 16 novembre 1992), p.105.

«CONVERGENCE DE VUES» Entre la Turquie l'Iran et la Syrie sur le problème kurde. (*Le Monde*, 17 novembre 1992), p.105.

3 NATIONS METTENT EN GARDE LES KURDES CONTRE L'ECLATEMENT DE L'IRAK. (*International Herald Tribune*, 16 novembre 1992), p.106.

LA TOURNÉE DE M. DUMAS DANS LES PAYS DU GOLFE. La normalisation des relations avec l'Irak n'est pas encore à l'ordre du jour. — L'affaire des ventes d'armements à l'Irak : M. John Major en butte aux attaques du Labour. (*Le Monde*, 18 novembre 1992), p.107-108.

RELANCER LES RELATIONS DE LA COMMUNAUTE AVEC LA TURQUIE. (*Parlement Européen*, 18 novembre 1992), p.108-111.

L'AIDE ARRIVE AU KURDISTAN IRAKIEN : les premiers convois. (*Le Matin*, 22 novembre 1992), p.111.

POUR LES KURDES, LE PIRE EST A VENIR. Leur écrasement conduira à la montée d'une violence extrême. (*Le Nouveau Quotidien*, 19 novembre 1992), p.112.

LES ELECTIONS DU PKK INTERDITES EN ALLEMAGNE. (*Le Nouveau Quotidien*, 21 novembre 1992), p.112.

LA DIASPORA KURDE ELIT CE WEEK-END SES DEPUTES A UN PARLEMENT FANTOME. Après les graves revers subis sur la frontière turco-irakienne, les Kurdes du PKK passent à la contre-offensive politique. (*24 Heures*, 20 novembre 1992), p.113.

Turquie-Iran : GUERRE TOTALE CONTRE LES KURDES. (*Le Nouvel Afrique Asie*, Novembre 1992), p.113.

«NE PLEURE PAS : TU ES KURDE !» Le 17 novembre, dans le cadre de l'action «Terre Nouvelle» de la paroisse de Morges, Echichens et Monnaz, le pasteur Daniel Corbaz a raconté avec émotion son voyage chez les Kurdes. (*Journal de Morges*, 24 novembre 1992), p.114.

UN AUTRE JOURNALISTE KURDE TUÉ EN TURQUIE. (*Gamk*, 21-22 novembre 1992), p.114.

UN KURDISTAN SANS PESHMERGA. Le nouveau cours du nord de l'Irak où une armée nationale unifiée va remplacer les forces combattantes des partis. (*Avanti*, 22-23 novembre 1992), p.115.

L'ONU MAINTIEN L'EMBARGO CONTRE L'IRAK. Le Conseil de sécurité indisposé par l'attitude de Bagdad. (*Le Monde*, 26 novembre 1992), p.116.

AFFAMES ET GELES, LES KURDES ATTENDENT LE PIRE ENNEMI : L'HIVER. (*International Herald Tribune*, 28-29 novembre 1992), p.116.

L'IRAK CONSIDERE LA LEVEE DE L'EMBARGO COMME LA CLEF DES NEGOCIATIONS AVEC L'ONU. (*International Herald Tribune*, 30 novembre 1992), p.117.

EN VISITE EN JORDANIE : M. Mitterrand affirme que la levée des sanctions contre l'Irak implique le respect des communautés kurde et chiite. (*Le Monde*, 29-30 novembre 1992), p.117.

Revue de Presse



The Washington Post — September 20, 1992

Eye on Ankara: Waiting for an End to Turkish Torture

By Jeri Laber and Lois Whitman

ALMOST 10 months have passed since Prime Minister Suleyman Demirel's new government, committed to human rights reforms, took office in Turkey—a gestation period long enough to produce significant change. But the promised reforms have not come about; to the contrary, torture, murder and other human rights abuses in Turkey have become significantly worse.

A promise to end torture has been repeatedly broken, despite the fact that Demirel came to power promising "police stations with glass walls." A legal reform bill that would have shortened the permissible detention period and have permitted immediate access to lawyers was passed by Parliament, then vetoed by President Turgut Ozal, then re-submitted to Parliament, only to be withdrawn on Aug. 27.

The bill might have gone far in preventing routine torture that continues in Turkish police stations, such as these two cases among a number recently reported to Helsinki Watch by victims in Istanbul, Ankara, Adana and Antalya:

■ Nazli Top, a 23-year-old nurse, told of being tortured by police in Istanbul in April. Two months pregnant, Top said she was blindfolded and stripped, then given electric shock while suspended by her wrists, beaten and sexually abused with a truncheon. After 10 days in custody, she was released without charges; police said it was a case of mistaken identity. Top has a medical report attesting to her injuries. By a miracle, she did not lose her baby.

■ Ismail Yilmaz, 40, told of being tortured by police in Istanbul in April.

Jeri Laber is the executive director of Helsinki Watch, a division of Human Rights Watch. Lois Whitman is deputy director.

Questioned about a non-political crime, Yilmaz was blindfolded, severely beaten, given electric shock while suspended naked, violated with a truncheon and put six times into a cell about 12 feet square with a German shepherd that repeatedly attacked and bit him. Yilmaz showed us large scars on his wrists and legs from the bites. After two days, he was released without being charged.

These accounts and others like them convince us that torture continues in Turkey, that it permeates the criminal justice system and that it is not confined, as some believe, to suspected terrorists or Kurdish separatists. Twelve people died in suspicious circumstances this year while in police custody; police say five of them, including three children aged 13 to 16, has made no serious effort to investigate these cases.

Everything seemed possible in January when we met with Prime Minister Demirel, Deputy Prime Minister Erdal Inonu and other officials of the coalition government that came to power last November. Legislation to protect detainees from torture was only one of many planned reforms, which included amendments to the constitution and revision of the restrictive press law. Demirel had publicly recognized the "reality" of Turkey's large and long-abused Kurdish minority and told us he planned to win its confidence by restoring Kurdish cultural rights, abolishing the vindictive Turkish gendarme units in the Kurdish southeast and ending the "village guard" system that forces local people to take up arms to support the military in its fight against the PKK (Kurdish Workers Party), a secessionist guerrilla force waging violent warfare in the southeast.

None of this has come to pass. More than one hundred doctors, teachers, community leaders and local officials have been killed in the southeast within the past two years by attackers using "death squad" tactics.

the targeted houses. All this suggests that the raids are not shoot-outs but deliberate executions. Such extrajudicial killings in which police act as judge, jury and executioner are outlawed by both international human rights law and the laws of war.

Government forces have attacked Kurdish villages with increased ferocity this year and have maintained the detested village guard system that forces villagers to choose between serving as armed guards, vulnerable to PKK retribution, or abandoning their homes and lands. Security forces recently wreaked such destruction on the town of Sirnak that almost all of its 20,000 inhabitants piled their belongings onto wagons and trucks and abandoned the town. Officials have barred many journalists from most areas of the town and from interviews with the mayor, other officials and residents.

Contrary to international laws and standards, police continue to shoot and kill peaceful demonstrators. In March, during the celebration of Nevruz, the Kurdish New Year, government troops opened fire and killed at least 80 demonstrators in three southeastern towns. Nine others were killed in peaceful demonstrations there in August. Peaceful demonstrators also have been killed this year in Izmir, Adana and Antalya. No one has been charged with any of these deaths.

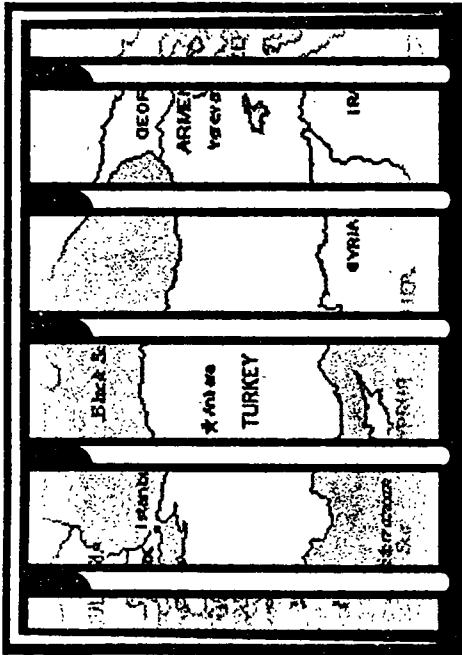
The government appears to have abandoned many of its early promises, such as a commitment to replace the repressive 1982 constitution, written after the military coup of 1980, and in the interim to abolish anti-democratic provisions in the current constitution—such as one that forbids university professors from joining political parties. The government also promised to change laws that discriminate against women, to provide trade union rights for civil servants, to enact trade union laws that comply with International Labor Organization standards, to abolish restrictions on political and religious freedom and to abolish the hated

Higher Education Council, the body that controls university policies throughout the country. These promises have not been kept.

In its initial days, the new administration did take some positive steps: The notorious Eskisehir Prison was shut down; 227 people who had been deprived of their citizenship for political reasons regained it; and some films and cassettes were removed from a list of banned artistic works. The government also ended a ban on the use of the Kurdish language on the street, although Kurdish is still banned in courts and other official and public settings. One Kurdish-language newspaper, Welat, is being published; a Kurdish institute was permitted to open in Istanbul (but has been forbidden to hang up a sign outside its office); and a policy of allowing parents freedom in choosing their children's names (including Kurdish names) was adopted.

In recent conversations with Helsinki Watch, Justice Minister Seyfi Oktay, Interior Minister Ismet Sezgin and Human Rights Minister Mehmet Kahraman all emphasized that the government remains committed to change, to the establishment of "a transparent democracy" and to amending the constitution and laws as initially proposed. But appropriate actions are not forthcoming. Demirel's government has not demonstrated the political will or ability to end torture, police murder, press restrictions and other loathsome practices, either on paper or in reality.

The Bush administration has been extremely supportive of the Demirel government, even congratulating Turkey on its "use of restraint" against the Kurdish population during Nevruz, when government troops shot and killed at least 80 peaceful demonstrators. Turkey remains the third largest recipient of U.S. aid, after Israel and Egypt, and will receive \$578 million in the current fiscal year. Surely our government can use its influence to persuade Demirel to honor the encouraging promises he made less than a year ago.



THE WASHINGTON POST

human rights abuses, officials are quick to blame escalating terrorism—an indisputable fact of life. In the southeast, according to the Turkish government, almost 2,000 people—among them 800 women, children and elderly—have been killed by the PKK. In western Turkey, assassinations of police, judges and other officials, most of them attributed to the left-wing extremist organization Dev Sol (Revolutionary Left) are becoming more frequent. In Istanbul and other major cities, 51 police and other officials have been assassinated this year.

But the Turkish government, in dealing with this deplorable situation, appears to have abandoned its initial commitment to a "state of law based on human rights and freedoms." Instead of attempting to capture, question and indict people suspected of these killings, police have embarked on a campaign of house raids. Since February, such raids have killed 37 alleged terrorists in western Turkish cities and 34 in the southeast.

Police routinely say the deaths occurred in the course of shoot-outs with suspects. But while suspects are shot dead, police are almost never killed or even wounded and eyewitnesses say shots are not fired from

Others have disappeared, only to turn up dead by a roadside some time later. Although some were last seen in the hands of police, the police usually deny having detained the victim or say they held him briefly and then released him. The Turkish government appears to have made no serious efforts to find the assassins or to investigate police involvement.

Dozens of journalists—particularly the left-wing opposition—continue to be harassed, threatened, beaten, detained and tortured. Reporters are charged with the crimes of insulting the president, criticizing the military or public prosecutors, disseminating separatist or communist propaganda and praising acts that are considered crimes. Some have been sentenced to prison terms.

In a horrifying new development, eight journalists have been shot and killed since February in southeast Turkey. All but one wrote for left-wing or pro-Kurdish journals; several had written about purported connections between a "counter-guerrilla" force and Turkish security forces. Six were shot from behind—usually with one bullet to the back of the head. Again, the government has made no serious efforts to find the killers.

When asked about the mounting

ASSASSINAT DE TROIS LEADERS KURDES IRANIENS

Communiqué de la
LIGUE POUR LA
DEFENSE DES
DROITS DE L'HOMME
EN IRAN. (LDDHI)
La FIDH, par la
voix de son
président, Daniel
JACOBY, a fait
part du profond
chagrin et du
sentiment de
révolte que lui ont
inspiré ces
nouveaux assassi-
nats. La FIDH
demande, avec la
LDDHI, que toute
la lumière soit faite
sur ces exécutions
sommaires;
comme sur les
précédentes.

جامعه دفاع از حقوق بشر در ايران
LIGUE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN IRAN
Membre de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme

Paris, le 20 Septembre 1992

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sadeg Sharafkandi, secrétaire général du Parti démocrate du Kurdistan iranien (PDKI), Fattah Abdelli et Homayoun Ardallan, respectivement représentants de ce parti en France et en Allemagne et Nourollah Pour Dehkadi, militant de l'opposition, ont été assassinés le jeudi 17 septembre 1992 dans un restaurant à Berlin par trois hommes masqués. Ces assassinats sont un nouveau pas franchi par le régime de la République islamique, qui cherche, depuis quelques années, à éliminer tous ses opposants politiques.

Il y a quelques semaines, le ministre des Renseignements de Téhéran, Ali Fallahian, a affirmé dans un entretien à la télévision iranienne que ses services avaient apporté des "coups sévères" à l'opposition "contre-révolutionnaire basée à l'étranger". Celui-ci a menacé notamment le PDKI ainsi que d'autres formations kurdes. Ces menaces intervenaient trois jours à peine après la condamnation de l'Iran par la sous commission des Droits de l'Homme des Nations unies. La sous commission de l'ONU avait condamné les "violations graves et continues" des droits de l'Homme par Téhéran et plus particulièrement l'exécution de cent cinquante prisonniers politiques ainsi que l'élimination des opposants politiques à l'étranger. Loin de se plier aux résolutions des Nations unies, le régime de la République islamique mène une politique de terreur à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Malheureusement, les pays occidentaux, sans doute motivés par leurs relations économiques et commerciales avec l'Iran, sont loin d'adopter une politique ferme à l'égard du régime iranien afin d'obtenir de celui-ci le respect des droits de l'Homme. A cet égard, les gouvernements occidentaux portent une responsabilité non négligeable dans la politique de terreur de la République islamique.

Depuis plusieurs années, les assassins - mais aussi leurs commanditaires - de plusieurs opposants politiques comme Abdolrahman Ghassemlou et son adjoint tués à Vienne, de Chapour Bakhtiar et Abdolrahman Bouroumand assassinés tous deux à Paris, de Kazem Radjavi exécuté en Suisse, ont bénéficié d'une totale impunité. Si les pays occidentaux avaient fait preuve de la même détermination qu'à l'égard de la Libye, il est certain que le régime de la République islamique n'aurait pas osé envoyer ses "commandos de la mort" semer la terreur en Europe.

La Ligue pour la défense des droits de l'Homme en Iran (LDDHI) condamne ces assassinats et demande une nouvelle fois aux pays occidentaux ainsi qu'au secrétaire général des Nations unies mais aussi aux responsables de la Communauté européenne de prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie des opposants politiques iraniens en Iran et à l'étranger. La Ligue demande par ailleurs que toute la lumière soit faite sur les dossiers des assassinats des opposants iraniens en Europe.

B.P. 2 75624 PARIS CEDEX 13 FRANCE

L'INDEPENDANT — 23 septembre 1992

PREMIER RASSEMBLEMENT D'OPPOSANTS EN IRAK

Comment renverser Saddam ?

L'OPPOSITION irakienne s'est rassemblée hier à Irbil, ville contrôlée par les Kurdes, pour sa première réunion en territoire irakien. A l'ordre du jour : comment renverser Saddam Hussein. De source kurde à Ankara, on affirme que pratiquement tous les mouvements d'opposition sont présents à Irbil. Sunnites et Chiïtes, Turkomans et Kurdes y ont envoyé des représentants. « *Nous allons tenter d'avancer la date du renversement de Saddam* » a déclaré Serchil Kazzaz, représentant du Front patriotique du Kurdistan (FPK).

Les Kurdes fédérateurs de l'opposition

Les Kurdes d'Irak, qui ont conservé le contrôle d'une partie du nord du pays avec l'aide militaire occidentale après les tentatives de soulèvement qui ont fait suite à la guerre du Golfe, préconisent depuis longtemps une campagne unifiée de l'opposition pour un Kurdistan « libéré ». Par le passé, une opposition disparate n'avait en commun que sa haine de Saddam. Certains mouvements opèrent à partir

basés en Arabie saoudite ou en Syrie.

Cette fois, affirment des officiels kurdes, des opposants établis dans les trois pays font route vers Irbil où la réunion débutera mercredi, avec un jour de retard.

Un représentant de l'influent dirigeant chiïte Mohamed Bakr al Hakim, qui réside à Téhéran, sera présent, assurent-ils. Le Conseil suprême de la révolution en Irak, qu'il dirige, avait critiqué des réunions qui s'étaient déroulées précédemment à Ryad et à Vienne, les jugeant mal préparées.

« *Nous tentons de jouer les médiateurs entre les différentes factions et de les unifier autour d'un programme commun analogue à celui adopté à Vienne* », a déclaré Safeen Dizayee du Parti démocratique kurde (PDK). Le FPK et le PDK figuraient parmi les principaux participants de la réunion de Vienne dont est issue une assemblée de 87 membres dirigée par un comité de 17 personnes. Elle avait adopté des résolutions sur les droits de l'Homme, la remise sur pied de l'économie et les réformes constitutionnelles à adopter une fois l'Irak débarrassé de Saddam Hussein.

LA MARSEILLAISE — 29 septembre 1992

Kurdistan : un Appel de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme

DES centaines de personnes sont en danger de mort dans le sud-est de la Turquie, a affirmé, vendredi, à Paris, l'avocat français William Bourdon, de retour d'une mission d'enquête dans cette zone pour le compte de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La délégation, qui s'est rendue dans la région de Dyarbakir, du 17 au 24 septembre, comprenait également Me Carine Jacoby, du barreau de Paris, et l'ancien chef de la police d'Essex en Grande-Bretagne, Ralph Crawshaw, aujourd'hui consultant auprès du département des droits de l'homme de l'université d'Essex.

Dans ses conclusions, la mission d'enquête de

la FIDH demande aux autorités turques "d'assurer la protection du droit à la vie de tous ceux qui sont menacés de mort ainsi que la libre circulation de l'information".

La délégation a mis l'accent sur les moyens utilisés pour "réduire la liberté d'information et confisquer la vérité sur ce qui se passe dans cette région" et sur "la multiplicité des assassinats de civils commis par des commandos spéciaux agissant, suivant des sources concordantes, de concert ou avec l'appui des forces de police". Elle affirme notamment, sur la foi de témoignages recueillis sur place, que "l'exécution sommaire de l'écrivain et

journaliste Musa Anter a été réalisée avec la complicité des forces de police".

Elle fait état de la "diversification des cibles civiles de ces commandos. Après les militants des droits de l'homme, les journalistes, les enseignants, les médecins, des personnalités modérées". En fait "tous ceux qui militent soit pour les droits de l'homme, soit pour une solution démocratique, sont en extrême danger de mort", estime la délégation et les responsables de ces exactions bénéficient d'une impunité absolue. "Les autorités d'Ankara n'ont pas été capables de nous signaler un seul cas de militaire ou de paramilitaire traduit en justice", a indiqué Me Bourdon.

NORD MATIN — 27 septembre 1992

POUR LES ENFANTS DU KURDISTAN

Mahdi Zan, membre du Secours populaire de Villeneuve d'Ascq, vient de passer près d'un mois au Kurdistan irakien pour venir en aide, par le biais de trois projets scolaires, aux enfants d'un pays totalement dévasté par la guerre et toujours « otage » de l'Irak.

CONSTRUIRE un collège, fournir l'équipement d'une ludothèque et envoyer du matériel scolaire : tel est la triple mission qui a conduit Mahdi Zan, Villeneuvevois membre du Secours Populaire, à séjourner durant la quasi-totalité du mois d'août, au Kurdistan irakien. Un pays où des centaines d'écoles restent à reconstruire, la plupart ayant été rasées par l'armée irakienne...

« C'était le premier voyage de ce type organisé par le Secours Populaire », explique Mahdy Zan, « Je me suis efforcé avant tout d'établir des relations avec les associations humanitaires sur place. Mais aussi de me rendre compte de la réalité du terrain en contactant la population. »

Accompagné de Géry Bauduin, un ami journaliste à l'Agence France Presse, Mahdi Zan n'a pas failli à sa tâche.

D'ores et déjà, la décision de construire un collège a été prise dans la ville de Penjuin, juste à la frontière iranienne. Une ville détruite entièrement en 1983 lors de la guerre Iran/Irak.

« Nous avons rencontré le recteur de Suleymania, la grande ville du secteur (300 000 habitants) et il nous a donné son accord pour la construction de ce collège qui devrait accueillir six classes. »

Le Secours Populaire interviendra pour sa part sur le plan

financier. D'autre part, des contacts ont été engagés avec des directrices d'école maternelle pour à terme fournir des jeux à des enfants qui en manquent cruellement : quatorze écoles de la région ont été totalement saccagées par la guerre et l'équipement des salles de jeux reste un problème de première urgence.

Mais, pour Mahdi Zan, la priorité absolue de sa mission concernait la mise au point du projet d'envoi de fournitures scolaires, notamment de cahiers, qui devrait d'ailleurs se concrétiser à la fin octobre : « Il faut savoir que la situation économique du pays est désastreuse, souligne-t-il, par exemple, sur la seule ville de Suleymania, aucune des trois usines existantes ne tournent. Le taux de chômage de la population est de 80 % et, tout naturellement, si l'on peut dire, la situation de l'éducation est à l'unisson. C'est simple, ils manquent de tout : fournitures scolaires pour la rentrée, jouets pour les orphelins, centres pour accueillir et soigner les enfants handicapés par la guerre... Et là-bas, tous les programmes de reconstruction des établissements scolaires reposent totalement sur les organisations humanitaires. Celles-ci se réunissent toutes les semaines au rectorat sous l'autorité de l'UNICEF... »

Une rencontre avec le Premier ministre

A l'instar de son ami du secours populaire, le journaliste Géry Bauduin n'est pas étonné par la situation catastrophique de l'éducation d'un pays dont la situation générale ne l'est pas moins. « Depuis l'exode et la protection accordée par les Nations-Unies en avril 1991, le Kurdistan irakien continue de payer le prix de sa liberté, explique-t-il, d'une part il est touché par l'embargo qui frappe l'ensemble de l'Irak, de l'autre il est aussi sanctionné par Bagdad qui a retiré tous ses fonctionnaires et se refuse à fournir quoi que ce soit, salaires, matières premières, nourritures, à cette partie du territoire qui échappe à son autorité. »

Madhi Zan et Géry Bauduin ont eu la chance, au cours de leur séjour, de rencontrer le premier ministre du pays, élu en juin dernier par des Kurdes soucieux d'entamer la longue reconstruction de leur pays sur des bases démocratiques. « Fouad Massum nous a accordé un entretien et nous a bien sûr confirmé que la situation économique reste pour lui et son pays le problème numéro un à régler. Il a demandé aux Nations Unies d'assouplir l'embargo sur le Kurdistan. Car il n'y a d'autre part aucune négociation possible avec Bagdad. La seule ressource du gouvernement, qui récupère peu à peu les pouvoirs exercés jusqu'ici par les partis politiques, provient des taxes d'essence entre l'Irak et

la Turquie. Ce trafic arrange tout le monde mais il reste suspendu au bon vouloir du gouvernement turc et à celui du P.K.K, organisation des Kurdes en Turquie, en conflit permanent avec le Front du Kurdistan irakien.

C'est ainsi que pendant le séjour de nos deux Français, le trafic sera coupé pendant trois semaines, mettant le pays au bord de l'asphyxie.

Des porteurs d'espoirs

Tout au long de leur séjour, Madhi Zan et Géry Bauduin ont donc côtoyé les familles kurdes, prenant conscience au quotidien d'une misère qui, parfois, confine au désespoir. Dans un quartier, un habitant raconte qu'une famille avait choisi de se laisser mourir de faim jusqu'à ce que tout le monde décide de lui venir en aide. Sur les routes de l'exode, Medhi et Gery rencontrent un jeune garçon sourd et muet qui erre au hasard. Autant d'images et de témoignages qui restent dans la tête bien après le retour en France.

« Et la situation de l'éducation est simplement le prolongement de cette misère, insiste Gery Bauduin, Nous avons eu de la chance d'être accueillis à bras ouverts par tous les gens : habitants, administrations, enseignants : cela nous a aidé à l'instant d'étudier et chiffrer la construction du collège. Mais il a fallu tenir compte de tous les problèmes : difficultés énormes de transport, absence de communication téléphonique, d'électricité, sans compter le climat très rigoureux en hiver... Tout ceux qui, là-bas, s'apprentent à endurer le froid des prochains mois nous auront accueillis comme des gens porteurs d'espoirs... »

Fr.D

TURQUIE/KURDES

Rebellion dans un bain de sang

Les affrontements mardi entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie, dans le sud-est anatolien, ont fait 203 morts, selon un dernier bilan, fourni hier à Ankara par le Premier ministre turc, Suleyman Demirel, et sont les plus meurtriers depuis le début de la rébellion armée kurde contre le gouvernement d'Ankara en août 1984.

L'armée turque poursuivait hier ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K., marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien.

M. Demirel a précisé que 174 militants du P.K.K. et 29 soldats turcs avaient été tués près de Semdinli, province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Mardi, vers 4 heures locales (3 heures à Paris), 500 à 600 rebelles kurdes du P.K.K. ont attaqué — presque simultanément — les postes frontaliers de Derecik, Samanlı et Yesilova de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak, selon les autorités turques. Les militants du P.K.K., venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes anti-char.

Ces incidents ont commencé au moment où le ministre de la Défense, Nevzat Ayaz, et le chef de l'état-major général des forces armées, le général Dogan Gures, se trouvaient à Van (est) dans le cadre d'une tournée dans la région destinée à « élever le moral » des troupes turques qui luttent contre le P.K.K.

Des unités de l'armée turque, soutenues d'avions de combat et d'hélicoptères « Cobra », décollant des bases dans le sud-est anatolien, ont aussitôt lancé une opération aéro-terrestre de grande envergure contre les rebelles qui ont fui en direction du territoire irakien.

Les actions sanglantes du P.K.K. et les opérations de représailles des forces de l'ordre turques dans cette région ont fait quelque 5.500 morts en huit ans, dont près de 2.000 depuis le début de l'année.

Principale organisation d'indépendantistes kurdes de Turquie, le P.K.K. d'Abdullah Ocalan, dit Apo, a opté pour une lutte armée contre le pouvoir central turc pour réclamer un Etat kurde indépendant sur un territoire pris sur la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie.

LE JOURNAL DU CENTRE

1^{er} octobre 1992

203 tués kurdes à la frontière

Ankara. — Les affrontements mardi entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le sud-est anatolien ont fait deux cent trois morts selon un dernier bilan, fourni mercredi à Ankara par le Premier ministre turc Suleyman Demirel, et sont les plus meurtriers depuis le début de la rébellion armée kurde contre le gouvernement d'Ankara en août 1984.

L'armée turque poursuivait mercredi ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien.

M. Demirel a précisé que cent soixante-quatorze militants du PKK et vingt-neuf soldats turcs avaient été tués près de

Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Mardi, vers 4 h locales, cinq cents à six cents rebelles kurdes du PKK ont attaqué, presque simultanément, les postes frontaliers de Derecik, Samanlı et Yesilova de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak, selon les autorités turques. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes antichar.

Ces incidents ont commencé au moment où le ministre de la Défense, Nevzat Ayaz, et le chef de l'état-major général des forces armées, le général Dogan Gures, se trouvaient à Van dans le cadre d'une tournée dans la région destinée à « élever le moral » des troupes turques qui luttent contre le PKK.

Turquie : 203 morts

C'est le bilan le plus sanglant de la rébellion Kurde depuis 1984.

ANKARA. - Les affrontements mardi entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le sud-est anatolien ont fait 203 morts selon un dernier bilan, fourni hier par le Premier ministre turc Suleyman Demirel, et sont les plus meurtriers depuis le début de la rébellion armée kurde contre le gouvernement d'Ankara en août 1984.

L'armée turque poursuivait hier ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien.

M. Demirel a précisé que 174



militants du PKK et 29 soldats turcs avaient été tués près de Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Mardi, 500 à 600 rebelles kurdes du PKK ont attaqué (presque simultanément) les postes frontaliers de Derecik, Samanlı et Yesilova de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak, selon les autorités turques. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes anti-char.

M. Demirel avait annoncé, lors d'une tournée dans le sud-est anatolien en décembre dernier, la « reconnaissance de la réalité kurde » en Turquie et appelé à « l'unité nationale » le peuple du sud-est anatolien à majorité kurde.

C'est le Président Turgut Ozal qui a brisé le tabou en osant le premier

dans des discours appeler un « Kurde », celui qui était jusqu'à présent dénommé « Turc des montagnes ». Il avait cependant déclaré que les Kurdes de Turquie étaient intégrés à la vie politique et qu'il en était une preuve, étant de mère kurde.

Les actions sanglantes du PKK et les opérations de représaille des forces de l'ordre turques dans cette région ont fait quelque 5.500 morts en huit ans, dont près de 2.000 depuis le début de l'année.

Principale organisation d'indépendantistes kurdes de Turquie, le PKK d'Abdullah Ocalan, dit Apo, a opté pour une lutte armée contre le pouvoir central turc pour réclamer un Etat kurde indépendant sur un territoire pris sur la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie.

REPUBLIQUE DU CENTRE

1^{er} octobre 1992

PRESSE DE LA MANCHE — 1^{er} octobre 1992

Turquie : la plus sanglante rébellion kurde depuis 1984

Les affrontements mardi entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le sud-est anatolien ont fait 203 morts selon un dernier bilan, fourni hier à Ankara par le Premier ministre turc Suleyman Demirel, et sont les plus meurtriers depuis le début de la rébellion armée kurde contre le gouvernement d'Ankara en août 1984.

L'armée turque poursuivait hier ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien.

M. Demirel a précisé que 174 militants du PKK et 29 soldats turcs avaient été tués près de Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Mardi vers 4h00 locales (3h00

à Paris), 500 à 600 rebelles kurdes du PKK ont attaqué - presque simultanément - les postes frontaliers de Derecik, Samanli et Yesilova de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak, selon les autorités turques. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes anti-char.

Des unités de l'armée turque, soutenues d'avions de combat et d'hélicoptères « Cobra », dé-

collant des bases dans le sud-est anatolien, ont aussitôt lancé une opération aéro-terrestre de grande envergure contre les rebelles qui ont fui en direction du territoire irakien.

Les actions sanglantes du PKK et les opérations de représaille des forces de l'ordre turques dans cette région ont fait quelque 5.500 morts en huit ans, dont près de 2.000 depuis le début de l'année.

LIBERTE DE L'EST — 1^{er} octobre 1992

Turquie La rébellion kurde tourne au bain de sang

Les affrontements, mardi, entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le sud-est anatolien ont fait 203 morts selon un bilan fourni à Ankara par le Premier ministre turc Suleyman Demirel.

L'armée turque poursuivait hier ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien, a indiqué hier à Ankara une source militaire.

M. Demirel a précisé que 174 militants du PKK et 29 soldats turcs avaient été tués près de Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak.

Mardi vers 4 h locales (3 h à Paris), 500 à 600 rebelles kurdes du PKK ont attaqué - presque simultanément - les postes frontaliers de Derecik, Samanli et Yesilova de l'armée turque dans la région de Sem-

dinli, à la frontière avec l'Irak, selon les autorités turques. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes antichars.

Ces incidents ont commencé au moment où le ministre de la Défense, Nevzat Ayaz, et le chef de l'état-major général des forces armées, le général Dogan Gures, se trouvaient à Van (est) dans le cadre d'une tournée dans la région destinée à "élever le moral" des troupes turques qui luttent contre le PKK.

Poursuites vers le Nord Irakien

Des unités de l'armée turque, soutenues d'avions de

combat et d'hélicoptères "Cobra", décollant des bases dans le sud-est anatolien, ont aussitôt lancé une opération aéro-terrestre de grande envergure contre les rebelles qui ont fui en direction du territoire irakien.

L'opération, dirigée par le général de corps d'armée Necati Ozgen, commandant en chef des troupes turques basées dans le sud-est anatolien, se poursuivait hier dans la région, en territoire turc, a indiqué hier à Ankara une source militaire. Il ne s'agit pas d'une opération lancée dans le nord irakien, selon cette source.

Elle a cependant ajouté qu'il "était possible" que des trou-

pes ou les avions de combat turcs aient pu entrer en territoire et dans l'espace aérien irakiens, à la poursuite de rebelles kurdes.

Les actions sanglantes du PKK et les opérations de représaille des forces de l'ordre turques dans cette région ont fait quelque 5 500 morts en huit ans, dont près de 2 000 depuis le début de l'année.

Principale organisation d'indépendantistes kurdes de Turquie, le PKK d'Abdollah Ocalan, dit Apo, a opté pour une lutte armée contre le pouvoir central turc pour réclamer un Etat kurde indépendant sur un territoire pris sur la Turquie, l'Irak et la Syrie.

TURQUIE

Bain de sang en Anatolie

Le bilan des combats entre armée turque et séparatistes kurdes dépasse les 200 morts.

En huit ans de lutte armée, le Sud-Est anatolien n'avait pas connu pareille hécatombe. Selon le Premier ministre turc, Suleyman Demirel, 203 personnes, dont 29 soldats, ont été tuées mardi lors de combats entre séparatistes kurdes et militaires turcs. Mais le bilan officiel, qui n'a cessé de s'alourdir au cours de la journée d'hier, n'est toujours que provisoire.

Les affrontements ont une fois de plus éclaté dans le triangle montagneux situé à la limite de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran, dans une région frontalière placée sous couvre-feu et ensanglantée par la violence politique de tous bords, les raids de l'armée et ceux de la rébellion. Selon Ankara, les hostilités ont commencé au petit matin, quand 600 partisans du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, se sont lancés à l'assaut des postes de gendarmerie de Derecik, de Samanli et de Yesilova. Depuis 1984, ce mouvement marxiste-léniniste livre une guerre sans merci au régime d'Ankara.

Les autorités affirment que les rebelles venaient du nord de l'Irak et disposaient de mortiers, de lance-roquettes et d'armes antichar: un vaste arsenal pris aux forces irakiennes au lendemain de la guerre du Golfe. Des unités terrestres, appuyées par des hélicoptères Cobra et des avions de combat, auraient aussitôt contre-attaqué. Des opérations de ratissage se poursuivaient hier en territoire turc, mais des sources officielles, citées par l'AFP, n'ont pas exclu que l'armée ait pénétré en Irak. Ankara s'arroge en effet un droit de suite de l'autre côté de la frontière, depuis que le Kurdistan irakien échappe au contrôle de Bagdad et sert de base arrière au PKK.

Cet accrochage meurtrier intervient au moment où le ministre turc de la Défense, Nevzat Ayaz, et le chef de l'état-major des forces armées, le général Dogan Gures, effectuent une tournée dans le Sud-Est anatolien afin de « remonter le moral » des troupes engagées dans la lutte contre le PKK. En dépit des 100 000 hommes déployés par Ankara, la région s'enfoncé dans la guerre civile depuis les affrontements meur-

triers qui ont endeuillé les fêtes de Nevroz, le nouvel an kurde, en mars.

Plusieurs organisations de droits de l'homme ont dénoncé les exactions commises par les militaires contre les populations civiles du Sud-Est anatolien. Tortures, punitions collectives, bombardements de villages... L'armée, en menant une répression aveugle, pousse de nombreux Kurdes à prendre le maquis et à grossir les rangs du PKK. Des escadrons de la mort assassinent journalistes, personnalités indépendantes et défenseurs des droits de l'homme. Selon l'ancien maire kurde de Diyarbakir, Mehdi Zana, de passage à Paris, la rupture est consommée entre les 15 millions de Kurdes et le régime turc. « On va vers un massacre entre les deux communautés, vers un conflit racial », ajoute cette personnalité indépendante, emprisonnée pendant quatorze ans et qui a longtemps milité pour la coexistence pacifique.

En août, la presque totalité des 20 000 à 25 000 habitants de Sirmak avaient pris la fuite, officiellement, devant les combats entre militaires et séparatistes. Pendant cinq jours, la ville, soupçonnée d'apporter un soutien au PKK, avait été livrée à l'armée. Les opposants kurdes parlent d'une opération de nettoyage ethnique. Un mois après, 8 000 personnes seulement, essentiellement des fonctionnaires et leurs familles, ont regagné les lieux. La Cour suprême d'Ankara s'appête également à lever l'immunité parlementaire des dix-huit députés du HEP, le Parti du travail, accusé de séparatisme.

« La Turquie ne frappe pas son propre peuple, mais tente d'éradiquer une source de sédition. Nous devons les battre, nous pouvons les battre, et nous les battons », a affirmé hier Suleyman Demirel. Le Premier ministre s'est déclaré prêt à acheter immédiatement 25 hélicoptères de combat américains supplémentaires. La semaine dernière, Ankara avait annoncé que la firme Sikorsky avait remporté un contrat portant sur la vente de 25 Blackhawk et sur la coproduction de 50 autres appareils en Turquie.

Ch.B. avec AFP et Reuter

TURQUIE : affrontements dans l'Est

L'armée poursuit les rebelles kurdes au-delà de la frontière irakienne

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon les chiffres officiels, quatre-vingt-deux personnes, au moins, ont trouvé la mort, mardi 29 septembre, lors de combats acharnés près de Semdinli, dans l'est du pays.

C'est à nouveau dans le triangle montagneux et mal contrôlé aux confins de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran que plusieurs centaines de combattants du mouvement séparatiste kurde PKK - six cents selon le gouverneur de la région - ont lancé mardi à l'aube une attaque contre le poste-frontière isolé de Derecik. Les forces de sécurité turques, qui semblent se préparer à une offensive de grande envergure contre les rebelles kurdes, ont riposté rapidement et les combats ont gagné deux autres postes de gendarmerie, puis se sont poursuivis des deux côtés de la frontière turco-irakienne, alors que des hélicoptères Cobra et des avions de combat étaient dépêchés vers la zone des affrontements.

A l'issue de douze heures de combats intenses, affirment les autorités turques, cinquante-quatre militants du PKK avaient trouvé la mort, ainsi que vingt-trois membres des forces de sécurité et cinq miliciens pro-gouvernementaux. Selon les sources officielles - les seules disponibles, - le PKK a éga-

lement attaqué, lundi, la maison d'un milicien pro-gouvernemental dans la province de Van, tuant son épouse et ses sept enfants dont un bébé de six mois. Deux combattants kurdes ont été abattus lors de cette attaque. Au total, près de cinq mille personnes ont trouvé la mort au cours de huit ans de lutte armée.

Alors que ces affrontements se déroulaient dans le sud-est du pays, d'autres violences se produisaient à Istanbul. La police a tué trois militants, dont deux femmes, du mouvement révolutionnaire d'extrême gauche Dev-sol au cours d'opérations menées contre plusieurs locaux utilisés par ce groupe. Les téléspectateurs turcs ont pu voir sur leurs écrans une de ces opérations, au cours de laquelle une jeune militante, qui avait accepté de se rendre, a dû quitter son appartement par la fenêtre après avoir mis le feu à des documents. Encouragées et applaudies par une petite foule de badauds, les forces de sécurité ont également saisi des explosifs, des faux papiers ainsi que plusieurs armes qui auraient été utilisées lors d'attaques contre des officiers et fonctionnaires turcs, ainsi que lors des meurtres d'un Américain et d'un ressortissant britannique.

NICOLE POPE

LE PARISIEN — 1^{er} octobre 1992

TURQUIE

Affrontements sanglants entre l'armée et les Kurdes

SELON le bilan fourni par le Premier ministre turc, Suleyman Demirel, deux cent trois personnes, dont vingt-neuf soldats turcs, ont été tuées dans des affrontements, mardi, entre forces de sécurité et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K., séparatiste) dans la province de Hakkari, frontalière avec l'Irak et l'Iran. Cinq cents à six cents rebelles kurdes ont attaqué à l'aide de mortiers, lance-roquettes et armes antichars les postes frontalières de Derecik, Samanli et Yesilova dans la région de Semdinli. Les forces de l'ordre turques ont aussitôt lancé une opération de riposte dans la région, soutenue par l'aviation. En huit ans, la rébellion a fait plus de cinq mille morts, dont des civils. Au cours du dernier mois, on a dénombré environ cinq cents morts.

Combats avec l'armée turque

Sanglant revers pour les Kurdes

Des combats entre forces armées turques et militants séparatistes kurdes dans le sud-est anatolien ont fait deux cent trois morts mardi, selon un bilan donné hier par Ankara. Parallèlement à ces affrontements armés, la population kurde de Turquie affronte une situation déplorable, comme en témoigne une mission d'enquête de la FIDH.

DE très violents combats ont opposé mardi les forces armées turques à des miliciens séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste), à l'est de l'Anatolie, aux confins de la Turquie, de l'Irak et de l'Irak. Selon un bilan officiel révélé hier par le Premier ministre turc, Suleyman Demirel, ces affrontements, les plus meurtriers depuis la rébellion kurde du PKK, ont fait deux cent trois tués. Des combattants séparatistes en grande majorité et vingt-neuf soldats turcs. Ce lourd bilan confirme les informations selon lesquelles l'armée turque se livre, depuis plusieurs mois déjà, à une offensive « définitive » contre le mouvement séparatiste.

D'après les informations fournies par Ankara — les seules disponibles —, il y aurait à l'origine de cette bataille l'attaque, par cinq ou six cents rebelles armés de mortiers et de lance-roquettes, de trois postes frontaliers turcs. L'armée turque a alors riposté, s'appuyant notamment sur des hélicoptères pré-sta-

tionnés dans cette région montagnueuse. Hier, les « terroristes » tentaient de ramasser les corps de leurs camarades », a précisé M. Demirel. Nombreux auraient pu fuir vers l'Irak, mais il ne semble pas que, comme elle le fait habituellement, l'aviation turque ait exercé son « droit de poursuite » en bombardant les bases de repli du PKK en territoire irakien.

Projetant d'étouffer la rébellion en la coupant de ses bases arrière au-delà des frontières, Demirel a récemment accueilli à Ankara les deux leaders kurdes irakiens, Jalal Talabani et Massoud Barzani qui contrôlent, eux, le nord de l'Irak au-dessus du 36^e parallèle. Néanmoins, si accord il y a eu, débouchant sur une rupture de solidarité entre les mouvements kurdes des deux pays, il est resté secret. Tous deux dans ce volet « diplomatique » a obtenu de Damas que les services secrets syriens ferment leurs camps d'entraînement de la Bekaa libanaise, que les troupes du PKK fréquentaient assidûment.

Déjà puissantes, l'armée et les forces de sécurité turques sortirent encore renforcées si ces succès sur le terrain se confirment. Avec tous les risques que comporterait un tel renforcement au moment où, aux dires de nombreux observateurs, l'Etat turc, un an après l'arrivée au pouvoir de Demirel, étale, lui, son impuissance et où les rumeurs de coup d'Etat militaire se font plus pressantes et plus fréquentes. Déjà, dans le sud-est anatolien, la région où vivent huit millions de Kurdes, « l'autorité de l'Etat est voisine de zéro », témoigne M^e William Bourdon, qui rentre d'une mission d'enquête dans la région de Digarbakir pour le compte de la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme).

Les escadrons de la mort

Tortures, arrestations arbitraires de civils, atteintes à la liberté de l'information, exactions de l'armée et, surtout, multiplication des assassinats par des commandos masqués... tel est désormais l'ordinaire

du Kurdistan turc, affirme M^e Bourdon, sa conseillère Carine Jacoby et le Britannique Ralph Crasshaw, ancien chef de la police d'Essex, qui complétait la délégation FIDH. Le sud-est de la Turquie vit, en fait, sous régime d'état d'urgence depuis 1987, mais la situation s'est nettement aggravée depuis l'entrée en vigueur, en avril dernier, de la loi anti-terroriste. Au point qu'un médecin kurde a pu répondre aux rapporteurs qui l'interrogeaient sur les tortures : « Laissez tomber cela, c'est, hélas, tellement banal que c'est entré dans les mœurs. Intéressez-vous plutôt aux assassinats de civils, le fait le plus nouveau et le plus inquiétant. »

Phénomène nouveau ? « Depuis environ un an, de véritables escadrons de la mort font irruption. Des tueurs masqués, qui se désignent sous l'étiquette Hezbollah ou contre-guérilla, revendiquent donc une identité kurde pour semer la confusion. Depuis le début de l'année, ces commandos ont exécuté cent quatre-vingts personnes », relate Carine Jacoby. Cibles dési-

gnées : professeurs, militants des droits de l'homme, médecins, journalistes. « Ce n'est pas un hasard s'ils frappent des personnalités mortes, rétives aux ultras du PKK. N'est-ce pas le meilleur moyen d'enterrer toute solution politique et pacifique au problème kurde ? » Parmi les « morts en sursis », comme ils se désignent parfois eux-mêmes, figurent les journalistes du quotidien « Gundem », dont douze ont été abattus en quelques mois. « Trois d'entre eux venaient à peine de publier une enquête établissant les connexions entre le groupe Hezbollah et les forces de sécurité gouvernementales turques », dit William Bourdon. Dimanche 20 septembre, alors que la mission était sur place, le poète et journaliste Musa Anter, une figure du mouvement kurde, a été enlevé et assassiné par trois hommes à Diyarbakir. Fort de son expérience de « policeman », Ralph Crasshaw a lui-même pu constater la réalité de telles complications entre escadrons de la mort et forces de l'ordre.

Henri VERNET

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — October 1, 1992

210 Slain in Kurdish-Turkish Battle Near Border

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — More than 210 people were killed in a battle between Kurdish separatists and Turkish troops near the Iraqi-Turkish border, the government announced Wednesday. It was the most violent engagement since Kurds launched a guerrilla campaign for independence in 1984.

Prime Minister Suleyman Demirel said Wednesday that 29 soldiers and 174 fighters of the separatist Kurdistan Workers Party had died in the 12-hour battle, which took place Tuesday around Semdinli in Hakkari Province. About 500 guerrillas took part.

Five civilians and three village guards paid by the government had also died in the fighting, he added.

Semdinli is located at the tip of a

triangle where the borders of Iran, Iraq and Turkey converge. The Marxist-Leninist rebels are seeking to create an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria.

Two other military posts in Semdinli were attacked by the guerrillas in the last month, leaving 83 guerrillas and 31 soldiers dead.

A military spokesman in Ankara said a big security sweep was in progress but denied reports that aircraft or troops were attacking guerrilla hideouts in mountains inside Iraq.

Mr. Demirel was speaking to members of his party after troops found more bodies in the area where the guerrillas attacked border posts at Derecik and Samanli.

He was quoted by the Anatolian news agency.

He defended the conduct of the campaign against the guerrillas and again rejected the Kurdish demand for a separate state. Turkey has about 10 million Kurds, half of them in the southeast.

"These soldiers are dying to protect Turkey's borders, its integrity and its people," Mr. Demirel said. "The state is determined not to give up an inch of its land. Turkey is not hurting its own people, but trying to eradicate a source of sedition."

The prime minister said that there was no place for talks with the guerrillas and ruled out any devolution of power from Ankara, even if this fell well short of independence.

"We can't think of it," he said. "This would be a disaster for Turkey. In the first place we have to defeat the terrorists."

"We have to defeat them, we can defeat them and we will defeat them," he declared.

He said Kurdish guerrillas had been given or had seized modern weapons from Iraqi Army depots in the aftermath of the Gulf War when Iraqi Kurds won control of much of the north. While Demirel seeks to keep the Kurdish separatist movement under control in his country, he supports U.S.-led protection of the Kurds in northern Iraq.

About 5,000 people have been killed in Turkey since the guerrillas began their war in 1984.

(Reuters, AP)

LE QUOTIDIEN DE LA REUNION — 1^{er} octobre 1992

AFFRONTEMENTS ENTRE FORCES TURQUES ET REBELLES KURDES

203 morts dans le sud-est anatolien

Les affrontements mardi entre forces turques et séparatistes kurdes de Turquie dans le sud-est anatolien ont fait 203 morts selon un dernier bilan, fourni hier à Ankara par le Premier ministre turc Suleyman Demirel, et sont les plus meurtriers depuis le début de la rébellion armée kurde contre le gouvernement d'Ankara en août 1984.

L'ARMÉE turque poursuivait hier ses opérations aériennes et terrestres contre ces rebelles, membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui ont fui en direction du territoire irakien. M. Demirel a précisé que 174 militants du PKK et 29 soldats turcs avaient été tués près de Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Iran et l'Irak.

Mardi matin, cinq à six cents rebelles kurdes du PKK ont attaqué presque simultanément les postes frontaliers de Derecik,

Samanli et Yesilova de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé des mortiers, lances-roquettes et armes anti-char.

Ces incidents ont commencé au moment où le ministre de la Défense, Nevzat Ayaz, et le chef de l'état-major général des forces armées, le général Dogan Gures, se trouvaient à Van (est) dans le cadre d'une tournée dans la région destinée à « élever le moral » des troupes turques qui luttent contre le PKK.

Des unités de l'armée turque, soutenues d'avions de combat et d'hélicoptères « Cobra », décollant des bases dans le sud-est anatolien, ont aussitôt lancé une opération aéro-terrestre de grande envergure contre les rebelles qui ont fui en direction du territoire irakien. L'opération, dirigée par le général de corps d'armée Necati Ozgen, commandant en chef des troupes turques basées dans le sud-est anatolien, se poursuivait hier dans la région, en territoire turc. Selon une source militaire, il est « possible » que des troupes ou les avions de combats turcs aient pu entrer en territoire et dans l'espace aérien irakiens, à la poursuite de rebelles kurdes.

M. Demirel avait annoncé, lors d'une tournée dans le sud-est anatolien en décembre dernier, la « reconnaissance de la réalité kurde » en Turquie et appelé à « l'unité nationale » le peuple du

sud-est anatolien à majorité kurde.

C'est le Président Turgut Ozal qui a brisé le tabou en osant le premier dans des discours appeler un « Kurde », celui qui était jusqu'à présent dénommé « Turc des montagnes ». Il avait cependant déclaré que les Kurdes de Turquie étaient intégrés à la vie politique et qu'il en était une preuve, étant de mère kurde.

Les actions sanglantes du PKK et les opérations de répression des forces de l'ordre turques dans cette région ont fait quelque 5.500 morts en huit ans, dont près de 2.000 depuis le début de l'année. Principale organisation d'indépendantistes kurdes de Turquie, le PKK d'Abdullah Ocalan, dit Apo, a opté pour une lutte armée contre le pouvoir central turc pour réclamer un Etat kurde indépendant sur un territoire pris sur la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Opération militaire turque au Kurdistan

MASSACRE PROGRAMME

Plus de deux cent cinquante personnes sont mortes mardi et mercredi dans la province de Hakkari

Une délégation française témoigne sur ce qu'il faut bien appeler une guerre

DES opérations militaires de très grande envergure, impliquant l'armée de terre et l'aviation turque, se déroulent depuis mardi au Kurdistan de Turquie, près de Semdinli, dans la province de Hakkari, près des frontières irakienne et iranienne. Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, a annoncé hier à Ankara que 210 personnes, dont 29 soldats turcs, avaient été tuées. Il a fait état d'affrontements entre forces de sécurité et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Un premier bilan donné mardi soir par le super-préfet de Diyarbakir, responsable de 13 provinces du Sud-Est, sous état d'urgence depuis 1987 et où l'application de la loi dite « anti-terrorisme » votée en avril 1991 donne les pleins pouvoirs au préfet et à l'armée. Il faisait état de 82 morts dont 23 soldats turcs et 5 miliciens kurdes appointés et armés par le gouvernement (les protecteurs de villages). La différence entre les deux chiffres prouve que, depuis mardi soir au moins, ce sont les militaires turcs et eux seuls qui tuent.

Selon la version gouvernementale, les affrontements auraient commencé par l'attaque de plusieurs postes frontaliers par des combattants du PKK. Le super-préfet de Diyarbakir a précisé que « des unités de l'armée turque ont lancé une opération aéro-terrestre de grande envergure en vue de poursuivre les assaillants qui ont fui vers l'Irak.

Les Kurdes contestent totalement cette version et affirment que c'est l'ar-

mée qui a pris l'initiative de cette opération. Selon l'Institut kurde de Paris, on compte de nombreux paysans parmi les victimes, notamment dans le village de Derecik.

Le scénario de ce nouveau « nettoyage » à la turque ressemble étrangement à ce qui s'était passé à la fin du mois d'août dans la région de Sirkak : sous prétexte d'une attaque du PKK, qui n'a en réalité jamais eu lieu, l'armée turque avait bombardé la ville pendant quatre jours, du 18 au 21 août, faisant de nombreuses victimes et poussant la population à l'exode. Une mission de l'Association des droits de l'homme de Turquie qui s'était rendue sur place quinze jours après avait émis des doutes sérieux sur la version officielle : les bâtiments publics, prétendument détruits par le PKK, étaient intacts alors que beaucoup de maisons et de boutiques avaient été brûlées ou bombardées. « Nous n'avons rien vu, avait alors dit le président de l'Association, Akin Birdal, qui permette de confirmer la version selon laquelle le PKK a fait sauter des bâtiments officiels. En fait, c'est la population civile qui a été touchée. Il faut dire qu'il s'agit d'un massacre. Si nous ne disons rien, de tels faits se reproduiront ailleurs. Rien ne justifie le massacre d'un groupe ethnique. »

Plus d'un mois après, effectivement, le massacre continue ailleurs, alors que Sirkak et sa région sont toujours isolés. Une délégation française indépendante enquêtant sur les enfants victimes de la

guerre a pu s'y rendre, le 14 septembre, pour des entretiens avec les responsables de l'hôpital.

M^{re} Malika Ouarti, rendant compte lundi de cette mission, a confirmé que la ville, très sévèrement touchée, est totalement aux mains de l'armée et de la police. Selon les informations recueillies par la délégation à Cizre, localité voisine où se sont réfugiés la plupart des habitants chassés par les bombardements, 5.000 seulement des 30.000 habitants de Sirkak avaient regagné leur domicile et certains d'entre eux auraient été aussitôt arrêtés et interrogés par la police.

La délégation a également rencontré le maire du petit village de Sekzencil, proche de Sirkak, complètement rasé par l'armée deux jours avant l'attaque contre Sirkak. Il a raconté comment les habitants en fuite avaient été poursuivis et mitraillés par des hélicoptères. « Les blessés, affirme Malika Ouarti, n'osent pas se rendre à l'hôpital de peur d'y être poursuivis par les autorités. Un enfant de douze ans nous a raconté comment il a vu les militaires mitrailler les maisons à l'aveuglette. »

La délégation a décidé d'entreprendre une action de sensibilisation en faveur des enfants victimes de cette guerre non déclarée et qui aurait déjà fait, selon des informations recueillies à Sirkak, plus de 5.000 orphelins.

Le massacre des populations du Kurdistan s'accompagne d'une politique de répression systématique de toute expression démocratique kurde, comme le prouve l'arrestation, lundi, des dirigeants du HEP (Parti du travail du peuple). Ankara semble se diriger vers l'interdiction prochaine de ce parti et la destitution de ses 18 députés. Ce qui ouvrirait la voie à une situation particulièrement dangereuse où il n'y aurait plus d'autre expression kurde possible que celle du PKK, contre qui tous les coups seraient permis : Suleyman Demirel n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'un coup d'Etat militaire contre le PKK serait justifié ?

Françoise Germain-Robin

LETTRE A L'AMBASSADEUR DE TURQUIE

Le Comité de défense des droits de l'homme et des libertés en France et dans le monde, que préside Georges Marchais, apprenant l'arrestation de plusieurs dizaines de dirigeants nationaux et régionaux du Parti du travail du peuple (HEP), a adressé une lettre à l'ambassadeur de Turquie en France. Après avoir rappelé qu'il a eu maintes fois l'occasion de s'inquiéter et d'intervenir contre les graves at-

teintes aux droits de l'homme en Turquie, et dit sa conviction que la répression et la violence ne peuvent résoudre les problèmes, le Comité demande à l'ambassadeur d'intervenir auprès des autorités de son pays pour qu'elles s'orientent sur une autre voie, celle du dialogue, en particulier à l'égard de la communauté kurde, sur la base de la reconnaissance de ses droits fondamentaux.

Armée contre séparatistes kurdes

Combats meurtriers en Turquie

Le premier ministre turc M. Süleyman Demirel, affirmé, mercredi 30 septembre, qu'il n'y a pas de « solution politique » face au séparatisme kurde. Les autorités d'Ankara privilégient la répression, après la plus violente attaque jamais lancée, mardi, par les rebelles du PKK.

ISTANBUL

de notre correspondante

« Nous devons les battre, nous allons les battre, nous pouvons les battre », a affirmé le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, mercredi 30 septembre, à l'issue des deux jours de violents combats entre séparatistes kurde et forces gouvernementales qui selon lui, auraient fait plus de deux cent dix morts dans la province de Hakkari, l'une des provinces du Sud-Est anatolien à majorité kurde. « Il n'y a qu'une solution », a ajouté M. Demirel. La Turquie a été attaquée et cette attaque va être repoussée. Si nous avons pu régler ce problème par des solutions politiques, cela aurait été fait au cours des neuf dernières années. »

Selon M. Demirel, cent soixante-quatorze des quatre cents à cinq cents combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) auraient trouvé la mort.

Ils avaient attaqué un poste de gendarmerie proche de la frontière irakiennes à l'aube, mardi matin (le Monde du 1^{er} octobre). Mais le premier ministre a admis que le bilan dressé, de son côté, par l'état-major des forces armées était moins élevé. Vingt-neuf soldats, cinq civils et trois miliciens progouvernementaux figurent également parmi les victimes de ces affrontements, les plus violents qu'ait connus la Turquie depuis le début de la rébellion armée du PKK.

Dans un communiqué publié en Europe, le Comité du Kurdistan confirme que l'attaque du PKK, lancée par mille deux cent cinquante combattants, était « la plus importante à ce jour ». Le communiqué affirme en revanche, que les séparatistes n'auraient perdu que de quinze à dix-sept militants mais auraient infligé de lourdes pertes aux forces de sécurité.

Les corps de plus de cinquante combattants du PKK tombés durant les affrontements formaient un alignement macabre devant le poste de gendarmerie isolé sur un plateau montagneux. Selon l'officier qui commentait le reportage télévisé, soixante-dix corps environ auraient été retrouvés dans les montagnes alentour.

Les violences dans le Sud-Est, qui ont causé la mort d'environ mille sept cents personnes cette année, ne cessent de s'intensifier. Les meurtres de nationalistes kurdes, de journalistes notamment, se poursuivent sans que les coupables soient arrêtés. « Ces gens ne sont pas des journalistes, ce sont des militants, ils se tuent entre eux », avait affirmé le premier ministre après le meurtre du huitième journaliste cette année. Sa théorie avait cependant été invalidée par l'assassinat, le 20 septembre, de Musa Anter, écrivain et éditeur kurde de soixante-quatorze ans, connu et respecté même par les farouches opposants du nationalisme kurde.

De son côté, le PKK a élargi à la fois son champ d'action - en assassinant récemment des ingénieurs pétroliers et des représentants locaux du Parti de la mère patrie (ANAP, parti d'opposition de M. Mesut Yılmaz) et du Parti populiste social-démocrate (SHP, partenaire minoritaire de la coalition) - et l'envergure de ses opérations, puisque, au cours des derniers mois, des groupes de plusieurs centaines de combattants ont effectué plusieurs raids sur des postes frontières isolés.

L'ambiance n'est pas au compromis. En décernant une décoration au commandant responsable du détachement militaire de la ville de Sirkak, où des incidents violents avaient causé des dommages importants à la ville ainsi que la fuite de vingt-cinq mille habitants en août, le chef d'état-major des forces armées, le général Dogan Güres, a publiquement choisi d'ignorer les critiques de ses soldats qui avaient conclu à une riposte excessive des forces armées.

« Le gouvernement parle toujours d'investir dans le Sud-Est. Les seuls investissements dont j'ai entendu parler récemment sont des investissements en armes et en hélicoptères », observe un commentateur politique.

NICOLE POPE

Une logique militaire

DEUX cents militants armés en 1984. Au moins dix mille aujourd'hui. Comparer ces deux chiffres résume bien l'aggravation, au fil des ans, du problème kurde en Turquie. Cette minorité, forte de quelque douze millions de personnes, a, il est vrai, toujours eu des relations difficiles avec la majorité turque. Mais, au départ, les Kurdes, pour l'essentiel, revendiquaient seulement la reconnaissance de leur identité culturelle, notamment sur le plan linguistique.

Ceux qu'Ankara appelait, avec quelque dédain, les « Turcs des montagnes » demandaient aussi que leurs régions ne soient pas abandonnées à leur sous-développement. Dans ces conditions, la terreur imposée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), qui n'hésite pas à s'en prendre aux villageois, allant jusqu'à assassiner femmes et enfants, n'aurait pas dû rendre sa lutte pour l'indépendance très populaire.

TOUT en faisant quelques concessions tardives - notamment quant à l'usage de la langue, - l'Etat turc n'a cependant pas assez tenu compte des aspirations de la population. Ainsi la lutte s'est-elle radicalisée. Le PKK, naguère groupe terroriste isolé, est devenu un mouvement de guérilla, moins rejeté que naguère. Poussé par les chefs de l'armée, dont il semble de plus en plus l'otage sur ce dossier, le gouvernement s'enferme dans une logique militaire.

A ses yeux, le problème kurde reste une affaire de terrorisme, qui sera réglée quand le PKK sera éradiqué. Il peut au demeurant compter sur un quasi-consensus de la classe politique et de la population turques, qui partagent cette analyse. De même, le gouvernement a des raisons de penser que, privé des bases arrières, voire des moyens financiers, dont il dispose chez les voisins de la Turquie, le PKK aurait du mal à harceler avec la même intensité les forces de sécurité. Les autorités d'Ankara sont soutenues par leurs alliés occidentaux, qui, pas plus qu'elles, ne souhaitent la création d'un Etat kurde.

MAIS il est clair que la répression ne suffira pas à régler le problème. D'autant que le PKK a profité de la guerre du Golfe pour récupérer de l'armement lourd. En outre, même si Ankara vient de décider d'acheter plusieurs dizaines d'hélicoptères américains, Washington ne paraît plus aussi enclin à passer l'éponge sur les incursions de l'aviation turque en territoire irakien contre les bases de repli du PKK.

Sur le terrain, les affrontements, désormais quotidiens, sont de plus en plus meurtriers. Le fossé est plus profond que jamais entre la population et les forces de sécurité, qui, en vertu de l'état d'urgence, ont les pleins pouvoirs dans les provinces kurdes depuis plusieurs années.

On avait pu croire, il y a onze mois, lors de l'arrivée au pouvoir de M. Demirel, que celui-ci trouverait, contrairement à ses prédécesseurs, une solution politique au problème kurde. Cela avait suscité beaucoup d'espoirs dans les capitales occidentales. Aujourd'hui, c'est l'inquiétude qui l'emporte.

MARDI NOIR AU KURDISTAN

Lors d'une récente conférence de presse, le Premier ministre turc Suleyman Demirel avait tenu à dissiper toute confusion entre le «terrorisme» qui sévit dans le sud-est de l'Anatolie et une «guerre turco-kurde», comme voudraient selon lui le faire croire certains milieux. Une nuance difficile à saisir alors que chaque jour amène son lot de victimes dans les régions frontalières de l'Irak, de l'Irak et de la Syrie et que les bilans des affrontements sont toujours plus lourds.

Ainsi, la journée de mardi aura été sans doute l'une des plus meurtrières depuis que le PKK a relancé les hostilités en 1984 contre les forces de l'ordre et les soldats turcs. Un bilan officiel fait état de plus de 200 morts à la suite d'une attaque qui aurait impliqué plusieurs dizaines de rebelles kurdes contre des postes frontières sur la frontière irako-turques. Les rebelles kurdes, qui auraient essuyé de très lourdes pertes, se seraient repliés en Irak d'où ils auraient été poursuivis par les forces turques, soutenues par l'aviation.

Les moyens impliqués de part et d'autre, et la riposte du gouvernement d'Ankara, qui semblait prêt à une offensive de grande envergure des rebelles kurdes, relèvent plus de la guerre que de la lutte anti-terroriste. Dans les 13 provinces du sud-est anatolien soumises à l'état d'urgence, la population vit dans la terreur depuis que les soldats turcs ont procédé à une véritable déportation de 20 000 habitants à Sirnak. D'autant que c'est un véritable arsenal qui se met en place dans le but évident de pourchasser les rebelles du PKK et au-delà, d'intimider une population qui vit bien un état de guerre.

Aujourd'hui, la Turquie ne doit pas faire face aux problèmes de conscience d'un pays comme l'Allemagne qui avait interrompu ses livraisons d'armes à la Turquie quand elle avait appris que les chars de l'ex-RDA étaient utilisés contre les Kurdes. Les autorités turques, largement relayées par les médias à grands tirage, font état ouvertement des projets concernant l'achat de maté-

riel moderne pour mener cette «guerre» sans nom contre le «terrorisme». La déroute des militants du PKK, qui n'avaient il faut le dire pas trop d'espoir contre l'aviation et les hélicoptères, c'est «la victoire des Cobra», titrait un grand quotidien turc faisant l'éloge des hélicoptères de combat américains de la firme Sikorsky. «214 véhicules blindés de combat devraient être achetés avant la fin de l'année pour lutter contre les rebelles» indiquait de son côté le directeur général de la Sûreté, Ylmaz Ergun. Un accord aurait été conclu selon lui pour l'achat de 25 hélicoptères Black Hawk fabriqués par Sikorsky. Tandis que les 100 000 hommes déjà déployés dans cette région attendent des renforts en hommes et en équipements, on ne se pose pas la question de savoir, comme en Allemagne, si les armes vendues serviront ou non au exercice de l'OTAN. Le drame kurde est un excellent alibi pour une armée turque qui veut se moderniser et une bonne affaire pour les marchands d'armes...

Turquie



Renforcement de la lutte contre les Kurdes Mardi, la Turquie a connu le jour le plus sanglant depuis huit ans de lutte contre les séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) dont 500 à 600 hommes, venant du nord irakien, ont attaqué trois postes voisins de l'armée turque dans la région de Semdinli. Selon un nouveau bilan, 32 soldats turcs ont été tués. La presse turque publie des bilans différents sur les affrontements de mardi, allant de 174 à plus de 200 séparatistes kurdes tués. «350 soldats turcs, 10 miliciens kurdes pro-gouvernementaux et 18 séparatistes ont été tués, et un hélicoptère a été abattu», affirme pour sa part le quotidien Ozgur Gundem, pro-kurde. «L'agression sanglante a été organisée» par Osman Ocalan, frère du chef du PKK, Abdullah Ocalan, selon le journal Cumhuriyet, qui cite un militant de 19 ans arrêté. Le gouvernement turc est décidé à renforcer la lutte armée contre les séparatistes kurdes en achetant de nouveaux matériels et équipements militaires, hélicoptères et véhicules blindés. (AFP.) (Photo B. Ozbilici/AP.)

LA CROIX — 3 octobre 1992

Turquie

Impasse politique pour les Kurdes

ANKARA

CORRESPONDANCE
PARTICULIÈRE

A lors que des combats meurtriers opposent chaque jour l'armée turque à la guérilla séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une autre bataille, politique cette fois, est menée par le gouvernement d'Ankara pour circonscrire le problème kurde. Sa principale cible est le parti populaire du travail (HEP) pro-kurde. La semaine prochaine, une commission constitutionnelle doit notamment se réunir pour examiner la levée de l'immunité des députés de ce parti.

Le congrès annuel du HEP qui s'est réuni à Ankara, il y a deux semaines, peut servir de prétexte. Des centaines de militants y ont scandé des slogans en faveur du PKK en agitant le drapeau kurde dont les couleurs rouge, vert et bleu submergeaient le rouge et blanc du HEP. Tandis qu'un modéré, Ahmet Türk, était porté à la présidence du parti, certains leaders ont ouvertement soutenu Abdullah Ocalan, le chef du PKK, recherché par toutes les polices turques.

Ce congrès a marqué un virage brutal du HEP. Vingt-deux personnalités proches de ses thèses avaient réussi à se

faire élire, lors des élections législatives d'octobre dernier, sous l'étiquette du Parti social démocrate populiste (SHP). Celui-ci est aujourd'hui membre de la coalition gouvernementale mais de nombreux élus estiment qu'il n'a pas respecté ses engagements préélectorales en faveur de réformes en faveur des Kurdes. En quelques mois, dix-huit des vingt-deux députés ont ainsi démissionné du SHP avant de rentrer officiellement dans le giron du HEP.

Depuis le début de l'été, une pression croissante s'exerce sur ce parti. En juillet, le gouvernement a tenté de l'interdire. Un groupe de députés a été détenu

par la police alors qu'ils se rendaient à Diyarbakir. Au début de cette semaine, la police a arrêté plusieurs leaders parmi lesquels l'ancien président, Seridun Yazar, pour avoir prononcé des discours pro-kurdes.

Le gouvernement semble aujourd'hui préférer la manière forte au dialogue. Après les derniers combats qui ont fait deux cent cinquante morts en trois jours, le premier ministre, Suleiman Demirel, s'est déclaré en faveur d'une position militaire ferme. « S'il était possible de repousser les attaques avec des solutions politiques, a-t-il déclaré, nous l'aurions fait depuis longtemps. »

Chris HELLIER

Le Dauphiné Libéré — 3 octobre 1992

THONON ▼ GREVISTES
DE LA FAIM KURDESCréation d'un comité
de soutien

Au onzième jour de la grève de la faim engagée à Thonon par un groupe de 17 Turcs en majorité Kurdes (deux d'entre eux ont cessé de s'alimenter depuis le 19 août), la mobilisation s'amplifie. Ainsi, jeudi soir, un comité de soutien s'est créé pour permettre à ces déboutés du droit d'asile de pouvoir demeurer en France, leur retour en Turquie signifiant pour eux "emprisonnement et torture".

Le comité qui comprend notamment des syndicalistes, des représentants d'organisations catholiques et de l'ASTI ainsi que des élus ou anciens élus tels MM. Maylander, conseiller municipal Verts de Thonon et Guichardaz, ancien conseiller municipal communiste, a entrepris une série de démarches. Ainsi, un courrier a été adressé aux ministres

Quilès et Kouchner, au préfet, au président Pellarin, au député Mazeaud, dans lequel les signataires estiment que la France "pays de la démocratie et des Droits de l'Homme, s'honorerait d'accéder à leur demande en leur accordant le séjour dans notre pays."

D'autre part, une rencontre avec Marc Vernhes, sous-préfet d'arrondissement de Thonon, était prévue hier soir.

Deux nouvelles réunions du comité ont été programmées pour ce soir samedi et lundi, au local intersyndical de la montée de Crête, où se trouvent toujours les 16 grévistes, le 17ème, un diabétique, étant actuellement soigné au centre hospitalier de Thonon.

Th. Ch ■

Libération — 3 octobre 1992

Ankara accuse le PKK de massacre

Selon les autorités turques, des rebelles kurdes du PKK auraient attaqué le village de Cevzdali, tuant 55 civils.

Une centaine de guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont attaqué, avec des armes automatiques, des grenades et des lance-roquettes, le village de Cevzdali, jeudi en fin d'après-midi, tuant 55 personnes et en blessant 25 autres, selon un bilan dressé hier après-midi par la préfecture de Diyarbakir.

Les militants du PKK ont fusillé, après les avoir regroupés, une partie des habitants de cette localité située dans la province de Bitlis, à 1100 kilomètres au sud-est d'Ankara. Ils ont ensuite brûlé les maisons avant de prendre la fuite. Quarante personnes, pour la plupart des enfants et des femmes, ont été tuées sur le coup, selon la même source. Quinze autres personnes sont mortes des suites de leurs blessures. Treize des quatorze maisons du village ont été entièrement brûlées. Le massacre n'a toute-

fois pas été confirmé de source indépendante.

La préfecture de Diyarbakir est chargée de lutter contre la rébellion armée kurde du PKK dans l'Est et le Sud-Est anatoliens à majorité kurde, dont treize provinces sont soumises depuis 1987 à l'état d'urgence précédé d'une période de loi martiale depuis 1979.

Les opérations déclenchées après la tuerie se poursuivaient vendredi dans la région en vue de retrouver les assaillants du PKK. Cette action sanglante du PKK intervient peu après l'opération de l'armée turque qui avait fait 203 morts dont 32 militaires, mardi dernier dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak. L'opération, soutenue par l'aviation et des hélicoptères Cobra, était destinée à repousser les attaques rebelles contre trois postes de la gendarmerie à la frontière avec l'Irak.

D'après AFP

LE PUY-EN-VELAY

LOIRE MATIN — 4 octobre 1992

Assignés à résidence et à l'inactivité

Pour avoir manifesté à Paris contre le massacre de Sirkak (200 morts), quatre kurdes sont devenus vellaves. Ils ont interdiction de travailler et subsistent avec 200 F par semaine et par personne !

Ils se prénomment Sadettin, Nizamettin, Hamo et Veli. Ils ont respectivement 21, 31, 41, et 21 ans. Ils sont kurdes, de nationalité turque. Et vellaves, depuis le 5 septembre, pour avoir manifesté un après-midi d'été à Paris.

Tout pour eux commença plutôt mal ! - le 27 août dernier. Avec une soixantaine d'autres kurdes, révoltés par l'annonce du massacre perpétré par l'armée turque le 18 août dans la ville de Sirkak (Kurdistan turc) où l'on releva plus de deux cents morts dans la population kurde, ils décidèrent d'occuper le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire afin d'attirer l'attention de l'opinion publique française.

Comme douze autres manifestants, Sadettin, Nizamettin, Hamo et Veli, se trouvaient, en effet, en situation irrégulière. Et, dès le surlendemain de leur interpellation manu militari, au terme de cinq heures d'occupation pacifique du secrétariat d'Etat, tous firent l'objet de la même procédure de reconduite à la

frontière. A la suite, toutefois, d'une intervention de M. J. Maury, président de la Cimade, la mesure ne devait pas être mise à exécution.

Pour le mouvement oecuménique d'entraide en direction des réfugiés, il n'apparaissait pas acceptable, en effet, qu'à une manifestation organisée pour dénoncer la situation au Kurdistan turc, la France réponde par une expulsion massive. Faut-il le rappeler, la gravité de cette situation a été soulignée devant la sous-commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies à Genève, le 18 août dernier, dans un rapport de la Fédération internationale des Droits de l'Homme et de la Fondation France-Libertés.

De même, la reconduite à la frontière des seize manifestants qui avaient agi à visage découvert, leur faisait inmanquablement courir de grands risques. Risques sans commune mesure avec l'atteinte à l'ordre public que constituent à la fois leur

manifestation et l'irrégularité administrative de leur situation sur le territoire français.

En conséquence de quoi, une nouvelle décision a été prise : l'assignation à résidence. Et les seize, par groupe de quatre, se sont trouvés dispersés dans l'hexagone. Chambéry, Clermont-Ferrand, Quimper, et Le Puy-en-Velay, furent ainsi les quatre villes dans lesquelles les kurdes furent ainsi assignés à résider.

En terre vellave, c'est donc le 5 septembre, que les quatre kurdes concernés arrivèrent (à bord de deux véhicules et accompagnés par huit policiers). Le préfet avisé, c'est la direction des affaires sanitaires et sociales qui, par l'intermédiaire des services administratifs eut à se préoccuper du sort du quatuor. Un petit appartement, à l'équipement spartiate, leur fut octroyé. Avec interdiction de travailler, obligation de rester sur place et d'aller émarginer tous les matins au commissariat de police.

Une situation de dépendance totale

Pour Francis Chazot et le groupe Cimade du Puy, « la situation dans laquelle se trouvent ces personnes a un caractère aberrant et ne peut se prolonger indéfiniment. En effet, l'interdiction qui leur est faite de gagner leur vie les met dans une situation de dépendance totale, mauvaise pour tous, à tous points de vue. Par ailleurs, la contrainte qui leur est imposée de résider dans une ville inconnue et de se rendre tous les jours au commissariat a un caractère de brimade dont la justification n'apparaît pas ».

En ces termes, Francis Chazot s'est exprimé avant-hier au préfet de Haute-Loire, rappelant que « le bon sens comme l'humanité amènent à penser que la seule solution raisonnable consiste à les libérer immédiatement et à les doter d'un titre de séjour ». Francis Chazot a invité le représentant du gouvernement en Haute-Loire, à être sensible au caractère humanitaire de sa demande, et à intervenir dans ce sens auprès du ministre de l'Intérieur.

Pour l'heure, on ignore encore quelle réponse sera apportée à la requête et aux revendications initiales des manifestants kurdes à Paris qui souhaitent que Bernard Kouchner et Mme Mitterrand se rendent au Kurdistan, et, que les ventes d'armes cessent entre la France et la Turquie.

Dans l'intervalle, les quatre kurdes devenus vellaves essayent, tant bien que mal, de tromper leur ennui. Nizamettin, employé du bâtiment, qui a quatre enfants comme Hamo, se trouve lui aussi séparé des siens. Un de ses frères a été assigné à résidence à Clermont-Ferrand. Et, dans un très mauvais français, hier, il nous a exprimé son étonnement : deux parents, en France, depuis bien moins longtemps que lui, ont pu obtenir un permis de séjour. Lui pas.

Alors, une fois lues les nouvelles du pays dans la presse, et écouté les informations turques de la B. B. C., ne restent plus aux quatre hôtes involontaires de la Haute-Loire qu'à tromper l'ennui, en se promenant en ville ; avec détour obligé par la rue de la Passerelle, et le commissariat de police.

Pour subsister, ils disposent, nous ont-ils assuré avec Francis Chazot, que de 200 F par semaine et par personne. Certes, on sait que la communauté kurde en France passe pour être bien organisée et solidaire. Mais il n'empêche que sous cet aspect-là, aussi, la situation des quatre ne pourrait, de la sorte, durer indéfiniment.

Enquête :
Robert WILLEMS



Quatre hommes assignés à ne rien faire

Pour faire pression sur le régime de M. Saddam Hussein

Le Conseil de sécurité autorise la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 2 octobre, une résolution (778) autorisant la saisie des avoirs irakiens qui correspondaient à des ventes de pétrole et qui avaient été gelés à l'étranger après l'invasion du Koweït en août 1990, ainsi que du pétrole stocké hors d'Irak à la même époque. La résolution a été adoptée par quatorze voix (sur quinze), la Chine ayant opté une fois de plus pour l'abstention.

En adoptant la résolution 778, l'objectif du Conseil est de contraindre l'Irak à accepter de vendre du pétrole pour un montant de 1,6 milliard de dollars sur une période de six mois, sous le contrôle des Nations unies, conformément aux résolutions 706 et 712 adoptées en 1991, ce montant devant servir à venir en aide à la

population irakienne pénalisée par l'embargo général et à financer les opérations de l'ONU en Irak.

Proposée par Washington et coparrainée par plusieurs pays dont la France, le texte de la résolution 778, extrêmement complexe, porte sur des sommes de plus d'un demi-milliard de dollars se trouvant pour la plupart aux Etats-Unis, ainsi que du pétrole stocké en Arabie saoudite et en Turquie.

Une partie de ces sommes, qui seront considérées comme un « prêt » par l'Irak jusqu'à l'application des résolutions 706 et 712, sera versée au fonds de compensation pour les « victimes » de la guerre du Golfe. Le coût des travaux de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak sera aussi déduit de ces fonds, ainsi que « la fourniture de secours humanitaires en Irak... en tenant compte des préférences éventuellement exprimées par les Etats virant ou fournissant des fonds quant à la répartition de ces fonds entre les dites activités ».

Pour calmer les craintes de la communauté financière aux Etats-Unis, qui avait auparavant protesté contre la décision de Washington de saisir les avoirs irakiens placés dans les banques américaines, le texte dispose que la résolution « sera sans effet sur les droits, dettes, et créances existant pour ces fonds avant leur virement au compte sous séquestre » de l'ONU. A la demande américaine également, aucun Etat « ne sera tenu de faire virer des fonds supérieurs à 200 millions de dollars ».

Le ministre des affaires étrangères irakien, qui se trouve depuis deux semaines à New-York, a préféré ne pas assister aux travaux du Conseil. Qualifiant le texte d'« illégitime », M. Al-Sahaf estime que le Conseil de sécurité « commence à se prendre pour la Cour internationale de justice ».

Dans son discours devant l'Assemblée générale, le ministre irakien a proposé de vendre pour quatre milliards de dollars de pétrole pendant six mois, et de

contribuer à 5 % des revenus, au financement des actions de l'ONU en Somalie, en Bosnie-Herzégovine et en Palestine. Cette demande a été refusée par les membres du Conseil. Afin de se concilier ce dernier, les autorités de Bagdad avaient accepté la veille d'accorder trente-six visas à des personnels de l'ONU, dont trente-trois « gardes bleus » – chargés de la protection des personnels engagés dans des opérations humanitaires (le Monde du 3 octobre).

Le refus de Bagdad de renouveler un memorandum avec l'ONU – permettant la présence du personnel des Nations unies et des organisations humanitaires – est une des raisons pour lesquelles le Conseil de sécurité ne veut pas alléger les sanctions économiques imposées à Bagdad; la non-coopération de Bagdad avec la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak en est une autre.

AFSANÉ BASSIR POUR

Dans le sud du pays

Bagdad veut prendre le contrôle de la hiérarchie et des biens chiites

Le gouvernement irakien veut faire main basse sur la hiérarchie et les lieux saints chiites dans le sud du pays : d'un ton égal, qui n'en donne que davantage de gravité à ce qu'il nous annonce, le petit-fils du grand ayatollah Aboul Qassem Al Khoï – décédé en août en Irak (le Monde du 11 août), – M. Youssif Al Khoï, parle d'un véritable « détournement » (hijacking) de l'autorité chiite par le régime de Bagdad. Il en a averti les Nations unies, à qui il demande une « action directe et ferme » pour empêcher ce dévoiement.

C'est à Nadjaf, au sud de l'Irak, que se trouve le siège des plus hautes autorités religieuses chiites. La ville est située au sud du 32^e parallèle, c'est-à-dire à l'intérieur du périmètre de la zone d'exclusion aérienne récemment imposée à l'Irak par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France; mais cela n'empêche pas les autorités irakiennes de poursuivre leurs actes d'intimidation (le Monde du 12 septembre).

« Le gouvernement irakien a choisi et soutient un candidat précis qu'il veut imposer à la hiérarchie religieuse », faisant ainsi fi de traditions historiques bien établies de

séparation des affaires de l'Etat et des institutions théologiques chiites, affirme M. Al Khoï dans son message aux Nations unies.

Le choix des autorités irakiennes s'est porté sur l'ayatollah Mohamad Al Sadr, un Irakien d'une cinquantaine d'années, originaire de Kassimiyeh. Issu d'une famille religieuse connue et respectée, l'ayatollah Al Sadr est apprécié pour ses qualités, mais il n'a pas le degré d'instruction théologique requis pour diriger la hiérarchie chiite.

« Nous sommes quasi certains que sa candidature est le résultat des actes d'intimidation exercés par le gouvernement de Bagdad », indique un membre de la Fondation Al Khoï à Londres. Il sera donc à la merci du gouvernement de Bagdad dans tous ses faits et gestes. » Pour la communauté chiite elle-même, deux chefs religieux peuvent prétendre à la succession du grand ayatollah Al Khoï : Sayed Abdol-Aala Sabzévéri, et Sayed Al Sastani, tous deux d'origine iranienne. Mais dans leur entreprise de contrôle de la hiérarchie chiite, les autorités irakiennes jouent précisément sur la nationalité des candidats, alors que, traditionnellement, celle-là transcende celle-ci.

La désignation du grand ayatollah émane d'un « soutien de la base », et les institutions théologiques et écoles religieuses jouent un rôle important dans cette désignation. Aussi, pour arriver à leurs fins, les autorités irakiennes, indique M. Al Khoï, ont-elles fait arrêter pendant quelques heures, le 23 septembre, l'un des fils du grand ayatollah, Sayed Mohammad Taki, pour qu'il donne publiquement son appui au candidat du gouvernement, ce qu'il a refusé; comme il a refusé de condamner publiquement, ainsi que l'exigeait Bagdad, les efforts internationaux visant à secourir et à protéger la population, « Aujourd'hui Sayed Mohammad Taki vit dans une peur constante pour sa propre sécurité et celle des membres de sa famille et des proches » de l'ex-grand ayatollah.

N'hésitant devant rien, le gouvernement irakien, toujours selon M. Al Khoï, fait du chantage aux visas. Pour renouveler les autorisations de séjour des étudiants et enseignants en théologie étrangers, il exige d'eux un soutien à son propre candidat au poste d'imam. Quelque deux cents membres des écoles religieuses, principalement

des Afghans, des Pakistanais, des Indiens, des Iraniens et des Arabes non irakiens, qui ont passé la plus grande partie de leur vie en Irak se trouvent ainsi menacés d'expulsion.

Le gouvernement continue par ailleurs de tenir en otage plus de cent membres haut placés des écoles religieuses de Nadjaf, y compris le plus jeune fils de l'ayatollah Al Khoï, Sayed Ibrahim. Le gouvernement irakien affirmant ignorer où ils se trouvent, leurs vies sont en danger.

Dans son compte rendu effectué en août dernier devant le Conseil de sécurité sur la situation des droits de l'homme en Irak, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'Irak, M. Max van der Stoel exprimait déjà de sérieuses inquiétudes à propos des traitements réservés à la hiérarchie religieuse chiite. « Mes efforts visant à obtenir des informations sur leur sort sont demeurés vains », disait-il, se déclarant particulièrement préoccupé par la situation du fils du grand ayatollah, demeuré avec lui au cours des dernières années de sa vie.

MOUNA NAÏM

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

Les séparatistes kurdes ont massacré une quarantaine de villageois

ISTANBUL

de notre correspondante

Une quarantaine de villageois kurdes - hommes, femmes et enfants - ont été tués et une vingtaine d'autres blessés lors d'une attaque lancée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) dans la province de Bitlis (Sud-Est anatolien), jeudi 1^{er} octobre en fin d'après-midi. Les corps de vingt et un villageois, dont plusieurs miliciens pro-gouvernementaux, ont été retrouvés et dix-neuf autres sont encore portés disparus, présumés ensevelis sous les décombres des maisons. Selon des témoins, plusieurs bâtiments brûlaient encore vingt-quatre heures après l'attaque, alors que les survivants se préparaient à enterrer leurs proches dans une fosse commune.

Petit hameau isolé d'une quinzaine de maisons, dans la province de Bitlis accessible seulement après un pénible voyage de deux heures sur un chemin cahoteux, Cevizdali était une cible facile pour le PKK. Les miliciens progouvernementaux chargés de protéger le village n'étaient pas en mesure d'offrir une véritable résistance aux quelque cent combattants séparatistes qui ont attaqué Cevizdali, armés de lance-roquettes

et de kalachnikovs. Après un bref affrontement, les combattants du PKK ont investi le hameau et commencé à réunir les habitants sur une colline avoisinante. Interrompus par l'arrivée de renforts de troupes, probablement alertés par les miliciens, les rebelles kurdes prirent la fuite, après avoir ouvert le feu sur les villageois et incendié leurs maisons. Selon les autorités, neuf habitations ont été entièrement détruites par les flammes.

Au cours des derniers mois, le PKK a intensifié sa campagne contre les Kurdes qui ont choisi de collaborer avec les forces de sécurité turques. De son côté, le gouvernement semble avoir abandonné toute tentative de conciliation et opté pour une solution militaire pour tenter de mettre fin au problème du séparatisme kurde (*le Monde* du 2 octobre). Pris entre deux feux, les habitants du Sud-Est anatolien se trouvent forcés de choisir leur camp.

NICOLE POPE

LIBERATION — 6 octobre 1992

Les Peshmergas à l'assaut du PKK

Les combattants kurdes irakiens (Peshmergas) ont lancé hier une opération contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation de séparatistes kurdes de Turquie dans la région de Hakourk, de Haftanin près de Zakhko, et de Basian dans le nord irakien. Cette opération est destinée à «arrêter les activités militaires du PKK contre le territoire turc depuis le nord irakien», a expliqué Safeen Dizayee, le porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, irakien) de Massoud Barzani à Ankara.

Le Front du Kurdistan (coalition de huit mouvements d'opposition kurde au régime de Bagdad) est déjà intervenu à plusieurs reprises auprès du PKK pour demander l'arrêt des activités militaires que mène ce groupe depuis le nord irakien, visant les postes frontaliers de la gendarmerie turque entre la Turquie et l'Irak. Les Kurdes irakiens redoutent qu'Ankara ne prenne prétexte de la poursuite des actions du PKK contre la Turquie à partir du Kurdistan irakien pour attaquer cette région. **D'après AFP**

UN Action Blitzes Iraqi Dinar

Currency Plunges After Security Council Seizes Oil Assets

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — The Iraqi currency plunged Sunday after a United Nations Security Council vote to seize hundreds of millions of dollars in frozen Iraqi oil assets.

The dinar, which last week traded at 23 to the dollar, sank to almost 35 on the black market, traders said Sunday, a loss of nearly 34 percent of its value. The official rate is three dollars to the dinar.

The UN vote last Friday means that Iraq will now begin using the proceeds of its huge oil reserves to meet claims against it and to buy more foreign food and medicine instead of relying on aid.

The resolution was adopted by a vote of 14 to 0, with China abstaining. The chief U.S. representative, Edward J. Perkins, called the resolution "a reasonable and proportionate response to problems Iraq itself has created."

But the roughly \$800 million that the seizure of assets is expected to

bring in will not go far toward meeting either the \$100 billion in compensation claims filed against Iraq so far or the country's peacetime bill for imported food and medicine of more than \$2 billion a year.

And the seizure will not take place at all if Iraq agrees in the next few weeks to an alternative plan under which the council would let it start selling oil again on a regular basis with the proceeds being used for the same purposes under UN supervision.

That would mean a compensation program in which 30 percent of Iraq's oil revenues of some \$17 billion a year would be regularly channeled to meet claims.

The dinar's fall will make imported goods more expensive on open markets, but the currency's swings do not affect prices of the subsidized rations the government distributes to millions of citizens.

But government officials said the seizure of the frozen funds abroad

would hamper their ability to sustain the rationing system.

Iraq used some of the funds to buy humanitarian supplies exempt from UN sanctions. The new resolution, officials say, would force states to channel such funds for such commodities through the UN.

The seized monies will be used to pay for UN inspectors' scrapping Iraq's weapons of mass destruction under the terms of the Gulf War cease-fire and to cover relief aid to Kurds and compensation to victims of Baghdad's seven-month occupation of Kuwait.

The culture and information minister, Yusif Hamid Hammadi, denounced the seizure as robbery, but he stopped short of saying whether Iraq would take steps to challenge the resolution.

He said he hoped negotiations over a partial resumption of Iraqi oil exports would be revived and eventually lead to an agreement.

(Reuters, NYT)

LA MONTAGNE — 4 octobre 1992

LE FIGARO & L'AURORE — 3 octobre 1992

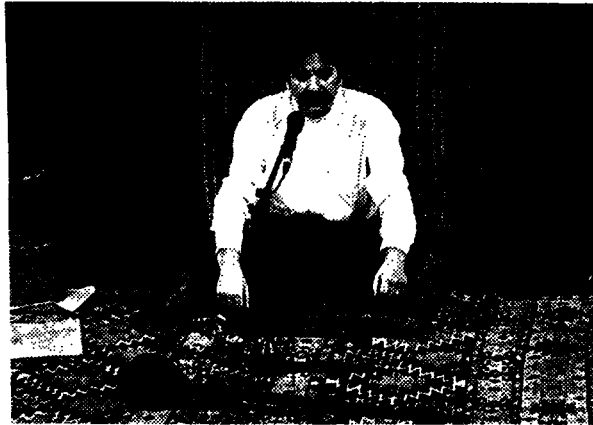
PROVISOIRE

La DDASS au secours des Kurdes assignés à résidence

Sur instruction de M. Philippe Massoni, préfet de région, une solution provisoire d'hébergement concernant les quatre Kurdes de nationalité turque assignés à résidence à Clermont-Ferrand (voir notre précédente édition) a été trouvée, hier, avec le concours de la DDASS (Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales).

Cette solution provisoire devrait permettre, selon le cabinet de M. Massoni, à Clermont, d'attendre une évolution rapide du dossier des quatre Kurdes, évolution qui, à l'initiative du gouvernement, pourrait se traduire par une modification des conditions d'assignation à résidence. La décision sera, en tout cas, prise dans le courant de la semaine prochaine.

Théâtre de la Ville Charam Nazeri, le héros soufi



Le Théâtre de la Ville ouvre sa saison de musiques du monde, dimanche et lundi (20 h 30), avec la star iranienne du chant soufi, Charam Nazeri.

Accompagné au « daf » (un large tambourin à sonnaillles) et au « tambur » (le luth persan à deux ou trois cordes), il chante la ferveur mystique des montagnards kurdes, les éians vertigineux de l'exaltation de la foi soufie.

La jeunesse iranienne a fait de Charam Nazeri, innovateur fécond autant que perpétuateur de la tradition, une idole et un héros. (Photo : DR.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — October 5, 1992

Kurds Support State Within Iraq

NICOSIA (AP) — The parliament of Iraqi Kurdistan voted Sunday in favor of a federated state in northern Iraq, a major departure from the pursuit of autonomy under the Baghdad government, a Kurdish spokesman said.

The 105-member parliament, elected this spring to represent a region controlled by Kurdish guerrillas, approved a declaration that "the Kurdish region should be a federated entity, a democratic federal state," said Barham Saleh, a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two major Kurdish groups opposed to the government of President Saddam Hussein.

An area north of the 36th parallel is included in a Kurdish Autonomous Region set up by Baghdad. But the Kurds have long complained that officials of the region are controlled by Mr. Saddam's ruling Arab Ba'ath Socialist Party and do not represent Iraq's estimated 4 million Kurds.

LE COURRIER DE L'OUEST — 6 octobre 1992

Le parlement kurde irakien favorable à un Etat fédéré au sein de l'Irak

NICOSIE.— Le parlement du Kurdistan irakien s'est prononcé dimanche en faveur de la création d'un Etat fédéré dans le nord de l'Irak, un projet qui va bien plus loin que la simple autonomie sous la tutelle du gouvernement de Bagdad. Les 105 députés du parlement élus au printemps dernier pour représenter la région contrôlée par les rebelles kurdes ont approuvé le texte.

La région autonome kurde établie par Bagdad comprend trois provinces irakiennes, Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk. Mais les Kurdes accusent les autorités locales d'être manipulées par le parti Baas, le parti de Saddam Hussein. Le futur Etat fédéré comprendrait les trois provinces autonomes plus la région de Kirkouk riche en pétrole que Saddam Hussein refuse de donner aux Kurdes.

LE DEMOCRATE VERNONNAIS - 7 octobre 1992

Aide aux réfugiés kurdes

Dans l'Eure, des réfugiés Kurdes anciens militants politiques ou syndicaux, de nationalité Turque, sont condamnés à la clandestinité. Ils ont été déboutés du Droit d'Asile après 3 à 7 ans de vie active en France.

Interdits de travail, ils n'ont plus les moyens de vivre dignement et payer leur loyer. Malgré nos nombreux courriers et démarches, les autorités nationales et départementales se renvoient la balle alors qu'il y a grande urgence.

La répression Turque est officielle, annoncée même dans la presse en ces termes, par Monsieur Demirel - Premier

ministre de Turquie : « Nous pouvons les battre les abattre ». On ne respecte même plus les représentants des partis politiques légaux (voir l'arrestation de Ferudun Yasar, membre important du HEP - parti social Démocrate). Les Kurdes de Turquie sont bien des réfugiés politiques. La France se doit de les protéger afin de respecter la tradition de l'asile, l'intervention de chaque citoyen sera déterminante. Venez nombreux manifester votre désir de les soutenir. Jeudi 8 octobre à 18h30, à la préfecture d'Evreux, où ils espèrent être entendus par notre nouveau préfet.

LE MONDE — 7 octobre 1992

Combats entre Kurdes de Turquie et d'Irak

Dans le nord de l'Irak, sept militants du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) ont été tués dans des combats qui les ont opposés aux peshmergas, les combattants kurdes irakiens, a annoncé lundi 5 octobre, à Ankara, M. Serdjil Kazaz, agent de liaison en Turquie de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par M. Jalal Talabani. Peu auparavant, un responsable de l'autre mouvement kurde irakien, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Mas-

soud Barzani, avait indiqué que les peshmergas avaient lancé une opération d'envergure contre les bases du PKK dans la région de Hakourk (qui fait face à celle de Semdinli en territoire turc), de Haftanin (près de Zakho) et de Basian. Il a précisé que cette initiative avait pour but « d'arrêter les activités militaires du PKK qui, à partir du territoire irakien, visent les postes frontaliers de la gendarmerie turque le long de la frontière entre la Turquie et l'Irak ». — (AFP)

Les combats entre Kurdes d'Irak et de Turquie

Les peshmergas sont déterminés à se débarrasser du PKK

Commencés à la fin de la semaine dernière dans le Kurdistan irakien (*le Monde* du 7 octobre), les affrontements entre les peshmergas (combattants kurdes d'Irak) et le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) se sont poursuivis, mardi 6 octobre. Le nombre des morts s'éleverait pour le moment à seize.

« Cela devait inévitablement arriver car la tasse était pleine », commente un représentant kurde d'Irak à Paris en soulignant que la présence de bases arrière du PKK dans le Kurdistan irakien est la source du problème. La guerre est-elle donc déclarée entre formations kurdes ? Réponse : « Elle pourrait l'être si le PKK ne veut pas entendre raison. »

Entendre raison, c'est accepter de mettre fin aux opérations armées contre la Turquie à partir du territoire irakien, ce que le PKK, sauf à envisager une nouvelle défaite, peut difficilement admettre. Car cette formation marxiste-léniniste en lutte contre les autorités d'Ankara - en recourant souvent à un terrorisme que les principaux mouvements kurdes irakiens ont toujours refusé, - vient de faire les frais d'une amélioration sensible des rapports entre la Turquie et la Syrie. Les camps du PKK dans la Bekaa libanaise, contrôlée par la Syrie, ont été fermés et occupés par l'armée libanaise, même si, selon des sources kurdes à Paris, le principal dirigeant du PKK, M. Abdullah Ocalan, et bon nombre de membres du comité central se trouvent toujours dans la capitale syrienne.

Déjà, à la faveur du « vide » créé par la guerre du Golfe dans le nord de l'Irak quelques centaines de militants du PKK s'étaient installés dans le Kurdistan irakien. Après leurs déboires avec la Syrie, ils ont renforcé cette présence et, selon certaines informations, ils auraient pris langue avec le régime irakien qui aurait autorisé l'ouverture d'un camp près de Bagdad. Le président Saddam Hussein y trouverait doublement son compte : d'une part, il « punirait » ainsi la Turquie pour son attitude lors de la guerre du Golfe. D'autre part, il ne pourrait que se féliciter d'affrontements entre Kurdes dont la principale conséquence serait de les affaiblir.

La présence des militants du PKK dans le Kurdistan irakien n'était pas tout à fait du goût, ni surtout dans les intérêts, des Kurdes de cette région, qui savou-

raient les forces de la coalition alliée depuis avril 1991, une paix relative renforcée par les structures de pouvoir autonome - Parlement et « gouvernement » - dont ils se sont dotés à la suite des élections législatives de juin dernier.

Coordination avec la Turquie ?

La seule porte du Kurdistan irakien vers l'extérieur est en effet la frontière turque, par laquelle passent les personnels des organisations non gouvernementales et les camions transportant l'aide humanitaire. A cause des actions armées du PKK et des représailles, souvent aériennes, turques - selon l'agence Reuter, de nouveaux raids ont encoché eu lieu mardi, - les routiers devenaient de plus en plus réticents au franchissement de cette frontière. Le PKK avait même poussé l'audace jusqu'à interdire lui-même le passage des camions en provenance de Turquie. Une autre raison - et non des

moindres - pour les Kurdes irakiens de vouloir en découdre avec le PKK est que sa présence dans les villages irakiens frontalières de la Turquie empêche la population de ces bourgs de rentrer chez elle.

Aussi, les différentes formations du Kurdistan irakien, qui ont unifié leurs forces paramilitaires au début de septembre - « pour constituer une sorte d'armée chargée de défendre le Kurdistan et de protéger les institutions de l'autonomie kurde », nous avait alors expliqué le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, - ont-elles sommé le PKK de cesser toute activité militaire, tout en autorisant une action politique : propagande, émissions radio, journaux. Selon le *Turkish Daily News* d'Ankara, nous signale notre correspondante Nicole Pope, M. Talabani aurait eu récemment à Ankara des entretiens avec des officiers de l'état-major turc. Des généraux turcs auraient de leur côté effectué

un séjour dans le Kurdistan irakien.

L'avertissement des Kurdes irakiens étant resté sans effet, une délégation de cinq membres a été dépêchée la semaine dernière par le Parlement auprès du PKK pour le sommer d'évacuer le camp de Harkouk. La demande étant demeurée vaine, les peshmergas ont lancé une première attaque samedi contre les positions du PKK. Depuis, les combats ont gagné en intensité.

Reste l'Iran, où le PKK maintient également des militants. Le premier ministre turc, M. Suleiman Demirel, devrait effectuer une visite les 27 et 28 octobre à Téhéran. Il pourrait demander aux autorités iraniennes d'arrêter définitivement les activités du PKK.

MOUNA NAÏM

L'HUMANITE — 8 octobre 1992

L'aviation d'Ankara pourchasse les Kurdes de Turquie en Irak

CHASSE OUVERTE

L'AVIATION turque est intervenue mardi dans le nord de l'Irak et a bombardé, a-t-on affirmé à Ankara, des « bases arrière » de la guérilla kurde de Turquie, dirigée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cela a été confirmé de source militaire occidentale dans la ville frontalière irakienne de Zahko, où l'on a affirmé que « les avions turcs sont entrés dans la bataille ».

Dans le même temps les principales factions kurdes d'Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et le Parti démocratique kurde (PDK) ont mené une offensive terrestre contre les combattants du PKK. Selon Massoud Barzani, chef du PDK d'Irak, les Kurdes irakiens ont attaqué hier matin la région entourant un « bastion » du PKK à Khwakork, dans le triangle formé par les frontières avec l'Irak et la Turquie, et où serait retranché Fer-

hat Ocalan, frère du responsable du PKK, Abdoullah Ocalan. De son côté, le « Parlement » kurde d'Irak à Erbil, qui a approuvé, dimanche, une résolution en faveur d'un Etat kurde fédéré au sein de l'Irak, a lancé un ultimatum sommant les guérilleros du PKK de quitter le territoire irakien dans les vingt-quatre heures.

A Ankara, le chef de l'Etat turc, Turgut Ozal, a estimé que « l'Irak est l'un des grands ennemis de la Turquie », accusant Bagdad de soutenir le PKK. Un argument déjà entendu de la part des officiels turcs pour justifier aux yeux de l'opinion internationale la répression à outrance menée contre les aspirations nationales des 12 millions de Kurdes de Turquie. Le premier ministre, Suleyman Demirel, est allé plus loin en affirmant : « Lorsqu'il s'agit de l'intégrité territoriale de la République de Turquie, nous pouvons prendre tou-

tes les mesures nécessaires y compris une déclaration de la loi martiale, en tenant à l'écart la communauté internationale si les conditions l'exigent. »

Dans un communiqué publié mardi, la représentation en Europe du Front de libération nationale du Kurdistan, le mouvement animé par le PKK, a indiqué que « la Turquie, depuis toujours ennemie du peuple kurde, a lié des relations politiques de plus haut niveau avec Talabani et Barzani (les responsables du PDK et de l'UPK d'Irak). Ceux-ci se sont rendus dernièrement à Ankara puis à Washington dans le but de préparer une attaque contre le PKK ». Le communiqué accuse notamment Ankara d'avoir « envoyé des armes aux forces du Kurdistan du Sud (c'est-à-dire en Irak) et infiltré des officiers dans les rangs des peshmergas (combattants kurdes d'Irak) pour diriger les opérations ».

Dans le nord de l'Irak

Deuxième offensive des peshmergas contre le PKK

Les peshmergas (combattants kurdes irakiens) ont lancé une deuxième offensive, mercredi 7 octobre, contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK) dans le nord de l'Irak. Selon M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), les affrontements ont eu lieu dans la région de Khwakork, dans le triangle formé par les frontières avec l'Iran et la Turquie, où est retranché le frère du chef du PKK, M. Abdoullah Ocalan. M. Barzani a estimé que ces opérations contre les troupes du PKK devraient être terminées dans les prochains jours. « C'est une question de temps, nous ne voulons pas les détruire mais seulement les faire partir », a-t-il dit. M. Nevzat Ayaz, ministre turc de la défense, a indiqué que son gouvernement « soutient l'opération ».

De son côté, lors d'un discours prononcé, mardi, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le président Turgut Özal a accusé l'Irak, « l'un des plus grands ennemis de la Turquie », de « soutenir les terroristes » du PKK. « Nous étoufferons la terreur dans les montagnes, là où elle naît », a déclaré le chef de l'Etat. Quant au premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, il n'a pas exclu, dans un entretien accordé, mercredi au quotidien *Milliyet*, une éventuelle application de la loi martiale pour résoudre le « problème du Sud-Est anatolien ». « Lorsqu'il s'agit de l'intégrité territoriale de [notre pays], nous pouvons, a-t-il dit, prendre toutes les mesures nécessaires, en tenant à l'écart la communauté internationale si les conditions l'exigent. » — (AFP)

LIBERATION — 9 octobre 1992

Ankara soutient les Peshmergas

La Turquie a déclaré hier avoir apporté un soutien aérien aux Peshmergas dans leur offensive contre le PKK.

Ankara et le « gouvernement » kurde d'Irak mènent bel et bien une offensive simultanée, sinon concertée, contre les rebelles séparatistes kurdes du Sud-Est anatolien. La Turquie a déclaré hier avoir apporté un « soutien aérien » aux Peshmergas et lancé au même moment une attaque le long de sa frontière orientale. « Le soutien continuera tant que les Peshmergas le demanderont », a révélé hier le ministre de la Défense, Nevzat Ayaz. Cette petite phrase semble indiquer que les Peshmergas ont fait une « demande » à la Turquie.

Les Kurdes d'Irak ont entrepris de bouter les partisans du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, hors de leur territoire. Depuis que le nord du pays échappe au contrôle de Bagdad, le PKK, un mouvement marxiste-léniniste qui combat pour la création d'un Etat indépendant en Turquie, utilise ces bases arrière pour harceler les forces d'Ankara.

Les autorités turques avaient multiplié les menaces à l'égard des nouvelles autorités autonomes kurdes d'Irak, les enjoignant d'assurer la sécurité le long de leur frontière. Tout en accusant Bagdad

d'apporter une aide au PKK, Ankara laisse entrevoir une possible reprise des relations diplomatiques avec Saddam Hussein. Le président du Conseil national (Parlement) irakien, Saadi Mehdi Saleh, doit effectuer à partir de dimanche une visite officielle à Ankara, à l'invitation du Parlement turc. Le gouvernement de Suleyman Demirel a aussi protesté contre la proclamation dimanche d'un « Etat fédéré kurde » dans le nord de l'Irak. Cette « décision unilatérale », selon Ankara, pourrait entraîner la désintégration de l'Irak et déstabiliser la région.

Les Peshmergas progressent dans la région de Khwakork, où se trouvent des positions stratégiques du PKK, et dans celle de Kanirash, deux zones frontalières avec l'Iran et la Turquie, a affirmé hier un porte-parole du « gouvernement » kurde à Erbil. D'autres positions situées au nord d'Amadia seraient également sur le point de tomber entre leurs mains. Toutefois, les forces du PKK résistaient toujours hier autour de Zakkö. Depuis le début des combats lundi, au moins seize personnes sont mortes des deux côtés.

D'après AFP

Ankara and the Kurds

Western awareness of the Kurdish people's troubles since the Gulf War has mostly focused on the 4 million who live in Iraq — about one-tenth of the linguistically and ethnically distinct group whose members are scattered among Iraq, Iran, Syria and Turkey. But as the Iraqi Kurds settle down in a Kurdish zone inside Iraq's borders, a long-standing and troubling conflict is turning explosive among the Kurds of neighboring Turkey.

Turkey's underdeveloped southeastern region is home to another 8 million Kurds, of an estimated 11 million spread through Turkey as a whole. It is also the site of a now eight-year-old guerrilla conflict with a fringe terrorist group, called the PKK or Kurdish Workers Party, which seeks an independent Kurdish state. That conflict has slowly escalated despite long-standing efforts by the Ankara government to suppress it, and last month it claimed 700 lives.

Why the stubborn escalation — especially in light of much evidence over the years that most Turkish Kurds do not support the aim of a separate state? One likely factor is the wider Turkish situation. Kurds make up an estimated 20 percent of the Turkish population, but until recently were barred from using their language or exercising even the most elementary of cultural rights; in 1990, the speaking of Kurdish in the home was decriminalized. It remains illegal to publish, teach or broadcast in that language. Until around 1988, direct mention of Kurds' existence was also tacitly forbidden; newspapers and government officials referred to them as "mountain Turks." There

is concern that the government's refusal to grant these milder cultural rights could be pushing mainstream Kurds toward radicalism and fueling increased support for the insurgency's separatist aims.

But the escalating insurrection and crackdown have another effect that is of wider concern outside Turkey: to sour progress and erode other aspects of Turkey's secular democracy. The southeast is under tight military governance. Tolerance is strained between Turks and assimilated Kurds in some cities. The government of Prime Minister Suleyman Demirel originally promised to grant more rights to Kurds, ease restrictions and attack torture and human rights abuses, but those initiatives have foundered in the now tense atmosphere. More journalists were killed in Turkey last year than in any other country.

The health of Turkish secular democracy is of far more than local concern — to the United States, whose solid ally Turkey was in the Gulf War, and elsewhere as countries throughout the Middle East and particularly the former Soviet Central Asian republics look to Turkey as a possible model. No other Muslim country has managed so long with a secular government, freedom of religion and a free-market economy. Turkmenistan, Uzbekistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan are all ethnically Turkic, in flux, and looking to neighbors.

Ankara needs to show that the model works — that it can handle dissent and contain armed rebellion without abrogating the human rights of Kurds and Turks alike.

— THE WASHINGTON POST.

LE FIGARO — 6 octobre 1992

TURQUIE

Ankara : non à un État fédéré kurde

□ « La décision unilatérale de déclarer un État fédéré kurde constitue un pas qui peut entraîner la désintégration de l'Irak », a indiqué hier le gouvernement turc dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres qui s'est tenue jeudi à Ankara. La Turquie ne juge pas « convenable » l'établissement d'un tel État, poursuit le texte officiel.

Dimanche à Erbil, en Irak du Nord, le « Parlement kurde d'Irak » avait adopté une résolution en faveur de la création d'un « État fédéré kurde » dans le cadre de l'Irak. A maintes reprises, la Turquie, qui est aux prises avec la rébellion séparatiste des Kurdes du sud-est anatolien, a fait connaître son opposition à la création d'un État kurde indépendant à ses frontières et son soutien au maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak.

TURQUIE : tout en aidant les peshmergas à combattre le PKK

Ankara affirme son hostilité à la création d'un « Etat kurde » en Irak

Tout en se félicitant de la lutte menée par les Kurdes irakiens contre l'implantation, sur leur territoire, des troupes du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK), le gouvernement d'Ankara vient de faire savoir son hostilité à la récente décision prise par les premiers de créer un « Etat kurde » en Irak.

ISTANBUL

de notre correspondante

« Nous sommes contre toute démarche qui pourrait ouvrir la voie à la désintégration de l'Irak », a déclaré, jeudi 8 octobre, le porte-parole du gouvernement turc. Alors que les affrontements entre peshmergas (combattants kurdes d'Irak) et militants du PKK (combattants kurdes de Turquie) continuent en divers points de la frontière turco-irakienne, Ankara a mis quatre jours pour réagir à la proclamation, par le Parlement kurde irakien, d'un « Etat fédéral kurde ».

Les explications de M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), affirmant que « ce n'est pas une déclaration d'indépendance, mais plutôt l'expression par le peuple kurde de son droit à l'autodétermination », n'ont pas convaincu les autorités turques qui restent farouchement opposées à la création d'un Etat kurde indépendant. Malgré tout, elles semblent avoir adopté une position d'attente. Et ce n'est sans doute pas un hasard si le « premier vrai geste étatique des Kurdes irakiens », selon les mots d'un diplomate européen, a été une opération anti-PKK qui sert aussi bien leurs intérêts que ceux d'Ankara.

La presse locale affirme que l'opération qui consiste à prendre les séparatistes du PKK en « sandwich » entre les peshmergas et les troupes turques le long de la frontière est le fruit d'une concertation entre les dirigeants kurdes irakiens et les forces armées turques. Le chef d'état-major a déclaré que

ment démenti la présence d'officiers turcs du côté irakien mais a admis que des avions effectuaient des « vols de reconnaissance quotidiens » et qu'instruction avait été donnée aux pilotes d'attaquer les cibles qui se présentaient à eux. Le général Dogan Güres n'a pas exclu la possibilité d'envoyer, à leur demande, des renforts aux Kurdes irakiens.

Le soutien de la Turquie à « cette entité bizarre née en Irak du Nord » ne se limite pas à l'ouverture d'une « porte » vers l'extérieur, mais est aussi lié à la présence en Turquie de la force multinationale sans laquelle les Kurdes irakiens risqueraient de se trouver, une fois encore, confrontés aux troupes de Bagdad. Le président Turgut Ozal qui, depuis le début de la crise du Golfe, avait exprimé, à plusieurs reprises, un vif intérêt pour les provinces de Mossoul et de Kirkouk, cédées sans plaisir, en 1926, à l'Irak par la jeune République de Turquie, avait favorisé le rapprochement entre la Turquie et les Kurdes irakiens qui, ici, fit alors l'effet d'une bombe et qui, désormais, paraît aller de soi.

Protecteur des minorités

Lors de son séjour en Turquie, au mois de juillet, M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), avait suggéré la création d'une entité kurde irakienne, placée sous la protection bienveillante d'Ankara, comme une solution de rechange après l'échec des négociations avec Bagdad, au cas où la formation d'une fédération avec les autres composantes de l'opposition irakienne s'avérerait impossible. A l'époque, il avait admis que cette idée avait fait rire le premier ministre, M. Suleyman Demirel.

L'attitude turque semble avoir évolué quelque peu. Pour M. Demirel, la meilleure solution serait « que l'Irak fasse la paix avec le monde ». Mais il vient de reconnaître que, tant que M. Saddam Hussein serait au pouvoir à Bagdad, une telle réconciliation

avec l'Occident semble improbable. A son avis, « l'initiative d'un Etat fédéral au nord de l'Irak pourrait se transformer en un désir de former une fédération avec la Turquie ». Et de rappeler, tout en défendant l'intégrité territoriale de l'Irak, que « Mossoul était autrefois une province ottomane ».

Le sort de la minorité turcomane d'Irak - environ 1,5 million de personnes dont le plus grand nombre vit dans la région pétrolière de Kirkouk - pourrait pousser Ankara à jouer un rôle plus actif dans cette région. M. Muzaffer Arslan, le chef du Parti turcoman irakien, a récemment appelé à l'aide la communauté internationale, affirmant que 2 500 Turcomans avaient été arrêtés par les Irakiens. « La Turquie a une politique conservatrice. Elle va se contenter d'offrir une aide humanitaire », affirme-t-il. « Mais j'espère qu'elle pourra se porter garante de notre sécurité. » Le communiqué publié, jeudi, à l'issue du conseil des ministres, allait dans ce sens : « La Turquie est la principale garante de la sécurité des peuples du nord de l'Irak, tels que Kurdes, Turcomans, Arabes et Syriens. »

L'attitude d'Ankara à l'égard des Kurdes irakiens est liée à sa propre perception du nationalisme kurde en Turquie. Les autorités turques craignent, en effet, que la création d'un Etat indépendant au nord de l'Irak n'alimente les ardeurs séparatistes de leurs propres Kurdes. Le coup porté au PKK, pour autant que la campagne des peshmergas remporte le succès escompté, ne résoudra pas cet aspect de la question. Une réduction importante des activités « terroristes » du PKK permettrait peut-être au gouvernement de faire accepter par le Parlement, et surtout par l'opinion publique, les réformes démocratiques sans lesquelles une solution à long terme du problème kurde en Turquie est impossible.

NICOLE POPE

TURQUIE KULP LA KURDE, AU FEU DES REPRESAILLES TURQUES

A la suite d'une embuscade du PKK contre des gendarmes turcs, le 4 octobre, la ville kurde de Kulp a été incendiée. Une pratique courante dans le sud-est de la Turquie où des villages, accusés de soutenir l'organisation indépendantiste, sont systématiquement rasés par l'armée. Reportage.



H.H.A/Sipa Press

Namaz, Janvier. Opération de représailles contre le PKK. Au sud-est de la Turquie, Ankara a opté pour une « solution » militaire.

**Kulp (sud-est de la Turquie),
envoyé spécial**

Quelques jours auparavant, les soldats avaient prévenu la population: «Au prochain coup de feu que l'on entendra, nous brûlerons la ville.» Kulp allait donc brûler. Il est 10h40, le 4 octobre, quand un commando du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste et indépendantiste) mitraille le véhicule de quatre gendarmes dans le haut de la bourgade. Deux soldats sont tués, deux autres

blessés. Pour la petite sous-préfecture et ses 10000 habitants, l'heure du châtiment collectif a sonné.

Située à une centaine de kilomètres de Diyarbakir, la grande ville kurde du sud-est de la Turquie, la bourgade apparaît enfin au bout d'une longue et mauvaise route. Derrière, il n'y a que d'âpres montagnes. A proximité de la ville, puis à ses abords immédiats, l'armée s'emploie à fouiller les habitants qui regagnent leur localité, restée quasiment déserte pendant plusieurs jours. Des blindés et des nids de mitrailleuses cassent encore un peu plus

la rigueur minérale des paysages. La bourgade elle-même est certes pauvre mais loin d'être misérable. L'eau et l'électricité y parviennent et la rue principale est goudronnée. Les militaires sont partout. Et c'est une automitrailleuse qui nous escortera de l'entrée de la ville à la sous-préfecture. Au passage, impossible de ne pas remarquer une enfilade de magasins complètement carbonisés, des dizaines de maisons mitraillées et quelques véhicules incendiés.

La version officielle des événements a le mérite d'être simple. Selon un co-

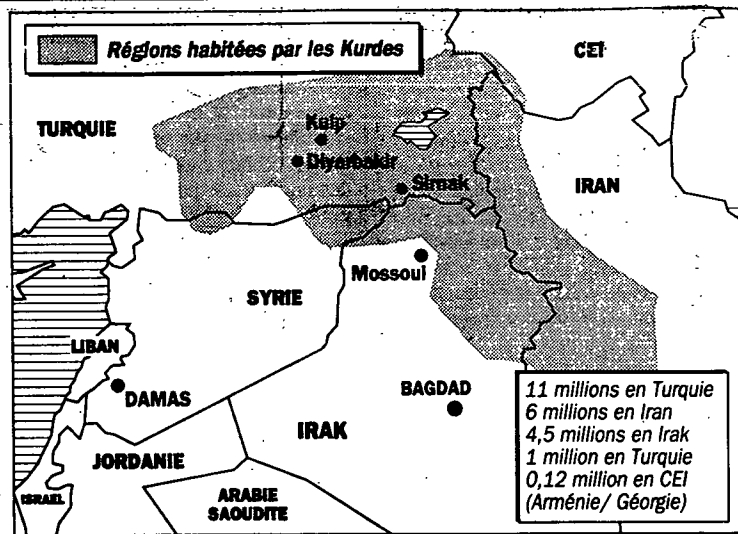
lonel -qui a requis l'anonymat- un commando du PKK, fort d'une cinquantaine de membres, s'est battu jusqu'à la nuit, tirant depuis les maisons du centre-ville. Aussi, face à l'obscurité, l'armée a dû user de balles traçantes, et ce sont elles qui ont provoqué des incendies. C'est aussi le PKK, ajoute-t-il, qui a chassé les habitants de la ville, en leur faisant croire qu'il allait revenir l'attaquer. Le sous-préfet de Kulp confirme la thèse des militaires, ajoutant que l'attaque du commando fait suite à une série d'opérations terroristes, dont l'assassinat, le 21 septembre, du juge et du procureur de la cité.

Si l'embuscade tendue par le PKK aux gendarmes et, antérieurement, l'assassinat des deux magistrats sont établis, la version officielle relatant le martyre de Kulp ne résiste pas un quart de seconde à l'examen. La quarantaine de boutiques, qui ont totalement brûlé, sont toutes situées au centre de la cité, soit à quelques mètres de la sous-préfecture. Or, comme en témoigne sa façade, le bâtiment n'a pas reçu le moindre projectile. De plus, alors que les combats auraient duré quelque sept ou huit heures, aucune autre victime n'est rapportée dans l'un ou l'autre camp. Par ailleurs, aucun «terroriste» du PKK n'a été fait prisonnier.

Mais il n'est pas facile de mener l'enquête à Kulp. Après le passage obligé chez les officiels, et l'invariable discours sur le manque d'objectivité de la presse occidentale, on ne peut visiter la ville que dûment escorté par plusieurs Bérêts bleus, fusil d'assaut au poing. Dans l'artère principale, il n'y a qu'une façade qui n'ait été ni brûlée, ni criblée de balles: celle de la... banque. Une dizaine de maisons particulières ont aussi été incendiées. Presque personne dans les rues, sinon une horde d'enfants hâbleurs et quelques vieillards tristes. «Qu'est-ce que nous allons devenir? Je n'ai plus rien et j'ai une famille de quinze personnes à nourrir», gémit l'un d'eux.

La présence des soldats ferme toutes les bouches. Ou alors, très vite, elles esquissent un seul mot: «Doulat». Le gouvernement. Autrement dit, l'armée. Toutefois, au moment du départ de la ville, s'ouvre soudainement un espace libre entre les gendarmes établis au milieu du bourg et le barrage de l'armée tout en bas. Il y a alors précisément un café, criblé lui aussi, et, sous son auvent, une trentaine de villageois. Cette fois, personne n'a peur de parler. «C'est vrai, il y a eu l'embuscade du PKK, ils n'étaient pas nombreux et ce n'étaient pas des hommes d'ici. Peu après, l'électricité et le téléphone ont été coupés, puis les soldats ont commencé à brûler les magasins et à tirer, notamment avec des automitrailleuses, sur les maisons. Presque tous les habitants se sont alors enfuis. Les soldats ont tiré pendant quarante-huit heures d'affilée», raconte un homme.

«Environ 35 personnes ont couru se



réfugier à l'hôtel. Puis les soldats sont venus. Ils les ont obligés à s'étendre sur le sol et ont versé de l'essence autour d'elles pour les brûler vives. Heureusement, il y avait là un instituteur. C'était un étranger (un Turc, NDLR). Il leur a crié: «Arrêtez, vous n'êtes pas des humains si vous faites cela.» Alors, le sergent Regap Djomer est intervenu et a empêché ses hommes d'enflammer l'essence», relatent d'autres voix. «Ils ont quand même fusillé l'hôtelier. Après, ils ont fait brûler son cadavre et l'hôtel. Les gendarmes l'ont tué parce que son fils et sa fille avaient rejoint le PKK», ajoute-t-on. A la sous-préfecture, située en face de l'hôtel totalement carbonisé, on indiquera simplement qu'un «homme non identifié» a péri brûlé et qu'une enquête est en cours.

Les habitants accusent aussi les gendarmes d'avoir pillé les boutiques. «Ils ont pris tous les téléviseurs», assure un cafetier. «Tout le monde va quitter la ville car nous n'avons plus rien pour passer l'hiver», ajoute son voisin. Interrogés sur les relations de Kulp avec le PKK, les habitants démentent tout soutien à l'organisation. «Nous n'avons jamais demandé l'indépendance. Ce que nous voulons, ce sont les mêmes avantages que les gens de l'ouest de la Turquie», dit un villageois. «Mais l'armée, elle, nous reproche d'être partisans du PKK et sans cesse les soldats nous cherchent des ennuis», ajoute-t-il. «Cependant, il y a des gens de Kulp qui ont rejoint le PKK», nuance un jeune homme.

Il demeure que l'armée est convaincue que Kulp apporte de l'aide à l'organisation indépendantiste. «50% des habitants les soutiennent», affirme le même colonel. «A Sirnak, ce sont 100% de la population qui lui sont acquis», ajoute-t-il. Car Kulp n'est pas la seule ville kurde à avoir été dévastée par l'armée turque. Le 18 août, Sirnak, une préfecture de 20000 habitants située près de la frontière irakienne, avait aussi été punie, et d'une façon autrement plus violente. Les accusations du rapport, établi le 27 août par huit parlementaires kurdes, sont accablantes: «Tous les magasins du centre-ville ont été incendiés, souvent

détruits. Le montant des dommages matériels serait de 100 à 135 millions de dollars.» Cette fois, c'est avec ses chars que l'armée a tiré, tuant 19 civils et en blessant des dizaines d'autres. Comme en témoigne Hacı Gungen, dont la femme et les filles, âgées de 6 et 14 ans, ont péri ensevelies dans leur maison détruite par un coup de canon.

Comme à Kulp, l'armée avait pris prétexte d'une attaque lancée par le PKK pour punir la ville. Là aussi, le téléphone et l'électricité avaient d'abord été coupés. Là encore, les habitants avaient dû fuir la ville et n'y étaient revenus que plusieurs semaines plus tard.

A Diyarbakir, l'association de défense des droits de l'homme (proche du PKK) affirme que l'armée est intervenue de façon similaire dans des dizaines d'agglomérations, dont Cukurca, Uludere, Belveren et Yecilkoy. «Chaque fois qu'il y a eu une attaque du PKK, les militaires font de toute la population un coupable potentiel», insiste le responsable de l'association, Sedak Aslantas. «Comme l'armée ne peut se permettre de véritables massacres, sa nouvelle technique est d'attaquer l'économie de la région, en brûlant les boutiques et les véhicules, en tuant les animaux. Son but est d'éliminer les petites localités pour laisser le PKK sans base et rendre désertes des régions entières», poursuit-il.

Visiblement, et à Ankara les milieux diplomatiques le confirment, l'armée a reçu carte blanche du gouvernement pour mener comme elle l'entend la guerre contre l'organisation indépendantiste. Le tournant semble avoir été les violents affrontements du 21 mars 1992. La solution politique du problème kurde est - au moins provisoirement - totalement écartée au profit de la situation militaire.

La nuit tombée, la route de Kulp est abandonnée aux convois militaires. Des camions déposent dans un hameau des commandos qui partent en direction des proches collines. Pour nombre de villages, coincés entre l'armée et le PKK, c'est d'abord la peur qui gouverne la région.

Jean-Pierre PERRIN

LE MONDE Rhone Alpes— 13 octobre 1992

Pour obtenir le statut de réfugié politique

Dix-sept Kurdes en grève de la faim à Thonon-les-Bains

Dix-sept Kurdes poursuivent leur grève de la faim dans les locaux de la Maison des syndicats de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie) en vue d'obtenir la régularisation de leur statut de réfugié politique en France.

Deux d'entre eux ont entamé, ce week-end, leur cinquantième jour de grève, les quinze autres la poursuivent depuis trois semaines. Originaires de la Savoie, de l'Isère, du Vaucluse et, pour sept d'entre eux, de Haute-Savoie, les dix-sept grévistes, soutenus par un collectif regroupant une quinzaine d'associations et suivis par une équipe médicale, ont refusé, vendredi 9 octobre, les propositions qui leur ont été transmises par le sous-préfet de Tho-

non-les-Bains, à savoir la reconduction d'un permis de séjour provisoire de trois mois, la réunion d'une commission spéciale chargée d'examiner le cas des sept grévistes implantés en Haute-Savoie à la préfecture d'Annecy, la transmission des dossiers aux préfets des autres départements concernés et la mise en place d'une assistance médicale afin de veiller à leur rétablissement.

Les dix-sept grévistes ont notamment refusé que leurs cas soient dissociés et en appellent à une coordination au niveau du préfet de région.

G. Dr

FINANCIAL TIMES - October 1992

More deaths in Kurd violence

Twenty-seven people have been killed in recent violence involving rebel Kurds in south-east Turkey, security officials said yesterday, Reuter reports from Diyarbakir.

They said 11 civilians, including six children and two women, had been killed on Sunday when rockets fired by Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas hit their homes in the town of Uludere. Nine rebels had been killed later in a clash with troops who launched a search operation in the area.

Le Monde — 14 octobre 1992

TURQUIE : dans le Sud-Est anatolien

Les tensions se multiplient entre la population et la communauté kurde

L'offensive lancée la semaine dernière par les peshmergas kurdes irakiens pour expulser les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) du nord de l'Irak n'a pas, pour l'instant, affecté de façon notable les opérations des séparatistes kurdes dans le Sud-Est anatolien, ce qui montre que le mouvement dispose d'importantes ressources sur le territoire turc. Dans les villes, des signes de tension apparaissent entre la population et la communauté kurde.

ISTANBUL

de notre correspondante

Voyageurs interceptés et tués à des barrages routiers, raids contre des villages de « collaborateurs » et affrontements violents avec les forces de sécurité se sont poursuivis et ont causé la mort d'au moins soixante-dix personnes - combattants du PKK, civils et membres des forces de sécurité - au cours de la semaine dernière. Selon le ministre de l'intérieur, M. Ismet Sezgin, 215 combattants du PKK avaient été tués et 400

autres arrêtés par les forces de sécurité au cours de cette période.

Faute de sources indépendantes, il est difficile de confirmer le déroulement et le nombre des victimes de ces multiples incidents qui, très souvent, ont lieu dans des régions isolées. Mais il est certain que la lutte entre PKK et forces armées a récemment atteint un niveau de violence sans précédent au cours de huit ans de guérilla indépendantiste. Parallèlement à l'action des peshmergas kurdes irakiens, de l'autre côté de la frontière, les forces de sécurité ont poursuivi leur « lutte jusqu'au bout » contre les combattants du PKK et leurs partisans sur le territoire turc. Des dizaines de suspects ont été arrêtés. Aux cours d'affrontements similaires à ceux de Simak, en août dernier, la petite ville de Kulp, dans la province de Diyarbakir, la capitale régionale, a été interdite d'accès pendant trois jours, à la suite d'une attaque du PKK, samedi 3 octobre, contre un camion de ravitaillement, qui avait fait deux morts parmi les forces de sécurité. Selon M. Mehmet Keçeciler, ancien ministre et membre d'une commission du Parti de la mère patrie (ANAP, opposition) qui a effectué une enquête dans la région, une dizaine de maisons, quarante boutiques et plusieurs véhicules

auraient été détruits ou brûlés au cours des violences qui ont suivi. Un hôtelier a également trouvé la mort, apparemment dans l'incendie de son établissement.

Blâmant le PKK pour ces destructions, M. Keçeciler a déclaré que la population ne se sentait pas en sécurité et que l'anxiété et la peur dominaient la région. Cette version des faits est cependant contestée par plusieurs sources dans la région - dont l'Association des droits de l'homme à Diyarbakir, - selon lesquelles près de la moitié des huit mille habitants auraient quitté la ville, fuyant les représailles de forces de sécurité.

Drapeaux et tracts

Alors que la violence fait partie, depuis plusieurs années, de la vie quotidienne des Kurdes dans le Sud-Est anatolien, la mort de plus de cinq cents soldats en neuf mois a brutalement contraint la population turque à prendre conscience du problème kurde. Récemment à Trabzon, l'enterrement d'un jeune sous-officier, tué lors de combats meurtriers à Semdinli, s'est déroulé en présence de plusieurs milliers de personnes qui ont exprimé leur colère contre le PKK, portant à bout de bras un gigantesque drapeau turc.

Dans la petite ville touristique de Fethiye, connue pour les eaux turquoises de son lagon, dix-neuf personnes, qui se préparaient à attaquer un commerce kurde à l'aide de fusils, de barres d'acier et de pierres, ont été brièvement mises en garde à vue. Cette vague d'hostilité avait, elle aussi, été déclenchée par les funérailles, le 28 septembre, d'un jeune soldat de la région. Des slogans tels que « Kurdes hors de Fethiye ! » avaient alors été entendus, et des groupes de jeunes gens avaient commencé à procéder à des contrôles d'identité dans les rues.

D'autres exemples de discrimination contre la population du Sud-Est anatolien ont été mentionnés. Selon le correspondant du quotidien kurde *Ozgur Gundem* à Izmir, des pamphlets non signés avaient été distribués dans la région égéenne, il y a quelques mois, enjoignant les Turcs de ne pas embaucher, ni loger, des Kurdes. Ces incidents, pour l'instant mineurs, confirment cependant l'existence d'un danger réel de tensions ethniques entre les deux communautés qui cohabitent dans l'ouest du pays. Surtout, si le nombre des victimes de la lutte séparatiste - plus de mille sept cents cette année - continue d'augmenter à ce rythme.

NICOLE POPE

Le retour de Saddam Hussein

*Bien que vaincu, Saddam Hussein est toujours aux commandes.
Il a reconstitué une grande partie de ses forces et n'a renoncé à aucune de ses ambitions.
Comment mettre un terme à son règne ?*

Paradoxe de l'Histoire : il n'est pas exclu que le vaincu de la guerre du Golfe survive politiquement à son vainqueur. George Bush, en effet, risque de perdre la Maison-Blanche alors que Saddam Hussein, lui, se porte comme un charme et fait des projets d'avenir.

Ce simple constat rappelle que tout triomphe militaire

et des réseaux téléphoniques. Sur le plan militaire, la performance est encore plus spectaculaire : les experts estiment que Saddam peut aligner, entre autres hochets inoffensifs, 400 000 hommes, 2 000 à 2 500 chars lourds, 1 500 à 2 000 pièces d'artillerie, 250 à 300 avions de combat, au moins 120 hélicoptères d'as-

parents ; populations massacrées à l'arme chimique ; délation, assassinats, terreur ; désignation de boucs émissaires (se souvient-on des 42 commerçants qui furent brutalement arrêtés et pendus, en l'espace de quatre heures, devant leur magasin, à la fin du mois de juillet ?) : qui paiera pour tous ces forfaits si Saddam doit finalement être sauvé ? Pour quel étrange motif faudrait-il épargner un bourreau qui a sacrifié, sans un battement de cils, plusieurs centaines de milliers de ses soldats en huit ans de vains combats contre l'Irak, pris des milliers de civils occidentaux en otages, expédié des missiles sur un petit pays (Israël) qui ne l'affrontait même pas, et entretenu les stars du terrorisme international ?

En appelant de mes vœux l'élimination de Saddam, ce n'est pas de vengeance que je parle, mais de justice.

D'un point de vue logique, la même conclusion s'impose : M. Saddam Hussein doit disparaître de la scène. Car s'il se perpétuait aux commandes, cette victoire aurait au moins trois conséquences désastreuses : 1°) elle priverait durablement le peuple irakien de son droit à la liberté — un peuple qui continue de reprocher aux coalisés de n'avoir pas su « finir le travail » ; 2°) elle créerait, à terme, de nouvelles perturbations dans le Golfe en encourageant le tyran de Bagdad à concrétiser ses rêves de revanche ; 3°) elle stimulerait tous les dictateurs de la planète en les convainquant que, contrairement à la légende, le crime finit par être payant.

Deux scénarios

Pour en terminer avec ce régime détestable, deux scénarios sont généralement envisagés, à l'Ouest, par ceux qui ne considèrent pas le courage comme une maladie honteuse.

Le premier consisterait à aider les chiites, les Kurdes et tous les autres adversaires irakiens de Saddam Hussein à se soulever — ce qui suppose, bien évidemment, que l'on soit prêt à financer et à armer massivement ces opposants. Une fois la révolte enclenchée, les

avions américains et alliés bombarderaient les forces que Saddam Hussein aurait été contraint de déployer pour mater la rébellion. Le coup porté, au tyran serait si rude que — estime-t-on — les chefs de l'armée irakienne n'auraient plus, alors, qu'à éliminer le dictateur et à mettre en place un gouvernement intérimaire chargé de promouvoir la réconciliation nationale.

L'autre scénario fait l'économie du soulèvement anti-Saddam. L'acte se joue simplement : encouragés en sous-main par Washington et ses alliés, des officiers irakiens pénétrèrent dans le bureau de Saddam Hussein et l'éliminèrent.

Dans un cas comme dans l'autre, l'Ouest aurait intérêt à préparer sa manœuvre en multipliant les gestes de reconnaissance à l'égard de l'Opposition irakienne et en dénonçant vigoureusement la barbarie du régime de Bagdad : pourquoi, par exemple, ne pas exiger la constitution d'un tribunal international destiné à juger les crimes contre l'Humanité commis par Saddam ? Les preuves matérielles de ces crimes existent. Les Occidentaux les possèdent. Il suffirait de les produire.

Je n'ignore pas les obstacles que rencontrerait l'application de ces deux scénarios. Ou d'un troisième. Mais le pire serait de ne rien faire. Si l'on avait écouté, hier, les partisans de l'accord avec Saddam Hussein, ses troupes camperaient, au moment où j'écris ces lignes, sur les rives du détroit d'Ormuz. Hypothèse d'autant plus déplaisante que, sans l'intervention alliée, les Irakiens posséderaient, aujourd'hui, l'arme atomique (1).

Nous revenons de loin. Sachons voir loin.

P. W.

(1) David Kay, directeur de l'Uranium Institute de Londres ; fut chargé, l'an passé, de diriger la commission de l'ONU sur le désarmement de l'Irak. Il estime que, lors du déclenchement des hostilités, en janvier 1991, les Irakiens étaient capables de fabriquer une bombe atomique dans un délai de 12 à 18 mois (cf. Le Point, 22/8/1992).

PAR PATRICK WAJSMAN

exige un « service après-vente » qui en assure la pérennité. Certes, il est des portions de l'Irak sur lesquelles Saddam ne peut plus exercer son emprise en toute impunité : les Kurdes, au nord-est, bénéficient désormais d'une véritable zone de sécurité ; quant aux régions chiites situées au sud du 32° parallèle, elles sont, depuis quelques semaines, interdites à l'aviation irakienne.

Mais il ne s'agit là que de demi-mesures. D'une part, parce que les troupes de Bagdad continuent de réprimer sauvagement, par voie terrestre, les populations du sud. D'autre part, parce que Saddam, bien que terrassé par la plus vaste coalition jamais formée depuis un demi-siècle, a réussi à restaurer son contrôle absolu sur l'appareil d'État ; à mettre en place un système policier digne de la Russie stalinienne ; à relever une bonne partie des infrastructures du pays ; et à reconstituer une fraction non négligeable de sa puissance militaire. Tout cela, sur fond de provocations multiformes, de défis à l'ONU et de slogans revanchards. Les autorités de Bagdad ont même déclaré récemment qu'elles ne « renonceraient jamais » au Koweït et qu'elles considéraient toujours l'Émirat comme la « 19^e province » de l'Irak. On ne saurait être plus conciliant...

Près de vingt mois après sa capitulation, et malgré l'embargo, la dictature irakienne a déjà reconstruit 115 ponts sur les 130 qu'avait touchés ou détruits l'aviation alliée. Mieux : elle a remis en état la plupart des raffineries de pétrole, des centrales électriques

et environ 150 à 200 Scud. Sans parler de tout ce que les dirigeants irakiens ont réussi à cacher aux inspecteurs de l'ONU en matière d'armes nucléaires, biologiques et chimiques...

Dois-je souligner, par surcroît, que cette puissance s'est rebâtie aux dépens d'un peuple démuni, encadré, bâillonné et exploité par une camarilla de profiteurs et de corrompus liés à Saddam et à sa famille ? Un seul exemple, pour donner à réfléchir : le trésor de guerre (en or et en devises) que Saddam Hussein a mis de côté à l'étranger, notamment grâce à un système complexe de sociétés écrans, serait, selon les estimations les plus fiables, supérieur à 10 milliards de dollars !

Une situation surréaliste

Imagine-t-on Hitler se maintenant au pouvoir, en Allemagne, à la fin de la dernière Guerre ? Imagine-t-on le Führer et son gang nazi défiant les vainqueurs et mitonnant de nouvelles atrocités ? Telle est pourtant la situation qui prévaut, en cette fin d'année 1992, en Irak. Une situation surréaliste à laquelle il conviendrait de mettre un terme au plus vite en tentant, par tous les moyens, de déstabiliser Saddam.

D'un point de vue éthique, je ne vois vraiment pas pourquoi le maître de l'Irak devrait être ménagé. Depuis qu'il s'est emparé des rênes de l'État, ce triste sire s'est fait de l'inhumanité comme une spécialité : enfants d'opposants politiques torturés sous les yeux de leurs

LA CROIX — 16 octobre 1992

Grèce-Turquie

Porte close pour des réfugiés irakiens

Soixante-huit réfugiés kurdes irakiens vivent depuis une semaine une tragique aventure sur les rives de la mer Égée. Refoulés successivement par la Grèce et la Turquie la semaine dernière, ils attendent à bord du *Kostakis*, un navire de croisière grec, dans les eaux internationales face aux côtes turques, le résultat des discussions entre Athènes et Ankara qui doivent trancher sur leur sort.

Les négociations sont ardues. Les deux capitales font en effet preuve du même refus d'accepter ces réfugiés. Le porte-parole du ministère grec des affaires étrangères a réaffirmé mercredi

que son pays était déterminé à empêcher l'afflux des réfugiés irakiens qui arrivent en Grèce via la Turquie en nombre croissant. L'officiel a reconnu l'existence « d'un problème humanitaire » pour les personnes à bord, mais « la Grèce fait tout pour qu'ils soient le mieux traités », a-t-il ajouté. « Un médecin est à bord. Ils sont bien nourris et un programme a été mis en place pour que les enfants de ces réfugiés soient heureux à bord. »

Les réfugiés étaient arrivés clandestinement la semaine dernière sur l'île de *Chio*, après avoir versé chacun de 5 000 à 10 000 F à un passeur turc. Les

autorités grecques les ont réembarqués le 7 octobre sur le *Kostotas* et les ont expulsés vers le port de Bodrum en Turquie où ils ont été refoulés cette fois par les autorités turques. La Grèce a ensuite refusé de les accueillir.

Au nombre de 77 au départ, neuf d'entre eux ont été hospitalisés sur l'île de Cos mais devront retourner sur le bateau à l'issue de leur traitement. Le *Kostakis*, escorté par un navire de patrouille côtier grec, est depuis ballotté à l'entrée des eaux territoriales turques entre Bodrum et l'île de *Chio*. Le 14 septembre, 29 réfugiés irakiens

avaient trouvé la mort dans un naufrage au même endroit. Cette affaire avait été à l'origine de la détermination d'Athènes à résoudre une fois pour toutes le problème des réfugiés,

Côté turc, le gouvernement a précisé qu'il souhaite « éviter d'accepter » ces réfugiés kurdes qui ont quitté clandestinement la Turquie, un pays qui avait accueilli des centaines de milliers de Kurdes irakiens en mars 1991, mais dont l'armée réprime sévèrement la population kurde turque dans le sud-est du pays en proie à une guérilla séparatiste.

Le Bien Public - 16 octobre 1992

Dijon : Soutien aux Kurdes déboutés du droit d'asile

Quatre des huit Kurdes déboutés du droit d'asile de Dijon, qui ont fait la grève de la faim en avril dernier, risquent à tout instant de se voir notifier une décision de reconduite à la frontière. Cela à la suite d'un avis du ministère de l'Intérieur.

Pour le ministère, « le fait d'être Kurde et insoumis ou déserteur en Turquie ne risque pas d'entraîner de conséquences graves pour les intéressés ».

Ce n'est pas l'avis du comité de soutien aux Kurdes déboutés du droit d'asile : « Tout nous montre le contraire. Leur vie est en danger », a-t-il déclaré hier au cours d'une conférence de presse à la Confédération syndicale des familles, rue Vaillant à Dijon.

Admission à titre humanitaire

Le comité de soutien demande au préfet de Région — qui en a la possibilité, à titre exceptionnel — de donner le droit au séjour, compte tenu du danger encouru s'ils étaient renvoyés. Le comité estime par ailleurs que, contrairement à ce que prétend le ministère, ces quatre jeunes Kurdes ont eu le temps de s'insérer dans notre pays, habitant Dijon depuis de nombreux mois, voire



Une situation délicate...

(photo Didier Mandritch)

plusieurs années, et peuvent donc bénéficier d'une admission à titre humanitaire.

Pour le comité de soutien, « les déboutés, jugés à la légère et soumis à tous les arbitraires, n'ont, pour la plupart, aucune liberté de choisir un pays d'accueil. Ils sont alors, de force, reconduits dans leur

pays d'origine où les agents des transporteurs sont obligés de les livrer à la police ». L'un d'eux doit passer en commission de recours à Paris, début novembre. Après une longue procédure, les quatre autres Kurdes qui avaient participé à la grève de la faim sont munis de leurs papiers et ont désor-

mais le droit de travailler. En France, plus de cinquante grèves de la faim de déboutés en une année n'ont débouché que sur peu de solutions satisfaisantes. La circulaire du 23 juillet 1991 laisserait 60 000 à 100 000 déboutés en situation de marginalisation absolue.

The Washington Post
October 1992

Human Rights in Turkey (Cont'd)

Discussing our article on human rights in Turkey [Outlook, Sept. 20], Turkish Ambassador Nuzhet Kandemir referred to Turkey's actions as "moderate" [letters, Sept. 27]. To the contrary, Turkey's actions are extreme in their violation of international human rights agreements and standards.

On a recent trip to Turkey, Helsinki Watch interviewed 24 recent victims of torture in western Turkey. Police had tortured them with electric shock, rape and severe beatings. In one case, police placed in a small cell an attack dog which repeatedly bit a nonpolitical suspect. Since February,

13 people have died while being interrogated in police custody.

This year Turkish police have shot and killed more than 70 people in raids on houses allegedly used by an extremist, violent organization in western Turkey, the Dev Sol, or by the PKK, the Kurdish Worker's Party, which is a separatist group waging guerrilla war in southeast Turkey. The deaths allegedly resulted from "shootouts," but eyewitnesses give contradictory accounts in some cases. Moreover, no police were killed in the shootouts, raising a strong implication that the deaths were deliberate executions.

Turkish police continue to use live ammunition for crowd control. This year, more than 100 peaceful demonstrators have been shot and killed by security forces. Nine reporters have been murdered this year—seven deliberately targeted for assassination. All but one wrote for left-wing or pro-Kurdish journals that were reporting extensively on the increasing violence in southeast Turkey. The Turkish government has made no serious efforts to find the killers, even though witnesses exist to some of the murders.

This behavior can hardly be described as moderate.

JERI LABER
Executive Director

LOIS WHITMAN
Deputy Director
Helsinki Watch
New York

Ouest France - 17 octobre 1992

Vaste offensive de la Turquie dans le Kurdistan irakien Les Kurdes turcs entre deux feux

L'armée turque a déclenché, vendredi matin, une importante offensive contre les Kurdes de Turquie réfugiés dans le nord de l'Irak. Une région contrôlée par les Kurdes d'Irak qui ne voient pas d'un bon œil la présence des rebelles turcs sur leur territoire.

Les troupes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, un mouvement marxiste-léniniste qui combat pour la création d'un Etat kurde indépendant en Turquie), réfugiés dans le nord de l'Irak, se trouvent prises entre deux feux. Au nord, l'armée turque, après les avoir harcelées pendant des semaines, est pas-

sée à l'offensive vendredi : bombardement aérien de la région montagneuse de Seranis, près de Zakho, et opération terrestre sur une profondeur de 30 km à l'intérieur de l'Irak. Pour la Turquie, il s'agit d'empêcher les rebelles du PKK de rentrer sur le territoire turc et de leur couper les routes de retraite.

Au sud, les troupes du PKK installées dans le Kurdistan irakien sont aussi poussées dehors par les Kurdes d'Irak, les Peshmergas. Ces derniers se sont toujours opposés aux actions terroristes menées par le PKK. Ils tiennent à avoir des rapports de bon voisinage avec la Turquie. Les Peshmergas, qui ont mis sur pied un « gouvernement » contesté par Bagdad, ont

déjà assez à faire avec les troupes de Saddam Hussein.

Le 5 octobre, le Parlement kurde irakien avait lancé un ultimatum au PKK : ou bien vous quittez la région, ou bien vous arrêtez les opérations contre la Turquie. Et comme le PKK a fait la sourde oreille, les Peshmergas se sont lancés contre ses bases dans le Kurdistan irakien, avec la bénédiction (et peut-être même l'aide) d'Ankara.

Le PKK, lui, aurait pris langue avec le régime irakien qui aurait autorisé l'ouverture d'un camp près de Bagdad. Pour Saddam Hussein, c'est faire d'une pierre deux coups : il « punit » la Turquie qui avait pris le parti des alliés dans la guerre du Golfe et il favorise les affrontements entre Kurdes, ce qui ne peut que les affaiblir.

LE MONDE - 17 octobre 1992

Selon la Fédération internationale des droits de l'homme

La police turque aurait été complice de l'assassinat de l'écrivain Musa Anter

Qui a commandité le meurtre de Musa Anter? Cet écrivain kurde de soixante-quatorze ans, connu et respecté même par les plus farouches opposants du nationalisme kurde, a été assassiné, le 20 septembre, par des inconnus en pleine rue de Diyarbakir (le Monde du 22 septembre et du 2 octobre)

Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) s'est rendue sur place, du 17 au 24 septembre. Elle a rapporté des « éléments de preuve

(...) suffisants pour dénoncer l'existence au minimum d'une complicité des forces de police avec les assassins de Musa Anter », a indiqué, jeudi 9 octobre, M^r William Bourdon, l'un des membres de cette délégation. Il s'agit du récit de trois journalistes d'un petit journal local, la Voix de Diyarbakir, qui, bien que réticents, ont accepté de témoigner. Selon M^r Bourdon, ces trois journalistes, présents sur les lieux peu de temps après l'assassinat, auraient été conduits sous la menace d'une

arme à feu dans une voiture. Menacés de mort s'ils révélaient cette rencontre inopportune, ils ont parcouru, selon M^r Bourdon, cent soixante kilomètres « en franchissant tous les barrages de police avec des coups de klaxon ».

Épargnés parce qu'ils ne sont pas des journalistes pro-kurdes mais travaillent « pour un journal qui a ses entrées chez le gouverneur », les trois journalistes « font une enquête et vérifient la plaque minéralogique du véhicule. C'est une voiture de la police de Silvan », explique M^r Bourdon. « Il s'agit au minimum d'une voiture suiveuse de protection » des tueurs, conclut l'avocat de la FIDH.

Le Quotidien de Paris - 17 octobre 1992

Peshmergas contre PKK**La guerre fratricide des Kurdes**

Au nord de l'Irak, les peshmergas — combattants kurdes — mènent de violents combats pour chasser de leur région les séparatistes du PKK, des Kurdes de Turquie.

Peshmergas du Kurdistan d'Irak contre rebelles du PKK (Parti des travailleurs kurdes, marxiste-léniniste) de Turquie : depuis une quinzaine de jours, les mouvements armés kurdes des deux pays se livrent une bataille sans merci dans les montagnes du nord de l'Irak, où la situation paraît très confuse. D'un côté, les peshmergas — combattants autonomistes — de la nouvelle armée unifiée des Kurdes d'Irak affirment que les quelque « six cents guérilleros du PKK sont à bout de souffle ». Mais Osman Ocalan, le chef de secteur des séparatistes kurdes, rétorque qu'il a la situation bien en main et que le PKK n'abandonnera pas ses bases dans ces villages irakiens.

Comment en est-on arrivé à cette situation où, en quelque sorte, les peshmergas font aux dépens de leurs « frères » de Turquie le « sale boulot » des forces armées d'Ankara ? Suite à la guerre du Golfe, qui avait contraint Bagdad à laisser filer peu à peu son autorité sur les régions kurdes, les rebelles du PKK s'étaient engouffrés dans la brèche ouverte par les peshmergas. Tout comme ces derniers, ils avaient récupéré du matériel lourd dans la déroute de l'armée irakienne et, depuis les bases qu'ils avaient ins-

tallées côté irakien, ils lançaient des opérations contre l'armée et les autorités turques de l'autre côté de la frontière.

La situation dérange bientôt les autonomistes kurdes d'Irak qui bénéficient — et ils sont bien les seuls dans la région — de la sympathie active des Occidentaux. Sympathie qui se traduit notamment par une couverture aérienne garantie par les anciens alliés de la guerre du Golfe (Américains, Britanniques et Français), grâce à des avions basés en... Turquie. De même, de nombreuses ONG fournissent aux Kurdes une assistance humanitaire rendue vitale par le blocus auquel les soumet Saddam Hussein. Au total, le Kurdistan d'Irak se trouve de facto en sécession d'avec Bagdad, et s'est même doté au printemps dernier d'un « Parlement » et d'un « gouvernement » issus d'élections libres. Pour couronner le tout, Jalal Talabani et Massoud Barzani, chefs des deux principales formations kurdes — PDK et UPK — décidaient de faire alliance et de regrouper toutes les milices autonomistes en une force unie.

Or, ce bel édifice est fragilisé par la tension que fait régner dans la région la guérilla du PKK, dont les méthodes terroristes qui frappent parfois jusqu'aux populations civiles d'Anatolie sont de plus condamnées par les Kurdes d'Irak. Ankara s'arrogeant en effet un « droit de poursuite » en Irak, les villages kur-

des sont fréquemment bombardés par l'aviation turque et, du coup, durablement désertés par leurs habitants d'origine. Les convois humanitaires, eux, hésitent à s'engager dans ces zones peu sûres. Enfin, pour contrer leur « maître » honni Saddam Hussein, Barzani et Talabani estiment qu'Ankara est un allié de poids, qu'il convient donc d'obliger.

La stratégie d'encerclement du PKK menée par Ankara, qui s'est d'abord traduite par un accord avec Damas selon lequel les services secrets syriens ont fermé les camps d'entraînement alloués au PKK dans la Békaa libanaise, se poursuit aujourd'hui efficacement avec les leaders kurdes d'Irak. Talabani et Barzani ont fait il y a peu le voyage d'Ankara, tandis que des officiers turcs sont sans doute effectués des missions dans la région irakienne de Khwakork, à forte implantation PKK. Mardi dernier, Massoud Barzani serait allé, dans un discours télévisé, jusqu'à s'exclamer : « Vive la Turquie, vive Turgut Ozal et mort au PKK », selon des sources kurdes à Paris. Ces mêmes sources affirment que la coopération entre Ankara et les chefs du PDK et de l'UPK commence à gêner bien des peshmergas, qui mettent en avant le minimum de solidarité souhaitable entre Kurdes.

Henri VERNET

La Croix - 19 octobre 1992

Libération - 17 octobre 1992

Offensive turque contre le PKK en Irak

L'armée turque a déclenché vendredi matin en Irak du Nord une offensive près de Zakho, à 15 km de la frontière avec la Turquie, ont annoncé les médias officiels turcs. Il s'agit d'une « opération aéro-terrestre limitée » visant à « empêcher la pénétration en territoire turc des rebelles kurdes de Turquie » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugiés en Irak du Nord. De leurs camps en Irak, ces rebelles, accusés de recevoir l'aide de Bagdad, lancent des opérations meurtrières contre des postes de l'armée en Turquie.

L'aviation turque a bombardé la région de Seranis, près de Zakho, et les bases rebelles dans la zone de Haftanin, selon l'agence semi-officielle turque Anatolie. Les unités de l'armée turque ont parallèlement déclenché une opération terrestre jusqu'à 5 km à l'intérieur du territoire nord-irakien en vue de « couper la retraite » des rebelles vers le territoire turc près de Sirnak, considéré comme le repaire du PKK. L'opération est menée parallèlement aux combats opposant le PKK aux peshmergas irakiens depuis le 5 octobre et « n'a rien à voir avec les combats interkurdes », affirment des autorités militaires turques.

D'après AFP

KURDISTAN IRAKIEN**Bombardements turcs**

● L'armée turque a déclenché vendredi matin une opération aérienne et terrestre contre les Kurdes dans le nord de l'Irak, aux environs de la ville de Zakho, selon la radio d'Etat turque. Ces raids auraient pour but de « couper les routes de retraite » des rebelles kurdes de Turquie vers le mont Cudi, en territoire turc, considéré comme le repaire du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-séparatiste). Réfugiés en Irak du Nord, les rebelles kurdes sont combattus depuis dix jours par les forces armées du « Parlement » kurde d'Irak, les « Peshmergas » qui veulent les chasser de leur territoire d'où le PKK lance des opérations meurtrières contre la Turquie.

AU BON MARCHÉ RIVE GAUCHE, SOMPTUEUSE EXPOSITION DE TAPIS D'ORIENT JUSQU'AU 28 NOVEMBRE

J'ai vécu l'art du tapis kurde chez les fils de Darius

Acheteur de tapis pour le Bon Marché et expert de l'Orient, François Ollivier a sillonné Iran, Irak, Afghanistan, Inde, Turquie et Caucase. Il a partagé la vie des nomades dans le désert. Il a observé les tisserands, leur savoir-faire, leur méticulosité, leur adresse et leur patience. Et il sélectionne les plus belles pièces "faites main". Il signe l'exposition Tapis Kurdes au Bon Marché Rive Gauche. Une collection unique.

“Un voyage, c'est mille tapis...” Dans le discret club des grands voyageurs, François Ollivier occupe une place bien à part. Grand spécialiste français du tapis, il n'écrit cependant pas de livre, ne joue pas les doctes conférenciers, ne s'installe pas au “Vingt Heures” pour narrer ses campagnes. Mais son “butin”, après chaque expédition ?

Mille tapis, authentiques, souvent finalisés sous ses yeux dans les villages chez les nomades. Des photographies et d'émouvants souvenirs.

François Ollivier réitère donc ses expéditions.

Cette année, il s'est rendu quatre fois au Kurdistan. D'abord en Anatolie Orientale (Turquie) puis dans le Kurdistan iranien.

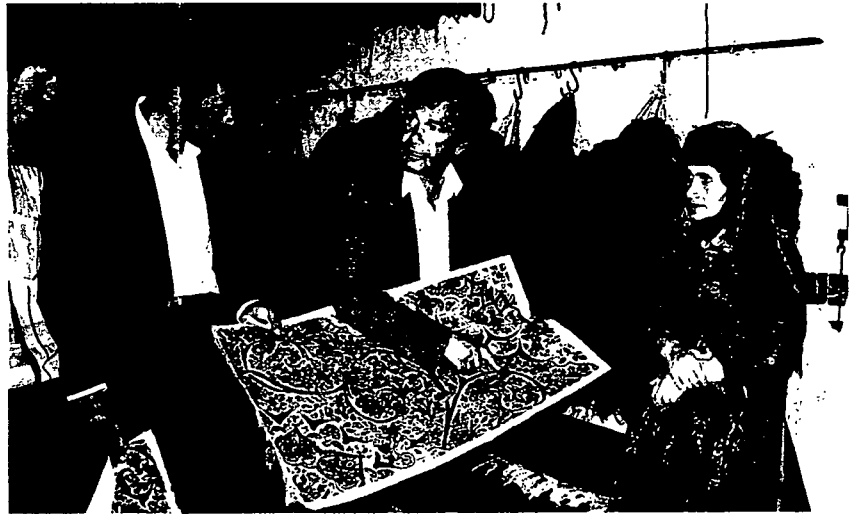
Les Kurdes sont des tisserands de haute tradition. Leur savoir-faire fascine François Ollivier.

“Parmi les fleurons des collections des plus grands musées du monde, précise François Ollivier, on trouve des gherous, Bidjar, Senneh, Savodj-Boulag. Vous pouvez les admirer au Metropolitan Museum de New York, au Victoria et Albert Museum de Londres et au musée des tapis de Téhéran.”

“Le Kurdistan”, précise l'acheteur-expert du Bon Marché, c'est 25 millions d'habitants sur un territoire presque aussi vaste que celui de la France. Ces montagnards répartissent leur “entité” sur l'Iran, la Turquie, l'Irak, le Sud-Caucase et la Syrie. Leur religion ? L'Islam, mais version sunnite.”

“Ces montagnards vivent surtout de l'agriculture et de l'élevage...”

En mai, François Ollivier était en Anatolie Orientale (Turquie) : “C'est dans cette région que j'ai rencontré les tribus kurdes Hartoushi et Herki qui tissent de magnifiques kilims à décors de losanges. Les tapis les plus fins et les plus beaux d'Orient sont les Senneh, au cœur du Kurdistan. Les tapis Bidjar kurdes sont parfois travaillés avec trois trames : ils sont donc très résistants – parfois plus de cent ans. Le plus connu des décors de Kilims est le Tchel Tchéhel gol (quarante fleurs). Ce kilim est souvent tissé en deux parties – les tisserands ont des métiers étroits.”



Bazar de Sanandjar (Senneh) au Kurdistan iranien. Examen de cartons qui servent de modèles à l'exécution des tapis noués.

DES PAYSAGES EXTRAORDINAIRES

Au Bon Marché, parmi les bijoux de l'exposition 1992, un Kilim Senneh sur chaînes de soie – donc d'une grande finesse. Du grand art sur 2,5 m². Son prix : 30.000 F. Une pièce de musée.

François Ollivier évoque la beauté de la Vallée du Zab, au confluent du Tigre, la ville d'Hakkari, célèbre pour ses tapis Kilims.

“Le peuple Kurde est remarquable. Sous des allures rustiques ils sont très intelligents.”

Le 4 x 4 de François Ollivier prend la piste au lever du soleil. Départ de Van, puis vers le Nord jusqu'à Dogoubeyazit, au pied du Mont Ararat, vers Erzeroum pour l'achat de tapis anciens. Retour, quelques jours plus tard, vers la frontière irakienne.

Les barbes sont naissantes. Les visages couverts de poussière. Les gorges sont sèches. Mais de superbes tapis s'entassent à l'arrière du véhicule. Le second voyage de François Ollivier ? Téhéran et le Kurdistan iranien. Là, l'occidental qu'il est, est un personnage connu et reconnu. Lui vit au milieu des tribus nomades. A la dure ! Il partage leur repas sous la tente, s'endort sur une namad (tapis de feutre).

Difficile et exaltant voyage entrecoupé d'émotions : la mosquée de Djaneh, fière de ses 40 colonnes et



Plus de 4.000 kilims et tapis d'Orient

L'exposition 1992 ? Plus de 4.000 tapis Kilims Kurdes et tapis d'Orient. L'exposition se déroule jusqu'au 28 novembre, sur plus de 1.000 m², au 3^e étage du Bon Marché Rive Gauche, Magasin 1 (rue de Sèvres, métro Sèvres-Babylone ; parking Boucicaut).

20 % jusqu'au 28 novembre

Crédit 3 mois sans frais à partir de 6.000 F d'achat.

de ses tapis du XIX^e couvrant le sol, et cette garde à vue à la frontière irako-iranienne au retour de Kermanschah : on m'avait pris pour un trafiquant Balouch ! Mon appareil photo m'a été confisqué.”

Un presque voyage au bout de l'enfer pour l'amour de l'art. Dans le sillage de Darius, Alexandre le Grand et des rois Sassanides.

Les contrôles routiers sont cauchemardesques. Poussière. Lenteur. Soif. Des haltes, dans les villages, permettent à François Ollivier et à son guide, Ali Hossein Mirzaï, d'acquérir des tapis de grande valeur artistique.

Le retour à Sanandadj (Senneh) et à Bidjar est aussi l'occasion pour l'acheteur-expert du Bon Marché de faire le... bon choix : des Kilims.

Les campagnes d'achat “tapis d'Orient” de François Ollivier sont donc toujours remarquables. Et, l'exposition 1992 des Tapis Kurdes au Bon Marché digne de celle d'un Grand musée.

“Et dire, conclut François Ollivier, que les Kurdes forment le seul peuple du monde aussi important qui n'a pas de pays.”

Guy de Veilhac

Tissage des Kilims par de jeunes filles Kurdes de la région du lac de Van (Anatolie).

Libération - 20 octobre 1992

TURQUIE

Au Kurdistan, Ankara a deux fers au feu

Engagée dans une offensive militaire sans précédent contre les séparatistes kurdes du PKK, l'armée turque n'hésite pas à les poursuivre au sein du Kurdistan irakien; où les peshmergas avancent prudemment une revendication nationaliste inacceptable pour Ankara.

Zakho (Kurdistan irakien), envoyé spécial

Depuis la frontière, les douaniers turcs, désœuvrés, scrutent à la jumelle les cimes irakiennes dans l'espoir de surprendre la fumée d'un bombardement ou tout autre indice témoignant de la bataille en cours. Cela fait une quinzaine de jours que les Kurdes d'Irak s'emploient à chasser de leurs montagnes leurs «frères» kurdes de Turquie. On se bat notamment à 15 km de la ville de Zakho (extrême nord de l'Irak) et, sous la pression des forces kurdes irakiennes, les combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) s'éparpillent ou se replient vers les sommets.

Impossible pour les guérilleros de regagner le territoire turc, théâtre habituel de leurs incursions. 32000 soldats turcs fouillent les montagnes pour les prendre à revers. La quasi-totalité des commandos de l'armée turque, soutenus par des hélicoptères, est déployée pour l'une des plus importantes offensives militaires jamais entreprises par Ankara. Comme les unités d'élite, l'aviation opère de l'autre côté de la frontière, bombardant chaque jour les positions du PKK.

Les douaniers turcs, eux, sont quasiment en vacances. Car, à titre de représailles, le PKK a ordonné qu'un embargo économique total soit appliqué au Kurdistan d'Irak, région indépendante de facto depuis avril 1991, dotée d'un gouvernement, d'un parlement, d'une armée, d'une administration prélevant taxes et impôts, et bénéficiant depuis la fin de la guerre du Golfe de la protection américaine, britannique et française. «Tous les camionneurs doivent arrêter de transporter des marchandises destinées au nord irakien afin de protester contre l'agression déclenchée par le PDK (le Parti démocratique du Kurdistan irakien, de Massoud Barzani) et l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani) en coopération avec la république de Turquie et l'impérialisme», ordonne un tract de l'organisation séparatiste. Sur l'interminable route qui conduit à Zakho, à travers le

sud-est anatolien, les épaves calcinées de quelques camions témoignent de la punition infligée par les «terroristes» aux chauffeurs qui ont désobéi. Elles s'ajoutent à celles des poids lourds déjà brûlés fin juillet à l'occasion d'un autre embargo imposé par le PKK pendant plus d'un mois sur les livraisons alimentaires à destination du nord irakien.

Aujourd'hui, plus un seul camion ne traverse la frontière. Habituellement, il en passe plus de mille par jour dans chaque sens. A Zakho, petite ville kurde commerçante, c'est une des questions que les officiels kurdes posent aux visiteurs: «Avez-vous vu des camions turcs sur la route?» Car, sans eux, c'est l'asphyxie qui guette à plus ou moins brève échéance le Kurdistan irakien. Coincés entre l'Irak de Saddam Hussein, la Syrie et l'Iran, les Kurdes irakiens dépendent pour leur survie de la bienveillance d'Ankara. Aussi, une question se pose: l'armée turque, qui a engagé 54% de ses forces terrestres, dont trois corps d'armée, dans la chasse au PKK, n'a-t-elle pas les moyens de protéger les camionneurs empruntant la route de Zakho, qui traverse au demeurant une région, peu propice aux embuscades? Ou a-t-elle choisi de rester passive afin de paralyser le trafic et inquiéter les Kurdes d'Irak dans le but, comme le souligne un intellectuel kurde de Turquie, «d'exacerber les tensions entre les Kurdes»? Car une partie de la presse turque émet de sérieux doutes sur l'ampleur réelle des combats — sur lesquels on ne sait quasiment rien — entre les Kurdes des deux pays, soulignant que

se battre contre d'autres Kurdes. Le Front du Kurdistan a d'ailleurs refusé l'assistance proposée par Ankara et vivement protesté contre les raids aériens lancés jusqu'à 30 km à l'intérieur de l'Irak et les opérations terrestres de l'armée turque sur leur sol.

Officiellement, la décision de combattre le PKK a été prise parce que celui-ci faisait régner l'insécurité dans le Kurdistan irakien, et qu'il coopérait avec le régime de Saddam Hussein pour détruire l'entité kurde. En fait, il semble bien que les peshmergas irakiens ne combattent les hommes du PKK que contraints et forcés. «Si nous n'avions pas attaqué leurs bases, nous savons que l'armée turque l'aurait fait et se serait emparée d'une bande frontalière dont elle ne serait plus jamais repartie», déclare à Zakho un officiel kurde sous couvert de l'anonymat. Par ailleurs, comme le souligne le même responsable kurde, l'offensive des peshmergas contre les positions du PKK — elles seraient au nombre de 45 — intervient un mois avant le vote au parlement turc sur la reconduction du mandat de la force multinationale, destinée à empêcher tout retour offensif de Saddam Hussein sur le territoire kurde. «Cette fois, nous espérons qu'il sera reconduit pour un ou deux ans et non plus six mois, qui est un délai beaucoup trop court pour que nous puissions construire quelque chose», ajoute-t-il.

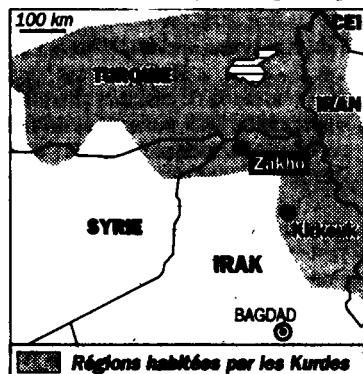
Mieux, dans le communiqué du parlement kurde déclarant la guerre au PKK, on lit au détour d'une phrase que celui-ci a décidé — c'était le 4 octobre — de créer un «système fédéral». Autrement dit, l'offensive contre les séparatistes kurdes apparaît comme une façon de faire passer une potion des plus amères pour Ankara. Car la décision de l'Assemblée, entérinée par le Conseil des ministres kurde, est apparue à certains commentateurs turcs comme une ébauche de déclaration d'indépendance. «Création de l'Etat kurde indépendant», a titré le grand quotidien populaire *Sabah*. «Nous considérons que la décision d'établir un Etat fédéral est un pas unilatéral pouvant conduire au démembrement de l'Irak (...). Un tel développement

n'est dans l'intérêt ni du peuple irakien ni de la région», a réagi le Conseil des ministres en se refusant à reconnaître le fait accompli.

Aussi, plus que jamais, les relations entre Ankara et le Kurdistan d'Irak ont-elles leur part d'ambiguïté. Chacun des deux camps joue au moins un double ou triple jeu. «Pendant que la Turquie ne reconnaît aucun droit à ses Kurdes, elle veut avoir de bonnes relations avec les Kurdes irakiens. Mais que l'on ne s'y trompe pas, une amitié stratégique est impossible entre eux. Il s'agit simplement de tactique. Il n'y aura jamais de coopération à long terme. En juillet, lors du premier embargo décidé par le PKK contre les Kurdes irakiens, l'Etat est resté totalement spectateur», analyse à Ankara le député kurde (indépendant) et ancien ministre des Travaux publics, Serafettin Elci.

Sachant qu'Ankara — qui ne veut à aucun prix d'un Etat kurde indépendant à sa frontière — a les moyens à tout moment d'étouffer le Kurdistan d'Irak, les milieux diplomatiques estiment peu probables que le Front du Kurdistan se défausse complètement de sa seule bonne carte contre la Turquie et qui est précisément celle du PKK. Aussi semble-t-il peu probable que les guérilleros marxistes-léninistes finissent pris en sandwich entre l'armée et les peshmergas. D'ailleurs, il leur suffit de déposer les armes ou de quitter la zone frontalière irakienne pour se voir tout pardonner par leurs «frères» kurdes. «Cette fédération que nous avons créée est la leur. Cette liberté que nous avons acquise est aussi la leur. Qu'ils abandonnent leurs armes au profit de l'action politique, et nous leur offrirons des bureaux, une station de radiotélévision, un journal. Ce Kurdistan est aussi le leur», conclut l'officiel kurde. Jean-Pierre PERRIN

● Plus de 3000 séparatistes kurdes de Turquie sont encerclés par les peshmergas et les commandos de l'armée turque dans la région de Batoufa, non loin de la frontière turque, a annoncé hier l'agence turque Anatolie, citant des sources kurdes irakiennes. Au moins 18 militants du PKK et 11 peshmergas ont été tués lors des combats.



beaucoup de peshmergas répugnent à

Le Monde - 22 octobre 1992

IRAK : alors que les combats avec le PKK continuent

Les Kurdes sont menacés d'un rude hiver

ANKARA

de notre correspondant

D'abord, il y a eu les sanctions des Nations unies contre l'Irak. Ensuite, depuis l'automne dernier, l'embargo appliqué par le gouvernement de Bagdad contre le Kurdistan. Et maintenant, les Kurdes irakiens sont soumis à un troisième blocus, celui imposé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, mouvement indépendantiste agissant en Turquie mais ayant des bases dans le nord de l'Irak), en représailles à l'offensive lancée, il y a deux semaines, contre ses militants par les peshmergas, les combattants kurdes irakiens.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant qu'une délégation humanitaire, composée de représentants des autorités turques, d'organisations non gouvernementales, de la Commission européenne et de diplomates américains, français, britanniques, soit revenue d'un séjour de huit jours dans la région avec des prédictions pessimistes

pour l'hiver à venir. « Le nord de l'Irak doit faire face à une situation d'urgence humanitaire aux proportions immenses », a déclaré, lundi 19 octobre à Ankara, M^{me} Catherine Farnsworth, chef de la délégation et représentante d'une agence humanitaire du gouvernement américain.

Arrêt du trafic routier

Selon M^{me} Farnsworth, plus de la moitié des trois millions d'habitants du nord de l'Irak ne pourront se passer d'une aide alimentaire alors que la quasi-totalité de la population aura besoin de carburant, pour la cuisine et le chauffage. Le coût d'une opération de secours s'élèverait à plus du double des estimations de l'ONU, qui avait prévu 85 millions de dollars pour son programme d'hiver, a déclaré M. Richard Lewartowski, représentant de la Commission européenne.

En attendant un accord ferme entre les Nations unies et Bagdad - M. Boutros Boutros-Ghali a exprimé l'espoir qu'il serait signé cette semaine, - la délégation estime que l'acheminement des secours devrait commencer immédiatement à partir de la Turquie. Priorité sera donnée à l'envoi de semences, qui seront plantées en novembre et décembre, et de carburant pour les véhicules agricoles. Outre la question du financement, les problèmes logistiques à surmonter sont immenses. Dans le meilleur des cas, les routes d'accès à la région ne sont praticables que par des camions de 10 tonnes, et les experts craignent qu'à partir de décembre elles soient complètement bloquées par la neige.

L'assistance des Nations unies et des organisations non gouvernementales est essentielle pour mener à bien ce projet gigantesque. De son côté, le gouvernement turc a affirmé qu'il était prêt à offrir toute l'aide nécessaire à l'acheminement de secours à partir de la Turquie. Mais les conséquences des récents affrontements entre Kurdes irakiens et combattants du PKK pourraient entraîner des difficultés supplémentaires.

Selon les représentants kurdes à Ankara, les combattants du PKK sont désormais acculés au fond de la vallée de Hakurk, près de la

frontière iranienne, et les combats se poursuivent également dans le secteur de Haftanin. Des troupes terrestres turques sont engagées dans une « opération limitée » au sol, alors que l'aviation effectue des raids quotidiens.

Des témoins à la frontière confirment l'absence de trafic routier entre la Turquie et l'Irak. La Turquie a promis d'assurer la sécurité des routes d'accès à la frontière pour l'aide humanitaire, mais le pouvoir dissuasif du PKK, qui avait imposé un premier blocus d'un mois, en menaçant les camionneurs cet été, ne doit pas être sous-estimé, d'autant que le temps presse.

NICOLE POPE

□ Dix-neuf morts dans une embuscade en Turquie. - Dans le Sud-Est anatolien, près de la ville de Bingöl, l'attaque d'un autocar par des militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) a fait dix-neuf morts, des civils, mardi 20 octobre, a rapporté l'agence turque Anadolu. La préfecture de Diyarbakir, responsable de treize régions sous état d'urgence dans cette partie de la Turquie, a pour sa part confirmé l'événement sans fournir de bilan - (AFP)

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France

FRA0239 4 G 0320 FRA /AFP-VD50

Turquie-Kurdes lead

Fin de l'occupation par des Kurdes du consulat de Turquie à Strasbourg

STRASBOURG, 23 oct (AFP) - L'occupation vendredi matin du consulat de Turquie à Strasbourg par un groupe de 8 militants kurdes armés, a pris fin sans effusion de sang à midi, les occupants ayant remis leurs armes au procureur de la république entré dans les locaux, a indiqué à l'AFP la préfecture du Bas-Rhin.

Le procureur, Edmond Stenger, discutait encore en fin de matinée avec les occupants qui ont relâché les fonctionnaires du consulat qu'ils retenaient "contre leur gré" depuis 10H00, précise-t-on. Le bâtiment était en revanche toujours entouré par les forces de l'ordre qui avaient bouclé le quartier.

A Paris, un communiqué du "Comité du Kurdistan" (proche du PKK, Kurdes turcs) a indiqué que par cette action, les occupants entendaient protester "contre les massacres de civils perpétrés par la contre-guerilla regroupant la Turquie, le parti démocratique kurde (PDK, Kurde irakien) et l'UPK (Union patriotique kurde, également kurde irakien), ainsi que contre les affrontements au Kurdistan sud". Il voulaient aussi, précise le communiqué, protester contre le "silence qui est fait en Europe sur ces affrontements".

Les "Kurdes sont entrés", s'était exclamé un membre du consulat dans un appel téléphonique à l'AFP. La communication avait été aussitôt coupée.

Les occupants, armés de plusieurs couteaux puis d'un pistolet qu'il avaient pris sur un garde du consulat, avaient fait parvenir aux forces de l'ordre deux "tracts" à travers les volets de la représentation.

Peu après, le préfet de la région Alsace, Jacques Barel, puis le procureur, avaient parlementé avec les militants en leur parlant à travers l'interphone.

Un porte-parole de la mission permanente de la Turquie auprès du conseil de l'Europe avait auparavant affirmé que les militants étaient au nombre de trois ou quatre.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, OCTOBER 21, 1992

Senators Ask if Clandestine CIA Fronts Aided Iraq Buildup

By Elaine Sciolino

New York Times Service

WASHINGTON — As part of its investigation of a politically sensitive bank fraud case involving Iraq, the Senate Select Committee on Intelligence has asked the CIA whether American agencies set up clandestine front companies that may have helped Iraq's arms buildup, according to U.S. officials.

The request was prompted in part by a Georgia defense lawyer who maintains that at least two companies — one in Virginia, the other in New Jersey — were used by intelligence agencies to help supply weapons or equipment to Iraq as part of a U.S. effort to win favor with President Saddam Hussein's government, officials said.

At the same time, however, the lawyer offered no strong evidence to support his assertions, which were made last month during a sentencing hearing of Christopher P. Drogoul, who had pleaded guilty to masterminding a bank fraud scheme involving billions of dollars in loans to Iraq. Mr. Drogoul later withdrew his guilty plea.

Senator David L. Boren, Democrat of Oklahoma, who heads the Senate committee, and Senator Frank H. Murkowski, Republican of Alaska, vice chairman, sent a classified letter last month to the CIA director, Robert M. Gates, asking for information on the matter. Mr. Gates has not replied, the officials said.

The committee wants to know whether American companies, including those named by Mr. Drogoul's lawyer, Bobby Lee Cook, were used improperly by the CIA, the National Security Agency or other intelligence agencies to collect information on Iraq.

It would not necessarily be illegal for the CIA to set up companies to provide private commercial cover for an intelligence activity.

But the committee wants to know if the companies provided intelligence officials with evidence of the bank fraud or of weapons or technology sales to Iraq. That would raise the question of whether the information was passed on to law-enforcement authorities.

There is another, potentially more explosive issue that the committee wants to resolve: whether the companies were used as a way to circumvent legal restrictions on weapons sales to Iraq.

As part of its investigation, the Senate committee is also eager to question the CIA's former Rome station chief about whether he or his superiors had information linking the Italian government to the bank fraud, the officials said. Lawmakers said the station chief shared many of his reports with agents of the FBI in Rome.

Thus, the FBI, as well as the Justice Department, may have had access to information suggesting that the Rome head-

quarters of Banca Nazionale del Lavoro was involved in the fraud. Nonetheless, the Justice Department sought an indictment charging Mr. Drogoul with masterminding the scheme.

A team of investigators from the committee conducted a second day of sworn testimony at the CIA on Monday. The Senate team also hopes to gain access to all FBI and State Department reporting on the bank's activities in an effort to determine whether officials at the Rome headquarters of the bank knew about the scheme. The bank is almost wholly owned by the Italian government.

One of the firms was RD&D of Vienna, Virginia, a machine-tool company that is defunct. Arthur G. Wade Jr., the head of the prosecution task force, said during cross-examination that he had interviewed the firm's head, Dale Toler, and that Mr. Toler had used the Atlanta bank to finance shipments of machinery and tools to Iraq.

Mr. Wade said RD&D was not a CIA front company but declined to comment when asked whether Mr. Toler told him that he worked for the National Security Agency.

Mr. Cook also mentioned Rexon Technology Corp., a company in Wayne, New Jersey, that makes artillery shell fuses for the army.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, OCTOBER 24, 1992

Turks Hit Guerrillas In Iraq

Ankara Battling Kurd Insurrection

Reuters

ANKARA — Thousands of Turkish troops have crossed into northern Iraq in an attempt to drive some 8,000 Turkish Kurdish guerrillas from mountain strongholds there, Prime Minister Suleyman Demirel said Friday.

Mr. Demirel said at a news con-

ference that Ankara wanted to deny them sanctuary in northern Iraq, where the Baghdad government has no authority.

Turkish newspaper and radio reports indicated that about 5,000 troops were engaged in a three-pronged operation to destroy Kurdistan Workers' Party bases in northern Iraq.

Turkey's semi-official Anatolian news agency said troops backed by helicopters, planes and artillery had advanced 3.5 kilometers (2 miles) inside Iraq without meeting much resistance.

It said troops, accompanied by state-paid Kurdish village guards, had occupied a hill overlooking rebel bases in the Hakurk Valley, near where the borders of Iran, Iraq and Turkey meet.

Iraqi Kurds, trying to establish their own control over northern Iraq, launched an offensive to push the Turkish rebels from its remote

frontier hideouts almost three weeks ago.

Turkey has staged almost daily air strikes on rebel positions since the Iraqi Kurds went on the attack and sent troops across the border a week ago to block escape routes.

Mr. Demirel gave few details on military operations and offered no casualty figures, but denied that Turkey intended to set up a security belt which its troops would patrol inside Iraq.

"We are not going to establish a security zone," he said. "We don't want to annex or snatch anyone's territory. We are defending our own territory."

Mr. Demirel said the Turkish Kurds had 7,000 to 8,000 "trained terrorists" in northern Iraq and another 3,000 inside Turkey. Their eight-year-old struggle for an independent Kurdish state in southeast Turkey has cost more than 5,100 lives.

Le Monde — 24 octobre 1992

IRAK : réunie au Kurdistan

L'opposition veut se doter d'une direction collégiale

Le quotidien *Babel*, édité par M. Oudaï Hussein, fils du président irakien, a indiqué, mercredi 21 octobre, que des affrontements entre tribus chiites ont fait 266 morts et 422 blessés, la semaine dernière, dans le sud de l'Irak. Ces «révélations» ont été faites trois jours avant une importante réunion, dans le Kurdistan irakien, de tous les mouvements d'opposition au régime de Bagdad.

L'annonce des affrontements entre chiites «n'est pas un hasard», estime un Irakien expatrié qui, pour des raisons de sécurité, souhaite garder l'anonymat. A son avis, l'information vise à «tourner en dérision» notamment la fraction chiite de l'opposition et à démontrer que même entre membres d'une même communauté on ne peut pas s'entendre. Selon cet opposant, la «révélation» est d'autant plus «perversive» que c'est le régime du président Saddam Hussein qui a lui-même récemment armé certaines tribus chiites mais elle n'en révèle pas moins l'immaturité politique d'une fraction au moins de la population irakienne, un fait sur lequel le régime de Bagdad peut encore compter.

Cependant, l'opposition estime qu'il ne faut pas baisser les bras et les assises organisées au Kurdistan n'en prennent que davantage d'importance. Elles sont à proprement parler «historiques», car, pour la première fois, c'est une sorte d'assemblée constituante qui se réunit, avec la participation des courants politiques, religieux (chiites, sunnites et chrétiens) et ethniques (Kurdes et Arabes) les plus divers. L'objectif est de créer une direction collégiale : un «Conseil exécutif» et une «Assemblée nationale», représentatifs de tout «le spectre de la société irakienne».

S'agit-il à proprement parler d'un gouvernement et d'un Parlement en exil? «Appelez-les comme vous voulez; ce qui compte, pour nous c'est de créer ce cadre commun, unifié, qui bénéficiera d'une protection internationale et d'un soutien régional, principalement de la part des trois grands voisins de l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie», nous a déclaré à ce sujet M. Moaffak Al Rabi'i, l'un des responsables du parti islamiste chiite Al Da'awa. «Ainsi sera créé un climat propice à un coup d'Etat militaire», ajoute-t-il.

Le rôle de l'armée

L'armée, dans l'esprit des dirigeants de l'opposition, apparaît comme l'élément principal d'un changement de régime. «Je suis profondément convaincu que la troupe a un rôle très important à jouer», affirme de son côté M. Laith Qoba'a, l'un des dirigeants du Congrès national irakien (CNI). Un changement de régime se fera par un «dihad populaire», «à condition que l'armée de Bagdad soit neutralisée» par des moyens pacifiques et gagnée à la cause des insurgés, indiquait récemment au *Washington Post* l'un des principaux chefs religieux de l'opposition chiite, l'ayatollah Mohammad Baker Al Hakim.

Mais, pour le moment, nombre d'observateurs ne voient même pas les prémices d'une telle évolution à cause de la politique de terreur et de corruption que pratique le régime de M. Saddam Hussein avec l'armée.

Plusieurs questions se posent avant les assises du Kurdistan, préparées en septembre dernier par un comité de dix-huit membres. Le seul dénominateur commun entre des forces d'opposition aussi diverses est-il l'hostilité au pouvoir en place? L'unité résistera-t-elle à un éventuel changement de régime. Et auparavant existe-t-il un ou plusieurs dirigeants sunnites (islam orthodoxe) unanimement reconnus? Les opposants sunnites sont pour la plupart d'anciens officiers qui n'appartiennent pas à un parti politique. Autre question : de quelle popularité ou de quelle «base» jouissent, à l'intérieur d'un Irak terrorisé par le régime, ces opposants qui vivent en exil depuis plusieurs années. La méfiance, sinon les divergences qui existent entre les libéraux - généralement considérés comme pro-occidentaux (qu'il s'agisse des Kurdes ou des indépendants membres du CNI) - et les formations islamistes proches de l'Iran sera-t-elle surmontée?

Déjà, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRII) de l'ayatollah Hakim a menacé de ne pas participer à la réunion si les Kurdes demandaient un soutien à l'Etat fédéré kurde qu'ils ont récemment proclamé, décision qui, estime le CSRII, porte en elle les germes du séparatisme.

MOUNA NAÏM

Signature avec l'ONU d'un accord sur l'assistance humanitaire

Un protocole d'accord entre l'ONU et l'Irak sur le programme humanitaire des Nations unies, couvrant l'ensemble du territoire irakien et valable jusqu'au 31 mars prochain, a été paraphé, jeudi 22 octobre, à New-York, par le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, M. Jan Eliasson, et par l'ambassadeur irakien auprès des Nations unies, M. Nizar Hamdoun.

Le document prévoit la présence de 300 «bérets bleus», dont 292 dans le seul Kurdistan, et la mise en place d'un taux de change spé-

cial pour faciliter les opérations d'aide humanitaire. Le secrétaire général de l'ONU a demandé à la communauté internationale de «répondre généreusement aux besoins identifiés dans le plan d'action» et estimés à quelque 200 millions de dollars. Les Etats-Unis avaient émis des réserves sur ce nouveau protocole d'accord, estimant qu'il réduisait la «liberté de mouvement» du personnel de l'ONU. Ils avaient en vain cherché le soutien de la France et de la Grande-Bretagne pour le modifier (le Monde du 23 octobre). - (AFP.)

Libération — 24 octobre 1992

L'opposition irakienne se structure

Une Assemblée nationale et un gouvernement fantôme devraient voir le jour dimanche au Kurdistan irakien.

Les bans avaient été publiés fin septembre, lors d'une grande réunion de l'opposition à Salaheddine, au Kurdistan irakien. Le mariage est prévu ce dimanche, à nouveau dans la zone échappant au contrôle de Bagdad, mais dans un lieu tenu secret pour des raisons de sécurité. Jusqu'à ce jour, communistes, ex-baassistes, peshmergas kurdes, et religieux chiites ne partageaient qu'une même aversion pour le régime de Saddam Hussein. Ils entendent pour la première fois se doter de structures communes.

Ce sommet est l'aboutissement d'une lente maturation de l'opposition irakienne. A Vienne, à la mi-juin, libéraux, nationalistes, kurdes et quelques dissidents chiites avaient déjà formé un Congrès national irakien (CNI) de 87 membres. Ils sont rejoints aujourd'hui par les mouvements chiites, basés à Téhéran, et les communistes et ex-baassistes, appuyés par Damas. Au total, une Assemblée nationale de 174 membres devrait voir le jour, ainsi qu'un Conseil exécutif, sorte de gouvernement fantôme de 21 à 25 membres, lui-même chapeauté par un comité directeur de 3 à 7 personnes.

Ces retrouvailles risquent cependant

d'être perturbées par la récente décision des dirigeants kurdes de se constituer en «Etat fédéré». L'ayatollah Mohammed Baqr al-Hakim, président de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII), a menacé de se retirer si les Kurdes ne faisaient pas machine arrière. «Cette question doit être débattue plus tard. Car personne n'a le droit de décider seul du sort de l'Irak», insiste Hamid Bayati, représentant de l'ASRII en Grande-Bretagne. Si les peshmergas, retranchés dans les montagnes du Nord, et les rebelles chiites réfugiés dans les marais, près de Bassorah, coordonnent leur action, «alors il sera possible de confronter militairement Saddam Hussein», ajoute Hamid Bayati.

Mais les opposants comptent d'abord sur un coup d'Etat militaire et sur un soutien accru de l'Occident. «Pour garantir aux officiers et même à la grande majorité des cadres baassistes qu'il n'y aura pas de purge en cas de renversement du régime, nous allons établir un Etat de droit, juger les auteurs des massacres, et accorder l'amnistie à tous les autres», explique Hani Fekaiki, un responsable du CNI.

Ch.B.

Le Courrier — 1^{er} octobre 1992

TURQUIE

Des combats en Anatolie ont fait plus de 200 morts mardi

C'est le bilan le plus sanglant de la rébellion kurde depuis 1984. Des combats ont eu lieu mardi et mercredi.

Le bilan des affrontements de mardi entre forces turques et rebelles séparatistes kurdes de Turquie dans le Sud-Est anatolien s'élève à plus de 200 morts, selon le premier ministre turc Suleyman Demirel. Ces combats constituent l'accrochage le plus meurtrier depuis août 1984, début de la rébellion armée kurde contre le Gouvernement d'Ankara.

174 militants du PKK et 29 soldats turcs ont été tués mardi dans des affrontements près de Semdinli, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak, a annoncé hier à Ankara le premier ministre turc Suleyman Demirel qui citait un dernier bilan venant du Sud-Est anatolien.

Les affrontements ont débuté mardi matin, lorsque 500 à 600 rebelles kurdes du PKK avaient attaqué plusieurs postes frontaliers de l'armée turque dans la région de Semdinli, à la frontière avec l'Irak. Les militants du PKK, venant du Nord irakien, ont utilisé des mortiers, des lance-roquettes et des armes antichar, selon la super-préfecture de Diyarbakir.

Instaurée pour lutter contre le «terrorisme du PKK», cette super-préfecture est responsable de 13 provinces dans l'Est et le Sud-Est anatoliens à majorité kurde sous état d'urgence depuis 1987 précédé d'une période de loi martiale depuis 1979. Les combats se sont poursuivis hier. ATS

24 Heures — 2 octobre 1992

POUR LUTTER CONTRE LES KURDES

Ankara achète des armes

Le directeur général de la sûreté annonce officiellement l'achat de nouveaux hélicoptères, de véhicules blindés et l'envoi de renforts au Kurdistan.

● Le gouvernement turc est décidé à renforcer la lutte armée contre les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) en achetant de nouveaux matériels et équipements militaires, hélicoptères et véhicules blindés. Les affrontements dans le Sud-Est anatolien, qui ont fait mardi 203 morts, selon un bilan officiel, «sont une victoire des Cobra», les hélicoptères de combat américains de la firme Sikorsky, titrait hier le journal *Milliyet*.

Achat d'hélicoptères

«214 véhicules blindés de combat seront achetés avant la fin de l'année pour lutter contre les rebelles», a indiqué le directeur général de la sûreté, Yilmaz Ergun, dans une déclaration publiée jeudi par l'agence turque Anatolie. Il a ajouté qu'un

«accord a été conclu» pour l'achat de 25 hélicoptères Black Hawk fabriqués par Sikorsky, pour utilisation dans le Sud-Est anatolien contre les Kurdes du PKK.

Coup sévère

De nouveaux équipements attendus par l'armée s'ajoutent aux renforts en hommes et matériel déjà envoyés sur place par l'armée turque, qui compte plus de 100 000 hommes dans cette région frontalière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Selon la presse turque de jeudi, qui publie des bilans différentssur les affrontements de mardi allant de «174 à plus de 200 terroristes tués», un «coup sévère a été porté» aux Kurdes du PKK.

«350 soldats turcs, 10 miliciens kurdes progouvernementaux et 18

séparatistes ont été tués, et un hélicoptère a été abattu», affirme pour sa part le quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem*, publié en langue turque, citant un bilan de la représentation du PKK en Europe.

Onze militants tués

«L'agression sanglante a été organisée» par Osman Ocalan, frère du chef du PKK, Abdullah Ocalan, selon le journal *Cumhuriyet*, qui cite un militant armé de 19 ans, Murat Demir, arrêté par des soldats turcs lors d'affrontements.

Enfin, la super-préfecture de Diyarbakir a annoncé que 11 militants armés du PKK ont été tués et 13 autres arrêtés, mardi et mercredi, par des forces de sécurité turques lors d'opérations en cours dans d'autres zones du Sud-Est anatolien. — (afp)

24 Heures—1^{er} octobre 1992

AFFRONTEMENT AVEC L'ARMÉE TURQUE

Un massacre au Kurdistan

Cinq à six cents militants attaquent trois postes frontaliers en utilisant mortiers, lance-roquettes et armes antichars. L'armée riposte par une opération aéroterrestre. Le bilan ne cesse de s'alourdir.

● Deux cent trois personnes, dont 29 soldats turcs, ont été tués dans des affrontements mardi entre forces de sécurité turques et militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), près de Semdini, province de Hakkari frontalière avec l'Irak et l'Irak, selon un nouveau bilan fourni mercredi à Ankara par le premier ministre turc Suleyman Demirel.

Un premier bilan annoncé mardi par la superpréfecture de Diyarbakir, responsable de 13 provinces dans l'Est et le Sud-Est anatoliens sous état d'urgence depuis 1987, fait état de 54 rebelles kurdes tués, ainsi que 23 soldats turcs et 5 militaires kurdes progouvernementaux.

Les affrontements ont débuté mardi vers 4 h lorsque 500 à 600 rebelles kurdes du PKK avaient attaqué les postes frontaliers de Derelik, de Samanli et de Yesilova dans la région de Semdini à la frontière avec l'Irak. Les militants du PKK, venant du nord irakien, ont utilisé mortiers, lance-roquettes et armes antichar, selon la superpréfecture de Diyarbakir.

Des unités de l'armée turque ont lancé une opération aéroterrestre de grande envergure en vue de poursuivre les assaillants qui ont pris la

fuite vers le territoire irakien, selon la même source.

Les opérations de l'armée turque se poursuivaient mercredi matin dans la région, en territoire turc, a indiqué mercredi à Ankara une source militaire, alors que le premier ministre Demirel, en réponse à une question alors qu'il quittait hier après-midi la présidence du Conseil, s'est contenté d'indiquer que les « accrochages étaient terminés » et que les « terroristes tentaient de ramasser les corps » de leurs amis.

Quelque 5400 personnes ont été tuées en huit ans d'affrontements entre forces de l'ordre turques et militants du PKK, dont environ 2000 pour cette seule année. Le Parti des travailleurs du Kurdistan, le seul armé parmi une quinzaine de mouvements qui revendiquent leur « kurdité », avait pris les armes en août 1984 contre « la répression menée par l'Etat turc » qu'il accuse de vouloir « unifier la Turquie » en « niant l'existence des Kurdes ». Il réclame un Etat kurde indépendant sur un territoire pris sur la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. — (afp)



L'armée turque tirant des grenades lacrymogènes lors d'une manifestation kurde à Cizre qui avait fait une quarantaine de morts en mars.

Keystone-a

Le Courrier—6 octobre 1992

NORD IRAKIEN**Les Peshmergas attaquent les Kurdes turcs du PKK****Vaste opération contre les bases des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.**

L'opération d'envergure de Kurdes d'Irak contre le PKK a été décidée lors d'une réunion dimanche à Erbil du «Parlement» kurde irakien, a déclaré hier Safeen Dizayee, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK). Ce mouvement est dirigé par Massoud Barzani à Ankara.

L'opération des Peshmergas est destinée à «arrêter les activités militaires du PKK contre le territoire turc», a poursuivi M. Dizayee. Le responsable kurde a indiqué que le Front du Kurdistan (coalition de huit mouvements d'opposition kurde au régime de Bagdad) «avait gentiment mis en garde le PKK» en avril dernier contre ses activités militaires visant les postes frontaliers de la gendarmerie turque, le

long de la frontière entre la Turquie et l'Irak. «Depuis avril dernier, nous avons repris nos mises en gardes, mais le PKK n'a pas mis fin à ses activités», a-t-il ajouté. Il a affirmé que ce mouvement «empêchait le retour» de Kurdes irakiens dans leur foyer.

Le PKK, mouvement marxiste-léniniste d'Abdoullah Ocalan, a repris les armes en août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara. Il réclame un Etat kurde indépendant sur un territoire repris à la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Les activités sanglantes de ce parti dans l'est et le sud-est anatoliens, à majorité kurde, et les opérations de représailles des forces de l'ordre turques ont fait plus de 5400 morts en huit ans.

ATS/AFP

24 Heures—6 octobre 1992

Turcs dans la tourmenteATHÈNES
ANGÉLIQUE KOUROUNIS

Un véritable vent de panique s'est emparé d'Ankara, à l'annonce de l'ouverture éventuelle d'un bureau européen à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc (sud-est de la Turquie), bureau dont l'objectif serait l'amélioration de la situation des droits de l'homme et la surveillance de cette région éprouvée par des années de loi d'exception.

«La création d'un tel bureau dépend de l'accord du pays d'accueil», s'est empressé de déclarer le Ministère turc des affaires étrangères qui déploie toutes les ruses diplomatiques possibles pour éviter d'opposer un non cinglant qui pourrait bien être fatal, provisoirement, aux relations turco-européennes. L'Euro-député espagnol Baron Crespo a présenté la semaine dernière un rapport sur la question kurde qui, selon lui, «rend indispensable l'établissement d'un tel bureau; les méthodes employées là-bas sont inacceptables et rendent à long terme légitime toute riposte: la situation dans le sud-est turc prouve combien il est difficile pour la Turquie d'opérer un retour total à la démocratie et combien il est facile dans

ces conditions de violer le dispositif de défense des droits de l'homme».

Ce rapport tombe on ne peut plus mal. Londres, qui jusqu'en décembre est à la tête de la présidence européenne, a fait de son cheval de bataille le rapprochement CE/Turquie pour des raisons stratégiques et géopolitiques évidentes. A ce titre, le problème kurde turc est passé à la trappe au nom «de la lutte antiterroriste». De même, le problème chypriote passe au compte des pas perdus, sa solution n'étant plus une condition sine qua non de ce rapprochement. Cependant, une amélioration sensible des droits de l'homme était exigée «malgré les problèmes de terrorisme et de séparatisme auxquels doit faire face la Turquie».

Le premier ministre Demirel s'était engagé à cette amélioration qui prévoyait, entre autres, l'interdiction de la torture et la présence d'avocats lors des interrogatoires, la limitation de la garde à vue, etc. L'armée a tapé du pied et la loi n'est pas passée. Demirel a même dû préciser ces jours derniers «qu'une telle démocratisation n'était pas possible dans le sud-est du pays». Les militaires, qui contrôlent encore lar-

gement les institutions du pays, sont humiliés par leur échec constant face aux Kurdes. Cette guerre, qui ne porte pas encore son nom, est une sale guerre où tous les coups sont permis, d'autant que les combattants du PKK (Parti ouvrier kurde clandestin) bénéficient d'un large soutien de la population locale. Aussi, depuis quelques semaines, les bruits de bottes se font entendre, «si les mesures démocratiques ne peuvent venir à bout de ceux qui veulent nous prendre un cinquième de notre territoire, eh bien laissons faire les militaires à coup de junte s'il le faut!», pouvait-on lire dans un illustre et très populaire quotidien turc.

Demirel, de son côté, a appelé au cours d'une conférence de presse «la population à résister à un éventuel coup de force qui porterait la Turquie vingt ans en arrière».

La crise économique qui sévit, la guerre civile qui règne dans l'est du pays (4800 morts depuis 8 ans), la crise gouvernementale qui traîne, fragilisant un peu plus chaque jour le gouvernement Demirel, sont autant de facteurs pouvant faire craindre une intervention militaire.

A. K. □

LE NOUVEAU QUOTIDIEN— 6 octobre 1992

Combats entre Kurdes au nord de l'Irak

Les peshmergas irakiens attaquent des bases du PKK.

Les peshmergas irakiens (combattants kurdes) ont lancé hier matin une opération contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) dans la région de Hakkourk, de Haftanin près de Zakho, et de Basian dans le nord irakien.

Cette action avait été décidée lors d'une réunion dimanche à Erbil du parlement kurde irakien, a déclaré Safeen Dizayee, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) irakien.

L'opération des peshmergas est destinée à «arrêter les activités militaires du PKK contre le territoire turc depuis le nord irakien», a dit le porte-parole.

Il a affirmé que le Front du Kurdistan (d'Irak) «avait gentiment mis en garde le PKK» en avril contre ses activités militaires depuis le nord irakien visant les postes frontaliers de la frontière turque le long de la frontière.»

Le PKK, marxiste-léniniste, de Abdoullah Ocalan, a pris les armes en août 1984 contre le pouvoir central d'Ankara pour réclamer un Etat kurde indépendant. Les combats entre l'armée turque et le PKK se sont intensifiés depuis le printemps.

Une véritable bataille rangée autour de trois postes frontaliers la semaine dernière a fait plus de deux cents morts, dont 32 soldats turcs.

Ankara affirme que les combattants kurdes venaient de bases en territoire irakien. Le gouvernement turc, qui entretient

d'assez bonnes relations avec les autonomistes kurdes d'Irak dans la mesure où ils ne revendiquent pas la création d'un Kurdistan indépendant) fait depuis des mois pression sur eux

afin qu'ils empêchent le PKK d'agir dans la zone qu'ils contrôlent.

LNQ/AFP

24 Heures— 8 octobre 1992

GUERRE ENTRE KURDES

Nouvelle offensive

Selon Massoud Barzani, les opérations contre le PKK sont bientôt finies. But: le déloger.

● Les peshmergas (combattants kurdes) irakiens ont lancé une deuxième offensive mercredi contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie) en Irak.

Selon Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, les Kurdes irakiens ont attaqué hier matin la région entourant le bastion du PKK à Khwakork, dans le triangle formé par les frontières avec l'Iran et la Turquie, et où est retranché Ferhat Ocalan, frère du chef du PKK, Abdoullah Ocalan.

Trois peshmergas irakiens ont été tués et dix blessés lors de cette attaque, a précisé M. Barzani à Salaheddine (Kurdistan irakien): D'après lui, une quarantaine de membres du PKK ont été tués depuis le lancement des opérations lundi dernier.

Ces attaques ont pour but de déloger le PKK (marxiste-léniniste) du nord de l'Irak, d'où il lance des opérations en territoire turc, ce qui a transformé la région en zone militaire, empêchant le retour dans leur pays des Kurdes irakiens réfugiés en Turquie et entraînant des représailles contre les villages frontaliers par l'aviation turque.

D'après M. Barzani, les Kurdes irakiens ont pris hier une base du PKK à Sharja, au nord de la ville d'Amadiya, la cinquième depuis le

début de l'offensive, tuant 4 membres du PKK.

M. Barzani a estimé que l'opération contre le PKK devrait être terminée dans les prochains jours.

Les hostilités ont commencé à l'expiration d'un ultimatum de vingt-quatre heures lancé au PKK dimanche par le «parlement» kurde irakien à Erbil, lui enjoignant de quitter la région. Quelque 11 500 peshmergas ont alors pris position dans les régions frontaliers sur quatre fronts. A Bradost, ils ont attaqué à l'artillerie lourde, au canon et au fusil-mitrailleur depuis des positions à flanc de montagne contre les positions du PKK situées de l'autre côté de la vallée de Khwakork.

Selon le numéro deux du PDK, Nechirvan Barzani, quelque trente-cinq membres du PKK ont été faits prisonniers lors de la première grande offensive mardi, tandis que deux Kurdes irakiens ont été tués et treize autres blessés.

Ozal accuse l'Irak

Le président turc Turgut Ozal a accusé l'Irak des «soutenir le terrorisme» du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, principale organisation de séparatistes kurdes de Turquie) dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde frontalier avec l'Irak, la Syrie. — (afp)

RÉFUGIÉS

Une nouvelle famille kurde a été expulsée mercredi vers la Turquie

Un groupe de solidarité attendait de pouvoir s'entretenir prochainement avec Peter Arbenz sur le cas d'une famille hébergée à Leimiswil (BE).

Depuis trois ans, la famille Sönmez cherche à obtenir l'asile en Suisse. Elle a déjà obtenu un large soutien dans notre pays. Ainsi, la commune de Habkern, dans l'Oberland bernois, le Conseil synodal de l'Eglise protestante du canton de Berne et de nombreux citoyens se sont engagés pour les aider, face au directeur de l'Office fédéral des réfugiés, Peter Arbenz. Un pasteur, qui a pris soin de la famille kurde durant un certain temps, a même été appelé devant le tribunal. Il n'a été jugé innocent sur ce point qu'après avoir recouru devant la Cour suprême. Bien que les décisions administratives soient restées négatives, les personnes solidaires espéraient encore un

geste humanitaire. Et tout a été fait: un dernier entretien entre un groupe de solidarité et M. Arbenz avait été prévu pour lundi dernier. Le rendez-vous a ensuite été renvoyé au 19 octobre, à la suite d'un empêchement du président de la commune de Leimiswil (BE), où logeaient les Kurdes. Ce délai ayant été donné, la Police cantonale bernoise en a fait usage à sa manière. Six agents de police ont reçu l'ordre d'arrêter les parents et leurs quatre enfants dans la ferme où Beat Seiler les logeait. L'arrestation s'est produite mardi à l'aube, alors que l'hôte et le président de commune étaient absents. Selon M. Seiler, les agents auraient profité de leur absence pour agir. La famille a

ensuite passé la nuit aux arrêts avant d'être expulsée par avion vers la Turquie, mercredi.

Le sort de la famille Sönmez reste incertain en Turquie. En effet, elle a fui ce pays à cause des violations des droits de l'homme envers les Kurdes. Beat Seiler, affilié à l'Union démocratique du centre, et sa famille qui, depuis quinze mois, abritaient les Sönmez à Leimiswil, sont déçus par le comportement des offices. «Je leur demande, dit M. Seiler, de faire revenir ces gens chez nous pour qu'ils n'aient pas à souffrir d'un hiver difficile en Turquie.» Et, peut-être, de représailles.

BEAT LEUTHARDT

HOSPITALITÉ

Le Courrier — 17 octobre 1992

Les amis des Kurdes d'Obwald évitent une condamnation

La détresse personnelle prime les faits reprochés. Non-lieu pour neuf personnes ayant caché des requérants.

Les enquêtes menées contre neuf personnes accusées d'avoir caché l'année dernière les dix-sept «Kurdes d'Obwald» menacés d'expulsion ont été closes. Selon un communiqué, la commission pénale obwaldienne a tenu compte, dans quatre des cas, de la détresse qui avait poussé les personnes dénoncées à protéger les réfugiés refoulés d'un danger imminent.

Les enquêtes ont été closes, notamment celles contre Peter Zuber, un des membres fondateurs de l'Action en faveur des demandeurs d'asile refoulés (AAA), et Margrit Spichtig, condamnée en première instance à cinq semaines de prison ferme et 2000 francs d'amende. La clôture de l'enquête signifie que le premier jugement prononcé contre Margrit Spichtig est annulé.

INTIMEMENT CONVAINCUES

A quatre reprises, la commission de recours a établi le délit consistant à faciliter le séjour illégal d'étrangers en Suisse. Mais elle a toutefois admis que les quatre personnes étaient intime-

ment convaincues que la vie de ces Kurdes était en danger en Turquie. Le Code pénal prévoit la possibilité d'inclure la détresse présumée dans un jugement.

La police cantonale obwaldienne avait déposé treize plaintes dont neuf ont fait l'objet d'une instruction. Dans cinq cas, il n'a pas été prouvé que les accusés avaient agi illégalement. Avec la clôture de ces enquêtes, une plainte déposée par le conseiller national bernois Markus Ruf (Démocrates suisses) contre Peter Zuber tombe également.

C'est la disparition de 17 Kurdes dans le canton d'Obwald, en février 1991, soit le jour même où ils devaient être expulsés, qui avait déclenché les enquêtes. L'événement avait été créé auparavant déjà alors que les Kurdes et douze Suisses avaient protesté contre l'expulsion en entamant une grève de la faim. Quatorze des Kurdes disparus avaient finalement été arrêtés en mai 1991 dans un hôtel bernois durant une conférence de presse «secrète», après quoi ils avaient été expulsés. ATS

Le Courrier — 17 octobre 1992

TORTURE EN TURQUIE. Appel à la population

● L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) lance un appel à la population à la suite de l'assassinat de M. Musa Anter, journaliste de 74 ans, apparemment par les forces de l'ordre turques à Diyarbakir et de la présence sur les lieux de M. Orhan Miroglu. L'OMCT demande au public d'écrire aux autorités turques afin de demander l'application de la justice, de protéger M. Miroglu contre d'éventuelles représailles et de réclamer une solution au problème kurde. (2)
OMCT, case postale 119, 1211 Genève 20 CIC.

Le futur se joue au Kurdistan

● Le sort de l'Irak ne sera sans doute pas tranché à Bagdad. En fait la question de l'intégrité du pays risque bel et bien de se jouer plus au nord, plus précisément entre Kurdes irakiens et turcs, alliés très provisoires dans la lutte contre les maquisards du PKK (Parti des travailleurs kurdes).

Un sommet de l'opposition irakienne aura lieu dès vendredi au Kurdistan irakien. Près de 180 délégués pourraient décider de former un Parlement comprenant les différentes composantes du front anti-Saddam. Parallèlement, un Conseil présidentiel de trois membres devrait également être élu. On aurait alors l'esquisse d'un Irak fédéral avec trois Etats fédérés potentiels, un kurde au nord, un sunnite au centre et un chiite au sud.

Voilà pour la théorie. Cette recomposition du paysage irakien dépendra dans les faits de la bonne volonté du grand voisin turc. Ankara a déjà fait savoir qu'elle voyait d'un très mauvais œil les visées indépendantistes des Kurdes irakiens. Pour faire passer la pilule, ces derniers ont été contraints de donner des gages à la Turquie en participant à la chasse aux maquisards du PKK (des Kurdes de Turquie) qui avaient trouvé refuge au Kurdistan irakien.

Ce signal de bonne volonté pourrait, cependant, ne pas suffire. Une majorité de députés turcs sont actuellement contre la prolongation du mandat des forces internationales stationnées à Incirlik, dans le sud de la Turquie. En clair, cela signifierait la fin de la protection aérienne occidentale au nord du

36e parallèle. Avec comme corollaire, le possible retour au Kurdistan irakien des troupes de Saddam Hussein.

Mais la Turquie est peut-être en train de faire monter les enchères. Elle pourrait accepter l'idée d'un Irak fédéral. Mais à ses conditions. En prenant par exemple en compte l'existence des Turcomans — abusivement estimés à près de 3 millions par Ankara — qui sont principalement regroupés dans la riche région pétrolière de Kirkouk!

Sans aller jusque-là, la Turquie peut prendre le relais des maquisards du PKK en coupant la seule voie de ravitaillement qui mène au Kurdistan irakien. Les grandes manœuvres ne font que commencer!

Philippe Dumartheray □

24 Heures — 24 octobre 1992

KURDISTAN IRAKIEN

Conclave des anti-Saddam

L'opposition se réunit dans une zone échappant au contrôle de Bagdad.

PAR
SIYAVOSH GHAZI

● A la fin septembre, une première rencontre avait permis de jeter les bases d'un accord global entre les différentes tendances de l'opposition. A part un petit groupe de nationalistes arabes pro-syriens, tout le monde, des Kurdes aux chiites en passant par les communistes, les ex-baasistes, est cette fois-ci présent. Et les 174 délégués présents planchent depuis hier sur la création de structures communes pour présenter une alternative politique crédible au régime de Saddam Hussein.

C'est en juin dernier que l'opposition irakienne a entamé sa lente maturation. A l'époque, libéraux, nationalistes, Kurdes et quelques dissidents chiites avaient formé un premier regroupement (CNI) de 87 membres. Les représentants du CNI avaient alors été reçus par James Baker. Mais ni les ex-baasistes et les communistes, ap-

puyés par la Syrie, ni surtout les formations chiites basées ne faisaient partie du CNI. «Les dirigeants du CNI misaient sans doute un peu trop sur les Américains, sans tenir compte de l'attitude des pays voisins de l'Irak, en particulier la Syrie et l'Iran», affirme un proche du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (ASRII), dirigé depuis Téhéran par l'ayatollah Bagher Hakim.

Cette fois-ci l'erreur est réparée puisque les pays voisins de l'Irak ont donné le feu vert. Les 174 délégués doivent annoncer la création d'un parlement en exil, d'un comité exécutif et d'une direction collégiale dont le nombre pourrait varier entre trois et sept membres. Dans le premier cas, cette direction comprendra un chiite, un arabe sunnite et un Kurde. Mais on optera sans doute pour un conseil de 5 à 7 membres pour mieux tenir compte des différentes sensibilités de l'opposition.

Resté que les travaux risquent

d'être perturbés par les divergences sur la nature du futur Etat irakien. Le parlement kurde a jeté une pierre dans la mare. Le 4 octobre, il a voté une résolution en faveur d'un «Etat kurde fédéré au sein de l'Irak démocratique», une initiative violemment critiquée par les chiites. L'ASRII pourrait même quitter la réunion si les Kurdes insistaient pour faire adopter le principe d'un Etat fédéral en Irak.

En voulant faire entériner le principe d'un Etat fédéral, les Kurdes espèrent pouvoir réclamer une partie des avoirs irakiens confisqués par l'ONU et même, pourquoi pas, exporter du pétrole à travers la Turquie. Reste qu'au-delà même de l'hostilité des autres formations, la création d'un Etat kurde fédéré dans le nord de l'Irak inquiète à la fois la Turquie, l'Iran, la Syrie mais aussi les autres pays arabes de la région.

S. G. □

Cinq mille soldats turcs ont pénétré en Irak

Demirel confirme sa volonté d'éradiquer le PKK

Des milliers de soldats turcs ont franchi la frontière turco-irakienne pour chasser quelque 8000 séparatistes kurdes de leurs bastions dans les montagnes du nord de l'Irak, a confirmé hier le premier ministre Souleïman Demirel. Qualifiant les séparatistes de «moustiques», il a déclaré lors d'une conférence de presse qu'Ankara ne voulait pas qu'ils s'établissent dans le nord de l'Irak, où le gouvernement de Bagdad n'a aucune prise. «La Turquie est en train de tenter d'assécher un marais et de lutter contre les moustiques», a-t-il expliqué d'une façon imagée. Selon la presse turque, environ 5000

militaires sont engagés dans cette opération, dont l'objectif est d'anéantir les bases du Parti des travailleurs kurdes (PKK) dans le nord de l'Irak. Les Kurdes irakiens, qui tentent de leur côté de contrôler cette zone, ont également lancé une offensive, il y a environ trois semaines, pour faire sortir le PKK de ses cachettes. Le Premier ministre turc a démenti vouloir établir une zone de sécurité contrôlée par l'armée turque à l'intérieur de l'Irak. Il a en outre affirmé que le PKK disposait de 7000 à 8000 «terroristes entraînés» dans le nord de l'Irak et de 3000 autres en territoire turc. «Cette opération se terminera lorsque les forces de

sécurité déclareront qu'il n'y a plus besoin de mener d'autres actions», a-t-il dit.

Selon la radio turque, les militaires ont franchi la frontière irakienne jeudi matin et ont avancé de deux à trois kilomètres à l'intérieur de la région d'Haftanine, en territoire contrôlé par le PKK. Plus à l'ouest, l'armée turque a avancé de six à sept kilomètres après avoir franchi la frontière près du village d'Isikveren, a précisé la radio. D'après le journal *Hurriyet*, l'armée turque envisagerait une incursion d'environ 20 kilomètres à l'intérieur de l'Irak pour détruire les camps du PKK le long de la frontière.

REUTER

24 Heures — 30 octobre 1992

CONTRE LES KURDES RÉFUGIÉS EN IRAK

Nouvelle opération turque

L'offensive vise un camp «d'importance stratégique», selon le général commandant le secteur. Ses forces contrôlent désormais un vaste territoire.

Les combats en territoire irakien entre forces turques et maquisards du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont fait 50 morts, dont 39 rebelles kurdes et 11 militaires turcs, et 32 blessés militaires turcs, a-t-on annoncé officiellement jeudi à Ankara. D'autres sources font état de plusieurs centaines de morts.

D'autre part, selon l'agence turque Anatolie, l'armée turque a lancé, jeudi matin, une nouvelle offensive en territoire irakien, face à la sous-préfecture turque de Cukurca, pour détruire le camp de Sivi qui abriterait entre 1700 et 2000 rebelles kurdes du PKK, à 12 km de la frontière turque.

Des unités de commandos de montagne ont pénétré, jeudi, en ter-

ritoire irakien et la région a été bombardée à deux reprises par les avions F-5 de l'aviation turque, selon Anatolie. Le camp de Sivi est d'«importance stratégique», selon le général Utku Guney, qui dirige cette nouvelle offensive, cité par Anatolie.

Les unités de l'armée turque, qui ont commencé à pénétrer en territoire irakien le 22 octobre dernier pour y lancer une opération de grande envergure, ont pris le contrôle d'un territoire de 160 km² dans la région de Haftanine, nord-est de la ville irakienne de Zakho. Des réfugiés, des dépôts de munitions et de vivres ont été détruits, des armes, munitions, vêtements et plus de 50 tonnes de vivres ont été saisis, selon un communiqué, lors des opérations

qui se poursuivent dans la région de Hakourk, entre les frontières turque, iranienne et irakienne.

D'autre part, l'opposition irakienne réunie dans le nord de l'Irak a adopté, jeudi, le principe d'un système fédéral, notamment réclamé par les Kurdes, qui serait mis en application après l'éventuelle chute de Saddam Hussein, a déclaré un porte-parole de l'opposition.

L'assemblée générale de l'opposition doit encore entériner cet accord et se choisir une comité exécutif de 25 membres et une direction de 3 à 5 membres avant de terminer ses travaux vendredi. La décision du comité politique est un «compromis» entre les différentes tendances de l'opposition, éclatée en de multiples groupes ethnico-religieux, a déclaré un porte-parole. — (afp)

République des Pyrénées — 21 octobre 1992

AMNESTY INTERNATIONAL

Les enfants victimes de «violations effroyables»

Les enfants sont victimes de «violations effroyables» des droits de l'Homme sur les cinq continents, où des milliers d'entre eux sont torturés, emprisonnés et parfois exécutés par les forces de l'ordre avec le consentement tacite des gouvernements, dénonce Amnesty International.

A l'occasion d'une semaine de sensibilisation, l'organisation internationale de défense des droits de l'Homme basée à Londres attire l'attention sur les mauvais traitements infligés aux enfants dont le seul tort est «de vivre dans un pays où se déroule un conflit armé». «C'est une situation effroyable, qui se perpétue encore et toujours», écrit Amnesty dans une lettre ouverte. L'organisation dénonce surtout la situation au Brésil où «au fil des ans, des milliers d'enfants pauvres vivant dans les rues ont été torturés ou assassinés par des escadrons de la mort, qui sont souvent encadrés par des poli-

ciers en dehors de leurs heures de travail». Ces milices sont financées par des associations de commerçants qui entendent lutter contre la petite délinquance.

Au Burundi, cinq enfants ont été tués «délibérément» l'an dernier par des soldats qui prétendaient venir à bout d'affrontements inter-ethniques.

Au Pérou, de nombreux enfants font partie des milliers de «disparus», victimes aussi bien de la guérilla du Sentier lumineux que des forces gouvernementales.

Les enfants kurdes de Turquie sont dans une situation analogue, otages du conflit entre les indépendantistes et Ankara. En mars 1992, une Kurde de 16 ans, Bising Anik, est morte entre les mains de la police : une partie de sa tête avait été arrachée et son corps était recouvert de traces de tortures, selon des témoignages.

Les autorités ont affirmé que l'adolescente s'était suicidée.

Durant les dix dernières années, des mineurs ont été condamnés à mort et exécutés dans au moins sept pays. Avec cinq cas connus, c'est aux Etats-Unis que ces exécutions ont été les plus nombreuses, note Amnesty.

Le Quotidien de Paris — 24 octobre 1992

Irak du Nord**Offensive turque contre les Kurdes**

Les opérations de l'armée turque en Irak du Nord et sur les zones frontalières turco-irakienne et turco-irako-iranienne à plus de 2 500 mètres d'altitude se succèdent depuis une semaine contre des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) encerclés au nord par les forces turques et au sud par les peshmergas (combattants kurdes irakiens) qui «veulent les chasser de leur territoire».

«Les opérations se poursuivront jusqu'à l'anéantissement des militants séparatistes réfugiés en Irak du Nord», a déclaré hier, lors de sa conférence de presse mensuelle à Ankara le Premier ministre Suleyman Demirel, qui estime à «entre 7 500 et 10 000 le nombre de militants du PKK en Irak du Nord et à 2 500 ceux qui se trouvent en Turquie».

M. Demirel a, en outre, précisé

qu'il n'était pas question de créer une «zone de sécurité» sur la bande frontalière turco-irako-iranienne. D'autres opérations sont actuellement menées contre le PKK par l'armée turque et les peshmergas, plus à l'est de Kirkouk, dans la région kurde irakienne de Hakourk (au sud de la ville turque de Hakkari), près de la frontière turco-irano-irakienne, ont précisé vendredi des correspondants de l'AFP dans la région. Aucun bilan officiel n'a été rendu public concernant ces opérations. Selon des informations non confirmées, ces dernières auraient fait entre 1 000 et 2 000 morts.

● Les Nations unies et l'Irak ont signé jeudi un accord autorisant la reprise d'un vaste programme d'aide humanitaire dans ce pays souffrant des sanctions économiques de l'ONU.

The Financial Times — October 24, 1992

Turkey roots out Kurds

Turkish troops launched a largescale land and air operation yesterday against the separatist Kurdish Workers Party (PKK) rebels in north Iraq, writes John Murray Brown from Ankara.

The military operation involves ground troops up to 5km inside north Iraq and both helicopter and fighter air support. After winning assurances from Syria and Iran not to offer sanctuary to the PKK, Turkey is taking the opportunity before the snows arrive to force about 8,000 PKK rebels from their mountain bases. Turkish newspapers reported more than 5,000 Turkish commandos were now involved in rooting out the camps.

A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse — A.C.P. — Agence Centrale de Presse — — Agence

ACPO37 PR:03 IGN W TELEX
BREVES

452

Paris, 25 octobre

— Kurdistan: la répression turque se poursuit

Les opérations de l'armée turque contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés au Kurdistan irakien se poursuivaient dimanche. Le Premier ministre turc Suleyman Demirel a assuré que ces opérations se poursuivront "jusqu'à l'anéantissement des militants" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans le même temps, la Conférence de l'opposition irakienne — essentiellement kurde — a été à nouveau retardée et ne se tiendra que dans "les prochains jours", a annoncé Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK). Cette réunion a pour objet de choisir un exécutif et définir une politique commune pour l'après Saddam Hussein.

Bush and Iraq: Befriending Saddam Was Proper

By Milton Viorst

WASHINGTON — George Bush unquestionably made mistakes in his Iraq policy. But he did not "coddle" Saddam Hussein, as Bill Clinton has charged, and he surely did not consent to Baghdad taking "the northern part of Kuwait," as Ross Perot claims. In fact, in the two crucial years after Iraq's victory over Iran in the summer of 1988, he pursued a sensible and prudent policy designed to avoid war in the region. If it failed, he was only in small measure to blame.

It is a commentary on George Bush that he created his own electoral problem on Iraq policy. After the invasion of Kuwait in August 1990, he denounced Saddam so viciously ("Hitler," "gangster") that he denied himself all opportunity to justify to the public the reasons for having offered the hand of friendship to the Iraqi dictator. He did what the national interest required, then proceeded to repudiate it. Just as with his "Red my lips" pledge, he trapped himself.

Mr. Bush's Gulf policy between 1988 and 1990, with Saddam puffed up by his triumph and his army a loose cannon in the region, was, as he put it, to bring Iraq "into the family of nations." It was the correct policy.

Iraq had suffered huge losses in eight years of war, and there was every reason to believe that its first concern was reconstruction.

Nobody in the administration was ever deluded into regarding Saddam Hussein as anything but a thug. But he was also a bulwark against Iran, still a dangerous power, with a far greater population and a far more aggressive ideology than Iraq's. It was in the interest of America and its client states in the Gulf region to try to coax Saddam into contributing to the stability of the region. The way to do this was not by provocation but by friendship and economic assistance.

In retrospect, it is possible to see that Saddam was not only rebuilding but rearming, at a pace that exceeded concern over an Iranian resurgence. There is evidence that Washington learned later than it should have about the big money moving illicitly into Saddam's accounts, to be used for the purchase of arms. But there is

no evidence that the United States itself supplied him with arms.

A far greater lapse by the Bush administration — at least in terms of triggering hostilities — was the failure to keep a closer eye on its Gulf clients, and particularly on Kuwait.

Iraq and Kuwait had serious differences, mostly over money. Kuwait demanded repayment of loans made to Iraq during the Iran war; Iraq argued that these were not loans but a nonrepayable investment in the shared objective of defeating Iran. This was basically the position taken by the other Gulf "lenders."

Iraq also argued that Kuwait during the war had illegally pumped millions of barrels of Iraqi oil by "slant-drilling" across the border, a charge that some Western oil experts supported. Finally, Iraq accused Kuwait of trying to increase its share of the global market by overproducing to drive down the price of oil — and there is no question that Kuwait far exceeded its production quotas.

The two states also squabbled over a pair of islands — uninhabited sandbars, really — that cover the access to Umm Qasr, Iraq's Gulf port. The issue was a very sensitive one to Iraq. All Iraqis believe that Britain, the colonial power which drew regional borders early in the 20th century, deliberately weakened Iraq by severing Kuwait, its natural outlet to the Gulf. To cover the deficiency, Iraq at great expense transformed a tiny fishing village into a major harbor. It needed the islands for Umm Qasr's security. It offered to lease them, buy them, whatever, but the Kuwaitis would not yield.

In my visits to Kuwait since the war, officials told me that Iraq never intended to negotiate over these matters, that it used the disputes as a pretext to take over their country. Iraqis, of course, deny this charge. But many Kuwaiti citizens told me privately that they were convinced their government — the Kuwaiti ruling family — had been careless and greedy, needlessly provoking Iraq. The ruling family's responsibility for the catastrophe of the war was, in

fact, a major issue in the recent Kuwait election in which opposition candidates won a surprising majority.

Despite long-standing security commitments to Kuwait, the United States paid no attention in the first half of 1990 while the dispute with Iraq raged. Some observers hold that the president and the State Department were too preoccupied with the collapse of the Soviet Union and the reunification of Germany. In any case, Washington issued no words of caution to Kuwait. In effect, the Bush administration's indifference to the growing crisis gave the Kuwaitis carte blanche.

In Baghdad, Ambassador April Glaspie was following instructions, cultivating Saddam's friendship while discouraging his adventurism. In July 1990 she notified the secretary of state that Saddam, who regarded Kuwait as Washington's client, was planning to ask for American mediation in his dispute with Kuwait. The instructions Ms. Glaspie received in reply — to say that there would be no change in American policy — have led to one of the major misunderstandings of the events that led to war.

The Iraqi version of the conversation, leaked to the press, has Ms. Glaspie saying to Saddam, "We have no opinion on Arab-Arab conflicts, like your border disagreement with Kuwait." The accuracy of that statement has not been disputed. But in the context — in reply to Saddam's request for American mediation — Ms. Glaspie's words constituted a rejection of the Iraqi request, not an acquiescence in Iraq's designs on Kuwait.

Absent from the Iraqi version is Ms. Glaspie's warning, noted in her account of the conversation, that "we can never excuse settlement of disputes by other than peaceful means."

As she left the meeting, Ms. Glaspie was told by Saddam that his people would be joining the Kuwaitis for negotiations on Aug. 1 in the Saudi city of Jidda. Until then, he said, he would make no military moves. The Iraqis and Kuwaitis met in Jidda and each side blamed each

other. The meeting was a disaster. The next day, Iraqi troops crossed the border and occupied Kuwait.

Some Kuwaitis told me that the ruling family had been ready to accept Iraqi occupation of northern Kuwait, which it considered preferable to formal concessions. As recently as 1973, the Iraqis had seized several Kuwaiti border posts, and subsequently relinquished them. The Kuwaiti government was sure that the West, with Arab support, would sooner or later persuade the Iraqis to withdraw.

American diplomats, in Baghdad and Washington, recognized in the spring of 1990 that the odds of a partial occupation were growing, but they did not act. Ross Perot's assertion that Mr. Bush knew of such a possibility has no support. No one thought Saddam would blunder into occupying the entire country, as that would virtually assure a Western response.

Mr. Bush, unquestionably stunned by the invasion, reacted as if he had been personally betrayed. Among his options was to offer, in return for withdrawal, to serve belatedly as an honest broker in the Iraqi-Kuwaiti dispute. Instead he denounced Saddam and issued him an ultimatum to withdraw. Would an offer to mediate have worked? A few observers believe it would have; most do not.

Mr. Bush was hardly wrong in feeling betrayed. He had tried to play fair with Saddam, and wound up being kicked in the teeth. He had earned the right to tell the voters that he had pursued a wise and honorable policy, and that it had failed.

His opponents in the election might, in retrospect, have claimed that, given Saddam's personality, its chances of success were always slim. But that is conjecture; they could not deny that the policy was worth a try.

Unfortunately for Mr. Bush, when the policy was challenged he lacked the conviction to defend it. This, as much as anything, explains why he is unlikely to be re-elected.

Mr. Viorst, a Washington writer, covers the Middle East for *The New Yorker*. He contributed this comment to *The Washington Post*.

Le Figaro — 27 octobre 1992

IRAN-TURQUIE Suleyman Demirel à Téhéran

□ Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, est arrivé hier matin à Téhéran pour une visite officielle de deux jours. Il a indiqué dans une déclaration à la presse que les thèmes principaux des discussions seraient les problèmes régionaux et internationaux, l'éclatement de l'URSS ayant fait apparaître des liens particuliers entre les deux pays face aux nouveaux États indépendants de la région. Cette visite devrait donner lieu à une relance des relations diplomatiques entre Téhéran et Ankara, perturbées depuis un an par la rivalité des deux pays sur le Caucase. En outre, la Turquie a accusé à plusieurs reprises l'Iran de servir de refuge aux indépendantistes kurdes de Turquie

International Herald Tribune — October 28, 1992

Rebel Kurds May End Turk Attacks

SALA AD DIN, Iraq (Reuters) — An Iraqi Kurdish official said Tuesday that rebel Turkish Kurds, known as the Kurdistan Workers Party or PKK, had agreed to stop attacking Turkey from bases in Iraqi Kurdistan.

"The whole leadership of the PKK has accepted all our terms," Barham Salih, Washington representative of the Patriotic Union of Kurdistan, said.

The Iraqi Kurds have been fighting to drive the Kurdistan Workers Party out of Iraqi Kurdistan since Oct. 4. The Turkish armed forces have since crossed into Iraqi territory to attack the rebels simultaneously from the north.

Pourchassés par l'armée turque

Débâcle des séparatistes kurdes

Avec l'aide des Kurdes irakiens, l'armée turque a pris en tenaille les troupes du PKK dans le nord de l'Irak.

ANKARA :
de notre envoyé spécial
Rémi FAVRET

Cette fois, les séparatistes kurdes du PKK ont senti toute la force du boulet. Depuis le début, il y a trois semaines, de la plus grosse opération jamais montée contre eux par l'armée turque, ils ont perdu une à une toutes leurs bases au nord de l'Irak. Ils se sont retrouvés pris à revers par leurs propres frères, les Kurdes irakiens de Massoud Barzani et Djallal Talabani.

Ce sont contre eux qu'ils ont livré les combats les plus sanglants, souvent à l'arme blanche. L'aviation turque s'est contentée de les pilonner, tandis que depuis dix jours, des commandos turcs n'ont pas hésité à pénétrer en Irak pour leur donner la chasse. Décimés, pris en tenaille, les combattants du parti séparatiste

d'inspiration marxiste seraient aujourd'hui moins de deux mille.

« Des femmes et enfants du PKK ont fui vers l'Irak, mais les combattants demeurent dans la vallée d'Harkouk », a déclaré un peshmerga irakien à un journaliste turc. Avec à leur tête Osman Ocalan, le frère du chef suprême du PKK, ils se sont repliés sur Durjan, un bourg détruit à cinq kilomètres de l'Irak. Quatre cents combattants sont encerclés dans les gorges de Chuda.

Hier, les combats ont cessé : le PKK a accepté l'ultimatum du « parlement » kurde d'Irak, qui lui demandait de quitter la région dans les vingt-quatre heures ou de poser les armes. « Ce n'est pas fini », déclarait hier à l'AFP un leader kurde de la région, Salem Karim Khan. Le PKK n'a pas de porte de sortie : l'Irak a scellé sa frontière par des renforts de troupes. Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, se trouvait à Téhéran ces deux

derniers jours et la position de Téhéran, qui a soutenu jusqu'à très récemment le PKK, était bien sûr au cœur des discussions.

Faire payer la Turquie

La presse de Bagdad, de son côté, s'est déchaînée contre la Turquie depuis le début de l'offensive. Saddam Hussein, qui a permis au PKK d'ouvrir des bureaux à Mossoul, a vu là un moyen bien commode de faire payer à la Turquie son choix pro-occidental durant la guerre du Golfe et de déstabiliser les Kurdes irakiens en encourageant l'implantation d'une troisième force dans leur territoire.

Talabani et de Barzani, les deux chefs kurdes d'Irak, n'ont donc eu aucun mal à se laisser convaincre par les Turcs de la nécessité de frapper le PKK. Aujourd'hui, l'armée d'Ankara

contrôle la totalité de la frontière et reste déployée en plusieurs points sur une dizaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. Avare d'informations, elle n'a publié aucun bilan, mais laisse les journalistes turcs travailler dans le secteur : ceux-ci ont pu voir les camps abandonnés par le PKK, l'armement saisi, les prisonniers.

Le ministre turc de l'Intérieur, Ismet Sezgin, a cru bon de préciser que « les troupes turques n'avaient pas l'intention de passer l'hiver en Irak ». En fait, Ankara souhaite que les peshmergas irakiens se déploient au plus vite dans la zone nettoyée afin d'empêcher un retour du PKK.

La nouvelle de ces succès militaires tombe bien à Ankara, où l'on célébrera demain avec faste la fête nationale. Quant aux Kurdes, ils prouvent une fois de plus par leur désunion la force de ces frontières qu'ils voudraient tant gommer

R. F.

International Herald Tribune — October 28, 1992

U.K. Intelligence Helped Iraq Build Up Forces Before War

By Dean Baquet
New York Times Service

LONDON — As part of an intelligence-gathering effort, the British government helped Iraq build up its military forces in the years before the invasion of Kuwait in 1990 by allowing the illegal sale of arms-manufacturing equipment to Baghdad, according to evidence presented in a little-noticed trial here.

The case involves a British-based company that sold millions of dollars of machine tools to Iraq that were used to make arms.

According to British documents, two executives of the company provided British intelligence with frequent reports on the company's activities and Iraq's efforts to obtain weapons technology.

To maintain the intelligence connection, the government permitted improper sales to be made, the documents show.

The previously undisclosed British role is the clearest indication yet of Western involvement in at least indirectly supporting the development of Iraq's arsenal.

The disclosure also suggests that London was better informed about President Saddam Hussein's efforts to acquire military technology and equipment than it has ever acknowledged.

What, if anything, the Bush administration knew about these activities is not known. But British and American intelligence agencies have worked together closely over the years, routinely exchanging information.

In a case like this, former American intelligence officials said, London would probably have shared anything it learned about Iraq's acquisition of weapons and military technology, but would not necessarily

have acknowledged that it was encouraging such sales in an effort to gather information.

Even the possibility that the CIA knew of the British role is most likely to fuel Democratic charges that the administration, in an effort to improve relations with Iraq, condoned the improper sale of American and other military technology to Baghdad.

Customs agents and federal investigators have complained that the administration seemed unenthusiastic about inquiries about U.S. companies that did business with Iraq.

The British Foreign Office said any comment would have to come from the Department of Trade and Industry, which approved the sales to Iraq. Sian Lewis, a spokeswoman for that agency, said, "There's no way we would comment on a trial while it is in court."

The British role involved Matrix Churchill Corp., a machine-tool manufacturer with offices in Coventry, England, and Solon, Ohio. From 1987 to 1990, Matrix Churchill, which was owned by Iraq, served as the main channel for the acquisition of military technology.

Matrix Churchill made magnets, lathes and other parts used to make rifles and other weapons. Matrix Churchill's American subsidiary also brokered deals between Iraqi and U.S. manufacturers.

During this same period, at least two high-ranking company executives reported regularly to British intelligence agencies on Iraq's efforts to obtain conventional weapons and to develop nuclear and chemical weapons, according to government documents in the trial of three former company executives.

These documents show that London approved exports of arms-manufacturing equipment by Matrix

Churchill, even though it knew the company lied when it sought export licenses saying Iraq would use the equipment only for civilian purposes.

Three Matrix Churchill executives are standing trial on charges they illegally exported arms-manufacturing equipment to Iraq. The government records show that one executive, Paul Henderson, a former managing director, was among those supplying information to British intelligence.

Some Democrats in Congress have complained that while the company's operation in the United States was shut down during the Gulf War, none of its employees in the United States have ever been accused of a crime, despite a two-year investigation by the Customs Service.

And law-enforcement officials in Ohio and elsewhere have complained that some U.S. agencies have been slow to cooperate with investigations of Matrix Churchill's operations.

Mr. Henderson's defense — that the government knew everything he was doing — has given him the opportunity to obtain and make use of a remarkable number of classified documents, including notes of his interviews with British intelligence and internal memos describing the debate within the government over how to handle Matrix Churchill's applications for export licenses.

In 1987, Matrix Churchill was bought by TMG Engineering Co. of London, which was owned by Iraq. Sometime that year, Matrix Churchill's export sales manager, Mark Gutteridge, began supplying British intelligence with detailed reports about the company's growing business with Iraq. Mr. Gutteridge has not been charged with a crime.

INTERNATIONAL
Tribune
PUBLISHED BY THE NEW YORK TRIBUNE AND THE WASHINGTON POST

TUESDAY, OCTOBER 13, 1992

Ankara and the Kurds

Western awareness of the Kurdish people's troubles since the Gulf War has mostly focused on the 4 million who live in Iraq — about one-tenth of the linguistically and ethnically distinct group whose members are scattered among Iraq, Iran, Syria and Turkey. But as the Iraqi Kurds settle down in a Kurdish zone inside Iraq's borders, a long-standing and troubling conflict is turning explosive among the Kurds of neighboring Turkey.

Turkey's underdeveloped southeastern region is home to another 8 million Kurds, of an estimated 11 million spread through Turkey as a whole. It is also the site of a now eight-year-old guerrilla conflict with a fringe terrorist group, called the PKK or Kurdish Workers Party, which seeks an independent Kurdish state. That conflict has slowly escalated despite long-standing efforts by the Ankara government to suppress it, and last month it claimed 700 lives.

Why the stubborn escalation — especially in light of much evidence over the years that most Turkish Kurds do not support the aim of a separate state? One likely factor is the wider Turkish situation. Kurds make up an estimated 20 percent of the Turkish population, but until recently were barred from using their language or exercising even the most elementary of cultural rights; in 1990, the speaking of Kurdish in the home was decriminalized. It remains illegal to publish, teach or broadcast in that language. Until around 1988, direct mention of Kurds' existence was also tacitly forbidden; newspapers and government officials referred to them as "mountain Turks." There

is concern that the government's refusal to grant these milder cultural rights could be pushing mainstream Kurds toward radicalism and fueling increased support for the insurgency's separatist aims.

But the escalating insurrection and crackdown have another effect that is of wider concern outside Turkey: to sour progress and erode other aspects of Turkey's secular democracy. The southeast is under tight military governance. Tolerance is strained between Turks and assimilated Kurds in some cities. The government of Prime Minister Suleyman Demirel originally promised to grant more rights to Kurds, ease restrictions and attack torture and human rights abuses, but those initiatives have foundered in the now tense atmosphere. More journalists were killed in Turkey last year than in any other country.

The health of Turkish secular democracy is of far more than local concern — to the United States, whose solid ally Turkey was in the Gulf War, and elsewhere as countries throughout the Middle East and particularly the former Soviet Central Asian republics look to Turkey as a possible model. No other Muslim country has managed so long with a secular government, freedom of religion and a free-market economy. Turkmenistan, Uzbekistan, Kazakhstan and Kyrgyzstan are all ethnically Turkic, in flux, and looking to neighbors.

Ankara needs to show that the model works — that it can handle dissent and contain armed rebellion without abrogating the human rights of Kurds and Turks alike.

— THE WASHINGTON POST.

Dernières Nouvelles d'Alsace - 25 octobre 1992

Strasbourg : les militants kurdes écroués

Les huit militants kurdes qui avaient retenu vendredi matin une cinquantaine de personnes à l'intérieur du consulat de Turquie à Strasbourg (voir DNA d'hier), ont été déferés à la justice hier après-midi, à l'issue de l'enquête du Service régional de police judiciaire. Celui-là s'est notamment attaché à vérifier l'identité de chacun d'entre eux.

Ces hommes, qui se disent « sympathisants » et non « militants » du PKK, ont reconnu avoir organisé cette action pour « attirer l'atten-

tion des occidentaux sur les massacres de la population civile au Kurdistan ».

Une manifestation de solidarité a d'ailleurs été organisée hier par d'autres sympathisants kurdes, dès 14 h 30, heure du début des présentations au Parquet.

Une trentaine de personnes se sont tout d'abord réunies aux abords du consulat de Turquie, avant de se scinder en plusieurs petits groupes pour rejoindre la place Broglie vers la préfecture ou

les quais vers le tribunal avant de se disperser sans incident.

Toutes originaires, semble-t-il, de villages kurdes victimes de massacres et actuellement domiciliées à Strasbourg, Metz, Besançon ou Paris, les huit personnes, dont l'un est un mineur de 16 ans, ont été inculpées de « séquestration de moins de cinq jours ».

Hayri Belek, Ali Top, Ali Riza, Ahmet Gures, Ahmet Kara, Teyul Han, Ibran Kirmizitas et le mineur de 16 ans ont été placés sous mandat de dépôt.

KURDISTAN D'IRAK

Un pouvoir sans pouvoirs

Certains peuples ont connu dans le passé des sorts tragiques mais l'histoire présente les a ressuscités. Ce n'est pas le cas du peuple kurde. Si les Kurdes ont défrayé la chronique à la suite de la guerre du Golfe, un certain silence pèse cependant sur leur situation depuis la mise en place d'une administration autonome en mai dernier.

La longue histoire des Kurdes remonte à une haute antiquité. Les spécialistes attestent de leur passé et de leurs spécificités. Une nation à part entière irriguée par un fort sentiment d'identité. Ecartelés entre plusieurs pays, les Kurdes n'ont jamais pu constituer un Etat-Nation, à l'instar des Iraniens, des Turcs et des Arabes.

Pendant la Conférence de la Paix en 1919, à Paris, il fut question de l'autonomie politique du Kurdistan et une lueur d'espoir commença à se profiler avec le traité de Sèvres, signé le 10 août 1920, qui accordait une autonomie locale pour les régions où dominait l'élément kurde en Turquie et par la suite en Mésopotamie. Toutefois, les dispositions de ce traité n'ont jamais été ratifiées et n'ont d'ailleurs aujourd'hui qu'une valeur historique et symbolique.

Avec la guerre du Golfe et le retrait unilatéral de l'armée et de l'administration irakienne du Nord du pays, les Kurdes se sont brusquement trouvés en face d'un vide juridique et administratif. Pour le combler, le Front du Kurdistan d'Irak a appelé à des élections législatives le 19 mai dernier, qui ont doté le pays d'un Parlement de cent cinq députés et d'un Conseil des mi-

nistres de seize membres, formé le 3 juillet.

Témoin de l'élection parlementaire du mois de mai (1), je suis retourné dans le Kurdistan irakien du 17 août au 4 septembre pour réexaminer la situation à la lumière des nouvelles données locales, régionales et internationales.

Le drapeau irakien a été arraché et remplacé par le drapeau tricolore kurde.

Au niveau des structures, des choses ont indéniablement changé. Les symboles d'un pouvoir politique autonome abondent. A Erbil, capitale de ce Kurdistan irakien, le drapeau irakien a été arraché et remplacé par le drapeau tricolore kurde (rouge, blanc et vert). Hissé à la frontière avec la Turquie, les Kurdes ont été contraints de le descendre à la suite de la protestation du gouvernement d'Ankara. La ville d'Erbil porte maintenant son ancien nom kurde, Hauler. Les cartes du Kurdistan historique, arborées dans certains édifices publics, circulent et sont en vente. Pour des non avertis, on se croirait dans un pays indépendant, bien que les dirigeants kurdes insistent sur l'idée d'une large autonomie dans le cadre de l'Irak.

Le Parlement, le gouvernement et l'administration kurdes légifèrent, décrètent et tentent de

(1) «L'avenir des chrétiens assyro-chaldéens», Joseph Yacoub, ARM, 15 juin 1992.

mettre en place les prémices d'un pouvoir autonome. Cette expérience démocratique – unique en son genre – est néanmoins mêlée de frustrations. Car les contraintes d'ordre institutionnel, politique et économique sont énormes et empêchent cette démocratie de pouvoir réaliser ses aspirations. De toute la classe politique que nous avons rencontrée, se dégage un sentiment d'amertume. L'autorité centrale n'a pas le minimum nécessaire pour subvenir aux besoins de la population et manque de moyens pour imposer son pouvoir.

Tout a commencé le 23 octobre 1991 quand le gouvernement irakien a imposé un blocus économique de la zone libérée du Kurdistan, a rappelé tous ses fonctionnaires en poste dans cette région et a cessé le paiement des salaires de tous les agents du secteur public. Bagdad a, en outre, interrompu toutes les livraisons de vivres et de combustibles à destination du Kurdistan. Bref, rien n'arrive plus d'Irak, à l'exception de ce qui se vend sur le marché noir. Or, vu la pénurie des produits, les prix ont grimpé en flèche. Avec une inflation galopante, l'achat d'une douzaine d'œufs est devenu hors de la portée des gens.

La population manque de tout. Les taxes – provisoires – prélevées sur le pétrole irakien qui transite vers la Turquie via le Kurdistan, sont pratiquement la seule ressource financière de ce Kurdistan ravagé. Les mille camions-citernes qui ravitaillent quotidiennement le pays et l'aide internationale ne couvrent que le quart des besoins des quatre millions d'habitants. A cette pénurie économique s'ajoute un taux de

chômage très important. On ne peut joindre le Kurdistan de l'extérieur, ni par téléphone ni par télégramme : le téléphone à l'intérieur du pays ne fonctionne, en effet, que dans quelques grandes villes et les services de la poste sont totalement inopérants.

En outre, de grands efforts en matière de reconstruction et d'infrastructures sont à entreprendre. Quatre mille villages ont été complètement détruits par Saddam Hussein. Leurs habitants ont été concentrés dans des camps autour des villes. Mais, avec l'espoir qui renaît, certains villageois regagnent leurs anciennes demeures deve-

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU DES MINISTRES DE SEIZE MEMBRES.



N. Jallot-Gamma

nues des ruines. Les tâches qui les attendent sont donc immenses, surtout avec l'arrivée de l'hiver qui s'annonce rude et que tout le monde redoute.

D'ailleurs, le ministre de l'Intérieur n'exclut pas un nouvel exode vers la Turquie et l'Iran si une importante aide d'urgence n'était pas fournie d'ici là.

Certes les Kurdes, sous l'effet de la présence des alliés, se sentent mieux protégés et à l'abri des représailles de l'aviation irakienne. Mais à cette couverture aérienne manque une couverture terrestre. En effet, jusqu'à présent, aucun Etat n'a reconnu le gouvernement kurde et personne ne semble disposé à négocier avec lui. D'où un blocage total.

Le Dr Fouad Maasoum, Premier ministre et président d'un gouvernement sans moyens et sans pouvoir réel, que nous avons in-

terrogé, se plaint de ce refus du monde occidental à vouloir entrer en relation avec son administration, issue du suffrage universel.

Les autres ministres dressent le même bilan. Pour assurer la sécurité de la population et lutter contre les vols et les crimes, les moyens font terriblement défaut au ministre de l'Intérieur et vice-premier ministre, le Dr Roj Shawsheh, qui désire réduire l'influence des milices des partis politiques (300 000 *peshmerga*) en renforçant les effectifs de la police.

A Erbil, la capitale, ville d'un million d'habitants, ils ne disposent que de seize véhicules de police et de sept cents agents de l'ordre. A Suleimaniyé, qui compte, elle, plus d'un million d'habitants, la police ne possède que neuf véhicules et mille

quatre cents agents. En tout, le ministre de l'Intérieur n'a que mille armes individuelles contre 700 000 entre les mains des *peshmerga* et de la population. «*Nous avons donc à reconstruire tout le dispositif de sécurité intérieure*», conclut le ministre.

Quant au ministre de la Défense, le général Kamal Mufti, il voit tous ses efforts pour créer une

D'une matière à option, le ministre de l'Éducation veut faire de la langue kurde une matière obligatoire.

armée régulière de 30 000 soldats s'effondrer par manque de moyens financiers.

C'est le cas aussi du secteur culturel et éducatif. «*La situation qui prévaut dans nos établissements est pire que dans les prisons*», nous déclare le ministre de l'Éducation, le Dr Nasik Ghafur, qui ambitionne d'augmenter, à partir de cette rentrée scolaire, les heures d'enseignement de la langue kurde et d'introduire les matières d'histoire, de géographie et d'instruction civique en kurde. D'une matière à option, le ministre veut transformer l'apprentissage de la langue kurde en matière obligatoire : quatre heures par semaine tout en maintenant l'enseignement de l'arabe. Pour ce faire, une Commission de l'éducation s'attèle à la tâche de la révision des programmes scolaires. La kurdisation progressive du cursus s'accompagne d'une modification des noms des établissements. Ainsi, trois écoles ont déjà vu leurs noms arabes changés en kurde. Mais où le ministre trouvera-t-il les fonds nécessaires (un demi-milliard de dinars) pour réparer, moderniser et kurdiser ses établissements? «*Le gouvernement, me répond-il, ne dispose d'aucun budget.*»

Le recteur de l'université Salaheddine, à Erbil, le Dr Khusran Ghani Shali, fait le même état des lieux. Son université est privée de tout et complètement coupée du monde extérieur.

L'espérance née au lendemain de la libération du Kurdistan et la dynamique créée par les nouvelles structures, sont-elles un mirage ou l'ébauche d'un pouvoir kurde effectif?

La réponse dépend de la force des Kurdes et de l'appui du monde extérieur.

Joseph Yacoub
Professeur en sciences politiques
Université catholique de Lyon

19 MAI 1992 ONT DOTÉ LE PAYS D'UN PARLEMENT DE CENT CINQ DÉPUTÉS ET D'UN CONSEIL FORMÉ LE 3 JUILLET.



JEUNE AFRIQUE

DOCUMENT

Le malheur d'être kurde hier, aujourd'hui, demain

Trois événements, survenus dans trois pays au cours des trois derniers mois, témoignent de l'ampleur et de la gravité du problème kurde : inauguration, le 4 juillet, 1992 de la première Assemblée nationale kurde librement élue, en Irak ; vaste opération punitive de l'armée, le 18 août, qui provoque l'exode de vingt mille Kurdes de Simak, en Turquie ; assassinat, le 17 septembre, à Berlin, du chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran... En fait, les Kurdes sont sous les feux de la rampe depuis le début du siècle. Qui sont-ils, combien sont-ils, où vivent-ils, que veulent-ils ? Comment et pourquoi les Etats du Moyen-Orient et les puissances concernées réagissent-ils ? Quel avenir se dessine-t-il ? *Jeune Afrique* fait le point...

MARC YARED

On a dit des Kurdes que ce sont les Basques ou les Touaregs du Moyen-Orient. Que représentent-ils vraiment : une ethnie, un groupe linguistique, une communauté au particularisme un peu folklorique ?

L'histoire des Kurdes est noyée dans la brume. Eux-mêmes se disent descendants des Mèdes, peuple nomade venu d'Europe du Nord au IX^e siècle avant Jésus-Christ, qui terrassa le terrible empire assyrien (chute de Ninive en 612 av. J.-C.) et fondent un puissant royaume, entre les lacs de Van et d'Orumiyé (l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Kurdistan actuels). Vaincus par les Perses (555 av. J.-C.), les Mèdes subirent ensuite la tornade qui s'abattait sur le Moyen-Orient : expédition d'Alexandre le Grand (330 av. J.-C.), conquête arménienne (58 après J.-C.) et romaine, incursions des Byzantins et des Perses sassanides (640)...

Malgré un passé marqué par beaucoup d'incertitudes, les Kurdes présentent toutes les caractéristiques d'une nation.

• Le relief montagneux, tout d'abord — qui a tant contribué à les maintenir dans

l'ombre —, a également accentué les particularismes des Kurdes.

• L'organisation tribale et féodale des Kurdes, très affirmée jusqu'à nos jours, les distingue également de leurs voisins arméniens, persans, arabes ou turcs, beaucoup plus urbanisés.

• Culturellement, les Kurdes ont hérité d'une langue commune, bien spécifique, même s'ils sont issus comme les Iraniens et les Afghans de la grande famille indo-européenne... Et même s'ils utilisent trois dialectes distincts : le kurmandji, parlé par 60 % des Kurdes ; le sorani (ou mukriani), pratiqué par 30 % d'entre eux, notamment en Irak ; et le louri-bakhtyari, véhiculé en Iran par 10 % des Kurdes. Ecrite depuis le XII^e siècle, la langue kurde emprunte aujourd'hui, indifféremment, les alphabets arabe, latin (en Turquie, depuis 1926) ou cyrillique.

Les Kurdes ont-ils des croyances religieuses originales qui les distinguent de leurs voisins ?

Comme la plupart des Arabes et des Turcs, quatre-vingts pour cent des Kurdes — islamisés depuis le VII^e siècle — sont des musulmans sunnites. Ils pratiquent un islam très tolérant, qui coexiste avec d'autres croyances remontant à la nuit des temps.

Douze pour cent des Kurdes se disent chiites, comme la majorité des Iraniens. Mais la plupart des prétendus chiites kurdes sont en fait des adeptes de sectes ésotériques : Ali Ilahis, Ahl e Haq, Kizilbach. Ils s'inspirent de religions perses antiques, croient en la réincarnation et divinisent Ali, le gendre du prophète Mohamed. Quelques milliers de Sabéens et d'adeptes de Zoroastre, le fameux

Zarathustra que Nietzsche a popularisé en Occident, subsistent ça et là.

Les Yézidis — que l'on surnomme à tort « les adorateurs du diable » puisqu'ils prient seulement pour le salut de l'âme de Satan, et non pour sa victoire — sont le seul groupe religieux qu'on ne retrouve que chez les Kurdes. Mais ils sont très peu nombreux (pas plus de 5 % des Kurdes), répartis entre le djebel Sindjar irakien, la pointe nord-est de la Syrie et l'Arménie.

Enfin, quelles que soient leurs croyances, tous les Kurdes (et les Iraniens) célèbrent en mars, depuis des millénaires, Nowruz, la fête du printemps et du nouvel an.

Comment se sont-ils retrouvés écartelés entre plusieurs Etats du Moyen-Orient ?

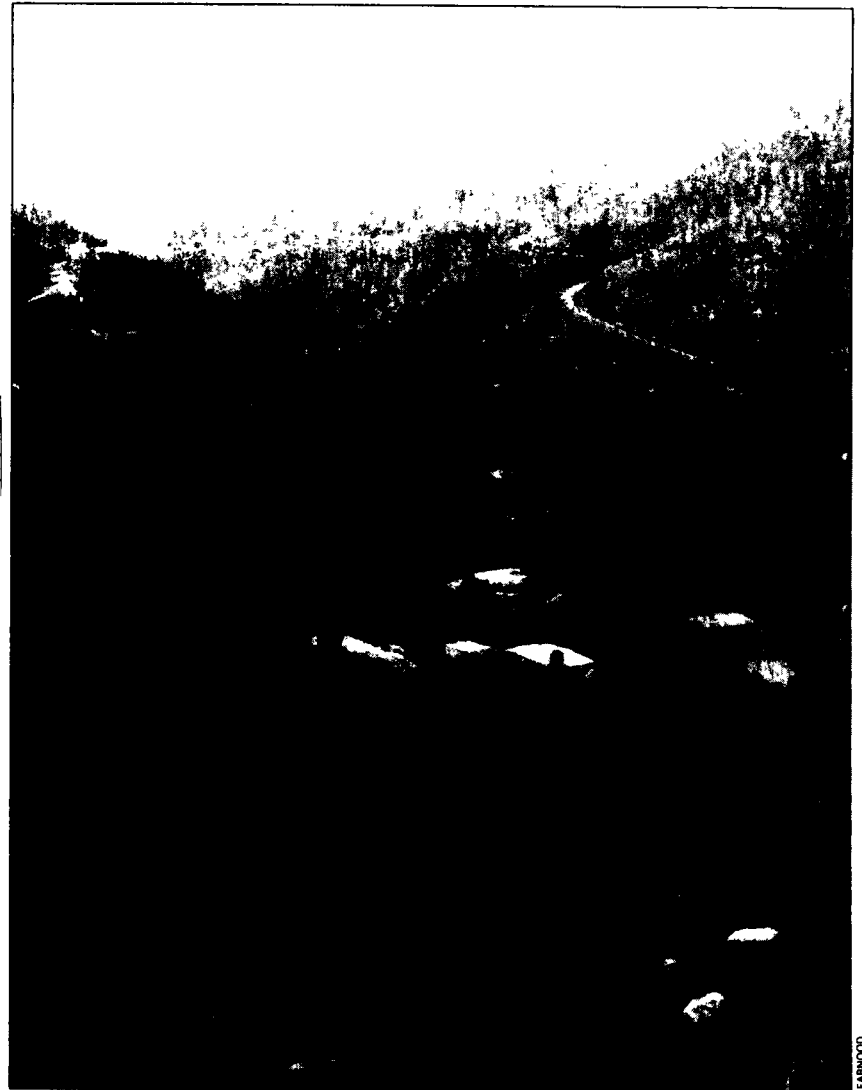
Ce sont les vicissitudes de l'histoire, et surtout le partage colonial, qui ont disloqué le Kurdistan (comme le pays des Touaregs) entre cinq Etats : la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie et l'URSS.

L'empire ottoman et la dynastie persane des Séfévides, qui contrôlent depuis le XVI^e siècle des populations kurdes, se divisent le Kurdistan en 1639, par le traité de Kasr e Chirine. Trois siècles plus tard, le traité de Lausanne, signé le 20 novembre 1923, la décision de la Société des nations, datée du 16 décembre 1925, et l'accord anglo-irako-turc conclu en juillet 1926 distribuent la portion ottomane du Kurdistan à la Turquie, à l'Irak et à la Syrie.

Quel est leur poids géographique et démographique ?

Même si aucun recensement global n'a jamais été réalisé, et en dépit de vives controverses territoriales, la plupart des experts évaluent la superficie du Kurdistan à 500 000 km² (soit la dimension de la France) et le nombre des Kurdes à 25 millions. Ils occupent (voir le tableau) près de 30 % de la Turquie et 17 % de l'Irak. Dans les deux pays, un citoyen sur cinq est kurde ! Onze pour cent des Iraniens sont eux aussi kurdes. Autant dire qu'il est impossible d'ignorer ce peuple encastré au cœur du Moyen-Orient.

Dans le Caucase et en Asie centrale, les Kurdes sont très dispersés : 150 000 vivent en Azerbaïdjan, 50 000 au Turkménistan, 30 000 en Arménie, plusieurs dizaines de milliers en Géorgie et en Afghanistan...



En avril 1991, des réfugiés fuyant les persécutions de Saddam Hussein tentent de gagner la ville de Nowsud, en Iran. Les Kurdes d'Irak jouissent pourtant de droits civiques que leur envient leurs frères des pays voisins.

Livraison immédiate

Enfin, la diaspora kurde en Europe n'est pas négligeable. Elle compte six cent mille personnes qui résident surtout en Allemagne (400 000), mais aussi en Suède, au Danemark, et en France où le prestigieux Institut kurde a été créé en février 1983, à Paris, sous l'impulsion de Danielle Mitterrand.

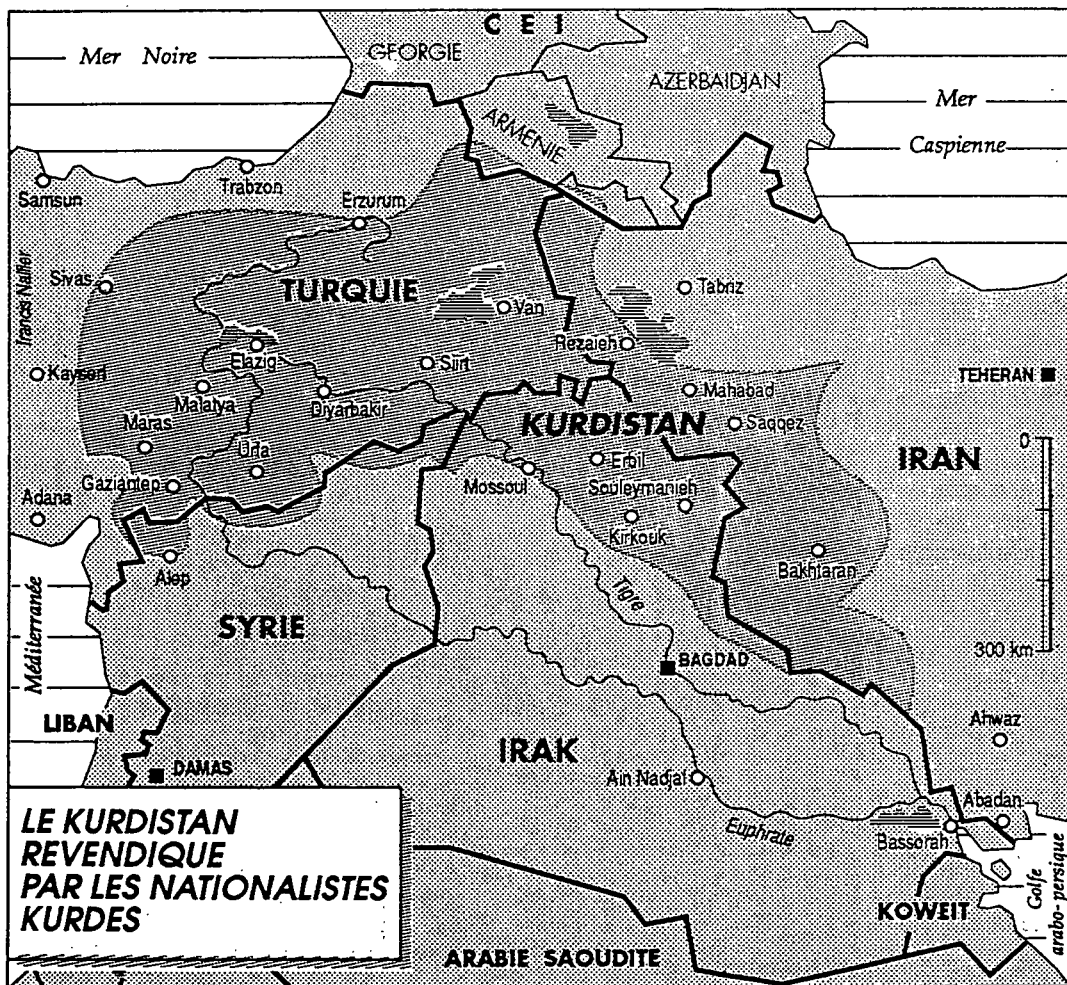
Le Kurdistan a-t-il jamais été un État souverain ?

Quelques principautés kurdes autonomes éclosent, du IX^e au XI^e siècle, etc., notamment sous l'impulsion des chaddadites et des hassanides. La plus célèbre est celle de Merwani (985-1087). La dynastie ayyoubide, fondée en 1169 par le célèbre chef kurde Saladin (né à Takrit, la ville de... Saddam Hussein), ne

ment, des Etats kurdes indépendants. La première expérience est celle que tente cheikh Mahmoud Barzandji, gouverneur du vilayet de Mossoul, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Exploitant le soutien des Britanniques, qui occupent Kirkouk le 7 mai 1918, et croient le manipuler, Mahmoud Barzandji déclare un an plus tard l'indépendance du Kurdistan. Il se proclamera en 1922 roi du nouvel Etat. Pour la première fois dans l'histoire, le drapeau kurde — croissant rouge sur fond vert — est hissé, sur une partie du Kurdistan irakien et iranien. Le noyau d'une administration, qui émet des timbres et collecte les impôts, est créé. L'aventure sera éphémère puisque cheikh Mahmoud est capturé par les Anglais. Malgré plusieurs tentatives ultérieures, le roi déchu ne pourra jamais plus se rétablir. Signé en août 1920, le traité

de Sèvres restera lui aussi sans lendemain. Son article 62 prévoyait une autonomie pour les Kurdes de Turquie et l'article 63 envisageait même, sous certaines conditions, leur indépendance. Mais, trente-neuf mois plus tard, le traité de Lausanne annule ces clauses et supprime toute mention concernant le peuple kurde.

Dernière esquisse, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale : la fameuse République kurde de Mahabad, édifée le 22 janvier 1946 avec l'appui soviétique dans le nord-ouest de l'Iran. Elle est balayée en moins d'un an. Son président, Qazi Mohamed, capturé en décembre, est exécuté, alors que le chef militaire kurde Moustapha Barazani (1902-1979) ne doit son salut qu'à sa fuite en URSS.



s'éteindra pas avant 1250. Mais l'Etat auquel elle donne naissance — qui englobe, à son apogée, la Syrie, la Palestine, l'Irak, l'Egypte, le Soudan — peut difficilement être qualifié de kurde mais plutôt d'arabo-islamique.

En fait, malgré quelques prémices — comme l'émirat de Botan, animé jusqu'en 1864 par Bédir Khan —, il faut attendre le XX^e siècle pour que se profilent, très fugitive-

Les Kurdes n'ont-ils jamais été tentés de s'intégrer, dans chacun des Etats où ils vivent ?

De tous temps, en tous lieux, des élites kurdes se sont assimilées à la culture et à la société dominantes. Ce qui leur a permis de jouer, sans difficultés, un rôle majeur. Ainsi la famille Joumblatt, qui a fourni au Liban des gé-

nération de chefs politiques et de seigneurs de la guerre, est de souche kurde. En Syrie, des personnalités aussi différentes que le colonel Housni Zaïm, premier militaire à s'emparer du pouvoir dans le monde arabe de l'après-guerre (en 1948), Khaled Baghdache, créateur du Parti communiste syrien, et Ali Zaza, ministre de l'Intérieur dans les années soixante, sont d'origine kurde.

En Irak, le flamboyant Aziz el-Hajj, à la fois kurde et chiite, anime au début des années soixante-dix un maquis marxiste, dans le sud du pays, avant de se rallier aux autorités et de diriger, jusque tout récemment, la mission diplomatique irakienne à l'UNESCO. En Iran, Chahpour Bakhtiar, issu d'une lignée de princes kurdes dont le destin s'est souvent confondu avec celui de la Perse, sera, au début de 1979, le dernier Premier ministre du dernier empereur, Mohamed Reza Pah-

levi, avant de s'exiler en France puis d'être assassiné, le 6 août 1991.

Enfin, en Turquie, de nombreuses tribus kurdes, sensibles à l'idéologie panislamiste de l'empire ottoman, participent activement, sous les ordres du sultan, au génocide des Arméniens, en 1915, puis au massacre des Assyro-Chaldéens, dans les années vingt. Un demi-siècle plus tard, les Kurdes donneront à la Turquie des artistes de renom, tels que le cinéaste Yilmaz Güney et l'écrivain Yachar Kemal, dont toute l'œuvre est rédigée en turc. La scène politique à Ankara est marquée par de multiples personnalités d'origine kurde : le général Cemal Gürsel, président de la République de mai 1960 jusqu'à sa mort, en 1965 ; Kamran Inan, qui fut tout récemment encore le représentant de la Turquie à l'ONU, à Genève ; l'actuel chef de la diplomatie turque Hikmet Cetin...

Les Kurdes non assimilés sont-ils vraiment des citoyens de seconde zone dans les pays du Moyen-Orient ?

Longtemps, Ankara et Téhéran, Bagdad comme Damas se sont acharnés à nier le fait national kurde. Mais Irakiens et Iraniens n'ont jamais pu interdire la langue kurde. En Syrie, le poète populaire Djigerxwin publie même, dans les années soixante, plusieurs *diwans* (recueils) en kurde.

En revanche, la Turquie, qui contrôle près de la moitié des Kurdes et du Kurdistan, détient le record absolu en matière d'oppression. Dès septembre 1930, le ministre turc de la Justice Mahmoud Essad donne le ton :

« Ceux qui ne sont pas de pure origine turque n'ont qu'un seul droit dans ce pays : le droit d'être serviteurs, le droit d'être esclaves. » Mahmoud Essad sera relayé à partir des années soixante par le leader de l'extrême droite turque, le colonel Alparslan Turkes, dont la revue *Outken* est particulièrement virulente : « Que les Kurdes suggèrent aux Nations unies de leur trouver une patrie en Afrique. Sinon, qu'ils demandent de nos nouvelles aux Arméniens ! » (juin 1967).

Dans les documents officiels, le Kurdistan

25 millions de Kurdes sur 500 000 km²

		Population			Territoire			Villes principales
		Population	% de la population du pays	% de l'ensemble de la nation kurde	Territoire	% du territoire du pays	% de l'ensemble des Kurdistan	
Kurdes d'Irak	Zone protégée par l'Occident	2,5 millions	14	9,7	55 000 km ²	12,7	11	Erbil (100 000 h)
	Ensemble du Kurdistan irakien	3,5 millions	19	13,6	74 000 km ²	17	14,8	Kirkouk (190 000 h)
Kurdes d'Iran		6 millions	11	23,3	125 000 km ²	7,6	25	Bakhtaran (320 000 h)
Kurdes de Turquie		12 millions	21	48	230 000 km ²	29,5	46	Diyarbakir (300 000 h)
Kurdes de Syrie		0,8 million	6	3,1	Non significatif	Non significatif	Non significatif	Pas de ville kurde
Kurdes du Liban		0,06 million	2	0,2				
Kurdes de la CEI		0,3 million	—	1,2				
Diaspora kurde d'Europe		0,6 million	—	2,3				

devient « l'Anatolie de l'Est ». Quant aux Kurdes, ils sont désignés comme des « Turcs montagnards. » L'usage de la langue kurde est banni en mars 1924. D'autres décrets compléteront cette mesure, comme celui du 14 février 1967, qui interdit l'entrée et la distribution en Turquie de tout matériel d'origine étrangère en langue kurde, sous quelque forme que ce soit. Toute l'œuvre de Yilmaz Güney est prohibée parce que le mot « Kurdistan » est mentionné une seule fois dans un de ses films, son chef-d'œuvre : *Yol*. La Constitution de 1982 et la loi sur les partis exclueront les Kurdes du bénéfice des libertés d'expression, de réunion et d'association.

Comment s'affirme le mouvement nationaliste kurde moderne ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, les révoltes kurdes sont endémiques. Dans l'empire ottoman, en Turquie, en Irak, comme en Iran. Mais l'événement le plus marquant est la création, sous l'impulsion de la nouvelle intelligentsia urbaine kurde, du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), organisation politique moderne fortement structurée, qui essaime en Iran (août 1945), en Irak (août 1946), en Syrie (1957)... Le programme du PDK, qui n'hésite pas à lancer plusieurs offensives armées au cours des trois dernières décennies, comporte deux volets :

- Exigence d'une fédération, ou du moins d'une autonomie politique, économique et culturelle, pour chacune des régions kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak. Ce qui implique la création de conseils exécutifs et d'assemblées élues kurdes, dans le cadre de la souveraineté de chacun des Etats, ceux-ci conservant le contrôle de la défense et de la diplomatie.

- Demande de respect des droits culturels des Kurdes de Syrie, du Liban et de l'Union soviétique.

Quelle est la réponse des Etats concernés aux contestataires kurdes ?

Les gouvernements turc, iranien, irakien et syrien tentent d'abord, périodiquement, de coordonner leurs efforts à l'échelle régionale pour étouffer les mouvements kurdes : pacte de Saadabad entre Ankara, Téhéran et Bagdad, le 8 juillet 1937 ; pacte de Bagdad le 21 novembre 1955 (idem) ; traité irako-iranien d'Alger, le 6 mars 1975 ; accord turco-irakien du 17 octobre 1984 ; protocole de sécurité syro-turc, signé en avril 1992 ; entente turco-irakienne enfin, le 14 septembre dernier.

Même si rivalités et divergences d'intérêts empêchent ces alliances de durer, chacun des gouvernements cherche à appliquer, vis-à-vis de ses propres opposants kurdes, la même recette : gel du statu quo politique, déportations massives vers l'intérieur de populations kurdes frontalières, et répression implacable.

En Iran, les épisodes les plus éprouvants pour le mouvement kurde sont : l'écrasement de la révolte des tribus Djouarno en février 1956, au nord de Kermanschad (l'actuel Bakhtaran), par des milliers de soldats appuyés par blindés et bombardiers ; la liquidation en 1968 d'un maquis dans la région Mahabad-Baneh-Sardacht ; la répression dans les années quatre-vingt de la guérilla animée par le PDKI ; enfin les assassinats successifs en 1989 et en 1992, à Vienne puis à Berlin, des deux leaders nationalistes, Abderrahmane Ghassemou et Sadegh Charafkandi.

En Turquie, sur les soixante-dix années écoulées, quarante-six se déroulent sous le régime de la loi martiale. Un gigantesque procès, au cours duquel comparait notamment le maire kurde de Diyarbakir, Mehdi Zana, est organisé en mai 1981. Successeur du PDK, le PKK (Parti des travailleurs kurdes), qui milite d'abord pacifiquement, est sauvagement frappé par les autorités d'Ankara. Nazim Dogan et Ferhat Katoy, membres du comité central du PKK, périssent étranglés et brûlés, en mars 1982. Deux autres de leurs compagnons meurent dans la prison de Diyarbakir, à l'issue d'une grève de la faim illimitée. Même si les Premiers ministres Turgut Ozal puis Suleiman Demirel reconnaissent « le fait kurde » et le droit pour les Kurdes de parler leur langue, ils donnent carte blanche aux autorités régionales de l'Anatolie orientale pour lutter par tous les moyens contre le PKK, autorisant l'exil interne, la fermeture d'imprimeries et le doublement de certaines peines de prison. Bref, au cours des dix dernières années, 670 000 Kurdes ont à un moment ou à un autre été arrêtés...

En Irak, un événement suffit à illustrer l'atrocité de la répression des révoltes kurdes, qui se poursuit presque sans désespérer depuis trente ans : le lancement par l'aviation, en mars 1988, de bombes chimiques sur la ville de Halabja, contrôlée par le PDK et par l'armée iranienne. Bilan : plusieurs milliers de tués et de blessés. Cependant, l'âpreté de la résistance du PDK et de ses alliés, les révolutions qui se succèdent à Bagdad depuis la proclamation de la République, le 14 juillet 1958, et l'intervention des coalisés occidentaux contre le président Saddam Hussein ont permis aux Kurdes d'Irak de faire entendre leur voix...



Massoud Barzani, le leader du Parti démocratique du Kurdistan. Le PDK lutte pour l'autonomie politique, économique et culturelle des régions kurdes de Turquie, d'Iran et d'Irak.

Trois pays, treize partis

Principales organisations autonomistes et indépendantistes kurdes en 1992

		Nom	Fondation	Leaders	Orientation	Bastions	Appuis étrangers	Poids politique (notamment dans la zone de sécurité, en Irak)	
I R A K	Front national du Kurdistan d'Irak (créé en 1988)	UPK – Union patriotique du Kurdistan	mars 1975	Jalal Talabani	nationaliste social-démocrate	région de Soran (Suleimaniyeh, Erbil, etc.)	Turquie, Occident et Syrie	La moitié (25) des députés et 6 ministres sur 15, dont le Premier ministre	
		PDK – Parti démocratique du Kurdistan	1946	Massoud Barzani	nationaliste ; libéraux et conservateurs	régions de Dohouk et d'Erbil	Iran et Occident	La moitié (25) des députés, dont le président du parlement et 6 ministres sur 15	
		P. soc. dém. du Kurd. (1972)	Parti populaire démocratique du Kurdistan	juillet 1981	Mohamed Mahmoud Abderrahman alias Dr Sami, Mahmoud Osman et Rassoul Mahmand	indépendantiste pankurde	Erbil	Syrie	absent du parlement (3,8 % seulement des voix aux législatives) et du Gouvernement
			Parti socialiste du Kurdistan	avril 1981					
	Parti démocratique de l'indépendance du Kurdistan (ex-Parti socialiste kurde : Pasok)	septembre 1976 (création du Parti socialiste kurde)							
		Union démocratique kurde	1977	Ali Kassem al-Sinjari	nationaliste modéré, favorable à un compromis avec Bagdad	région de Dohouk		absent du parlement et du gouvernement	
		Mouvement islamique au Kurdistan	1985	Cheikhs Osman et Ali ben Abdelaziz	islamiste, sunnite, khomeiniste	région de Halabja	Iran	absent du parlement (5 % des voix). Ministre des Biens religieux	
	PCI – Parti communiste irakien (aile kurde) 1946	1934 (a pris le maquis en 1979)	Aziz Mohamed et Kerim Ahmed	marxiste-léniniste	région d'Erbil	Syrie	absent du parlement (3 % des voix). Ministre des Affaires sociales et de la Santé		
I R A N	PDKI – Parti démocratique du Kurdistan iranien	1946	Dr Sayid (successeur d'Abderrahman Ghassemlou, tué le 13 juillet 1989)	nationaliste social-démocrate	la plupart des localités du Kurdistan iranien	Irak et France	plus de 80 % des voix au Kurdistan iranien, aux législatives du 3 août 1979. Aujourd'hui clandestin		
	Komala – Comité marxiste-léniniste du Kurdistan	1969-	Abdullah Illekanzadeh, dit Mohtadi	marxiste-léniniste maoïste	région de Bokoan ; nombreuses femmes	Chine et Irak	clandestin		
T U R Q U I E	PKK – Parti des travailleurs du Kurdistan	1974-1978 (mène la guérilla depuis août 1984)	Abdullah Ocalan	marxiste-léniniste	régions de Hakkari, Sirmak, Diyarbakir	Syrie	clandestin. De 50 000 à 100 000 militants		
	HEP – Parti travailliste du peuple	1989	Ahmet Karatas	nationaliste social-démocrate	la plupart des circonscriptions kurdes	France	encadré par 8 députés élus le 20 octobre 1991 sur les listes du SHP (Parti populiste social-démocrate turc)		
	Hezbollah	organise depuis 1991 des attentats anti-PKK et anti-HEP	?	islamiste sunnite khomeiniste	régions de Silvan, Batman, Nusseybin et Diyarbakir ; nombreux policiers	Liens occultes avec les services spéciaux turcs ?	clandestin		

Est-il vrai que, de longue date, les Kurdes d'Irak jouissent de droits que leur envient leurs frères des pays voisins ?

Oui. Et ces avantages se sont concrétisés en quatre étapes... L'article 3 de la Constitution du 27 juillet 1958 affirme que « les droits nationaux des Arabes et des Kurdes, associés dans la nation irakienne, sont reconnus ». Après de multiples vicissitudes, le kurde devient « langue officielle », avec la conclusion le 19 juin 1966 d'un accord entre le Premier ministre irakien Abderrahman el-Bazzaz et le leader du PDK, Moustapha Barzani. Puis le 11 mars 1970, Bagdad promulgue une loi d'autonomie, qui prévoit notamment l'élection d'une assemblée législative et d'un conseil exécutif, véritable mini-gouvernement de dix membres. Même si les riches zones pétrolifères de Mossoul et de Kirkouk sont laissées à l'écart de la région autonome kurde, et en dépit du zèle manifesté par les députés et les membres du comité exécutif en faveur du gouvernement central, la cause kurde effectue un bond en avant considérable, notamment dans les domaines social et culturel.

Enfin et surtout, après la défaite de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe et le soulèvement de mars 1991 — qui répondait à l'appel au peuple irakien lancé le 15 février 1991 par le président Bush — les puissances occidentales coalisées décident de « protéger », au nord du 36^e parallèle, une zone kurde autonome. C'est à l'ombre de ce protectorat — surveillé par 70 chasseurs-bombardiers et avions de reconnaissance américains, français, britanniques et turcs, prêts à intervenir à partir de la base turque d'Incilik — que les nationalistes kurdes irakiens installent leur autorité. Un gouvernement de 15 membres est formé sous la présidence de Fouad Masoum, et une assemblée Kurde de 105 députés est élue le 19 mai dernier.

Que veulent donc les puissances occidentales ?

Les mobiles humanitaires, relayés par une opinion publique européenne et américaine sensible au drame kurde, expliquent en partie le comportement de Washington, Londres et Paris. L'association France-Libertés animée par Mme Mitterrand a beaucoup fait depuis une décennie pour la cause kurde. Mais les bons sentiments n'expliquent pas tout.

Le rapport Pike, en janvier 1976, a révélé que le président Nixon et Henry Kissinger ont soutenu en 1972, en accord avec le chah d'Iran, une révolte kurde en Irak, avec le

souci de miner le régime de Bagdad sans pour autant assurer une victoire du PDK.

Un autre détail permet de douter de la pureté de ses intentions : l'Occident ne cesse de soutenir la campagne antikurde en Turquie, tout en se lamentant sur la situation des Kurdes d'Irak. L'armée turque utilise ainsi de nombreux équipements allemands (des chars Leopard, notamment) dans ses opérations de ratissage en Anatolie orientale. Une manchette du *Wall Street Journal*, quotidien représentatif des milieux d'affaires conservateurs américains, témoigne elle aussi de cette ambiguïté : « *Iraq's Kurdish Victims, Turkey's Kurdish Terrorists* » (victimes kurdes d'Irak, terroristes kurdes de Turquie), y lisait-on, le 24 mars 1992...

Pour mieux saisir les motivations occidentales, il faut préciser que le Kurdistan irakien recèle 70 % des réserves de pétrole du pays : les gisements de Kirkouk et de Mossoul ont pendant des décennies fait la fortune d'hommes d'affaires anglo-saxons et européens. Ceux-ci seraient-ils aujourd'hui pris de nostalgie ?

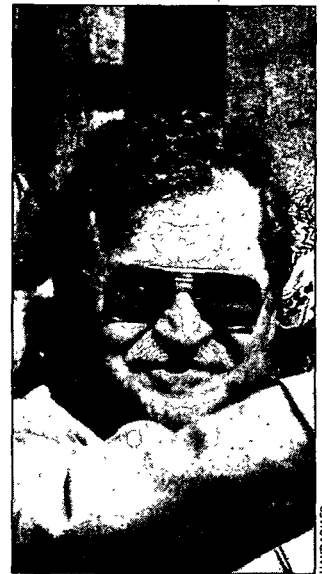
Que penser des options ouvertement séparatistes des nationalistes ?

La création d'une zone kurde complètement séparée du reste de l'Irak, qui se propose de former une armée et qui a déjà commencé à percevoir des impôts, la suppression du drapeau irakien et son remplacement par les étendards (jaune, vert et bleu) des principales milices kurdes laissent présager une tendance indépendantiste. En Turquie également, le PKK, excédé et endurci par la répression, prône un Etat kurde indépendant.

Enfin, une soixantaine de délégués kurdes de la CEI (Communauté des Etats indépendants, ex-URSS), réunis en Azerbaïdjan, en juin dernier, ont même décidé d'y fonder un mini-Etat kurde doté d'un président de la République.

Une telle évolution est lourde de conséquences. Elle ne peut qu'exacerber les haines entre les Kurdes et leurs voisins arabes, assyro-chaldéens et turkmènes. Une remise en cause des frontières du Moyen-Orient selon des critères ethniques peut provoquer des explosions en série dans toute l'Asie centrale et dans le monde arabe.

Si on concède un Etat séparé aux Kurdes, il faudra aussi accorder l'indépendance aux Basques d'Espagne et de France, reconnaître la souveraineté des Touaregs du Mali et du Niger, etc. Qui a intérêt à propager le chaos sur trois continents ? **J.A.**



Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

La Voix-Lille
4-5 octobre 1992.

Une exposition de deux peintres associés et un spectacle de chants et musiques traditionnels. Le centre culturel des Arcades a voulu rendre à sa manière un hommage au peuple et à la culture kurdes. A sa suite, il a entraîné le public pour un grisant voyage oriental.

LES ARCADES SOUS LE CHARME KURDE

« **L** ES Kurdes, un peuple en poésie ». Pour sa rentrée, le centre culturel des Arcades a résolument choisi de jouer la carte du dépaysement et de l'émotion. Avec la collaboration de l'association Attacafa et du Festival des Trois Mondes, il a emmené le public thumesnilois à la découverte d'une civilisation qui n'a toujours pas de reconnaissance officielle. Dans ce voyage pictural et

musical, les spectateurs qui hantaient vendredi soir les Arcades ont pu apprécier la richesse d'une culture longtemps bafouée, et entrevoir la souffrance transcendée qui accompagne chaque Kurde. Pour débiter cette soirée orientale, les visiteurs ont fait connaissance avec la peinture d'Edwar, avant de se laisser entraîner par le charme sensuel de la voix de la chanteuse Shaala.

Quoi qu'en disent les cartes de géographie, le Kurdistan, entendez patrie du peuple kurde tout entier, existe bel et bien. Même si depuis 1920, il

est morcelé entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, et la Syrie, il existe dans le cœur, dans la voix, dans les gestes de tous ses ressortissants. Pour s'en convain-

cre, il suffisait l'autre soir d'aller faire un tour du côté des Arcades. Des tentures soyeuses et dorées, des poufs colorés, de l'argenterie finement travaillée,

une vague odeur de rose. Pour un peu, on se serait cru dans cette contrée d'Asie, qui n'a pas de reconnaissance officielle.

Pour rendre hommage à leur manière aux Kurdes, ce « peuple en poésie », les Arcades, l'association Attacafa, et le Festival des Trois Mondes avaient invité des artistes kurdes, qui avec leur sensibilité propre parlent de leur nation, de leur histoire, de leur culture.

En ouverture de cette soirée orientale avait lieu le vernissage officiel de l'exposition des œuvres d'Edwar. Sous ce seul et unique prénom se cachent en réalité deux artistes : Rebwar, kurde, et Edith Henry, Française.

Leur rencontre remonte à 1991. Cette année-là, Rebwar est venu exposer ses toiles aux Ateliers-Galerie de Wazemmes, où travaille Edith Henry. Il y a posé son chevalet, et s'est retrouvé dans le même atelier que l'artiste française. Leur rencontre était fatale. Ils ont donc commencé à travailler ensemble. L'un ébauchant un tableau, l'autre prenant le relais, chacun apportant sa touche personnelle. « Pour réussir une œuvre à deux, il faut accepter de détruire le travail de l'autre, et de voir le sien

détruit. Un travail collectif, ce n'est pas vraiment lui, ce n'est pas vraiment moi. Edwar, c'est une troisième personne. »

Le résultat de cette collaboration orne aujourd'hui les murs des Arcades. Dans un style figuratif très coloré et tourmenté, Edwar aux deux visages raconte des histoires d'hommes. Avec deux vécus différents : celui du Kurde qui a connu la guerre, la souffrance, l'exil, et celui de la Française qui a vécu à l'écart de ces tumultes et qui exalte la vie. Selon Rebwar, ces œuvres sont le fruit de deux guerres. L'une militaire, et qui a laissé des traces indélébiles dans son inspiration, l'autre picturale, contre et avec Edith.

Les toiles d'Edwar seront exposées jusqu'au 16 octobre dans le hall des Arcades.

Une voix authentique

En deuxième partie de soirée, Shaala contait de sa voix suave et mélodieuse l'histoire de ce peuple tout emprunt de poésie. Accompagnée par Temo, au tembur, par Saïd Randi, au zard et au darî, et Tabrizi Zadeh, la chanteuse a emmené le public au son de sa voix ondoyante dans un voyage à travers le temps. Parce que

petite fille sa grand-mère lui chantait « ses émotions », elle a voulu retrouver par le biais des chants traditionnels ses racines. Shaala est donc partie à la recherche de textes et de mélodies anciennes, s'intéressant toujours à ce qui lui semblait le plus authentique. « J'ai voulu ce qui m'a semblé le plus proche de la terre où je suis née, pour bien m'y enraciner. Il faut être solide dans ce que l'on est pour pouvoir l'offrir aux autres. C'est pourquoi je n'ai choisi que de l'authentique. Je trouve les mélanges de genres moins riches. »

Vibrant, tout en faisant vibrer le public, Shaala a pendant plus d'une heure parlé d'amour, de révolte, de Dieu. Modulant à merveille sa voix, elle a raconté l'histoire lyrique, poétique et mystique des femmes de son peuple. Car c'étaient souvent elles qui composaient ces chansons pour dire leur douleur, leur langueur, leur joie.

Des rires aux pleurs, Shaala a communiqué toute l'émotion qui passe par sa voix à la salle.

Et pour rester dans l'ambiance kurde, les Arcades ont joué à l'entrée au salon de musique, avec dégustation de pâtisserie orientale en prime.

Isabelle Marleix



Edwar, ou la rencontre picturale entre deux cultures.

Aux « Arcades » de Faches-Thumesnil Les Kurdes : un peuple à connaître, des artistes à aimer...



De gauche à droite : la Polonaise Karina Waschko, le Kurde Rebwar et la Française Edith Henry. A eux trois, ils signent leurs œuvres (communes) « Edwarina ».

(Ph. La Voix)

Les récents -et terribles- événements survenus au Kurdistan, au lendemain de la guerre du golfe, ont placé sous les feux de l'actualité un pays et un peuple méconnus du grand public. Un pays pourtant grand comme la France, mais dont les habitants vivent, depuis 1920, partagés entre quatre pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie ; sans oublier quelques colonies de l'ex-U.R.S.S... Discret (par habitude) et chaleureux (par nature), tels sont les adjectifs qui nous viennent immédiatement à l'esprit pour qualifier ce peuple attachant qui compte de nombreux représentants dans la métropole lilloise. Et notamment dans la restauration, domaine où les Kurdes excellent.

Un « détail » que les organisateurs de la soirée kurde de vendredi, au centre musical des Arcades, n'avaient pas négligé en s'adjoignant les services -particulièrement appréciés- du restaurant « Yol » pour le cocktail d'ouverture. Une soirée au cours de laquelle il y avait à voir et à manger, donc, puisque le public fut tout d'abord convié au vernissage de l'exposition des œuvres du peintre kurde Rebwar.

Rencontre

Cet artiste kurde-irakien, réfugié en Europe, partage aujourd'hui son temps entre Londres et Lille. Dans la capitale des Flandres, il a fait la connaissance, l'année dernière, d'Edith Henry, artiste-

peintre bien connue dans le Nord en général et à Faches-Thumesnil en particulier où elle a plusieurs fois exposé ses œuvres. L'amitié et la complicité aidant, ces deux artistes se sont lancés dans des créations communes. Des toiles où l'on retrouve « la douceur et l'harmonie » propres à Edith Henry, mais aussi « la coloration nettement kurde, la violence et la dénonciation du génocide » de Rebwar, comme le souligne fort à propos M. Dumoulin, adjoint à la culture, dans son discours inaugural. Avant de poursuivre : « c'est bien le choc de deux cultures, de deux mondes, qui créent des ensembles qui nous font rêver, espérer un monde meilleur, apaisé ». Ces œuvres for-

tes, remarquables de rythme, de vivacité et d'expression, ne peuvent qu'inciter « Edwar » (1) à poursuivre cette fructueuse collaboration que d'autres publics, après ceux d'Albi et de Faches-Thumesnil, auront sans aucun doute l'occasion de découvrir et d'apprécier.

Echanges

La seconde partie de cette soirée, organisée conjointement par les Arcades, l'association Attacafa et le festival des Trois Mondes, nous a également permis de découvrir un autre aspect de la (riche) culture du peuple kurde. Avec Shaala, le public est entré de plain-pied dans le monde magique, envoûtant et parfois

mystique du chant kurde traditionnel. Cette artiste au visage et à la voix superbes était accompagnée par trois musiciens usant avec talent de ces instruments traditionnels peu ou pas connus dans notre pays que sont le tembür (sorte de luth à trois cordes doublées), le kamânche (vielle à pique), le zarb et le daf (instruments de percussion).

Au bout du compte, une musique authentique et de qualité, loin très loin même du « folklore pour touristes » tel qu'on peu l'imaginer. Une soirée vraie, riche en échanges et en convivialité, aux côtés d'artistes venus se faire entendre, mais aussi dialoguer avec leur public autour d'un verre de thé à la menthe ou de liqueur de

rose... Une de ces rencontres dont l'association Attacafa (qui signifie « culture » en arabe) a le secret et dans l'art de laquelle elle est désormais passée maîtresse. Une soirée-découverte, enfin, qui sera suivie d'une autre baptisée « Artango », le vendredi 4 décembre prochain, toujours aux Arcades, et qui nous emmènera cette fois à la découverte du tango et de l'Argentine. Cela méritait d'être souligné.

(1) Edith Henry et Rebwar signent leurs œuvres communes de ce pseudonyme, contraction de leurs deux noms. Lorsque la Polonaise Karina Waschko se joint à eux, cela donne « Edwarina ».

□ Exposition visible jusqu'au 16 octobre, dans le hall des Arcades.

MUSIQUE

A Faches-Thumesnil, le 2 octobre

Les Kurdes, un peuple en poésie

Un « quatuor » composé de Shaala, Témo, Saïd Rand et de Mahmud Tabrizi Zadeh donnera un concert de chants et musique kurdes le vendredi 2 octobre à 20 h 30 au centre musical des Arcades, dans le cadre d'un spectacle réalisé en collaboration avec l'Attacafa, le festival des Trois mondes et la participation de France-Culture.

La musique kurde est très ancienne. Il est difficile de suivre son itinéraire au fil des siècles et les influences qu'elle subit des musiques turco-arabo-persanes.

Elle se révèle populaire et raffinée. Le chant kurde concerne, pour sa part, tous les actes de la vie sociale, mêlant le profane, le sacré, les épopées à la gloire des héros guerriers et le réveil de la conscience culturelle ; un chant qui exprime l'espoir, célèbre la beauté et l'amour tout en s'orientant vers l'exhortation à la retrouvaille de l'identité kurde.

Jusqu'au 16 octobre, deux artistes, Rebwar, peintre d'une trentaine d'années originaire du Kurdistan d'Irak, et Edith Henry, formée à l'école régionale d'arts plastiques de Lille, présenteront également leurs œuvres collectives aux Arcades.



« Chant d'espoir » de « Rebwar », un peintre kurde dont les œuvres seront exposées aux Arcades durant une quinzaine de jours.

(Répro. "La Voix")

● « Les Kurdes en poésie », le vendredi 2 octobre au centre musical les Arcades, 16, rue Kléber à Faches-Thumesnil (20.95.20.20.) : à 19 h 30, vernissage de l'exposi-

tion Rebwar qui sera visible jusqu'au vendredi 16 octobre (du lundi au vendredi de 9 à 12 h et de

14 à 17 h) ; à 20 h 30 : chants et musiques kurdes ; pendant l'entracte : salon de musique. Tarif plein : 60 F, réduit : 40 F.

Gamk - 12-13 octobre 1992

ANKARA S'INQUIETE DE LA CREATION D'UN «ETAT-KURDE» EN IRAK

L'annonce par le «parlement kurde» d'Irak, de la création d'un «Etat fédéré kurde» dans le nord de l'Irak a fait des vagues en Turquie où elle a été appréciée de façon très controversée. Si le gouvernement d'Ankara a accepté du bout des lèvres l'idée d'une autonomie kurde à ses frontières, il avait fixé les limites de cette autonomie ; mais dès lors que le mot Etat se profile à l'horizon de la cause kurde, où qu'elle s'exprime, le seuil de tolérance semble dépassé pour la Turquie.

Mettant en garde contre la «désintégration de l'Irak» que sous-entendait la décision kurde, Ankara avait indiqué que celle-ci constituait un développement qui «pourrait avoir des effets négatifs sur la paix et la tranquillité dans la région». Plus que la menace sur la paix pourtant, c'est la menace sur l'intégrité territoriale de la Turquie que redoute le gouvernement turc. Malgré les professions de foi des leaders irakiens, bien décidés à n'appliquer l'autonomie que dans leur seul pays, et les garanties concrètes qu'ils ont données à la Turquie en acceptant le soutien aérien des avions turcs dans leurs combats contre les Kurdes du PKK de Turquie, on semble craindre à Ankara que l'exemple kurde irakien, si toutefois il prend tournure, ne fasse tache d'huile et ne donne des idées aux Kurdes de Turquie ; ceux-ci, dont on estime le nombre de 8 à 12 millions, ont semble-t-il évolué depuis quelques temps dans leur position par rapport au gouvernement turc, passant d'un accord tacite à une contestation toujours plus ouverte, alors que les représailles turques contre les rebelles du PKK touchent un nombre croissant de civils kurdes.

Le gouvernement turc a en tout cas changé de ton depuis la guerre du Golfe ; il parlait à l'époque sans détours d'un Etat indépendant kurde dans le nord irakien et avait donné ses encouragements aux leaders kurdes se succédant à Ankara ; il est vrai qu'à l'époque, on ne savait pas encore ce qu'il deviendrait d'un Irak où le régime de Saddam Hussein semblait être en sursis et certains

milieux turcs n'hésitaient pas alors à évoquer avec nostalgie les villes pétrolières de Kirkouk et Mossoul, cédées à l'Irak dans les années 20 par la Turquie. Il est vrai aussi qu'à l'époque, c'est l'équipe du président turc Turgut Ozal qui était au pouvoir à Ankara.

M. Ozal qui d'ailleurs s'est montré une fois encore moins inquiet que les autres hommes politiques turcs concernant l'évolution du processus kurde en Irak du nord. Dans une interview publiée par le quotidien Cumhuriyet, il a qualifié de «processus normal» le développement qui conduit à la déclaration d'un «Etat fédéral kurde», estimant que celui-ci «ne pourrait pas porter préjudice à la Turquie», «pour le moment» du moins.

Soulignant qu'il «ne considérait pas comme un Etat» cette nouvelle entité kurde émergeant au nord de l'Irak, le président Ozal a insisté également sur le fait que la Turquie «ne ressemblerait pas à l'Irak», car les Kurdes de Turquie «s'étaient intégrés à la société» turque et qu'ils «vivaient dispersés partout» dans le pays. Il a enfin balayé l'hypothèse qu'un Etat kurde en Irak du nord «puisse prendre du territoire sur la Turquie».

L'optimisme et la sérénité concernant cette question brûlante ne sont pas surprenants de la part de M. Ozal, qui aime à rappeler qu'il fut le premier à soulever publiquement en Turquie l'existence d'un problème kurde qu'on appelait enfin par son nom. D'autant que M. Ozal n'a sans doute pas renoncé à son rêve d'étendre l'influence turque sur ces territoires kurdes nord irakiens où vit par ailleurs une très importante minorité de turcophones. Les Kurdes d'Irak, qui semblent accepter un certain droit de regard de la Turquie, deviennent des lors des alliés objectifs dans un nouveau redécoupage de la carte régionale qui permettrait à Ankara de récupérer Kirkouk, Mossoul et le pétrole, mais aussi des millions de Kurdes qui ne feraient qu'accroître le poids de cette minorité et dont la Turquie se passerait bien...

G.

Bill prende voti anche tra i curdi

Mirella Galletti

di ritorno dal Kurdistan

«**S**periamo che Clinton vinca. La sua elezione produrrà mutamenti positivi per l'Iraq ed il popolo curdo. Sembra avere a cuore i diritti umani e quindi non potrà che essere favorevole ad un mutamento del potere a Bagdad. Bush ci ha traditi lasciando Saddam Hussein al potere». Sono le frasi ricorrenti nel Kurdistan iracheno, dove la popolazione segue con particolare trepidazione quanto avviene a Washington.

Sono ben vive le speranze alimentate dalla guerra sferrata dalle forze alleate per la liberazione del Kuwait e che doveva portare all'affiancamento dal dittatore iracheno. Un amico curdo ricorda che all'annuncio delle ostilità era a Bagdad e si mise a ballare di gioia con un amico. Entrambi ritenevano imminente la fine di Saddam. La conduzione della guerra aveva alimentato altre speranze. Tutti concordano che le armi alleate sono state effettivamente «intelligenti» puntando verso gli obiettivi militare e solo in pochi casi ne hanno fatto le spese i civili. La liberazione del Kuwait aveva indotto le popolazioni sciita al Sud e curda al Nord a sollevarsi contro Saddam. La vendetta è stata atroce. Le forze armate hanno distrutto, violentato, massacrato la popolazione inerme. E' rimasto molto diffuso il senso del tradimento.

Si ricorda ancora che nel marzo del 1991 dopo la liberazione, alcuni negozi del bazaar di Sulaimaniyah esposero i ritratti di Bush, Major, Mitterrand con la dicitura: «Gli eroi che hanno distrutto Saddam».

«L'esercito alleato, se voleva, era in grado di distruggere la Guardia repubblicana, il cardine su cui poggia il potere bathista. Le ha concesso invece la possibilità di sfuggire all'accerchiamento e quindi di ergersi a

difesa del regime», puntualizza un ex alto ufficiale dell'esercito iracheno.

Gli scandali dell'Iraqgate e dei finanziamenti occulti a Saddam tramite la BNL, con le ombre sulla complicità di Bush nel riarmo dei due Stati medio-orientali, sono considerati ulteriori riprova della scarsa integrità morale del presidente statunitense.

«Saddam Hussein è nostro nemico. Ma anche George Bush è un nemico perché non ha fatto nulla per l'Iraq» sostiene David Shikwana, membro della leadership del Movimento Democratico Assiro (MDA). E il suo sfogo è condiviso dai curdi e dagli arabi incontrati nel Kurdistan iracheno. Il medico cristiano continua: «La difficoltà a comprare generi alimentari, la mancanza di latte, il prezzo del petrolio che è alle stelle... questo è risultato della politica del presidente statunitense. Ora in Kurdistan non c'è più al potere Saddam, ma perché l'Occidente mantiene l'embargo non solo verso l'Iraq controllato dal rais ma anche di noi?»

Abbiamo perso ogni cosa con la rivolta seguita alla guerra per la liberazione del Kuwait. Ora siamo tutti poveri e le case sono vuote».

Ankara all'offensiva contro le basi del Pkk in territorio iracheno

All'inseguimento dei curdi

L'esercito turco sconfinò per 10 chilometri in Iraq

Le truppe turche si sono spinte dieci chilometri oltre il confine iracheno per attaccare le postazioni del Pkk ad Haftanin e Harkurk. I militari turchi, che godono dell'appoggio dell'aviazione, non si erano mai spinti oltre tre chilometri dentro il confine iracheno. Nell'operazione sarebbero impegnati oltre 5 mila uomini

Mirella Gallotti

di ritorno dal Kurdistan iracheno

«I governi iracheno, iraniano e siriano aiutano il Partito dei lavoratori del Kurdistan (PKK) contro il movimento curdo in Irak perché vogliono troncane la nostra esperienza governativa e parlamentare» afferma il primo ministro del Kurdistan iracheno Fuad Massum in un'intervista all'Avanti!.

Questa analisi è il leit-motiv che viene ripetuto nei circoli governativi e tra la popolazione del Kurdistan iracheno. Gialal Talabani, segretario generale dell'Unione Patriottica del Kurdistan (UPK) rincalza: «Abbiamo 320 villaggi curdi iracheni al confine turco che sono occupati dal PKK. La popolazione non può tornare nei luoghi d'origine perché ha paura sia dei guerriglieri del PKK sia delle ritorsioni e bombardamenti compiuti dall'esercito turco. E' presa tra due fuochi. I militanti del PKK si considerano i padroni dell'aria. Si sono rifiutati di ottemperare alle legittime richieste del Parlamento e del governo del Kurdistan iracheno che chiedeva loro di allontanarsi dai villaggi».

Malgrado i dinieghi dei leader curdi iracheni, da un mese riuniti a Erbil, la capitale del Kurdistan iracheno, per seguire l'aggravarsi della situazione ai 305 chilometri di confine con la Turchia e l'Iran, emerge il coordinamento tra le azioni dei 10 mila peshmerga (combattenti) curdi dei due maggiori partiti UPK e Partito democratico del Kurdistan-Iraq (PDK-Iraq) e l'aviazione turca per distruggere le basi del PKK i cui guerriglieri sono asserragliati sulle montagne e sono sostenuti dalla popolazione ai due confini.

Secondo fonti bene informate il PKK ha numerose basi, ben fornite di viveri e armamenti e i guerriglieri sono ideologicamente motivati. Sono quindi in grado di resistere a lungo al duplice attacco dei peshmerga e dell'esercito turco che dall'inizio di ottobre martella le basi del PKK. Inoltre negli ultimi anni il PKK ha compiuto un'attività di proselitismo tra i curdi iracheni e vi sarebbero almeno 3.000 sostenitori del PKK nelle zone di Dohuk. Questi sostenitori per ora agiscono nella clandestinità, anche per paura di ritorsioni da parte dei partiti

curdi iracheni. Qualche settimana fa i peshmerga del PDK-Iraq hanno arrestato almeno 100-200 sostenitori della PDK, che sono ancora in carcere.

Kamal Mufti che ricopre la carica di ministro per gli affari dei peshmerga, cioè della Difesa, dichiara che l'obiettivo dei peshmerga è di spingere i guerriglieri curdi turchi verso l'Iran, dove nell'area di Urmia hanno numerose basi e godono del supporto del governo islamico. Il PKK è concentrato soprattutto nel triangolo tra Iraq, Iran, Turchia dove sarebbero asserragliati 3.500 guerriglieri. Il ministro nega gli evidenti rapporti con i servizi di sicurezza turchi.

Questa guerra civile tra curdi turchi e iracheni è l'epilogo delle contraddizioni del movimento curdo. I curdi iracheni dal marzo 1991 hanno rafforzato i rapporti con Ankara e l'unico legame con l'Occidente è rappresentato dal posto di frontiera di Zakhko, sede del comando delle forze alleate preposte alla sicurezza del popolo curdo al di sopra del 36° parallelo, e unico passaggio per le merci e le persone. L'Iran che nel passato aveva fortemente aiutato i curdi iracheni in funzioni anti-Saddam da un anno ha congelato i rapporti con il Kurdistan iracheno, che si è dato un assetto istituzionale di enorme rilevanza, con le elezioni politiche avvenute nel maggio scorso, la formazione del Parlamento curdo e di un governo che di fatto agiscono in maniera indipendente da Bagdad. La popolazione curda turca vittima delle sanguinose repressioni dell'esercito turco dà pieno supporto al PKK, ideologicamente marxista-leninista e fortemente militarizzato, che gode degli appoggi di Bagdad, Teheran, Damasco, ma la sua lotta viene tacciata come terroristica dall'Occidente che teme ulteriori sconvolgimenti nell'area ed il mutamento dello status quo.

Emergono quindi gli obiettivi antitetici dei due movimenti curdi. Per i curdi iracheni è vitale il supporto della Turchia e dell'Occidente, ma possono ottenere aiuti fino a quando saranno in grado di contenere il PKK. Ha quindi buon gioco il PKK quando afferma che i curdi iracheni sono manovrati dall'Occidente. Come azione intimidatoria in una lettera datata primo ottobre il PKK ha minacciato attentati contro i leader curdi iracheni e alla metà di ottobre ha di fatto bloccato il trasporto merci che si svolge sulla strada di Zakhko.

I curdi turchi hanno bisogno delle retrovie oltre-frontiera per continuare la guerriglia in Turchia, ed in questa strategia dipendono dalle tre capitali limitrofe in funzione anti-Ankara. Inoltre le leadership dei due movimenti sono troppo distanti ideologicamente e culturalmente per trovare una intesa: Mors tua vita mea.

Ma emerge anche il timore che se oggi i curdi iracheni sono appoggiati da Ankara anche in funzione anti-PKK, un domani smantellato il movimento curdo turco, la Turchia abbia la mano libera per annientare i curdi iracheni.

Avanti! Sabato 24 Ottobre 1992

TURQUIE : les séparatistes ayant « accepté les conditions du Parlement kurde »

Les combats sur le territoire irakien entre les peshmergas et le PKK ont été suspendus

Les affrontements entre peshmergas kurdes irakiens et combattants turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) dans la région de Hakurk, sur le territoire irakien, ont été suspendus, lundi 26 octobre, les séparatistes ayant « accepté les conditions du Parlement kurde », a annoncé l'AFP, citant des sources kurdes irakiennes. Le PKK aurait eu jusqu'à mardi midi pour quitter la région ou se rendre. De son côté, l'agence (turque) semi-officielle anatolienne a affirmé lundi que les forces de sécurité turques contrôlaient désormais la totalité de la vallée de Hakurk, où le PKK avait installé un quartier général. Selon des peshmergas de retour de la zone des combats, un couloir aurait cependant été aménagé entre les lignes kurdes irakiennes pour permettre aux membres du PKK de s'échapper vers l'Iran.

ISTANBUL

de notre correspondante

Trois semaines après le début de

leur offensive contre le PKK, les peshmergas avaient lancé un nouvel assaut, dimanche 25 octobre, pour tenter de déloger les mille cinq cents à deux mille séparatistes encore installés en territoire irakien, dans la vallée de Hakurk, près de la frontière iranienne. Parallèlement, les troupes terrestres des forces de sécurité turques - cinq mille hommes des troupes de commandos, selon la presse turque - avaient poursuivi leur avance en territoire irakien, appuyées par les bombardements des avions de combat et des hélicoptères de l'armée de l'air.

« La Turquie est en train d'assécher un marécage. Elle lutte également contre les moustiques », a déclaré récemment le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, ajoutant que l'offensive continuerait « jusqu'à ce que les forces de sécurité décident qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre les opérations. » M. Demirel a cependant affirmé que la Turquie n'avait aucune intention de créer une zone de sécurité au nord de l'Irak. Depuis jeudi dernier, les bombardements aériens sur l'Irak s'étaient intensifiés, à la fois dans la zone de Haftanin et dans le triangle de Hakurk pour terminer ce que les autorités turques appellent le « nettoyage » des camps du PKK dans ces zones avant l'arrivée de la neige et verrouiller les frontières afin d'empêcher la fuite vers la Turquie des militants séparatistes chassés par les peshmergas. « Il n'est pas facile

de porter un coup décisif au PKK, admet un haut fonctionnaire turc. Ce n'est pas une armée régulière, ils se dispersent et reviennent. »

Les peshmergas qui, selon des sources diplomatiques, se rendent au front dans des autocars réquisitionnés, sont mal équipés avec leurs kalachnikovs et leurs mortiers pour lutter contre ces adversaires endurcis par huit ans de guérilla, qui se battent pour leur survie. Mais la lenteur de l'avance des peshmergas semble également due au fait que leurs dirigeants voulaient éviter à tout prix un bain de sang fratricide. M. Masoud Barzani, le dirigeant du PDK, l'avait bien précisé : le but est d'expulser le PKK du territoire irakien, pas de le détruire.

« Nous aurions pu terminer cette offensive en une semaine, affirmait M. Safeen Dizayee, représentant à Ankara du PDK, mais nous ne voulons pas de lutte interne entre les Kurdes. Nous avons suffisamment souffert de la guerre. » De nombreux peshmergas ont attaqué à contre-cœur leurs cousins kurdes d'outre-frontière, même s'ils comprennent la nécessité d'écarter un mouvement armé qui menace la stabilité de l'entité fragile qui s'est formée au nord de l'Irak : tant que le PKK poursuivra ses attaques contre la Turquie à partir de leur territoire, les réfugiés kurdes ne pourront pas retourner dans les villages frontaliers sans s'exposer aux représailles de l'armée de l'air turque.

Le rôle de l'Iran

Le PKK qualifie les peshmergas de « forces collaboratrices » ; les Kurdes irakiens, de leur côté, accusent l'Iran d'apporter un appui logis,

tique aux séparatistes kurdes turcs, affirmant que des mouvements de troupes et de véhicules, ainsi que la présence d'hélicoptères, ont été détectés près de la zone de combat. En l'absence de confirmation, les autorités turques, qui ont récemment signé un protocole de sécurité avec Téhéran, accordent le bénéfice du doute aux Iraniens. « Il est probable que l'aide mentionnée provient, en fait, des combattants du PKK qui se trouvaient déjà en Iran, explique un haut fonctionnaire turc. Le PKK tient une partie de la frontière iranienne. Il leur est possible d'entrer et de sortir. Les autorités iraniennes affirment qu'elles ont renforcé leur dispositif, mais nous savons qu'il est difficile de contrôler cette frontière. » Le premier ministre, qui se trouve actuellement en visite officielle à Téhéran, aura l'occasion d'aborder le sujet en tête-à-tête avec ses interlocuteurs iraniens.

Défaite militaire ou repli tactique, l'impact de cette double offensive sur le PKK est difficile à évaluer avec précision à ce stade. Même si les combattants séparatistes s'en tirent sans pertes en hommes trop importantes, il est probable qu'il leur faudra des mois pour se regrouper et recréer, sur le territoire iranien ou ailleurs, le réseau important de camps et de cavernes qui constituait leur base logistique au nord de l'Irak, depuis la fermeture de leurs camps d'entraînement dans la vallée de la Bekaa.

NICOLE POPE

Le Quotidien de Paris - 28 octobre 1992

Grandes manœuvres au Kurdistan irakien

Les rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) avaient jusqu'à ce matin pour accepter les modalités de leur capitulation face aux peshmergas, les combattants kurdes d'Irak, faute de quoi ceux-ci reprendraient les combats qui ont cessé lundi. « Il doit y avoir capitulation et ensuite les négociations commenceront », a déclaré sur la ligne de front dans la vallée du Hakurk le chef de la tribu des Bradost, Karim Khan Mahmoud Bag.

D'autre part, des unités aériennes et terrestres de l'armée turque ont bombardé hier des positions appartenant au PKK dans la région de Manin et de Piralban dans le

Nord irakien. L'armée turque mène depuis le 16 octobre dans le nord de l'Irak des opérations aéro-terrestres destinées à empêcher l'infiltration en territoire turc des militants du PKK. Les peshmergas, quant à eux, ont déclenché le 5 octobre, par le sud, une opération contre le PKK pour le chasser du nord de l'Irak. En effet, les Kurdes d'Irak, qui bénéficient d'une indépendance de fait, souhaitent le retour du calme dans cette région, d'autant qu'une conférence de l'opposition irakienne s'est ouverte hier dans le Kurdistan irakien afin d'élire un exécutif et de définir une stratégie commune pour renverser Saddam Hussein.

L'Humanité - 28 octobre 1992

CHASSE AUX KURDES TURCS

Des avions de combat turcs F-5 Phantom et F-104 décollant des bases de Malatya, de Batman et de Diyarbakir (sud-est anatolien) ont bombardé mardi matin des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, principale organisation indépendantiste kurde de Turquie), dans le nord irakien. De leur côté, les peshmergas kurdes irakiens ont annoncé une trêve dans les affrontements qui les opposaient depuis plusieurs jours aux combattants du PKK.



Turkish troops guard the wreckage of a train blown off the tracks by the Kurdish Workers party. The incident, which occurred near the eastern city of Mus, follows intensified action by the guerrilla group in their fight for independence

Turkey steps up Kurd offensive

Eight-year conflict enters decisive phase, writes John Murray Brown

TURKEY'S largest military operation against Kurdish guerrillas continued yesterday, in what officials expect to be the decisive phase in the eight-year conflict with the Kurdish Workers party (PKK).

Officials confirmed that at least 20,000 troops, backed by tanks and armoured personnel carriers, were operating in northern Iraq, near the border town of Zakho. Commandos, supported by aircraft and helicopters, were also reported to be fighting rebel forces in mountain valleys near Hakurk, close to the Iranian border.

The offensive is spurred largely by growing public demands for a strong government response to the PKK's increasingly violent campaign for independence. Since 1984 the conflict has claimed more than 5,000 lives, with at least 2,000 people dying this year.

Since the withdrawal of allied forces from northern Iraq and the end of relief efforts to help the Iraqi Kurds, the PKK has intensified

attacks on Turkish border positions.

In recent months rebel tactics have changed, with guerrillas attacking Turkish positions in groups of 200 or more, and with increasing ferocity.

Last weekend, for example, rebels blew up a bridge, near the eastern city of Mus, on the main rail line to Iran and reprisal attacks on Kurdish villages supporting the government are more ruthless.

The Turkish military has long recognised that the PKK's ability to sustain conflict depends on the organisation being able to infiltrate guerrillas across the border. Ankara also realises that an estimated 150,000 troops in the border region cannot seal the frontier, so it has put together a diplomatic and military strategy to cut off the PKK in their sanctuaries.

Both Syria and Iran have offered support to Turkey. A security protocol signed with Damascus was initially greeted with scepticism in Ankara, but Turkish officials believe the

Syrians are sticking to their promise to close PKK camps in the Syrian-controlled Bekaa valley in Lebanon.

Overtures to Iran produced less concrete results. But this week, following Prime Minister Suleyman Demirel's visit to Tehran, Iran announced it had deployed a brigade-size force to man its border with Iraq, apparently to block the PKK's retreat.

Turkey faces little international criticism. The US State Department this week reiterated its backing for Ankara's fight against the organisation, while urging it to ensure "the political rights of all Turkish citizens, including those of Kurdish origin".

Western officials are keen for the government to use any military gains to hasten its earlier promise of democratic reform; so far the worsening violence has been used to stall human rights reform.

But the critical factor is the tacit co-operation Ankara has won from the Kurdish Pesh Mergas in Iraq. Turkish and

Pesh Mergas forces were yesterday engaging the PKK in what one diplomat described as a "loosely co-ordinated" operation, following moves on Sunday by the Iraqi Kurdish assembly to issue a final ultimatum to the PKK to withdraw from the border area.

But, as a senior Turkish Foreign Ministry official said: "It's not easy for the Pesh Mergas. Kurds are killing Kurds." The PKK has already retaliated with an intimidation campaign against truck drivers travelling to north Iraq, in effect imposing an embargo on vital supplies to Kurdish-held areas.

Turkey's security presence is being strengthened on the main border road to Harbur Bridge. But Ankara is in no hurry to see the PKK embargo lifted, as it underlines how much the Iraqi Kurds rely on Turkish support.

Not surprisingly, there were reports yesterday that the PKK was negotiating a deal with the Pesh Mergas to allow it to withdraw south.

KURDISTAN IRAKIEN : 18 MOIS APRÈS L'EXODE

**Une équipe du Secours populaire du Nord
a séjourné près d'un mois au Kurdistan irakien. Impressions et projets.**

Silopi, le 1^{er} août. Dernière ville de Turquie avant le Kurdistan irakien. Encore 15 km de route, le contrôle de la police turque, le passage sur le pont qui enjambe le Tigre et nous sommes enfin au Kurdistan.

Après une fouille sévère, sécurité oblige, c'est le premier contact avec la réalité. La nuit est tombée sur la petite ville de Zahro. Faute d'électricité, elle est plongée dans le noir. Les enfants, qui ont remplacé ici les stations-service, n'ont pas encore remballé leurs bidons d'essence. Les passants traînent encore, cependant que les peshmergas patrouillent dans une ville qui respire la pauvreté. Un sentiment d'isolement et de pénurie extrême : une impression qui ne nous quittera plus.

Depuis l'exode et la protection accordée par les Nations Unies en avril 1991, le Kurdistan irakien paie toujours, en effet, le prix de la liberté.

Touché par l'embargo qui frappe l'ensemble de l'Irak, il est aussi sanctionné par Bagdad qui a retiré tous ses fonctionnaires et se refuse à fournir quoi que ce soit, salaires, matières premières, nourriture, équipement, à cette partie de son territoire qui échappe à son autorité. Privé des ressources pétrolières de Kirkouk, Mossoul et Kannakin, coupé de l'économie irakienne à laquelle il était intégré, déstructuré par les guerres et la répression, le Kurdistan est en situation de survie.

Les Kurdes ont élu, en juin dernier, un parlement et disposent aujourd'hui d'un gouvernement. Le Premier ministre.

M. Fouad Massum, nous accordera un entretien. Il nous confirmera que la situation économique constitue sa préoccupation principale. Il a demandé aux Nations Unies d'assouplir l'embargo sur le Kurdistan et, surtout, de lui accorder une partie des revenus du pétrole irakien. Pour le reste, le gouvernement kurde attend toujours des autorités internationales un commencement de solution politique.

La seule ressource de ce gouvernement provient des taxes prélevées sur le trafic d'essence entre l'Irak contrôlé par Bagdad et la Turquie.

Pour avoir vécu dans des familles, nous nous rendons compte par nous mêmes de la difficulté d'assurer le quotidien. Avec 80 % de la population au chômage ou non payée et une hausse incessante des prix, nourrir une famille commence à ressembler à un exploit que permettent, seules, les solidarités traditionnelles au Kurdistan. « Nous sommes parfois si préoccupés par le quotidien, nous confiera un habitant, que nous ne voyons plus rien lorsque nous marchons dans la rue ». « Dans mon quartier, nous racontera un autre, on a découvert une famille qui avait choisi de se laisser mourir de faim chez elle. Tout le monde lui est venu en aide. »

La situation de l'éducation est, bien sûr, à l'image de celle du pays, nous confirmera le Recteur de Suleymania, la ville la plus importante du Kurdistan irakien. Les enseignants ont assuré l'année scolaire pratiquement sans salaire, cependant que des centaines d'écoles

sont à reconstruire, notamment à l'Est où tout a été rasé, essentiellement par l'armée irakienne.

Les programmes de reconstruction des établissements scolaires reposent totalement sur les organisations humanitaires qui se réunissent toutes les semaines au rectorat sous l'autorité de l'UNICEF.

Administrations et organisations nous ont fait le meilleur accueil. C'est ainsi que nous avons pu étudier et chiffrer la construction d'un collège à Penjuin, à 70 km de Suleymania, juste à la frontière irakienne (1). A prendre en compte : les difficultés de transport, l'absence de communication téléphonique, d'électricité, de raccordement d'eau dans les villes rasées de l'Est et le climat très rigoureux qui interdit tous travaux durant l'hiver. Le tout compensé par la volonté des habitants et la présence de personnels enseignants qualifiés.

Zahro, 23 août. Derniers adieux et nous repassons la frontière au petit matin. Beaucoup d'images dans la tête. Celle aussi de ce petit garçon sourd et muet retrouvé seul sur les routes de l'exode et dont, encore aujourd'hui, on ignore tout. Partout nous aurons été accueillis comme des porteurs d'espoir. Mais l'hiver sera rude pour ceux que nous avons laissés là-bas. Tout manque : les fournitures scolaires pour la rentrée, des jouets pour les orphelins, des centres pour accueillir et soigner les enfants handicapés par la guerre...

**Géry BAUDUIN
et Mahdy ZAN**

LE MONDE — 27 octobre 1992

TURQUIE

Le PKK aurait accepté d'évacuer ses bases en Irak

Après la suspension des combats sur le territoire irakien, intervenue mardi 27 octobre (*le Monde* du 28 octobre) entre les peshmergas et les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani a annoncé mardi que le PKK avait donné son « accord de principe » pour « évacuer toutes ses bases le long de la frontière » irako-turque.

En revanche, les combats continuent entre le PKK et les troupes turques. Notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, nous signale que vingt chars et une vingtaine de véhicules blindés de transport de troupes turcs ont franchi la rivière Hizil pour rejoindre les commandos turcs déjà installés en Irak et terminer l'encerclement d'une base importante du PKK située au nord-est de Zakho.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 28 octobre 1992

Chars turcs en Irak contre les Kurdes

Le PKK, dont les combattants sont encerclés dans la zone frontière, veut négocier.

Ankara a envoyé des chars dans le nord de l'Irak pour appuyer son offensive contre les bastions des séparatistes kurdes du sud-est de la Turquie. Vingt chars ont franchi la rivière Hezil, qui constitue une partie de la frontière turco-irakienne, au nord de la ville irakienne de Zakho. Les officiers turcs ont précisé que leurs unités, soutenues par des peshmergas irakiens, voulaient bloquer les bases de repli des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Environ 5000 soldats, appuyés par l'aviation, combattent les séparatistes du PKK.

Un dirigeant kurde irakien de la ville de Salahuddin a déclaré que les membres du PKK réfugiés dans la vallée de l'Hakurk

avaient proposé des pourparlers de paix. « Ils nous ont adressé un message (radio) désespéré, disant qu'ils voulaient discuter », a dit Khoshar Zaibari, porte-parole du Parti démocratique kurde. Selon d'autres informations, des pourparlers sont déjà en cours.

Les Kurdes irakiens ont lancé leur propre offensive le 4 octobre contre le PKK, qui n'a pas tenu compte d'un ultimatum les priant de quitter le nord de l'Irak. Plus de 5100 personnes ont été tuées depuis le début, en 1984, de l'insurrection du PKK, qui réclame la création d'un Etat indépendant dans le sud-est de la Turquie.

REUTER

LE COURRIER — 30 octobre 1992

IRAK

L'opposition opte pour un Etat fédéral

On prépare l'après-Saddam. L'opposition adopte le principe d'une fédération et d'une direction tripartite.

L'opposition irakienne réunie dans le nord de l'Irak a adopté hier le principe d'un système fédéral pour l'Irak après la chute éventuelle de Saddam Hussein, a indiqué un porte-parole de l'opposition.

La position définie par les différentes tendances de l'opposition rassemblées depuis mardi à Salaheddine, dans une zone sous contrôle kurde, apparaît comme un compromis entre les Kurdes, qui réclamaient la proclamation immédiate d'une fédération irakienne, et les autres composantes notamment chiites, qui préféraient attendre la chute du régime de Bagdad avant de trancher la question.

La commission politique de l'opposition « a approuvé l'idée d'un Etat fédéral composé de wilayat » (régions) a déclaré M. Mouhyi al-Khatib, ancien ambassadeur d'Irak et l'un des porte-parole de l'opposition. Il n'a pas précisé le nombre de wilayat à créer, affirmant que cela n'avait pas encore été déterminé.

L'assemblée générale de 200 délégués de l'opposition doit encore entériner cet accord et se choisir un comité exécutif de 25 membres et une direction de trois membres avant de terminer ses travaux aujourd'hui, a-t-il dit. La commission politique a décidé que la troïka de direction serait composée d'un représentant kurde et de deux représentants arabes, un sunnite et un chiite.

ATS

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 27 octobre 1992

**KURDISTAN IRAKIEN
20 000 TURCS POUR
COMBATTRE LE PKK**

La Turquie dispose de quelque 20 000 hommes dans le Nord de l'Irak pour combattre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan, déclare le général Dogan Gures, chef des forces armées turques, dans une interview publiée hier par le quotidien de gauche Cumhuriyet.

Les Kurdes du PKK vont se rendre

Les rebelles kurdes turcs réfugiés en Irak sont sur le point de déposer les armes.

Le commandant des rebelles kurdes turcs réfugiés dans le nord de l'Irak, Ferhat Ocalan, a affirmé hier qu'il était sur le point de signer avec les responsables kurdes irakiens un accord sur la reddition de ses troupes. A Chaklawá, le responsable kurde turc a précisé avoir appelé par radio son frère Abdullah Ocalan (dit Apo), chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a donné son accord pour mettre un terme aux combats. Ferhat Ocalan a indiqué que le PKK allait déposer les armes, évacuer ses bases dans le nord de l'Irak et se soumettre aux autorités kurdes irakiennes.

Les Kurdes irakiens ont lancé le 5 octobre une offensive pour déloger le PKK du nord de l'Irak d'où il lançait des opérations en territoire turc. Des troupes régulières turques ont dans le même temps attaqué les séparatistes du PKK.

M. Ferhat Ocalan, portant le pantalon bouffant traditionnel, se trouvait dans le quartier général d'une des deux principales

formations kurdes irakiennes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Jalal Talabani).

«Nous espérons qu'il y aura une nouvelle coopération entre les Kurdes de Turquie et d'Irak», a-t-il dit. Il a indiqué que le PKK allait se cantonner à des activités politiques et d'information à partir d'un lieu en Irak du Nord choisi par les autorités kurdes irakiennes.

M. Ocalan a affirmé que 2000 combattants du PKK se trouvaient actuellement dans le nord de l'Irak, et quelque 5000 autres en Turquie où, a-t-il dit, ils continueront le combat jusqu'à ce que Ankara accorde aux Kurdes leurs droits, notamment celui à l'autodétermination.

Ocalan a confirmé que le PKK avait imposé un blocus au trafic routier entre la Turquie et le nord de l'Irak, expliquant qu'il s'agissait d'une «tactique militaire» pour faire pression sur les formations kurdes irakiennes.

CLAIRE POINTON
SALAHEDDINE

TURQUIE : selon un bilan officiel

Quatre cents séparatistes kurdes auraient été tués dans les combats sur le territoire irakien

ISTANBUL

de notre correspondante

Trente-neuf combattants du Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste) au moins et onze membres des forces de sécurité ont trouvé la mort depuis le début de l'offensive lancée par la Turquie sur le sol irakien le 22 octobre dernier. Le nombre des victimes au sein des séparatistes kurdes pourrait s'élever à près de quatre cents, ont déclaré les autorités turques. Selon le premier communiqué officiel publié au cours de cette opération, les forces armées turques, qui ont pénétré de quinze kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, sont déployées sur un front de trente kilomètres de large dans la région de Haftanin et contrôlent une zone de cent soixante kilomètres carrés. Parallèlement, les troupes turques poursuivent leur avance dans la région de Hakurk, près de la frontière iranienne. Des sources irakiennes dans le nord de l'Irak affir-

ment que les combattants du PKK auraient accepté de se rendre. Mais, dans une déclaration publiée en Europe, les séparatistes kurdes ont catégoriquement démenti ces rumeurs. «Nous étions sur la défensive, nous passons à l'attaque, a affirmé le PKK, le Kurdistan est notre pays, aucune force ne pourra nous expulser de notre propre territoire.» Selon des représentants kurdes irakiens, ces signaux contradictoires pourraient être dus à des divisions importantes au sein de la direction du PKK.

Des combats sporadiques auraient encore lieu dans la vallée de Hakurk et les peshmergas auraient lancé un nouvel assaut au nord-est de Zakhwo mercredi soir. «Nous faisons pression pour qu'ils quittent la région. Tant qu'ils n'auront pas accepté nos conditions, il n'y aura pas de cessez-le-feu,» a déclaré le représentant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) à Ankara.

N. P.

SILENCE — Octobre 1992

VENTES D'ARMES : DASSAULT RESPONSABLE

Rendre les marchands d'armes responsables des dégâts provoqués si les armes servent, c'est le rêve de tous les pacifistes. Une association de juristes "Droit contre raison d'Etat" vient de trouver la faille et de faire condamner Dassault pour avoir vendu à Saddam Hussein des avions qui ont servi pour arroser les Kurdes de gaz chimiques, provoquant au moins 5000 morts. La méthode ? L'association a d'abord acheté une action de la société puis, en tant qu'actionnaire, a attaqué Dassault sur le principe que la firme avait violé le droit international qui interdit l'utilisation des armes chimiques en avançant que sans ces avions, l'opération n'aurait pas pu avoir lieu. La bataille juridique a duré des années et a fini par atterrir en Cour de Cassation qui a donné raison à l'association de juristes. Dassault a argumenté qu'il ne pouvait vendre ses avions sans l'accord de l'Etat. Les juristes ont répondu que ces contrats de vente, même avec l'accord de l'Etat, ne dégagent pas sa responsabilité sur l'utilisation du matériel. Deux autres procès sont en cours contre Thomson et l'Aérospatiale pour les mêmes raisons. (source Libération du 11 et 12/7/92). (photo : ateliers Dassault de Mérignac)

MUSIQUES D'AILLEURS REPUBLIQUE DU CENTRE— 24 octobre 1992

UNE PRODUCTION MUSIQUES À VILLEURBANNE*

1. CHANTS D'EXIL KURDES

par TEMO, chant et tambour*

*Instrument de prédilection des bardes kurdes, le tambour appartient à la famille du tar persan, du saz turc et du bouzouki grec.

NOVEMBRE 92

mardi 24 et mercredi 25 à 20 h 30

EN COPRODUCTION AVEC

LE CENTRE DES MUSIQUES TRADITIONNELLES RHÔNE-ALPES

TEMO

Le nomadisme initial des kurdes aux confins de la Mésopotamie s'est mué souvent en un exode compliqué : ainsi TEMO a-t-il vécu au Nord de la Syrie, puis en Europe. Intérieurement, il est formé au voyage par son statut de barde. Musicien itinérant, il est partout chez lui en compagnie de son luth à long manche, le tanbur.

Il alterne chant et danse sur des rythmes et des modes variés.



Le stage et le concert porteront sur les spécificités de cette musique vive et spontanée.

Concert : 24 et 25 Novembre à la Salle Gérard Philippe

Stage : musique turque, master class, 24 et 25 Novembre à l'E.N.M de Villeurbanne

LE BERRY REPUBLICAIN— 24 octobre 1992

TURQUIE-IRAK

Poursuite de l'opération anti-Kurdes

■ L'opération de commandos turcs commencée jeudi matin après des raids aériens contre les rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans le Kurdistan irakien, se poursuivait hier matin dans la montagne au nord-ouest de la ville kurde irakienne de Zakho.

Les opérations de l'armée turque en Irak du nord et sur les zones frontalières turco-irakienne et turco-irako-iranienne à plus de 2.500 mètres d'altitude, se succèdent depuis une semaine contre des militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K., séparatiste) encerclés au nord par les forces turques et au sud par les peshmergas (combattants kurdes irakiens) qui « veulent les chasser de leur territoire ».

« Les opérations se poursuivront jusqu'à l'anéantissement des militants séparatistes réfugiés en Irak du Nord », a déclaré hier à Ankara le Premier ministre Suleyman Demirel qui estime à « entre 7.500 et 10.000 le nombre de militants du P.K.K. en Irak du Nord et à 2.500 ceux qui se trouvent en Turquie ».

M. Demirel a en outre précisé qu'il n'était pas question de créer une « zone de sécurité » sur la bande frontalière turco-irako-iranienne.

La cible des commandos turcs qui sont entrés jeudi matin dans le Kurdistan irakien est un lieu de rassemblement du PKK dans la région de Khaftanine au nord-est de Zakho, selon des sources officielles locales.

D'autres opérations sont actuellement menées contre le PKK par l'armée turque et les peshmergas. Aucun bilan officiel n'a été rendu public concernant ces opérations, mais l'on fait état de 1.000 à 2.000 morts.

Chartres: mobilisation pour une famille kurde menacée d'expulsion

CHARTRES. — La répression fait rage depuis des années au Kurdistan turc. Des dizaines de milliers de Kurdes ont pris le chemin de l'exil. Comme la famille Polat. Le père, la mère et leurs trois enfants ont fui leur pays en 1989. Ils se sont installés à Chartres, parce qu'ils avaient des parents dans le secteur, parce que la Croix-Rouge leur avait trouvé un logement, dans le quartier populaire des Hauts-de-Chartres. Un quatrième enfant y est né. Aujourd'hui les Polat se ferment, de peur d'être expulsés du territoire français.

Pas moins de 23 associations, depuis la CGT jusqu'à la Pastorale des migrants, les Francas, en passant par le M.R.A.P., la L.C.R. ou les restaurants du cœur, se sont mobilisées en leur faveur, ainsi que Hélène Aubert, conseillère régionale des Verts. Des voisins, des parents d'élèves de l'école George-Sand où sont scolarisés les

quatre enfants Polat les soutiennent également.

L'histoire de ces Kurdes est malheureusement classique : ils ont demandé le statut de réfugié politique. Il leur a été refusé trois fois. Toute la famille est désormais menacée d'expulsion immédiate. Mercredi dernier la police s'est présentée à son domicile : personne ; désormais les Polat se cachent, avec la complicité de voisins. Une pétition a été signée par près d'une centaine d'habitants du quartier et les associations précitées. Elle a été envoyée au préfet d'Eure-et-Loir et au ministre de l'Intérieur. Elle demande que l'expulsion de la famille Polat soit annulée ou au moins reportée jusqu'à la réouverture de son dossier « afin que Meral, Bayram, Tacim, Emal et leurs parents puissent continuer à vivre là où ils le désirent, parmi nous. »

A.G.

LA FORGE - 15 - 31 OCTOBRE 1992

Kurdistan turc : guerre totale

Le régime d'Ankara a choisi l'option militaire pour liquider le PKK. Chaque jour l'armée turque effectue des bombardements qui ne font pas la différence entre la population civile et les militants du PKK. Le régime turc veut de surcroît de trouver des alliés dans les deux organisations kurdes d'Irak, celle de Talabani et celle de Barzani, dont les troupes combattent actuellement les bases du PKK en Irak. Le PKK vient aussi d'être lâché par la Syrie qui tolérait jusqu'à présent ses camps d'entraînement dans la plaine de la Bekaa libanaise. Le gouvernement iranien vient d'être sollicité de la même façon par le régime turc pour mettre un terme à l'activité du PKK dans le Kurdistan iranien.

Barzani et Talabani, protégés par les forces militaires américaines, anglaises et françaises, viennent de proclamer la création d'un "Etat fédéral irakien" dans le nord de l'Irak. Sollicité pour en assurer la protection, le régime turc hésite. Il ne voudrait surtout pas que cela encourage "ses" Kurdes à exiger la même chose. Pour le moment, l'heure est avant tout à la coordination des opérations militaires. Par ailleurs les membres d'une délégation de la Fédération Internationale des droits de l'homme ont confirmé l'implication de la police turque dans l'assassinat le 20 septembre dernier de Musacnter, un écrivain kurde de renom.

MUSIQUES TRADITIONNELLES EN RHONE ALPES— Oct-Nov-Dec. 1992

GEO - Nr. 11 / 26.10.1992

KURDISTAN UNTER WÖLFEN

Ein Mann legt Blumen auf die Trümmer seines Hauses. Es stand in Kala'a Disa, einer Stadt, die Saddam Hussein zerbomben ließ. Zerstörung und Vertreibung, Terror und Rache - das sind die Stichworte für die Geschichte eines Volkes, das seit Jahrhunderten für seine Unab-

hängigkeit lebt und stirbt. Jetzt trafen GEO-Reporter im Nordirak tatsächlich auf ein »freies Kurdistan«. Doch auch das, ein Protektorat der Golfkriegs-Sieger, ist bedroht. Von Bagdad und Ankara - und von den ältesten Gegnern der kurdischen Einheit: den Kurden selbst



VON MICHAEL STÜHRENBERG
FOTOS: PASCAL MAÏTRE

Mahmud reibt sich die Augen, ihn schmerzt der Kopf, heute nacht ist der Traum zurückgekehrt. Es ist immer derselbe Traum, seit damals, als die Mütter vor den Gasbomben flohen und ihre Babys in den Trümmern zurückließen. 1500 Babys in einem einzigen Monat, an einem einzigen Ort. Die meisten starben am Gift, einige an Hunger.

Ein absurder Traum: Mahmud sieht Engel, die hoch oben in den Wolken Allahs Thron halten. Plötzlich fällt für jedes tote Baby ein Engel vom Himmel, und am Ende hält niemand mehr den goldenen Thron, so daß auch Gott in die Tiefe stürzt. Wenn Mahmud erwacht, hält sein Traum noch einen wirren Moment an, den Moment einer gottlosen Welt.

Und jetzt sterben die Babys erneut. Wie 1988 in Gagnikan, als Mahmud mit den anderen fliehen mußte. „Wie viele?“ fragt er. Die Männer um uns strecken die Hände in die Luft, spreizen die Finger wie beim Feilschen. „Ich weiß nicht“, ruft einer. „Viele, viele. Der Winter war hart.“

Mahmud Jussef ist Arzt, wäre gern Wunderdoktor, Herzchirurg für eine kranke Heimat. „Dies ist das Herz Kurdistans“, sagt er und zieht mich weiter. „Schau!“ Ich sehe: Trümmer. Trümmer zu beiden Seiten der von Schlaglöchern zerfressenen Straße, Trümmer, so weit das Auge reicht, rechts bis an den Fuß der schneegekrönten Berge, links bis zum steil abfallenden Ufer eines Flusses, vor uns, hinter uns, unter uns, ein aufgewühltes Ruinenfeld, ein einziger Schutthaufen. Kurdistans Herz steht still, oder es schlägt woanders, jedenfalls nicht hier, nicht in Kala'a Disa, einer der Geisterstädte im Norden Iraks.

Aber Mahmud besteht auf seinem Vergleich, und ich will nicht mit ihm streiten. Er ist mager und zäh wie ein alter Wolf, hat zehn Jahre in den Bergen gekämpft und zweimal versucht, Saddam Hussein zu töten: einmal als Verschwörer in einem irakischen Offizierskomplott, das zweite Mal verkleidet als Straßenarbeiter, mit einer Handgranate in der Unterhose, an ei-

nem jener unglückseligen Tage, als die Limousine des Präsidenten einen anderen Weg einschlug.

Mahmud gehört zu den Peschmerga, „jenen, die dem Tod ins Antlitz blicken“. Mit 34 Jahren, von denen jedes einzelne doppelt zählt, kämpft er als kurdischer Janus: Die linke Hand trägt die Medikamententasche, die rechte, geübtere, umschließt die Kalaschnikow.

Aus den Ruinen von Kala'a Disa recken sich rostige Eisenstangen wie Antennen zum Himmel, so, als wollte die Stadt noch in ihrem Grabe Radio Bagdad empfangen. Die Kurden von Kala'a Disa wurden von irakischen Truppen aus ihren Häusern getrieben, wurden „umgesiedelt“, weit entfernt in ein „Kollektivdorf“ aus nacktem Beton, voll nackter Angst. Gegen Heimweh ließen die Iraker Bulldozer rollen. Niemand, so glaubten sie, würde sich nach Trümmern sehnen.

Doch seit die Sieger im jüngsten Golfkrieg die Kurden im Nordirak unter ihren Schutz gestellt haben, kehren die Menschen zurück nach Kala'a Disa. Sie hausen in Steinbaracken, in Zelten und unter Stangengerüsten, abgedeckt mit Plastikfetzen und Jutelappen. Von einst 60 000 Menschen lebte nach dem Juni 1989 niemand mehr in Kala'a Disa – jetzt haben sich wieder einige tausend Männer und Frauen dort niedergelassen.

Wie der Spürhund einer Bergungstruppe hetzt Mahmud von einer Ruine zur nächsten. „Hier stand das Krankenhaus“, behauptet er, „dort das Postamt, dahinter das Telex-Büro.“ Er ist besessen, führt Prozeß. Dabei ist das Urteil längst gefällt, der Irak gestraft, nicht wegen Kurdenmordes, nur wegen versuchten Diebstahls von kuweitischem Öl. Mahmud reicht das nicht, er kämpft gegen das Vergessen, fordert Genugtuung. Wegen der Babys, wegen all der erdrückenden Beweise.

Beweise wie diese: Mahmud fährt mich ins ehemalige Hauptquartier der Geheimpolizei von As-Sulaimanija, das die Peschmerga am 1. April 1991 stürmten. In dunklen Folterzellen hängen noch immer Fleischerhaken an der Decke, auf dem Boden liegen Kleiderfetzen und an den Wänden stehen, mit Fingernägeln eingeritzt, die Namen von Kurden, die niemand je wiedersah. Rund 50 000 sollen in diesen Kerkern verschwunden sein.

In As-Sulaimanija treffen wir einen „Zeugen“, der in ganz Kurdistan bekannt ist, einen 15jährigen Jungen namens Taimor Abdallah. Die Peschmerga, die ihn als Leibgarde schützen, sagen, er sei der einzige Überlebende von Zehntausenden von Kurden, die Saddams Militär in den Jahren 1987/88 in den Südirak verschleppt habe. „Wir mußten in Gräben hinabsteigen. Dann schossen die Iraker“, berichtet Abdallah. „Ich wurde in die Schulter getroffen. Am Abend kroch ich aus dem Graben und floh. Die anderen wurden alle von Bulldozern zugeschüttet. Keiner von ihnen hat Anfal überlebt.“

Anfal ist ein Wort aus dem Koran, es steht für „Beute im Kampf gegen die Ungläubigen“. So nannten die Iraker ihren Rachefeldzug gegen die rebellischen Kurden, die gegen Ende des ersten Golfkrieges iranische Invasionstruppen unterstützt hatten. Eine akribisch geplante Massenmord- und Vertreibungskampagne, durchgeführt vom Februar bis zum Herbst 1988 und kaum registriert von der Weltöffentlichkeit. Nach unterschiedlichen Schätzungen töteten die Iraker dabei 100 000 bis 180 000 Kurden.

Die Anfal-Kampagne ist nur eine Episode in der langen Geschichte kurdischen Leidens. Seit 2500 Jahren leben die Kurden unter fremdem Joch, unter den Stiefeln der Seleukiden, Parther, Römer, Byzantiner, Sassaniden, Armenier, Araber, Mongolen, Osmanen, Briten, Türken, Iraner, Iraker. Sie kennen Geschichte nur aus der Sicht von Unterworfenen, das macht sie bitter, einseitig in ihrem Urteil.

„Die anderen haben uns immer nur betrogen“, klagt Mahmud. Zweimal im 20. Jahrhundert sollten die Kurden ihren eigenen Staat erhalten, 1920 und 1946. In beiden Fällen fiel er nach kurzer Zeit den Interessen anderer Nationen zum Opfer. Seither zieht sich ein blutroter Faden von Unterdrückung und Verrat durch die kurdische Geschichte, gradlinig bis in die Trümmer von Kala'a Disa.

Mahmud zieht die bittere Bilanz des ewigen Opfers. Seine Klagen sind berechtigt, Verrat und Verfolgungen vielfach belegt. Aber sind sie der einzige Grund, weshalb ein jahrhundertalter Traum stets unerfüllt blieb? Warum ist aus dem geographischen

Kurdistan – einem Land von der Größe Frankreichs – nie ein souveränes Kurdistan geworden? Immer nur wegen der anderen?

Nachmittag in Kala'a Disa. Kalter Nieselregen fällt, die Trümmerlandschaft glänzt fettig im grauen Licht.

In einer Schenke, dem örtlichen Peschmerga-Treff, sitzen fünf Kämpfer in Khaki-Uniformen vor dampfenden Teegläsern, die Gesichter wie aus Stein und Stahl von zu vielen Schlachten und Wintern in den Bergen. „Das Volk liebt uns“, erklärt ihr Anführer, „weil wir Kurdistan befreit haben.“

Seit dem Abzug von Saddams Truppen beherrschen die Peschmerga ein Land von der Größe Bayerns. Sie haben die Straßen mit Kontrollsperrn gespickt, durchsuchen Passagiere und Frachten, schnorren Zigaretten. Wer wagte zu widersprechen? Sie stellen 400 000 Mann in Waffen, das sind mindestens zehn Prozent der Bevölkerung – ein zivil-militärisches Kräfteverhältnis, als zählte die Bundeswehr acht Millionen Soldaten.

„Die Leute lieben uns, weil wir ihnen die Demokratie geschenkt haben“, führt der Chef seine Gedanken aus. „Wir hätten mit Waffengewalt regieren können, statt dessen ließen wir ein Parlament wählen. Alle Parteien konnten einen freien Wahlkampf führen.“

Die Parteien sind acht an der Zahl, und fast jede hat ihre eigene Peschmerga-Armee. 1987 schlossen sie sich zur Kurdischen Front zusammen, doch auch danach führten sie weiter ihre eigenen Fahnen, Namen und Kürzel: KDP, PUK, KDPI. Buchstaben wie wahllos aus dem Scrabble-Beutel gefischt, aber mit konkreter Symbolkraft: D wie Demokratie, U wie Union und natürlich K für Kurdistan, das freie, vereinte, demokratische.

Was außer Wahlen bedeutet denn „Demokratie“ in Kurdistan? Das Parlament, sagt der Mann, werde eine Agrarreform beschließen. „Dann nehmen wir den Aghas, den Stammesfürsten, das Land und geben es den Bauern. Wir machen Schluß mit dem ganzen Agha-Terror.“

Sein Bruder ist ein Krüppel, die Schlägerbanden eines Feudalherren haben ihn bestraft, als er den Frondienst verweigerte. Aber nun gehe das Mittelalter zu Ende, glaubt der Peschmerga. Weil der lange Krieg ge-

gen die Iraker zwangsläufig das Unrecht in der kurdischen Gesellschaft ausräume. Weil einer, der jahrelang sein Leben im Kampf riskiere, nicht von heute auf morgen wieder einem Stammesfürsten dienen werde.

Doch ihre Stimmen werden leiser, die Mienen verschlossen, wenn sie den Teufel beim Namen nennen. „Der Agha von Kala'a Disa“, flüstert einer der Kämpfer, „hat mit Saddam kollaboriert. Den chemischen Krieg, die Verschleppungen und Zwangsumsiedlungen, alles hat der mitgemacht.“

Welch ein Widerspruch: Nach der „Befreiung“ Kurdistans haben die Peschmerga zahlreiche „Kollaborateure“ und „Agenten“ eliminiert. Warum nicht auch den Agha? Sie schauen mich an, als hätte ich ihnen ins Teeglas gespuckt. „Dies ist nicht die Französische Revolution“, sagt der Anführer, ein Kenner der europäischen Geschichte. „Wir sind keine Sansculotten, die Tausende unters Fallbeilschicken.“

Niemand will uns zum Agha geleiten, nur Mahmud kommt mit. Der Fürst ist abwesend, aber sein Sohn bereit, uns zu empfangen. Er sitzt zwischen Trümmern auf einem Campingstuhl und beobachtet Arbeiter, die mit neuen Backsteinen eine Villa für den Agha errichten. „Die Iraker haben unser altes Haus zerstört“, klagt er.

Harte Zeiten, reiche Leute. Das satte Weideland am Rande der Trümmer gehöre ihm, das Dorf dahinter auch. Dazu noch ein Haus in Arbil, der Hauptstadt des neuen Kurdistans, ein zweites in As-Sulaimanijja, ein Chrom-Park aus Toyotas, Mitsubishi und Landrover. „Wir leben in einer Gemischtwirtschaft“, sagt Agha Junior. „Die Aghas besitzen das Land, die Bauern bestellen es. Die Ernte teilen wir.“

Er ist ein halbgescheiter Mann, mißtrauisch wie eine Ratte vor ausgestreutem Gift. Er stellt Fragen. Weshalb ich das alles wissen wolle. Wozu nach arm und reich fragen, wenn es doch nur ein Volk von Kurden gebe? Seine Leibwache erklärt das Thema für beendet.

Der Fürstensonnh lehnt sich zurück, läßt einen Gebetskranz durch die flinken Finger gleiten, wärmt sich an der durchbrechenden Sonne. Wenn Untertanen in sein Blickfeld geraten,

grüßen sie ihn mit den Worten: „Ich bin dein Sklave“, und das ist keine Höflichkeitsfloskel. Sie müssen für ihn schuften, seinen Acker düngen, seine Schafe hüten, sein Haus fegen, seine Autos waschen, freiwillig.

Der Agha will seine Leute nicht missen. Als die Iraker sie 1989 in ein Kollektivdorf umsiedelten, ließ der Agha dort ein Haus für sich bauen. „Wir sind ihnen gefolgt“, lobt der Sohn die Treue seines Vaters, „wir gehören zusammen.“ Wie Made und Speck. Führen die Kurden von Kala'a Disa heute zur Hölle, würde ihr Agha morgen darin einen Kühlschrank beziehen. Ohne sie wäre er nichts, ohne ihn hätten sie ein Problem weniger.

„Die Aghas sind nur noch eine Landplage“, spielt Mahmud nach unserem Abschied die Episode herunter. „In großen Städten wie Arbil und Mosul haben sie keine Macht mehr. Dort herrschen nun die Parteien.“

Aber wer beherrscht die Parteien? Bei den Wahlen im Mai 1992 errang die „Kurdisch-Demokratische Partei“ von Massud Barsani 50 der 105 Parlamentssitze. Einer der Spitzenkandidaten war ein gewisser Scheich Mahmud, das Oberhaupt der Mesurisippe. Ein Mann, dem Saddam Hussein drei Tapferkeitsmedaillen verliehen hatte. Er unterhält einen Fuhrpark: Baumaschinen, Lastwagen, Caterpillar. Seine besten Geschäfte machte er mit Anfal. Bei ihm mieteten die Iraker jene Planierdrahten, mit denen sie Städte wie Kala'a Disa ein ebneten. Heute wird sein schweres Gerät von den internationalen Hilfsorganisationen genutzt – um die Trümmer wegzuräumen.

Viele Aghas sind in der KDP untergekommen. Parteichef Barzani selbst ist ein Stammesfürst. Scheich Chalid, das Oberhaupt der Barsani-Sippe, befiehlt die irakisch-kurdische Hisbollah, eine rund 10 000 Mann starke Miliz. Als Glaubenskrieger achten sie auf die Einhaltung der reinen Lehre des Islam – mithin auch auf die Akzeptanz gottgewollter Sozialstrukturen.

Im Weltbild vieler Aghas deckt sich das Gemeinwohl mit dem des eigenen Klans. Wenn internationale Organisationen heute Lebensmittel, Zelte und Decken verteilen, versuchen die Fürsten, die Hilfe nur den eigenen Untertanen zukommen zu lassen. Nach der Vertreibung der Iraker

verkauften die Mächtigen Kurdistans alle mobilen Staatsgüter in den Iran. „Dafür besorgten sie sich Mercedes und Oldsmobile“, gesteht Mahmud verärgert ein. „Für 100 000 Dinar pro Wagen, genug, um in Städten wie Kala'a Disa 100 Familien einen Monat lang zu ernähren.“

Auch im „befreiten“ Kurdistan bleiben die Sippe und ihre Gesetze vorerst die höchste Instanz. Einzig manche Peschmerga verstehen sich als Hüter einer übergreifenden Ordnung. In einem Städtchen zwischen Kala'a Disa und As-Sulaimanija steht eine Gruppe von ihnen einsatzbereit zum Ausrücken. Dunkle, verschlossene Gesichter, nur der befehlshabende Offizier lächelt uns unentwegt an.

Mahmud fragt, was los sei. „Nichts“, antwortet der Offizier. „Wir machen ein Manöver.“ Er fügt noch etwas auf Kurdisch hinzu. Wir steigen zurück in den Wagen. „Sie schicken die Truppe nach Tschamtschamal“, sagt Mahmud. „Dort ist ein Krieg zwischen zwei Familien ausgebrochen. Bis jetzt 17 Tote. Der Offizier hat gemeint, ich solle es nicht dem Europäer erzählen. Chindari ist schlecht für unseren Ruf.“

Chindari, die sich ewig erneuernde Blutschuld, ist ein Gesetz unumstößlicher als jedes geschriebene. Vor einigen Tagen trafen wir zwei Männer auf einem einsamen Feld beim Pflügen. Beide trugen Gewehre über der Schulter. Ob im Teehaus, am Brunnen oder zwischen den Furchen des Ackers, immer mußten sie damit rechnen, vom Feind überrascht zu werden. Der Feind ist nicht der irakische Soldat – sondern der Nachbar.

Ihre Vendetta war mehrere Generationen alt. Keiner der beiden Männer wußte mehr, was die Chindari ausgelöst hatte. Es war unwesentlich. Sie bedurfte keines Grundes mehr, lebte aus sich selbst heraus, gedieh auf dem blutgetränkten Boden eines feudalen Wertesystems, daß nur tödliche Gewalt als Reinigung befleckter Ehre akzeptiert.

Vielleicht hat das immerwährende Morden der Ehrverletzten mehr kurdisches Blut gefordert als selbst die Barbarei der Iraker. Doch seine Opfer werden in der Klagebilanz nicht aufgeführt, weil sie alltäglich sind, banal. Nicht selten liegen am Rande kurdischer Wege die Leichen von Mädchen. Ihre Romanze mit einem Mann besudelte die Ehre der Familie. Das Urteil wird vom Vater oder vom großen Bruder vollstreckt. „Es

gibt keinen anderen Weg“, glaubt Mahmud. „Andernfalls könnten die Männer nicht mehr aufrechten Hauptes über die Straße gehen.“

Die Logik einer Gesellschaft, die patriarchalisch ist bis zur Karikatur: Gottvater, Aghavater, Familienvater, die heilige Dreifaltigkeit der Tyrannie. Sie führt zu immer neuen Bluttaten, zu unablässigem Morden und hundertjährigen Kriegen.

Und der starke Mahmud, der die archaischen Gesetze der Kurden verteidigt, wird gleichzeitig von ihnen erdrückt. Besuch bei der Verlobten. Sie wohnt in einem Vorort von Arbil, heißt Nisrin, die Bergrose, ein hübsches Mädchen mit langem, seidig glänzendem Haar. Seit fünf Jahren will Mahmud sie heiraten, seit fünf Jahren weist die Familie ihn ab.

Wir sitzen im Wohnzimmer und trinken Tee, Nisrin muß draußen bleiben. Seit ihr Vater, ein Regierungsbeamter, von Peschmerga ermordet wurde, herrscht der große Bruder, ein frommer, magenkranker Mensch. Steif sitzen er und Mahmud einander gegenüber, präsentieren ihre Argumente, wie bei jedem von Mahmuds Besuchen.

Der Bruder: „Du bist ein netter Kerl, Mahmud. Aber ich kann dir Nisrin nicht geben. Ich selbst will ein Mädchen aus Sachu heiraten, meine Cousine. Ihr Bruder fordert als Preis Nisrin, um sie mit seinem kleinen Bruder zu verheiraten. Du siehst, ich habe keine Wahl.“

Mahmud zieht die Pistole aus dem Gürtel, legt sie auf die Sessellehne. „Ich liebe Nisrin“, sagt er, „und sie liebt mich. Wenn du sie einem anderen gibst, bringe ich euch alle um.“ Er hat seine finsterste Miene aufgesetzt.

Sie reden sich durch bis zu einem Kompromiß, wie jedesmal. Mahmud soll 3000 Dollar zahlen, die der Bruder statt Nisrin der Familie geben wird. Noch ein paar konziliante Worte, Händeschütteln, wir gehen. Mahmud grinst, als hätte er einen Sieg errungen.

Erst am Abend, als er ausgestreckt auf dem Betonfußboden liegt und sich sein Zimmer ansieht, holt ihn die Wirklichkeit ein: leere Wände, über der harten Pritsche hängt ein Kleiderhaken, unter der Decke baumelt eine blinde Glühbirne. Wasser fließt nur aus einem Rohr draußen im Hof. 3000 Dollar! Als Arzt verdient er 150 Dollar im Monat. Es ist besser, nicht zu oft an Nisrin zu denken.

Dreißig Peschmerga stehen müde im grauen Schnee und schöpfen Atem. Hinter dem Gebirgskamm, über den sie gekommen sind, liegt der Iran, ihre Heimat. Einige rupfen Basara, ein Kraut, das am freigetauten Wegesrand wächst und den Hunger tötet. Andere bohren mit bloßen, von Kälte geröteten Händen Löcher in die verharschte Schmutzschicht und holen den weißen Schnee hoch. Eine halbe Stunde lang rasten sie, essen Kraut und Schnee. Dreieinhalb Monate haben sie im Iran gekämpft, nun sind sie wieder im sicheren Irak. Keine geschlagene Truppe, auch keine siegreiche, eine ewige.

„Auf dieser Mission kam es zu drei Zusammenstößen“, berichtet Mamwosta Sera, ihr Anführer. „Einmal überraschte uns der Feind, die beiden anderen Male legten wir Hinterhalte.“ Verluste? Keine. Einer hat sich den Fuß verstaucht.

Wie im Irak kämpfen auch die Kurden des Iran seit Generationen um ihre Unabhängigkeit. Die Soldaten Teherans, die Pasdaran, haben die Grenzregion mit einem dichten Netz befestigter Posten überzogen, immer im Abstand einer Schußweite voneinander. Ein Land im Belagerungszustand. Die Fronten sind erstarrt. Seit 1989, als der heutige Staatspräsident Rafsandschani den Führer der iranischen Kurden Abdul Rahman Ghassemlu zu Verhandlungen nach Wien lockte – wo er ermordet wurde. Anschließend ließ Teheran nach kurdischen Angaben rund 3000 Kurden in den Gefängnissen liquidieren.

Die iranischen Peschmerga sind organisiert in der KDPI, der Kurdischen Demokratischen Partei Iran. Ihr Hauptquartier liegt auf irakischem Territorium. Flugabwehrgeschütze sichern die Bergfeste, in der als Nachfolger Ghassemlus jetzt Dr. Sadek* residiert, ein freundlicher älterer Herr, ehemals Chemiedozent an der Universität Teheran. Ein Realist. „Natürlich können wir die Islamische Republik nicht stürzen“, sagt er, während er uns auf einer Wandkarte das nahe Kurdistan und das ferne Teheran zeigt. „Wir Kurden sind im Iran nur sieben Millionen, die anderen fast 70 Millionen. Aber wir sind zuversichtlich.“

* Dr. Sadek Scharafkandi wurde, zusammen mit drei weiteren iranischen Oppositionspolitikern, am 17. September 1992 in Berlin ermordet. Dorthin war Scharafkandi als Mitglied der KDPI-Delegation zum Kongreß der Sozialistischen Internationale gereist. Mahmud, die Hauptfigur dieser Reportage, ist inzwischen nach Westeuropa geflüchtet, nachdem einer der beiden türkischen Kurden, die das GEO-Team in ein PKK-Lager begleitet hatten, ebenfalls ermordet wurde.

GEODATEN

Zum drittenmal in diesem Jahrhundert scheint aus den Trümmern eines Krieges ein Kurdenstaat zu entstehen. Bei der Aufteilung des Osmanischen Reiches hatten die Siegermächte 1920 die Schaffung eines autonomen Kurdistan beschlossen, in Südost-Anatolien – das 1923 von der neugegründeten Türkei vereinbart wurde. Nach dem Zweiten Weltkrieg proklamierten 1946 die Kurden im Iran ihre eigene Republik – die ein Jahr später von Truppen des Schah zerschlagen wurde. Im April 1991 riefen die Siegermächte des jüngsten Golfkrieges eine „Schutzzone“ für Kurden aus: auf irakischem Territorium nördlich des 36. Breitengrades. Bis mindestens Ende 1992 sollen hier Flugzeuge der Alliierten, die in der Türkei stationiert sind,

Kurdistan – der dritte Versuch

möglichen Angriffen Bagdads begegnen. Die westliche Intervention ermöglichte die Rückkehr von mehreren hunderttausend Kurden, die vor den Truppen Saddam Husseins in den Iran und die Türkei geflohen waren. Insgesamt leben jetzt drei bis vier Millionen Menschen im neuen „Kurdistan“. Im Mai 1992 wählten sie ihr erstes Parlament – nicht völlig frei von Fälschungsversuchen, aber ohne die befürchtete Gewalt zwischen den Peschmerga-Fraktionen. Die neue Regierung von 15 Ministern residiert in der Hauptstadt Arbil. Sie hat eine Polizeitruppe und eine Schulbehörde eingesetzt, läßt Steuern einziehen, Müll ab-

fahren, Post verteilen. Fast jedes zweite der zahllosen Dörfer, die Bagdads Truppen seit 1975 zerstörten, soll wiederaufgebaut worden sein. Über den Straßensperren wehen die Flaggen der Milizen, und außer der Dinar-Währung erinnert nur noch wenig an die irakische Herrschaft. Die Gebirgsregion war traditionell die Heimat von Hirten und Bauern. Jetzt leben zwei Drittel der Bevölkerung in vier urbanen Zentren. Ihre ökonomischen Probleme verschärfen sich, seit Bagdad eine Handelsblockade verhängt hat und seinen früheren Beamten keine Gehälter mehr zahlt. Die „Kurdistan“-Regierung hat kein schlüssiges Wirtschaftskonzept. Rebellenführer Talabani, der sich als „demokratischer Sozialist“ versteht, favorisiert eine Bodenreform. Sein Rivale Barzani hingegen möchte die feudalen Besitzstrukturen nicht antasten. Beide Politiker, deren Anhänger 100 der 105 Parlamentsmitglieder stellen, hoffen auf westliche Hilfe und fordern, ihre Region vom UN-Embargo gegen den Irak zu befreien. Die neue Freiheit bleibt bedroht. Von Bagdad, das seinen territorialen Anspruch nie aufgeben wird. Von lokalen Milizen, die jetzt in manchen Regionen, unkontrolliert von der Arbil-Regierung, die Herrschaft übernommen haben. Und von türkischen Militärangriffen, die offiziell nur den PKK-Basen im Nordirak gelten, seit Anfang September aber ausgeweitet werden. Auch das dritte „Kurdistan“ könnte, so ist zu befürchten, als kurzlebiges Experiment in die lange Geschichte dieses Volkes eingehen.

Sein Optimismus gründet sich auf die aktuelle postsowjetische Geopolitik. Die Staaten, die kurdisches Land „besetzt“ hielten, seien jetzt zur Mäßigung gezwungen. Der Iran, sagt Sadek, wolle wieder regionale Großmacht werden und suche dafür die Gunst der USA. Dafür brauche er ein moderates Image, wie es auch die Türkei anstrebe.

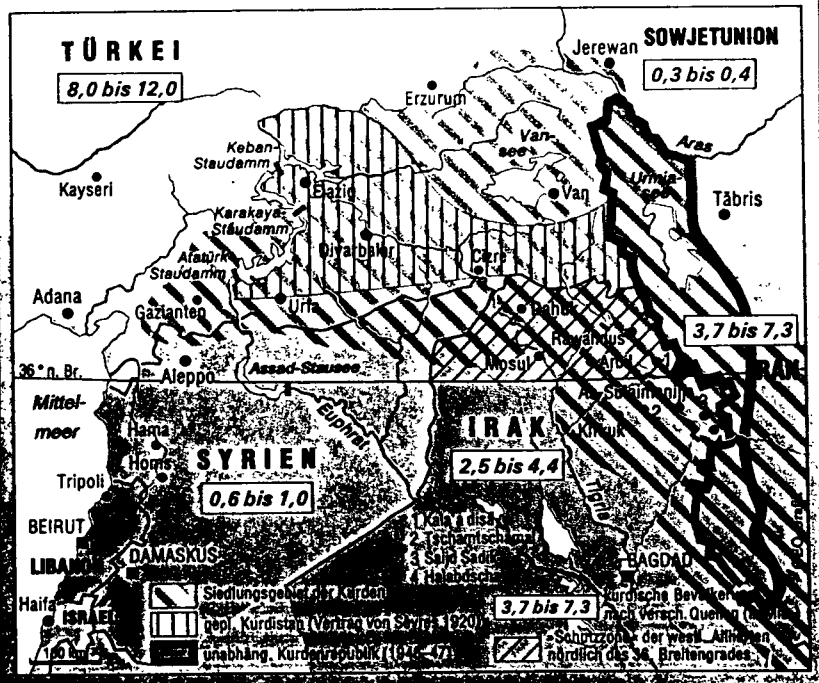
Und auch der geschlagene Irak sei inzwischen gezwungen gewesen, mit den Peschmerga im Norden zu verhandeln. „Die internationale Konjunktur ist günstig“, schließt Sadek. „Und wir Kurden fordern nicht viel, nur Demokratie und Autonomie in den bestehenden Staatsgrenzen.“

Wir Kurden? Im Hof der Bergfeste parken neue Landruiser – von der gleichen Marke, wie die irakische Geheimpolizei sie nutzt. Ein Geschenk Bagdads an die iranischen Peschmerga, ebenso wie die schweren Geschütze und Gewehre. Die KDPI unterhält in Bagdad eine offizielle „Botschaft“, und Dr. Sadek konferiert regelmäßig mit Saddam Hussein.

Im ersten Golfkrieg, der 1980 zwischen Irak und Iran ausbrach, benutzten beide Gegner eine mörderische Waffe: die Kurden des anderen. Bagdad finanzierte die iranischen Peschmerga, Teheran die irakischen. Das Gemetzel geriet so oft zu einer rein kurdischen Angelegenheit.

Hinzu kam, auf beiden Seiten der Grenze, der Kampf gegen Konkurrenten aus den eigenen Reihen. Die iranischen Peschmerga schlugen erfolgreich die marxistischen „Abweichler“ der Komala-Partei. Der irakische Bruderzwist zwischen den Anhängern der Kurdenführer Barsani und Talabani, seit Jahrzehnten blutig ausgetragen, bleibt weiterhin unentschieden. Beide Fraktionen stellen jeweils 50 Abgeordnete im neuen, 105 Mitglieder starken „Kurdistan“-Parlament. Volksvertreter, die im Herzen ebenso „vereint“ sind wie ihre Kollegen in Afghanistan oder im Libanon.

Wir stoppen unsere Wagen auf einer Bergstraße. Am Hang sitzen zwei Männer und schauen hinab auf ein Dorf: zusammengedrückte Häuser, aus deren Schutz sich ein einzelner, winziger Reiter löst. Das satte Grün der Dorfweiden zieht sich bis an



den Fuß grauer Felsen, an denen Schmelzwasser aus großer Höhe herabstürzt. Ein Adler kreist, seine schwarzen Schwingen heben sich wie ein Schnittmuster gegen die fett geballten Kumuluswolken ab. „So schön ist Kurdistan“, sagt leise der ältere der beiden Männer.

Der Jüngere zeigt auf das Dorf, fragt, ob wir dort unten von ihm ein Foto machen könnten. Wir folgen der kurvigen Straße hinab ins Tal. Die Männer, Vater und Sohn, erzählen, daß sie in einem anderen Dorf lebten, oben in den Bergen. Als es bombardiert wurde, starb ihre Familie, und weil der Boden noch hartgefroren war, haben sie die Leichen unten im Tal begraben. Am Ziel angelangt, stellt sich der Sohn etwas linkisch zwischen vier frische Erdhügel und lächelt in die Linse. Ein kurdisches Familienfoto.

Der Vater meint, ihr Dorf sei von der türkischen Luftwaffe zerstört worden. Er bemerkt meine Zweifel. Ja, von den Türken, versichert er, und nun bombardierten sie eine andere Zone. Wir fahren in das Dorf Lelkan, 30 Kilometer von der türkischen Grenze entfernt. Ein irakischer Peschmerga begleitet uns, die Zone ist Sperrgebiet. „Die Türken hatten uns eine Botschaft geschickt“, entrüstet er sich. „Daß sie nur die PKK-Lager weiter westlich wegputzen wollten. Und jetzt bomben sie unsere Dörfer. Bei klarer Sicht schicken sie fast täglich ihre F-14.“

Heute ist gutes Wetter: Es regnet. Der Himmel hängt zu tief für Luftangriffe. Die Männer konnten im Dorf bleiben, haben sicherheitshalber nur Frauen und Kinder fortgeschickt, wie jeden Tag von halb sechs morgens bis zum Anbruch der Nacht. Alle Dorfbewohner sind Flüchtlinge, seit Jahren schon. Im Iran-Irak-Krieg flohen sie vor den wechselnden Siegern, danach vor irakischen Gasbomben, anschließend vor Saddams Rache für den verlorenen Krieg um Kuwait, jetzt vor den Bordkanonen der Türken.

Alles sei Schuld der PKK, der kurdischen Guerilla in der Türkei, die sich jetzt im „befreiten Kurdistan“ eingenistet habe. Der Peschmerga schwört: „Dafür werden sie büßen. Wir werden die PKK mit Gewalt rauswerfen.“

Mir fällt eine Geschichte von Mahmud ein. Die Geschichte vom Trick der Peschmerga, die Angriffe von Wölfen im Winter abzuwehren.

„Wenn das Rudel kommt“, hatte Mahmud gesagt. „dann kannst du nur auf einen Baum klettern. Warten die Biester unten, mußt du dir den Arm aufritzen und etwas Blut auf einen der Wölfe tropfen lassen. Dann zerfleischt das Rudel den Wolf mit dem Blut.“ Nun sind sie selbst die Wölfe: Die Türken lassen Blut auf die PKK-Kämpfer tropfen – und die Kurden im Irak stürzen sich auf die Kurden aus der Türkei.

Unter dem Überhang eines Felsens hocken Frauen und Kinder im Matsch, verborgen hinter einem kleinen Wall aus Geröllsteinen. Die Höhlenmenschen von Lelkan. Im Winter leiden sie unter chronischer Grippe, im Sommer unter typhoiden Fiebern. Sie sind zäh, krallen sich ans Leben wie Zecken ins Fell eines Dorfkötters. Sie haben gelernt, daß Hoffnung nicht zu den unerläßlichen Voraussetzungen des Überlebens zählt, ständiges Fliehen hingegen schon. „Die PKK muß büßen“, wiederholt der Peschmerga.

Die PKK, die marxistisch ausgerichtete Kurdische Arbeiterpartei, gilt international als „Terror-Organisation“, in ihrer Gnadenlosigkeit nur noch vergleichbar mit dem „Leuchtenden Pfad“ in Peru. Sie operiert im Südosten der Türkei – und im Nordirak.

Zwei harte Tage marschieren wir, bis wir das geheime PKK-Lager in den irakischen Bergen erreichen, nahe der Grenze zur Türkei. Die Kontaktaufnahme war schwierig, und die ersten Begegnungen im „befreiten Kurdistan“ verliefen so konspirativ wie unter Spionen im Feindesland.

Schließlich akzeptierte die PKK unseren Besuch, allerdings ohne Mahmud, den irakischen Kurden.

Neue Rekruten sind eingetroffen, Jungen und Mädchen kaum älter als 16 Jahre. Schulter an Schulter stehen sie vor zwei mächtigen Feuern und lauschen der Begrüßung ihres Kommandanten. Mittendrin bricht ein Unwetter los. Eiskalter Regen peitscht die jungen Gesichter, der Wind treibt ihnen Qualm und Funken in die Augen. Sie rühren keinen Muskel, zucken mit keiner Wimper.

Kommandant Osman Öcalan, der Bruder des mysteriösen PKK-Chefs Abdallah Öcalan, schließt seine Rede. Halblaut gesprochene Worte ohne Betonung, ohne dramatische Gesten. Sie sind auch so deutlich genug: „Ihr habt Mut bewiesen, indem ihr hierhergekommen seid. Für das, was euch nun erwartet, braucht ihr noch viel mehr Mut.“

Anschließend empfängt uns der Kommandant in einem schäbigen Zelt. Der Regen trommelt auf die Plane, sickert durch Ritzen und Löcher ins Innere. Nur hier oben, sagt der PKK-Führer und entblößt beim Lächeln zwei lange Schneidezähne aus Silber, fühle er sich einigermaßen wohl, frei wie ein Tier in der Kälte der Berge.

Macht er sich wirklich Hoffnung auf die „Befreiung“ Kurdistan? „Unsere Chancen stehen gut“, sagt er. „Wir verfügen über 10 000 Guerilleros und über 40 000 Milizionäre. An unserem Neujahrsfest hat die kurdische Intifada in der Türkei begonnen. Seither kämpft unser ganzes Volk. Bis 1995 werden wir den türki-



In einem Café in Rawandus, einer Stadt im »Freien Kurdistan«, spielen zwei Männer ihr Backgammon-ähnliches Würfelspiel. Kurden halten energisch fest an ihren Traditionen. Sie haben sonst fast nichts zur Wahrung ihrer Identität

schen Teil unseres Landes befreit haben, bis zum Jahre 2000 das gesamte Kurdistan.“

Von dann an werde es ein sozialistisches Kurdistan geben, träumt der Guerilla-Chef. In den Zonen, in denen die PKK herrsche, besäßen Frauen die gleichen Rechte wie Männer. Auch mit dem „Spuk“ der alten Aghas habe seine Partei weitgehend Schluß gemacht. Wäre die PKK denn bereit, sich unter bestimmten Voraussetzungen aus dem irakischen Kurdistan zurückzuziehen? Öcalan lächelt, naiv erscheint ihm meine Frage. „Wir sind in unserer Heimat“, betont er. „Nichts bringt uns von hier fort.“ Der nächste Kurdenkrieg ist schon programmiert.

Am Morgen hat der Regen aufgehört. Und sogleich jaulen sie über den Himmel, die silbernen F-14-Bomber der türkischen Luftwaffe. Ihre Ladung wird nicht in Basen der PKK explodieren.

Denn dort sind die Trefferchancen der Piloten nicht größer als eins zu tausend – bei Dörfern hingegen eins zu eins. Wir hören dumpfen Donner, der weit entfernt über die Berge rollt. Ankaras Staffeln bombardieren die Höhlenmenschen. Damit die Kurden Wölfe bleiben.

In der Nacht vor unserer Abreise fahren wir mit Mahmud zum letztenmal durch das „befreite Kurdistan“. Durch lichtlose Dörfer, leere Hochebenen. Irgandwann taucht im Scheinwerferlicht die gedrungene Gestalt eines Mannes auf. Das Gewehr über die Schulter gehängt, begleitet er vier Kinder durch die Dunkelheit. Drohend blickt er in die Scheinwerfer. Ein Gesicht wie eine geballte Faust.

Nicht anhalten, warnt Mahmud. „Die Nacht“, sagt er, „ist die Heimat der Feinde.“ Angst? Mahmud grinst, nein, das sei nur eine alte Regel, Angst habe er gewiß nicht. Er weist

hinter sich: Auf dem Rücksitz liegt eine geladene Schrotflinte, auf dem Boden die Kalaschnikow, und im Gürtel steckt die Pistole.

Eigentlich, sinniert Mahmud, habe er noch nie Angst verspürt, schon damals nicht, bei seinem „ersten irakischen Soldaten“. Als 17jähriger erschoss Mahmud ihn mit 17 Kugeln – so, als hätte er die Kerzen auf seinem Geburtstagskuchen ausgeblasen. Seither nur noch Kriege – Mahmud resümiert sie flüchtig: gegen die Iraker, die Iraner, die Türken, die Kurden aller Länder.

In einer Kurve tritt Mahmud voll auf die Bremse, der Wagen schlängert, stoppt. Mahmud greift sich die Kalaschnikow und springt nach draußen, ballert eine Salve in die Luft. „Ich habe gegen alle gekämpft“, schreit er, „gegen alle außer Gott.“ Wohl nur deshalb, weil er ihn nie zu Gesicht bekam. Gott hat Kurdistan schon vor langer Zeit verlassen. □

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 31 - NOVEMBER 1, 1992

More Light on Bush Role in Iran Affair

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — President George Bush's account of his role in the Iran-contra affair was contradicted Friday in a new indictment of former Defense Secretary Caspar W. Weinberger.

The indictment, based on Mr. Weinberger's handwritten notes, said Mr. Bush, who was then vice president, attended a meeting on Jan. 7 1986, where President Ronald Reagan and his aides discussed a swap of arms for hostages with Iran — something Mr. Bush said he did not know about.

Mr. Bush has always maintained that he knew in a general sense that the Reagan White House was sending arms to Iran and that some hostages were being freed from Lebanon, but did not realize the United States was engaging in arms-for-hostages deals.

Mr. Bush said he did not know about the arms-for-hostages trades until mid-December 1986 — after

the White House was forced to disclose the transactions.

The indictment, which charged Mr. Weinberger with making false statements to Congress, also revealed that Mr. Bush knew from the same meeting that Mr. Weinberger and Secretary of State George P. Shultz opposed the arms sales.

Mr. Weinberger's notes directly contradict Mr. Bush on that point:

“Met with president, Shultz, Poindexter, Bill Casey, Ed Meese, in Oval Office. President decided to go with Israeli-Iranian offer to release our 5 hostages in return for sale of 4,000 TOWs to Iran by Israel — George Shultz + I opposed — Bill Casey, Ed Meese + VP favored — as did Poindexter.”

Mr. Casey was director of Central Intelligence, Edwin Meese the attorney general and John M. Poindexter the national security adviser at the time.

Mr. Bush told The Washington Post on Aug. 6, 1987: “If I'd have sat there and heard George Shultz and Cap [Mr. Weinberger] express it [opposition] strongly, maybe I would have had a stronger view. But when you don't know something, it's hard to react. We were not in the loop.”

Mr. Bush added in the interview that he had no idea there had been anything like a “raging fight” between Mr. Shultz and Mr. Weinberger on the one hand and, on the other, top officials of the National Security Council and Mr. Casey.

Mr. Weinberger was charged in the new grand jury indictment with one felony count of making false statements to Congress about whether he took notes relevant to its investigation of the Iran-Contra affair. He faces trial on three false statement and two perjury charges.

Each carries a maximum penalty of five years in prison and \$250,000

in fines.

The arms-for-hostage deal with Iran was one part of the Iran-contra scandal. The other was the illegal diversion of profits from the arms transfers to Iran to purchase weapons for the anti-Communist guerrillas in Nicaragua, the contras. The aid was in violation of a specific prohibition.

Earlier this month, a previously unnoticed White House document showed that Mr. Bush endorsed a Reagan administration plan to conceal the specifics of the Iran initiative.

The document, a cable from Mr. Poindexter, to Secretary Shultz, came shortly before Mr. Bush asserted in public that he had urged the administration to tell the truth.

The message lists Mr. Bush as one of several senior officials favoring a “close-mouthed policy while Mr. Shultz urged disclosure.”

(AP, NYT)

LE MAINE LIBRE - 2 novembre 1992

LE CHIFFRE

500

**rebelles kurdes
tués par l'armée turque**

500 rebelles kurdes ont été tués depuis le début de l'offensive de l'armée turque dans le nord de l'Irak, a annoncé samedi après midi, dans un communiqué, la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Les opérations militaires turques se poursuivent notamment dans les régions de Khaftanine, Shivi et Hakourk, nord du Kurdistan irakien au sud de la frontière turque, indique le communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, responsable des treize régions sous état d'urgence du sud-est anatolien.

HAUTE MARNE LIBEREE - 2 novembre 1992

1.000 kurdes tués par les Turcs en Irak

Un millier de rebelles kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués lors de l'offensive de l'armée turque en Irak du Nord ont affirmé hier les médias turcs. Quatorze combattants kurdes irakiens auraient été tués aussi dans ces raids.

LYON MATIN - 2 novembre 1992

**Un millier de rebelles kurdes
auraient été tués par les Turcs**

● Un millier de rebelles kurdes de Turquie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués samedi lors d'une offensive de l'armée turque en Irak du Nord contre le camp rebelle de Khaftanine, au nord-est de la ville irakien de Zakho, affirmé dimanche les média turcs. Lors d'une offensive de grande envergure soutenue par l'aviation et des unités blindées, l'armée turque a pris samedi le contrôle total du camp de Khaftanine du PKK et environ un millier de rebelles kurdes ont trouvé la mort au cours des combats et du bombardement aérien, selon la première chaîne de la télévision d'Etat turque TRT1.

Ce camp, qui abriterait plus de 2.200 rebelles du PKK, est l'un des principaux installé dans le nord irakien. Il constituait l'un des objectifs pour l'armée turque depuis le début des raids aériens et des opérations terrestres déclenchées le 16 octobre dernier.

Les militants du PKK qui ont réussi à prendre la fuite "seront détruits au cours de futures opérations de nettoyage", affirment des respon-

sables militaires cités par la TRT1.

L'armée turque "s'occupera en hiver" des rebelles kurdes en Turquie après la fin de l'opération dans le nord irakien; a affirmé pour sa part le chef de l'état-major général turc, le général Dogan Gures, dont les propos sont rapportés dimanche par la presse turque.

Une dizaine de milliers de rebelles kurdes avaient trouvé refuge dans le nord irakien dans les montagnes près de la frontière avec la Turquie, d'où ils lançaient des attaques meurtrières contre les postes frontaliers de la gendarmerie turque, et quelque 2.500 militants armés du PKK se trouvent dans les montagnes dans le sud-est anatolien à majorité kurde, selon le Premier ministre turc Suleyman Demirel.

L'opération aéro-terrestre de l'armée turque déclenchée le 16 octobre, vise à "détruire les camps" de rebelles kurdes de Turquie dans le nord irakien et à "assurer la sécurité totale" de la frontière turco-irakienne, selon les autorités.

LE VAR MATIN - 2 novembre 1992

**► KURDISTAN IRAKIEN :
OPERATIONS TURQUES
MEURTRIÈRES.**

— Au moins un millier de rebelles kurdes de Turquie du parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K. séparatiste) ont été tués ce week-end lors d'une offensive de l'armée turque en Irak du Nord contre le camp rebelle de Khaftanine, au nord-est de la ville irakienne de Zakho. L'armée turque: « s'occupera en hiver » des rebelles kurdes en Turquie après la fin de l'opération dans le nord irakien, a affirmé le chef de l'état-major général turc.

**► KURDES IRAKIENS : « VI-
SES EUX AUSSI ».**

— Quatorze combattants kurdes irakiens ont été tués et 40 autres blessés ce week-end par un raid de l'aviation turque dans le nord de l'Irak. Cela est dirigé contre nous et non contre le P.K.K. et vise à établir une certaine présence turque ici », ont affirmé des dirigeants kurdes irakiens.

LE MONDE - 2 novembre 1992

Dans le Kurdistan irakien

**L'armée turque a lancé une nouvelle offensive
contre les rebelles du PKK**

Quelques heures après que les rebelles kurdes du PKK réfugiés dans le Kurdistan irakien eurent accepté de déposer les armes, l'armée turque a pénétré vendredi 30 octobre sur cinq axes dans le nord de l'Irak, a affirmé l'un des principaux dirigeants kurdes irakiens, M. Jalal Talabani, qui a demandé le retrait « immédiat » des troupes turques.

Cette deuxième offensive en moins d'un mois inquiète les responsables kurdes irakiens, qui ont

pris contact avec plusieurs pays pour qu'ils demandent à Ankara de mettre un terme à cette « violation de la souveraineté irakienne », a déclaré M. Talabani.

Selon M. Ferhat Ocalan, frère du chef du PKK, les rebelles kurdes turcs doivent, conformément à un accord signé avec les Kurdes irakiens, évacuer leurs bases dans le nord de l'Irak et se soumettre aux autorités kurdes irakiennes. — (AFP)

Offensive turque en Irak

AGRESSION CONTRE LES KURDES

*L'armée turque pénètre au Kurdistan irakien
attaquant à la fois les combattants du PKK et ceux de l'UPK et du PDK
Silence dans les capitales occidentales*

L'ARMEE turque est une nouvelle fois entrée en force en Irak vendredi soir et a poursuivi, toute la journée de samedi, ses opérations à la fois contre les peshmergas kurdes d'Irak et contre les Kurdes de Turquie combattants dans les rangs du PKK. Cette agression n'a pas provoqué la moindre réaction ni en Europe, ni aux Etats-Unis, où l'on venait juste de livrer des hélicoptères de combat et autres armes à Ankara.

Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), qui, après s'être engagé auprès d'Ankara à chasser le PKK du nord de l'Irak avait lancé ses peshmergas contre le PKK, a protesté contre la violation par l'armée turque des accords passés, se rendant compte, mais un peu tard, qu'il a été utilisé par Ankara. « Le PKK venait de signer un accord de reddition dont nous avions informé Ankara, a dit Talabani, mais, en dépit de cela, les Turcs ont pénétré dans notre territoire. Nous sommes entrés en contact avec d'autres pays pour qu'ils mettent fin à cette violation de la souveraineté irakienne. »

Un dirigeant de l'autre grand parti kurde d'Irak, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), a affirmé que qua-

torze peshmergas avaient été tués et quarante autres blessés ce week-end par l'aviation turque dans la région de Zakho. Des centaines de soldats turcs ont traversé la ville pour pénétrer en profondeur dans le nord de l'Irak. « Nous estimons que cela est dirigé contre nous et non contre le Parti des travailleurs du Kurdistan et vise à établir une certaine présence turque dans le nord de l'Irak », a le PDK.

Une hypothèse qui n'a rien d'in vraisemblable, compte tenu des visées jamais abandonnées de la Turquie sur le nord de l'Irak et ses provinces pétrolières (notamment celle de Kirkouk).

L'état-major de l'armée turque s'est vanté pour sa part dimanche d'avoir tué un millier de combattants du PKK. Selon la presse turque, le camp de Khaftanine, au nord-est de Zakho, aurait été totalement détruit. Toujours selon les médias, il constituait l'un des principaux objectifs des opérations terrestres et aériennes déclenchées le 16 octobre dernier. Des responsables militaires ont affirmé à la télévision que le « nettoyage » se poursuivrait jusqu'à ce que les militants du PKK qui ont réussi à prendre la fuite « soient détruits ». Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Dogan Gures, a

promis pour sa part de « s'occuper cet hiver » des Kurdes de Turquie, une fois achevée l'opération en Irak.

Le premier ministre turc Suleyman Demirel a justifié pour sa part l'entrée de l'armée en Irak en affirmant qu'une dizaine de milliers de rebelles kurdes s'y sont réfugiés et lancent des attaques meurtrières contre les postes frontaliers de la gendarmerie turque. Il a également affirmé que 2.500 combattants du PKK se trouvent toujours dans les montagnes dans le sud-est anatolien.

Ces événements ont coïncidé — certainement pas par hasard — avec le congrès de l'opposition irakienne, réuni depuis mardi dans la zone du Kurdistan d'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad. Il s'est achevé samedi par l'élection d'institutions chargées de préparer « l'après Saddam-Husseïn » : une direction collégiale de 3 membres, un conseil exécutif de 25 membres et une Assemblée nationale de 225 personnes. Le triumvirat élu comprend un sunnite : Hassan al-Naouib, ancien officier de l'armée irakienne, un chiite : Sayed Mohammad Bahr al-Oulom et un Kurde : Massoud Barzani, chef du PDKI.

Françoise Germain-Robin

Vaste offensive turque en Irak

L'armée turque a pénétré en territoire irakien et aurait tué un millier de rebelles kurdes du PKK en trois jours.

Un millier de rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) auraient été tués ces trois derniers jours lors d'une offensive turque de grande envergure en Irak du Nord. Selon la presse turque, l'armée a pris samedi le contrôle total du camp de Khaftanine (nord-est de Zakho) qui abriterait plus de 2200 rebelles du PKK. C'était l'un des principaux objectifs des raids aériens et des opérations terrestres déclenchées depuis le 16 octobre.

Les forces turques ont encore renforcé leur pression avec l'intervention de blindés. Une colonne de 80 véhicules, composée de 22 chars M-60 de fabrication américaine, 18 transports de troupes et des camions de logistique, a traversé vendredi soir le poste frontalier de Habur, puis la ville de Zakho, à 15 km de là. L'offensive se déroule sur cinq axes et s'étale tout le long de la frontière depuis les hauteurs

de Zakho jusqu'à l'extrême est, près de Cukurca et la frontière iraniennne. L'armée turque déclare avoir 20000 hommes dans la zone frontalière turco-irakienne et coopérer sur le terrain avec les peshmergas, ce qui a été fermement démenti par les dirigeants kurdes irakiens. Les unités terrestres de l'armée turque ont pénétré jusqu'à 25 km en territoire irakien.

Les militants du PKK qui ont réussi à prendre la fuite « seront détruits au cours de futures opérations ». « Nous nettoierons ensuite les rebelles à l'intérieur de la Turquie », affirme le chef de l'état-major turc, le général Dogan Gures. Cette nouvelle entrée en force de l'armée turque dans le nord de l'Irak n'a pu se dérouler sans incident que grâce à l'accord des dirigeants kurdes irakiens.

Jalal Talabani, l'un des principaux chefs kurdes irakiens, a néanmoins qualifié vendredi soir l'intervention de

l'armée turque de « violation de la souveraineté irakienne » et exigé son retrait « immédiat ». Il s'étonnait que cette opération soit intervenue peu après la signature à Erbil d'un accord entre les responsables kurdes irakiens et Ferhat Ocalan (frère de « Apo », leader charismatique du PKK), sur la reddition des combattants du PKK réfugiés au nord du Kurdistan. Cet accord met en principe fin à l'offensive lancée le 5 octobre par les peshmergas contre le PKK pour qu'il cesse ses opérations contre la Turquie depuis le territoire irakien.

Le Premier ministre turc, Suleiman Demirel, a affirmé que cet « accord de reddition ne dérangeait pas la Turquie », mais que les forces turques qui opèrent actuellement en territoire irakien entendaient mettre fin aux troubles « qui durent depuis neuf ans et qui ont coûté la vie à 500 membres des forces de l'ordre et 300 civils depuis le début de l'année ». « Nous voulons que l'effusion de sang s'arrête, et c'est la Turquie qui l'arrêtera », a déclaré Demirel, précisant que « l'opération des forces turques continuera jusqu'à ce qu'elle atteigne son but ».

D'après AFP, Reuter

Turks Carry Offensive To Kurds in North Iraq

Agence France-Presse

SALAHADDIN, Iraq — Turkish forces killed 1,000 Kurdish separatists when they overran a major base in northern Iraq, Turkish state television reported Sunday.

But Iraqi Kurdish leaders here said 14 of their guerrillas were killed and 40 wounded when they were attacked by Turkish warplanes Saturday, within the allied "safe haven" in northern Iraq. They called for international help in persuading Ankara to withdraw.

Ankara's troops are trying to drive the Kurdistan Workers Party a Turkish group waging a bloody campaign in the southeast, of the country, out of bases in the border region of northern Iraq.

Turkey's TRT1 television channel said Turkish troops backed by warplanes and armored units captured the camp of the Turkish Kurds at Khaftanin, a base for 2,200 rebels and one of the major targets of the Turkish Army since it launched an offensive on Oct. 16.

The army assault has continued despite the party's agreement to surrender to the Iraqi Kurds and halt cross-border raids into Turkey. Around a thousand rebels were killed in the land and air assault, and those who escaped "will be destroyed in clean-up operations," a military official told TRT1.

Prime Minister Suleyman Demirel of Turkey told the Workers Party to surrender to Turkish authorities with their arms, but he denied that his country had territorial aims in northern Iraq.

Ferhat Ocalan, brother of the party chief, Abdullah Ocalan, has said that there were 2,000 party fighters inside Iraq and another 5,000 in Turkey.

But Mr. Demirel said that as many as 10,000 Workers Party guerrillas were holed up in the mountains of northern Iraq, and that some 2,500 were in the southeast Anatolia region of Turkey.

A spokesman for the Kurdish administration here said the Iraqi Kurds had come under fire at Demka, near the major border town of Zakho, and at Suriya, while no party forces had been engaged.

Hundreds of Turkish troops were continuing to pour into northern Iraq on Saturday, crossing at Zakho, sources there said.

The Iraqi press on Sunday denounced the Turkish assault, saying Ankara was seeking a "permanent presence" in northern Iraq. It accused the Iraqi Kurdish parties of being Ankara's accomplices.

LIBÉRATION - 3 novembre 1992

Forte poussée islamiste en Turquie

Les islamistes auraient obtenu 24,5% des voix à des élections partielles, dimanche. Soit plus 10%.

Les islamistes turcs du Parti de la prospérité ont le vent en poupe et progressent de 10 points, obtenant quelque 24,5% des voix dans les élections locales partielles de dimanche. Ils remportent ainsi 5 des 20 circonscriptions en jeu. Il ne s'agit pas encore des résultats définitifs mais cela a suffi à émuvoir une partie de l'opinion. Le quotidien *Hurriyet* n'hésite pas à titrer: «*Le choc du Parti de la prospérité*». Et assure: «*La Turquie est-elle en train de dériver vers un syndrome algérien? C'est une question que désormais beaucoup de gens se posent, même s'il n'y a pas encore assez d'éléments pour y répondre par l'affirmative.*»

La victoire du Parti de la prospérité est particulièrement évidente dans quatre banlieues d'Istanbul, et son vieux leader Necmettin Erbakan se félicitait dimanche soir devant les journalistes: «*Nous serons bientôt le pre-*

mier parti du pays.» Les deux partis de la coalition gouvernementale, le Parti de la juste voie, de Suleiman Demirel (conservateur), avec 16,7% des voix, et le Parti social-démocrate du peuple, de Erdal Inonu avec 19,2%, arrivent en queue de peloton, dépassés aussi par le Parti de la mère patrie du chef de l'Etat, Turgut Ozal. Il s'agit d'un vote de protestation, mais le signal n'en est pas moins inquiétant.

Après avoir, pendant des années, plafonné à 10%, le parti islamiste progresse désormais à chaque scrutin, gagnant des suffrages aussi bien dans les campagnes que parmi les paysans arrivés récemment dans les banlieues des grandes métropoles de l'ouest de la Turquie. Malgré le faux pas d'une alliance contre-nature avec l'extrême droite nationaliste du colonel Turkes aux législatives d'octobre, ce parti réussit aussi à cristalliser une partie du vote kurde. D'après Reuter

LE MONDE - 3 novembre 1992

Dans le nord de l'Irak

Un millier de rebelles kurdes du PKK auraient été tués par l'armée turque

Un millier de rebelles kurdes de Turquie, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été tués samedi 31 octobre, lors d'une offensive aérienne et terrestre de l'armée turque en Irak du Nord contre le camp rebelle de Khaftanine, au nord-est de la ville irakienne de Zakho, a affirmé la première chaîne de la télévision d'Etat turque. L'armée a pris le contrôle total du camp de Khaftanine, qui était l'un des principaux objectifs de l'armée turque depuis le début des raids aériens et des

opérations terrestres déclenchées le 16 octobre dernier.

«Opérations de nettoyage»

Les unités terrestres de l'armée turque ont pénétré jusqu'à 25 kilomètres en territoire irakien. Des unités de commandos de montagne de l'armée turque se sont également emparées des hauteurs avoisinantes de Pirbela, de Main et de Avlehe. Les militants du PKK qui ont réussi à prendre la fuite «seront détruits au cours de futures opérations de nettoyage», ont affirmé des responsables militaires cités par la télévision. L'armée turque «s'occupera en hiver» des rebelles kurdes en Turquie, une fois terminée l'opération dans le nord de l'Irak, a indiqué le chef d'état-major général turc, le général Dogan Gures. — (AFP)

IRAK

L'opposition
s'inquiète
de l'« incursion »
de l'armée turque

Le Congrès national irakien (CNI), qui groupe plusieurs formations de l'opposition, a condamné, lundi 2 novembre, l'« incursion » des forces turques dans le nord de l'Irak (le Monde du 3 novembre).

« Tout en luttant contre la dictature de Saddam Hussein, le CNI est extrêmement inquiet quant à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Irak », souligne un communiqué publié quelques heures après la fin d'une réunion de la quasi-totalité des formations de l'opposition irakienne à Salaheddine, dans le Kurdistan d'Irak. « Le CNI demande au gouvernement turc de retirer ses troupes immédiatement, dans l'intérêt des relations de bon voisinage », indique le communiqué, qui affirme que des civils ont été tués lors des bombardements turcs.

Selon des sources diplomatiques à Ankara, le ministère turc des affaires étrangères avait convoqué dimanche les ambassadeurs des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, de Syrie, d'Iran et de Russie pour leur fournir des « explications » sur les raisons et les objectifs de son intervention dans le nord de l'Irak. - (AFP.)

LES ECHOS - 3 novembre 1992

Oubliés de l'Histoire

La Turquie est en train de profiter de la position stratégique qu'elle occupe dans le dispositif occidental, face à l'Irak de Saddam Hussein, à l'Iran des héritiers de l'ayatollah Khomeyni et à la poudrière des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, pour se débarrasser en toute impunité de ses indépendantistes kurdes. Selon la presse turque, un millier de combattants du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan, ont été tués ce week-end dans une offensive de grande envergure contre l'un de leurs camps les plus importants dans le nord de l'Irak. Cinq cents autres avaient déjà été éliminés depuis le début des opérations déclenchées par Ankara à la mi-octobre contre leur sanctuaire dans le nord irakien. Sans doute le marxisme-léninisme professé par le PKK n'est-il pas de nature à lui attirer la sympathie de l'opinion publique occidentale,

alors que d'autres mouvements sont plus représentatifs des 25 millions de Kurdes qui constituent cette nation sans patrie éparpillée entre la Turquie, pour la moitié d'entre eux, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'ex-URSS. Mais de là à fermer les yeux sur les massacres perpétrés contre eux par un pays qui frappe à la porte de la Communauté européenne, il y a un pas que la morale la plus élémentaire devrait interdire de franchir.

Victimes de la géopolitique, les Kurdes ont vu se former contre eux les alliances les plus hétéroclites. La Turquie, considérée par les Etats-Unis comme un pôle de stabilité dans la région, la Syrie, acteur de premier plan dans les négociations de paix au Proche-Orient, et l'Iran dont le marché fait saliver les grands pays exportateurs, semblent avoir carte blanche pour réprimer leurs minorités. L'ONU et la CEE laisseront-ils les Kurdes devenir les oubliés de l'Histoire ?

Réunies à Ankara

La Turquie et les Républiques turcophones de l'ex-URSS
n'ont signé que des accords de coopération limités

ISTANBUL

de notre correspondante

Ni vraiment européenne, ni tout à fait asiatique, la Turquie a longtemps souffert d'un sentiment d'isolement dans le monde. L'accession à l'indépendance des Républiques turcophones et musulmanes de l'ex-URSS a mis fin à cette situation. Aujourd'hui tête de file de la turcophonie, la Turquie a réuni à Ankara, les 30 et 31 octobre, les chefs d'Etat de cinq Républiques de l'ancienne Union soviétique - Azerbaïdjan, Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan et Kirghizstan - pour un premier sommet des Etats turcophones. Cette rencontre coïncidait à la fois avec l'anniversaire de l'indépendance de la Turquie (il y a soixante-neuf ans, après la chute de l'Empire ottoman) et le premier anniversaire de l'indépendance des Républiques de l'ex-empire soviétique.

Ce premier sommet n'a cependant été qu'un demi-succès pour le

gouvernement d'Ankara, qui souhaitait obtenir la signature de plusieurs accords, notamment sur la libéralisation des échanges commerciaux, l'harmonisation des lois douanières et l'exportation de gaz et de pétrole. Le Turkménistan et la Turquie ont simplement signé des déclarations d'intention, confirmant le projet de construire un gazoduc traversant la Turquie. Les représentants de quatre des Républiques (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan et Kirghizstan) ont profité de leur séjour à Ankara pour ouvrir des ambassades.

Les dirigeants de ces pays, bien que touchés par l'enthousiasme évident avec lequel la Turquie les a adoptés et par l'aide culturelle et économique qu'elle leur apporte, ne sont pas encore prêts à s'engager au sein d'une organisation qui serait une sorte de version turque de la Ligue arabe. Selon la presse turque, c'est le président Nazarbæv du Kazakhstan qui aurait été le plus réticent, en s'opposant à la signature de tout communiqué

politique sur les conflits en cours touchant le monde turcophone : Karabakh, Tadjikistan et même Bosnie ou Chypre, ce qui n'aurait guère plu à l'hôte du sommet, le Turc Turgut Ozal. (M. Nazarbæv s'est d'ailleurs rendu dès samedi à Téhéran pour sa première visite en Iran depuis l'indépendance.)

Ce premier sommet turcophone s'est dès lors achevé avec la signature de la déclaration d'Ankara, un document plutôt vague signalant seulement une intention de resserrer les liens entre ces Républiques, notamment par la tenue d'un sommet annuel, le prochain devant avoir lieu à Bakou. Symbole peut-être du chemin à parcourir avant d'atteindre une meilleure intégration des Républiques turcophones, plusieurs des dirigeants, incapables de comprendre les divers dialectes turcs, ont dû suivre les débats en recourant à une traduction simultanée en russe.

NICOLE POPE

IRAK

L'opposition s'est dotée d'une présidence tripartite déjà contestée par des chiites

Réunie à Salaheddine, dans le Kurdistan irakien, l'opposition au régime du président Saddam Hussein a élu, samedi 31 octobre, une direction collégiale de trois membres et un conseil exécutif de vingt-cinq membres, sorte de gouvernement provisoire, dirigé par un chiite libéral, M. Ahmad Chalabi. Les participants aux assises du Kurdistan ont également élu une assemblée nationale de quelque 225 personnes.

« Le peuple irakien est uni, et les travaux du congrès ont été un grand succès », a affirmé le chef kurde, M. Massoud Barzani, l'un des trois membres du triumvirat, avec un ancien général arabe sunnite, M. Hassan Al Naqib, et un dignitaire religieux chiite, M. Sayed Mohammad Bahr Al Ouloum.

Les participants sont parvenus à un accord sur une plate-forme politique, a indiqué un délégué kurde, M. Latif Rachid. Ils ont adopté une résolution sur le principe d'un Irak « fédéral et démocratique » après l'éventuelle chute de M. Saddam Hussein.

Toutefois la nouvelle structure dirigeante est déjà critiquée par l'un des principaux mouvements de l'opposition, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak. Dans un communiqué, celui-ci a dénoncé « le caractère confessionnel et tribal » du triumvirat dirigeant, estimant que « si la direction tripartite se veut représentative du peuple irakien, les chiites qui constituent plus de 65 % de la population doivent être majoritaires ». - (AFP.)

Rebelles kurdes : la Turquie ira jusqu'au bout

ANKARA a réaffirmé officiellement sa volonté de détruire les camps des kurdes de Turquie en Irak du Nord où son armée poursuit une opération de grande envergure qui aurait fait au moins mille morts le week-end dernier dans les rangs des rebelles.

Le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué des ambassadeurs occidentaux et proche-orientaux à Ankara pour leur expliquer les objectifs de l'opération contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Cette initiative de la diplomatie turque intervient après la demande du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) Jalal Talabani d'un retrait immédiat de l'armée turque du nord irakien.

la région de Khaftanine, à une quinzaine de kilomètres de la frontière.

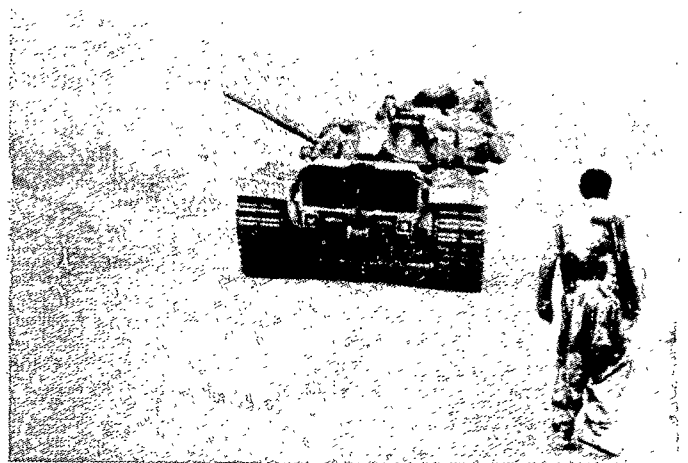
Le bilan d'un millier de morts dans les rangs du PKK lors de la prise samedi du camp rebelle de Khaftanine, annoncé par les médias turcs, n'a été ni confirmé, ni infirmé par les autorités. Ce camp, où se seraient regroupés plus de 2.200 militants du PKK, était un des objectifs principaux de l'armée turque depuis le début de l'opération.

Les unités de l'armée turque en territoire irakien se dirigeront vers les camps rebelles de Hakourk dans le triangle des trois frontières entre la Turquie, l'Iran et l'Irak, et de Shivi qui se situe entre Hakourk et Khaftanine, selon la presse turque.

Dans la région des trois frontières, plus d'un millier de membres du PKK sont encerclés depuis une semaine par les forces kurdes irakiennes des peshmergas, qui ont déclaré ne pas vouloir les tuer et ont entamé des discussions pour leur reddition.

Encerclés

Des unités de commandos et de blindés de l'armée turque, qui s'avançaient sur deux axes différents en territoire irakien, se sont rejointes dimanche à Pibela, dans



Les forces turques auraient tué un millier de rebelles lors de la prise du camp de Khaftanine, dans le nord de l'Irak.

Iran wants Turks to quit Iraq

THE FOREIGN policy commission of Iran's parliament urged Turkey yesterday to withdraw its troops from northern Iraq, Reuter reports from Nicosia.

The official Iranian news agency Irna quoted the committee as telling Ankara to stop "the killings of innocent Kurdish civilians."

Turkey has sent more than 20,000 troops into northern Iraq to flush out more than 8,000 guerrillas of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) believed to be hiding there.

E l'opposizione a Saddam Hussein chiede all'Onu di proteggere gli sciiti nel sud Barzani: "Stati Uniti d'Irak"

Parla il leader curdo del Pdk: "L'obiettivo è la federazione"

Appello dell'opposizione irachena all'Onu: il Consiglio di sicurezza deve imporre a Bagdad il ritiro delle truppe dal sud creando così, di fatto, una "zona di sicurezza" per gli sciiti simile a quella già esistente per i curdi nell'Iraq settentrionale.

La "base legale" di questa richiesta è la risoluzione 688, che prevede l'interferenza negli affari interni dello stato sovrano per "ragioni umanitarie", ed è concretamente giustificata dalla "campagna del terrore" che gli iracheni continuano a perpetrare contro gli sciiti del sud nonostante il divieto di volare al di sotto del 36esimo parallelo imposto dall'Onu all'Iraq. L'appello è il più rilevante risultato "esterno" del vertice dell'opposizione, il primo in territorio iracheno, conclusosi a Salah Ad-Din sulle montagne del Kurdistan. Sia politicamente che concretamente, infatti, la terza conferenza plenaria dell'opposizione - la prima fu a Beirut nell'aprile del '91, la seconda a Vienna a giugno di quest'anno - ha sancito la nascita di una vera struttura organizzata degli iracheni della diaspora che, dall'esilio, cercano di costruire un'alternativa credibile al regime di Saddam Hussein. Con il vertice di Salah Ad-Din il Congresso nazionale iracheno (Inc) è diventato la più rappresentativa organizzazione dell'opposizione. Costituito alla conferenza di Vienna, ora l'Inc gode anche dell'appoggio degli sciiti e dei panarabisti, ossia dei dissidenti del partito baath iracheno. A Salah Ad-Din, inoltre è stato accettato, una volta per tutte, il principio dello Stato federale.

(Achkronos)

Mirella Galletti

SALAH AD-DIN (Kurdistan)

Mas'ud Barzani, 46 anni, è pacato, quasi timido. Non ama le luci della ribalta.

Nell'intervista avvenuta nella sua abitazione presso Salah Ad-Din il presidente del Partito Democratico del Kurdistan-Iraq (PDK-Iraq) afferma: «Non amo avere cariche pubbliche e se non mi forzano non penso di ricoprire una posizione ufficiale nel governo». Ha pubblicato recentemente quattro volumi su «Barzani ed il movimento di liberazione curda».

Le sue carte vincenti sono i forti legami tribali ed il carisma che il padre Molla Mustafa esercitò ancora oggi sulla popolazione, a tredici anni dalla scomparsa.

I Barzani ed il partito si compenetrano, sono tutt'uno. Ne deriva quindi una strategia nazionalista legata alla continuità ed alla stabilità, senza avventurismi o voltafaccia clamorosi.

Emergono anche i limiti di un partito che gode di un grande supporto popolare ma non è parimenti sostenuto dall'intelligenza curda. Un partito profondamente radicato nel proprio paese ma che non sempre riesce ad avere una voce altrettanto possente all'esterno.

Secondo alcune voci l'opposizione irachena intenderebbe formare un governo in esilio.

Stiamo elaborando la formazione di un organismo che rappresenti l'assemblea nazionale di tutto l'Iraq e del Kurdistan: un Consiglio esecutivo, quindi, non un governo. Negli incontri avuti nella settimana scorsa con sciiti, sunniti, turcomani, assiri è emerso che vogliamo mantenere l'unità dello Stato e costruire una federazione democratica, parlamentare e multipartitica che non divida l'Iraq ma lo rafforzi. Una federazione come in Germania, Svizzera, Stati Uniti. Come curdi chiediamo l'auto-

terminazione, il riconoscimento dei nostri diritti ma all'interno dell'Iraq. Ci devono concedere il diritto di decidere quale tipo di relazione vogliamo avere tra noi ed il governo centrale. Nell'ultimo incontro con tutta l'opposizione, prima del vertice, abbiamo discusso su questo problema. Ma poiché il nostro Parlamento non aveva ancora deciso in merito né io né Talabani avevamo l'autorità per chiedere la federazione. La problematica è di competenza del Parlamento che ha deciso in merito nei giorni scorsi: la decisione è restare dentro l'Iraq e mantenerne l'unità.

Ma lei ha il 50% dei seggi e quindi può influenzare le scelte del Parlamento.

Questa è un'opinione diffusa ma sbagliata. Talabani ed io non possiamo andare in Parlamento e dire ai membri cosa debbono fare. Molte volte vorremmo raggiungere determinati obiettivi e invece i parlamentari optano per tutt'altro.

Noi vogliamo costruire la democrazia nel nostro Paese. Consideriamo il Parlamento un luogo sacro. È la prima volta nella nostra storia che abbiamo un Parlamento ed io dico-

mo che siamo dei soldati del Parlamento e loro apprezzano questa nostra disponibilità. Hanno il diritto di rifiutare le nostre indicazioni. Possono accettare i miei suggerimenti o meno ma non posso dare ordini.

Ma crede che se gli sciiti avranno il potere lo gestiranno meglio di Saddam?

Abbiamo buoni rapporti con gli sciiti, ma l'Iraq non deve essere nelle mani di un solo gruppo. Il potere non deve essere retto da sunniti o sciiti o chiunque altro. Ma tutti insieme devono essere in grado di governare il Paese. Ci deve essere un Parlamento eletto dal popolo.

I rapporti con Talabani sembrano improntati alla massima collaborazione.



lei non andò a Bagdad? Era oppor-

uno aprire a Saddam?

Il fronte del Kurdistan iracheno decise che la delegazione curda doveva essere guidata da Talabani, con la partecipazione di Nishwan come rappresentante del PDK-Iraq. Non fu presa da me o da Talabani la decisione di essere presente o meno al primo incontro.

Bisognava essere qui per capire cosa stava succedendo in Kurdistan. In quel momento il negoziato era l'unica decisione giusta. Ed il futuro Iraq quella era la decisione giusta. L'alternativa al negoziato curda di diventare un popolo di profughi, fuori dal nostro Paese. Noi dobbiamo morire in Iraq. Accetto la lotta fino alla morte ma non di essere rifugiato all'estero.

Non esistono problemi tra noi. Do-

po l'unificazione delle milizie dei

pesmerga (combattenti curdi

n.d.r.) forse unifichiamo le orga-

nizzazioni dei due partiti. Non è

sicuro, ma ci stiamo pensando.

Dobbiamo consultare la popolazio-

ne.

C'è un'atmosfera molto democra-

ca nella regione.

La gente può dire qualsiasi cosa anche contro di me. I parlamentari, ad esempio, talvolta votano con-

tro le nostre decisioni; alcuni del PDK votano con l'UPK e viceversa.

Non permettiamo soltanto due cose: che sul nostro territorio si possa spiare e fare del terrorismo.

Perché nel primo incontro nego-

ziale con Saddam il 18 aprile 1991

New Light in Iraq Fraud Case

CIA Report Says Scheme Involved Bankers Overseas

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — A Central Intelligence Agency analyst concluded by January 1990 that an illicit scheme to finance Iraqi purchases of food and military equipment was not limited to bank officials in Atlanta but also involved officials at the bank's headquarters in Rome, according to a letter the analyst wrote to the Department of Agriculture.

The classified letter, dated Jan. 31, 1990, and disclosed in part by Representative Henry B. Gonzalez, Democrat of Texas, represents the most explicit evidence to emerge so far that an intelligence official had reached such a finding about the scheme, which funneled more than \$4 billion to Iraq between 1985 and 1989.

The finding contradicted the basic premise of an indictment brought 13 months later by the Justice Department, which pinned responsibility for the scheme on the manager of the Atlanta branch of Italy's Banca Nazionale del Lavoro, known as BNL. With the case due for trial early next year, the Justice Department is now reassessing its conclusions as new information comes to light suggesting higher-level BNL officials were involved.

The analyst informed the Agriculture Department of the finding nearly three years ago when he passed along a copy of a lengthy CIA memorandum about the BNL case written in November 1989.

In a cover letter, the analyst, Jack Duggan, said some new information had "come to light" in the two months since the report was issued. "Managers at BNL headquarters in Rome were involved in the scandal," he wrote. The earlier CIA report had noted that "press reports" pointed to involvement by BNL officials in Rome but had drawn no conclusions.

Mr. Duggan worked in the Gulf division of the CIA's Office of Near East and South Asian Analysis. His letter was addressed to David Kunkel, who worked in a division of the Agriculture Department responsible for implementing U.S. loan guarantees for food purchases by countries such as Iraq.

The disclosure of the letter is expected to fuel congressional criticism of the Bush administration's handling of the BNL case, which is considered politically sensitive because the bank is owned by the Italian government and because some of the illicit BNL loans were guaranteed by the Agriculture Department.

□ **TURQUIE** : mise en garde du ministre allemand de la défense. — L'usage par la Turquie d'armes fournies par l'Allemagne dans la lutte contre le « terrorisme » portera préjudice aux relations germano-turques, a déclaré, mardi 3 novembre, à Ankara le ministre allemand de la défense, M. Volker Rühle, au terme d'une visite de deux jours en Turquie. « L'Allemagne est favorable à l'intégrité territoriale de la Turquie et soutient sa lutte contre le terrorisme du PKK, mais elle est opposée à l'usage de son assistance militaire pour des objectifs autres que ceux de l'OTAN », a déclaré M. Rühle lors d'une conférence de presse commune avec son homologue turc, M. Nevzat Ayaz. Le gouvernement allemand, qui est le second fournisseur d'armes, après les Etats-Unis, de la Turquie, s'est inquiété de l'utilisation de blindés de l'ancienne armée est-allemande lors de la répression de troubles séparatistes dans les territoires kurdes du sud-est du pays. — (AFP).

No Bush Votes in Baghdad

Reuters

BAGHDAD — Allah will consign a defeated President George Bush to the "dustbin of history," an Iraqi newspaper said Tuesday.

"Bush is finished," the government newspaper Al Jumhuriya said. "The punishment of God is not like that of a human being upon a criminal of such nature. He is going to the dustbin of history, cursed by everybody until doomsday."

Iraqis are closely watching the U.S. elections and have taken Mr. Bush's downfall as preordained.

Mr. Bush is reviled in Iraq for leading the multinational coalition that ejected Iraqi troops from Kuwait and for spearheading painful United Nations trade sanctions against Baghdad.

Other enemies of Iraq can also expect to feel the hand of God, Al Jumhuriya said. "Everyone who conspired against Iraq is moving towards a black end, to the hell of oblivion, ruin of present and future," it said.

"The cancer from which Mitterrand suffers, the free-falling sterling of Major are clear examples of the punishment of heaven," the newspaper said, referring to President François Mitterrand of France and Prime Minister John Major of Britain.

"They are dropping like flies," Al Jumhuriya said. "Here is the cheap criminal falling as president of a state, representative of a party and head of a gang."

"He is finished altogether as a person, as a criminal, thrown in humiliation behind the memory of the world," the newspaper said.

Saadi Mahdi Salih, the speaker of the National Assembly, said he expected dancing in the streets of Baghdad if Mr. Bush loses the election.

Mr. Bush told a recent campaign rally that President Saddam Hussein was planning a celebration for 500,000 people in Baghdad if he lost.

"They can put that party on hold because I'm not going to leave," Mr. Bush said.

Poursuite de l'opération turque en Irak

BOMBARDEMENTS CONTRE LES KURDES

LES unités de l'armée turque entrées en Irak il y a près d'une semaine y continuent leurs opérations contre les Kurdes. Selon des voyageurs passés hier dans la région de Zakho (ville kurde d'Irak proche de la frontière turque), l'aviation turque continue ses bombardements sur la région et on peut entendre des explosions du côté du village de Suri. Des avions F-4 Phantom de l'aviation turque et des hélicoptères Cobra participent aux bombardements.

Une journaliste de l'AFP a témoigné, hier, de la présence de plus de vingt chars turcs et d'au moins autant de véhicules blindés sur une route menant à Zakho. Les soldats ont indiqué qu'ils étaient là pour « en finir avec le PKK ». La télévision turque, qui accorde une très large place à l'opération lancée dans le nord de l'Irak, fait état de très nombreux morts et blessés dans les rangs kurdes. Le chiffre de 3.000 morts a été annoncé, chiffre démenti par le PKK qui affirme n'avoir subi que des pertes réduites, ses combattants s'étant repliés avant l'arri-

ivée des troupes turques. Aucune des deux versions n'a pu être vérifiée de source indépendante.

La plus grande confusion règne sur le rôle joué par les combattants kurdes irakiens, les peshmergas. Depuis le mois d'avril, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), dirigée par Jalal Talabani, et le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), dirigé par Massoud Barzani avaient demandé au PKK de ne pas mener d'attaque depuis le Kurdistan d'Irak afin d'éviter la rupture de leurs relations avec Ankara, dont dépend largement l'arrivée de l'aide humanitaire qui passe par la Turquie. « Entre nos bonnes relations avec la Turquie et le PKK, nous choisissons sans hésiter », me déclarait alors Massoud Barzani.

Le 6 octobre, pressés d'en finir par Ankara, les peshmergas lançaient une offensive contre le PKK pour le contraindre à quitter ses bases. Des négociations aboutissaient à un accord aux termes duquel les combattants du PKK étaient autorisés à rester dans le

L'HUMANITÉ - 4 novembre 1992

nord de l'Irak à condition de remettre leurs armes aux autorités locales. Ceux qui refusaient pouvaient se replier vers l'Iran ou la Turquie. Cet accord n'a pas suffi à Ankara puisque l'armée turque est entrée en masse en Irak, faisant aussi des victimes parmi les Kurdes irakiens.

Le Congrès national irakien, qui regroupe les principales formations de l'opposition (y compris les Kurdes), a condamné, lundi l'incursion turque.

« Extrêmement inquiet quant à la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak », il demande à Ankara le retrait immédiat de ses troupes.

La Turquie a évidemment passé outre. Le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué les ambassadeurs des Etats-Unis, de Grande Bretagne, de Russie, de Syrie et d'Iran pour expliquer le sens de son intervention. Il n'a pas donné la moindre réponse à la de-

mande faite par le ministre allemand de la Défense, en visite à Ankara, pour que les chars et autres armements récemment livrés à Ankara ne soient pas utilisés contre les Kurdes. Bonn est le second fournisseur d'armes de la Turquie après Washington, qui a récemment livré des hélicoptères de combat à son allié.

Françoise Germain-Robin

GAMK - 5 novembre 1992

ANKARA IRA JUSQU'AU BOUT

L'un des scénarios que les peshmergas kurdes irakiens voulaient éviter en prenant les armes contre les militants kurdes de Turquie et en se lançant dans une alliance militaire insolite avec les forces turques est en passe de se réaliser : dans leur élan et leur volonté d'en finir avec le PKK, les forces turques ont en effet pénétré dans le territoire nord-irakien-soit jusqu'à nouvel ordre le Kurdistan d'Irak-contrôlant une bande de territoire de quelques dizaines de km² à la frontière turco-irakienne. C'est justement ce que redoutaient les représentants kurdes irakiens, dont une des motivations dans cette guerre à contre-cœur aux rebelles du PKK avait été de devancer une armée turque soupçonnée d'avoir des visées sur le territoire nord-irakien.

On n'en est certes pas là ; et sans doute l'étroite bande de territoire contrôlée par les commandos turcs n'a-t-elle rien à voir avec les appétits pétroliers de certains milieux turcs qui voudraient bien voir tomber les régions de Kirkouk et de Mossoul, cédées à l'Irak par la Turquie dans les années 20, dans leur escarcelle. Mais force est de constater que de facto, les soldats turcs sont bien là et que les peshmergas kurdes risquent d'être pris à ce piège qu'ils ont tout tenté pour éviter : dans leurs efforts pour échapper à la tutelle de Bagdad, ils ont enclenché un processus de « protectorat » turc, d'autant plus inquiétant que le protecteur n'aime pas trop les Kurdes et a fait clairement comprendre qu'il ne voulait pas entendre parler d'une entité kurde indépendante ni même autonome à ses frontières.

Si l'on en croit Ankara pourtant, la présence turque dans le Kurdistan irakien ne serait que provisoire et ne prendra que le temps qu'il faudra à l'armée turque pour chasser les maquisards du PKK, pris entre les deux feux des commandos et avions turcs et des peshmergas kurdes irakiens. Soit, selon le chef de l'état major général des forces armées tur-

ques, le général Dogan Gures, une durée de 15 jours, nécessaire selon lui pour que les opérations aéro-terrestres de l'armée turque commencées le 16 octobre dernier portent leurs fruits et en finissent avec le PKK. « Je pense que nous accomplirons notre mission en 15 jours et nous ne rentrerons pas sans l'achever », déclarait le général Gures le 4 novembre, ajoutant que l'armée turque a « atteint 60% de ses objectifs ». Il précisait que ses forces étaient actuellement engagées dans des opérations de recherche et de nettoyage sur le terrain, promettant que le « nettoyage des rebelles à l'intérieur de la Turquie commencerait aussitôt après la fin de ces opérations en Irak du nord ».

M. Gures, qui évitait de dresser un bilan des pertes, évaluées à des centaines de morts chez les militants du PKK, confirmait ainsi les déclarations musclées d'Ankara qui, la veille, avait réaffirmé officiellement sa volonté d'aller jusqu'au bout pour « détruire les camps » des rebelles du PKK en Irak du nord. Déjà, les Kurdes d'Irak sont oubliés et ne servent même plus d'alibi dans ce règlement de compte qui ne concerne que le gouvernement turc et le PKK. Les forces turques se conduisent en terrain conquis dans le nord de l'Irak, violant l'intégrité territoriale à la fois de l'Irak et du Kurdistan, dont Ankara ne reconnaît de toute manière pas l'existence en tant qu'entité étatique.

Dans de telles conditions, les peshmergas kurdes irakiens qui ont à plusieurs reprises promis l'asile politique aux rebelles du PKK s'ils déposaient les armes, ne pouvaient plus longtemps cautionner des opérations militaires qui n'épargnaient d'ailleurs parfois pas les Kurdes irakiens. Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK), Jalal Talabani, a ainsi demandé vendredi à la Turquie un retrait « immédiat » de l'armée turque du nord irakien. Mais c'était trop tard, et la Turquie entend bien aller jusqu'au bout du processus et d'opé-

rations meurtrières qu'elle justifie par une rhétorique antiterroriste qui peut se passer de l'aval des Kurdes d'Irak. C'est ce que le ministère turc des Affaires étrangères a expliqué dimanche aux ambassadeurs des Etats-Unis, de Grande Bretagne, de France, de Syrie, d'Iran et de Russie qu'il avait convoqués pour donner des « explications » sur les raisons et objectifs de l'opération en cours.

Ce qui est surprenant, c'est que cette rhétorique antiterroriste fonctionne assez bien pour qu'on n'ait observé aucune protestation de la part de la communauté internationale face à ces opérations qui n'ont pas grand chose à voir avec le droit international. Seule l'Allemagne, une fois de plus, a élevé la voix, en rappelant que l'usage par la Turquie des armes qu'elle lui a fournies, dans la lutte contre le « terrorisme » porterait préjudice aux relations germano-turques. Mais depuis ses premières mises en garde, Bonn a tempéré ses remarques, parlant de « terrorisme » et non de répression. Bonn, deuxième fournisseur d'armes de la Turquie, affirme n'avoir eu aucune réaction d'Ankara à ses premières protestations et rappelle qu'en vertu des accords signés dans le cadre de l'OTAN, les armes fournies ne peuvent servir que pour les opérations de l'OTAN. La Turquie, de son côté, a répondu qu'elle n'envisageait pas de retirer les véhicules déployés en accord avec l'OTAN et assure qu'elle n'utilise pas ces armes contre le terrorisme ni en Turquie, ni en Irak.

La vigilance est pourtant de mise. Le général Gures indiquait en effet que le « nettoyage » des camps du PKK à l'intérieur des frontières de la Turquie serait « plus difficile », car il n'est pas aisé de faire la distinction entre les terroristes et les civils. Les bavures contre les civils kurdes sont d'ores et déjà annoncées ; après tout, Ankara ne cherche-t-il pas à prouver que les Kurdes sont tous des terroristes...

Per Ankara 4500 ribelli sono stati messi "fuori combattimento" nell'Iraq del nord

Duemila vittime nella guerra Turchia-Pkk

Pierre Balanian

Sarebbero oltre 4 mila i guerriglieri curdi che l'offensiva turca nell'Iraq del nord avrebbe messo fuori combattimento.

Di questi, secondo quanto ha affermato ieri lo stato maggiore turco, 1800 sarebbero stati uccisi mentre i restanti sarebbero stati feriti, fatti prigionieri, o comunque circondati dai soldati turchi o dai peshmerga curdi iracheni.

Nessuno era comunque rimasto sorpreso, un mese fa, allo scoppio della una guerra intercurda - fra curdi turchi e curdi iracheni - nel nord dell'Iraq. Molti, anzi, l'avevano prevista.

Questo da quando Talabani aveva aumentato il numero delle visite ad Anbara, dove aveva finito per soggiornare più tempo che a Erbil o a Suleymanieh, due tra i maggiori centri del Kurdistan iracheno. In effetti tali contatti erano solo serviti per far divenire i curdi iracheni alleati e braccio armato della Turchia nella guerra che questa da anni stava portando avanti contro i curdi di casa sua e soprattutto contro il «partito dei lavoratori curdi» (PKK).

L'alleanza e la piena fiducia sono state tuttavia di breve durata. Non molto tempo passa e la stampa turca arriva ad accusare direttamente anche o peshmerga dell'Iraq,

«incapaci» di «distruggere le basi» del PKK; quindi l'esercito turco - prima attraverso l'aviazione e poi con i carri armati - entra nel nord dell'Iraq per intraprendere da sola l'azione che altri, secondo lei, erano stati incapaci di compiere.

La Turchia - che ufficialmente si pronuncia contro cambiamenti di frontiera effettuati con la forza - ha invaso di fatto 400 chilometri di territorio iracheno ed ha intensificato i raid aerei ed i bombardamenti sulla zona, rivolgendosi non solo contro le basi dei militanti curdi ma anche sui centri abitati, quali la città irachena di Zakho. L'invasione avviene di lunedì 1 ottobre, quando il mondo intero era occupato dalle elezioni presidenziali americane!

Pur se la Turchia giura su un suo ritiro nel momento in cui saranno stati catturati e disarmati tutti i militanti curdi, alcuni osservatori temono che questo possa essere il primo passo verso una possibile ammissione della parte nord dell'Iraq, ricca di petrolio e che una volta aveva fatto parte dell'impero ottomano. Secondo alcune fonti l'idea potrebbe essere quella di formare una sorta di un «cordone di sicurezza» e un settimanale arabo - Al Watan Al Arabi - sostiene che a tale scopo sia già presente nelle vicinanze del confine turco-siro-iracheno un gruppo di esperti militari israeliani.

Vere o meno le indiscrezioni, l'azione militare turca ha comunque suscitato preoccupazioni e critiche da parte del governo iraniano in quanto «puro atto espansionistico» ed in quanto minaccia alla parte settentrionale del paese i cui abitanti - azeri e turchmeni - è noto come desiderino unirsi alle altre etnie turche, in una grande Turchia. Va poi notato che Teheran non ha mai rinunciato, nella sua rivalità con la Turchia, a giocare la carta curda: così ha ospitato sin dal 1988 un gran numero di guerriglieri curdi fuggiti sia dalla Turchia che dall'Iraq. Ed è in Iran - nei pressi del lago di Urmia - che sono situati i più grandi campi di addestramento dei guerriglieri curdi.

L'azzardata azione militare della Turchia potrebbe inoltre nuocerle sul piano della credibilità da parte dell'Occidente, che la ritiene un modello di democrazia per l'Asia centrale ex-sovietica. La stampa iraniana, tra l'altro, ha sollevato perplessità sulle mancate reazioni da parte dei paesi NATO, eccettuata la Germania, tanto che il governo turco ha ritenuto necessario invitare, per il 14 novembre, con lo scopo di esaminare la situazione in Iraq, i ministri degli Esteri di Damasco, Teheran e Riad. Nel contempo due esponenti del ministero degli Esteri turco si sono recati a tranquillizzare Talabani e Barzani sulle intenzioni di Ankara.

Intervista al leader dell'Upk: federazione, rapporti con Pdk, Pkk e turchi

“I confini non devono mutare”

La verità di Gialal Talabani sul conflitto intercurdo

Mirella Galletti

ERBIL.

Gialal Talabani, 58 anni, è l'esponente curdo più impegnato, ambito e cercato nel Kurdistan iracheno. L'attesa è stata lunga ma significativa. L'intervista era fissata per le 18. Sono giunta puntuale ma il segretario generale dell'Unione patriottica del Kurdistan (UPK) stava terminando il colloquio con il primo ministro Fuad Massum.

Dopo i primi convenevoli, mi ha chiesto di aspettare, poi il leader curdo mi avrebbe dedicato tutta la serata. Mi sono pazientemente assisa sul divano. Poi è giunta la delegazione della Croce Rossa. Ed io ero sempre in attesa. Ero presente quando alcuni giornalisti turchi lo hanno intervistato per una decina di minuti. Poi sono entrati alcuni deputati e dirigenti del partito. Finalmente sembrava giunto il mio turno. Talaba-

ni mi chiede se ho fame e mi invita a cenare assieme, nella sala da pranzo adiacente al suo studio. È una cena da peshmerga, frettolosa, con il leader curdo impegnato a gustare i ripieni di carne delle melanzane, lasciando nel piatto i vegetali. Subito dopo mi dedica il tempo necessario all'intervista. Sono passate le 22,30, ma gli impegni incalzano. Dopo il mio commiato saranno ricevuti i generali a rapporto sulla guerra civile contro il Pkk che insanguina la frontiera.

Talabani, istrionico e politico di razza, appare l'uomo forte del Kurdistan iracheno e dalla villa alla periferia di Erbil riesce a controllare l'operato del governo e ad influire anche sulla strategia militare. Sostenuto anche da quadri molto preparati. Le sue risposte sono molto più caute che nel passato, i silenzi e le omissioni sono altrettanto significativi.

Come è sorto il problema con il Pkk alla frontiera turco-irachena?

Molte aree e 320 villaggi situati alla frontiera sono controllati dal Pkk che di fatto impedisce il ritorno a casa della popolazione. Inoltre il Pkk ha ucciso dei peshmerga dell'UPK e del PDK-Iraq e, considerandosi padrone dell'area, ha rifiutato di seguire le decisioni prese dal Parlamento e dal governo del Kurdistan iracheno. Il Pkk trama contro tutte le forze del Kurdistan iracheno. Noi abbiamo buone relazioni con tutti i partiti curdi, eccetto il Pkk. Cerchiamo di spingerli fuori dall'area in particolare verso l'Iran, dove si sono resi disponibili ad andare. Il loro leader Abdullah Ocalan è un dittatore, ammalato di grandeur. Si parla di aiuti di Saddam Hussein al Pkk.

È un complotto di Saddam contro i curdi iracheni per mezzo del Pkk. Armandò il Pkk Saddam cerca di bloccare la strada che da Diwarbakir conduce a Zakho, e che è vitale per la nostra sopravvivenza. Il rais può soffiare sul fuoco, ma non ci arrenderemo. Non abbiamo paura. Il suo obiettivo è di bloccare la nostra esperienza. Incoraggia il Pkk contro di noi e contro i nostri diritti nazionali.

È il ruolo della Turchia in questo conflitto fratricida?

Non vogliamo interferenze turche. È un nostro problema e vogliamo risolverlo da soli. Non vogliamo che gli aereoporti turchi bombardino il Kurdistan iracheno. Noi chiediamo alla Turchia ogni genere di aiuto umanitario, ma non delle armi.

Come valuta la decisione del Parlamento curdo di un Kurdistan nell'ambito di uno stato federale? La federazione è un passo per l'unificazione dell'Iraq.

Ad Ankara ha incontrato dei membri curdi dell'Assemblea nazionale turca. Si può prospettare un coordinamento di azione tra parlamentari curdi di Turchia e di Iraq?

Non esiste alcuna collaborazione ed ognuno persegue le proprie strategie. Non sussiste alcuna forma di pancurdismo. Abbiamo relazioni buone ma non ufficiali.

La scorsa estate ad Ankara lei disse che per i curdi iracheni era meglio unirsi alla democratica Turchia che restare nell'ambito dell'Iraq.

I giornali hanno travisato il mio discorso e più volte ho chiarito la mia posizione. Dobbiamo collaborare con i vicini ma i confini non devono cambiare.

Nelle elezioni di maggio il suo partito si è piazzato al secondo posto, a ridosso del Pdk-Iraq, ma si comporta come se fosse il vincitore: l'Upk ha 50 seggi parlamentari in egual misura del Pdk; il primo ministro appartiene all'Upk, inoltre ha messo suoi uomini ai ministeri Esteri e Difesa. I ministeri chiave appartengono a entrambi i partiti. Il presidente del Parlamento e del Pdk, come pure il vice primo ministro che ricopre anche la carica di ministro degli Interni.

E' possibile negoziare con Saddam?

Non è possibile alcun negoziato con Saddam.

Quando è andato a Bagdad nel lo ha baciato? È stato un errore, come ho detto successivamente. Ma bisogna vedere anche il contesto di quell'incontro.

Barzani parla dell'unificazione dei due partiti. Quando il tempo è maturo ogni cosa è possibile.



Missili nascosti

Bagdad dispone ancora di numero imprecisato di scudi se gli ispettori dell'Onu finora non li hanno trovati perché gli iracheni li

spostano continuamente a bordo di camion mimetizzati. Lo hanno reso noto esperti occidentali di base nella capitale giordana da dove raccolgono informazioni provenienti dall'Iraq. Secondo le fonti, gli iracheni hanno nascosto, seppellendoli, anche numerosi razzi ausiliari per missili, ma non possono sotterrare gli scudi perché si deteriorano.

"Debbono tenerli continuamente in movimento - ha detto una delle fonti - in maniera che gli ispettori non li possano trovare. se gli esperti dell'Onu ricevono informazioni soffiata e si recano in quel posto, gli iracheni spostano i missili e gli ispettori restano mani vuote".

Secondo una fonte gli iracheni hanno nascosto sotterraneamente numerosi razzi ausiliari di gran parte si troverebbe nel sottosuolo della base aerea militare di Habaniyah. Altri sarebbero nascosti in moschee, negli ospedali e altri edifici. (Ansa)

VENDREDI 6 NOVEMBRE 1992

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

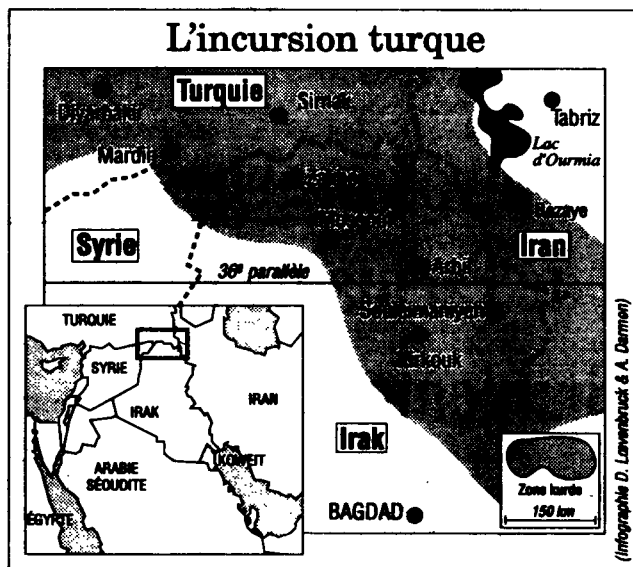
Turquie

Ankara enfonce le clou kurde

Les troupes turques n'entendent pas se retirer d'Irak dans l'immédiat

ANKARA
DE NOTRE CORRESPONDANT

Entrée depuis le 16 octobre dans le nord de l'Irak à la poursuite des sécessionnistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la Turquie n'entend pas se retirer rapidement malgré l'hostilité croissante de ses « alliés » kurdes irakiens qui ont pris les armes contre leurs « frères » kurdes turcs dans une stratégie d'encercllement. « Je pense que nous accomplirons notre mission dans les quinze (prochains) jours et nous ne rentrerons pas sans l'achever », a déclaré mercredi le chef de l'état-major général, le général Dogan Gures.



Les Kurdes d'Irak entre deux feux

Les Kurdes irakiens sont soumis à des impératifs contradictoires. Ils doivent, d'une part, ménager la Turquie qui est leur seule porte vers l'extérieur, suite au blocus auquel les sou-

met l'Irak. Mais, s'ils critiquent le PKK qui utilise leur sol comme base arrière, ils ressentent une solidarité kurde transfrontalière.

Jeudi, une rencontre était prévue entre des représentants du ministère des affaires étran-

gères turc et certains chefs kurdes d'Irak du Nord. De nombreux élus du « Parlement » kurde irakien ont demandé dès mardi à Ankara de retirer ses quelque 20 000 soldats. « Nos délégués craignent que les forces turques compromettent l'action des Peshmergas irakiens contre le PKK », a déclaré Saifeen Dezayee, représentant à Ankara du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Masoud Barzani. « Depuis le début, nous attendons de la Turquie qu'elle respecte le principe de non-ingérence dans nos affaires. »

Les Kurdes irakiens s'alarment notamment des atteintes portées à la population locale par les attaques turques. Quatorze civils auraient été tués et 40 blessés au cours d'un récent raid aérien sur Demka, petit village du nord-ouest de l'Irak.

Surtout, les intentions de la Turquie en Irak du Nord restent floues. Le ministre turc de l'in-

térieur, İsmet Sezgin, a assuré que les troupes se retireraient avant l'hiver, mais le premier ministre, Suleyman Demirel, a déclaré qu'elles resteraient aussi longtemps qu'il sera nécessaire. Les troupes turques ont déjà dépassé la ville clé de Zalkho (voir carte ci-contre) et pourraient entrer profondément en territoire irakien, s'approchant du 36° parallèle, craignent certains chefs kurdes irakiens.

Un dispositif militaire renforcé

Ceux-ci tiennent à régler eux-mêmes leurs comptes avec leurs « frères » turcs et ont garanti qu'ils arrêteraient les incursions du PKK en Turquie. Mais Ankara se méfie d'un arrangement

inter-kurde et a encore renforcé son dispositif cette semaine. 80 véhicules blindés et 22 tanks M 60 de plus ont avancé de 30 km en Irak du Nord. « Le PKK est devenu incontrôlable en Irak du Nord et la Turquie est à bout de patience », a déclaré le premier ministre turc Suleyman Demirel.

Ces stratégies divergentes s'accompagnent de campagnes de propagande contradictoires. Selon la presse turque, les opérations dans le Nord irakien auraient fait entre 500 et 2000 morts au sein du PKK. Mais Safee Dezayee conteste ce chiffre. « Les chiffres réels n'excèdent probablement pas 10 % de ce nombre, a-t-il affirmé. Si le

PKK avait subi des pertes aussi importantes, leurs forces auraient été réduites de moitié. »

Même le nombre des combattants du PKK en Irak du Nord est contesté. Les Kurdes irakiens estiment qu'ils sont au maximum 3000. Les officiels turcs affirment qu'ils seraient trois fois plus. « Les chiffres exagérés qui se rapportent à la présence des guérillas du PKK en Irak semblent n'être que prétexte à l'intervention militaire turque », commente İsmet G. İmset, rédacteur au *Turkish Daily News*, quotidien anglophone d'Ankara.

Course contre la montre

Turcs et Kurdes irakiens sont

ainsi engagés dans une course contre la montre. La semaine dernière des tentatives pour rétablir la paix entre Peshmergas et le PKK n'ont pas abouti. Osman Ocalan, frère d'Abdula Ocalan, le chef du PKK, aurait accepté de mettre un terme aux attaques de la guérilla contre la Turquie à partir de l'Irak. En échange, les membres du PKK passant dans le Nord irakien auraient pu acquérir le statut de réfugiés politiques.

Cependant, des divisions internes au PKK ont empêché tout accord. « Contrairement aux déclarations de la presse il n'y a pas eu de cessez-le-feu », explique Dezayee. « Les combats entre Peshmergas et le PKK continuent. »

Chris HELLIER

TURQUIE

Libération - 7 novembre 1992

Le marteau de l'armée sur l'enclume du PKK

Malgré – ou à cause de – la répression menée par l'armée d'Ankara, le PKK kurde reste populaire. C'est qu'entre les terrorismes militaire et indépendantiste, il n'y a rien.

Quelque 4 500 séparatistes kurdes du PKK réfugiés dans le nord de l'Irak ont été tués ou blessés dans l'offensive lancée depuis trois semaines par l'armée turque. Le PKK a fait état de lourdes pertes dans les rangs turcs.

Sirnak, envoyé spécial

A l'entrée de la ville, les maisons ont des airs de cyclopes. Chacune d'elles a reçu un obus, un seul, tiré quasiment à bout portant par un char qui s'est immobilisé dans l'avenue ou devant la statue d'Atatürk. Les projectiles ont traversé les demeures; parfois, ils ont tué des familles; parfois, ils les ont épargnées. Les boutiques – de simples garages avec une vague vitrine qui composent l'interminable rue principale – ont été mitraillées les unes après les autres. Un ou plusieurs blindés ont descendu la rue, arrosant chacune des façades. Cela se passait le 17 août. Les différents bilans font état d'au moins 17 morts, tous civils. Le commandant militaire de la place a été décoré.

De toutes les localités du Kurdistan punies par l'armée turque, Sirnak – au moins 20 000 habitants – l'a été le plus violemment. La ville a payé sa qualité de préfecture d'un département considéré comme l'un des fiefs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantistes kurdes). Selon les militaires, c'est dans cette région que les sympathies de la population pour les « terroristes » sont les plus vives.



Kurdistan irakien, fin octobre. Tirs de mortiers de l'armée turque sur les bases du PKK.

« Sirnak est une ville kurde à 300% », souligne un des « gardiens de village » (miliciens kurdes progouvernementaux – ils sont quelque 35 000), cibles privilégiées des commandos du PKK. L'autorisation de visiter Sirnak ne sera donnée qu'à la condition que la visite se fasse en voiture et sous l'escorte de deux miliciens. Au passage, on pourra simplement voir que les bâtiments officiels semblent avoir été épargnés, ce que confirme l'enquête faite par les

parlementaires kurdes. Officiellement, les destructions de la ville ont été provoquées par une attaque de grande envergure lancée par le PKK (qui a démenti). Mais il n'y a eu aucune victime, aucun prisonnier. « Nous avons eu énormément peur de perdre Sirnak », déclarait pourtant en octobre le Premier ministre turc, Souleiman Demirel.

La région survit de trois fois rien; quelques cultures, un peu d'élevage, un peu de charbon au sol, mais surtout

beaucoup de caillasses. Plus question de contrebande à cause de l'armée qui campe sur les frontières irakienne et syrienne. La transhumance, autre activité économique importante, n'est plus non plus possible pour les bergers coincés entre guérilla et contre-guérilla.

Mais ce n'est pas seulement le chômage et la misère qui ont permis au PKK de prendre ici son essor. La proximité de la Syrie fournit également une explication. Car c'est dans ce pays,

ainsi que dans son satellite libanais, que le parti trouve son principal refuge. En principe, les Etats-Unis ont obtenu de Damas que les camps d'entraînement du PKK dans la Bekaa soient fermés, mais des sources informées kurdes murmurent qu'ils ont été récemment rouverts. C'est d'ailleurs à Damas que se trouvent depuis 1979 les rares dirigeants historiques du parti qui ont survécu à la répression et aux purges, et, d'abord, l'incontournable leader Apo (un acronyme d'Abdollah Ocalan). Tous les pays qui ont des minorités kurdes importantes, et en premier lieu l'Irak, aident aussi les séparatistes kurdes. La mise de l'Iran est plus modeste: il n'y aurait que deux camps d'entraînement sur son sol.

Créé en 1978 par douze étudiants kurdes marxistes-léninistes, le PKK n'est passé à la lutte armée qu'en août 1984. Il ne comptait alors que quelque 200 guérilleros. Son essor commença à partir de 1987. Aujourd'hui, les autorités lui reconnaissent plus de 10 000 militants armés, dont 5 000

opérant en Turquie. Selon des sources kurdes, il disposerait de 30 000 combattants, plus une réserve de 20 000 hommes. Depuis trois ans, ses pertes seraient en moyenne d'un millier de combattants chaque année. «*Jamais depuis un an le parti n'avait obtenu un soutien aussi massif de la population, notamment à cause de la répression de l'Etat qui est vraiment terrible*», analyse un responsable politique kurde: «*En fait, la population, si elle lui conserve sa sympathie, est obligée de prendre ses distances avec le PKK. Parce que le gouvernement leur dit: ce qu'il vous arrive, c'est à cause de lui. Mais, paradoxalement, le nombre de jeunes qui le rejoignent n'a jamais été aussi important*», nuance un intellectuel kurde réfugié à Paris.

La politique de terreur - assassinats d'instituteurs turcs dans les villages kurdes, massacres de villageois ralliés au gouvernement... - suivie par le PKK ne les dissuade pas. Même l'histoire du parti est macabre. Un exemple: rescapés de la terrible grève de la faim or-

ganisée de décembre 1981 à mars 1982 dans la prison de Diyarbakir - qui vit succomber huit détenus -, des tortures et des privations - qui provoquèrent la mort de 122 autres (officiellement 35 prisonniers ont disparu de façon suspecte) -, les survivants, qui avaient acquis trop de prestige, durent confesser, sous peine de disparaître, que les geôles turques étaient des «*lieux d'embourgeoisement*».

Question stratégie, le PKK semble avoir opté pour la provocation systématique, de préférence médiatisée, afin de faire monter la tension. «*Son but est de modifier l'équilibre existant en Turquie entre civils et militaires au profit des militaires. Cette stratégie converge avec celle de l'extrême droite*», analyse un diplomate. Derrière le terrorisme du PKK, on distingue aussi sa volonté de provoquer une guerre civile en Turcs et Kurdes. Pourtant, même les intellectuels kurdes les plus mesurés reconnaissent au PKK un rôle irremplaçable et craignent que son écrasement désespère

les populations. «*L'idéal serait que le PKK se contente de mener la lutte armée et que les intellectuels kurdes mènent une action politique sur le plan légal, indépendamment de lui*», poursuit le responsable kurde.

Est-ce encore possible? Car le PKK ne se bat pas seulement dans les montagnes; il est aussi au Parlement grâce au parti HEP (Parti du travail du peuple, dix-huit députés) qu'il contrôle largement. «*Fondé par des intellectuels, sans aucun lien avec le PKK, le HEP a peu à peu été complètement noyauté, tandis que l'Etat, en nous identifiant à lui, nous poussait à radicaliser nos positions. Nous sommes à présent totalement coincés entre ces deux forces*», confie un dirigeant. Aussi devrait-il être dissous dans les prochains mois. Il n'y aura dès lors plus rien entre l'armée turque et le PKK, plus aucun espace entre une politique systématique de répression et une politique systématiquement terroriste. A moins que, pour sortir de cet engrenage, certains responsables modérés du HEP parviennent à créer un autre parti. **Jean-Pierre PERRIN**

ACP - AGENCE CENTRALE DE PRESSE - ACP - AGENCE CENTRALE DE PRESSE - ACP - AGENCE CENTRALE DE PRESSE

DE PRESSE IGENEFIM IRAK

807

SADDAM HUSSEIN POLITIQUE

PAPIER PREVOU FLI 1

ACP/TELPRESSE

IRAK

QU'EST-CE QUI FAIT SURVIVRE SADDAM HUSSEIN?

Paris, 7 novembre - Il y a deux ans, une formidable coalition s'appêtait à faire la guerre à Saddam Hussein. Aujourd'hui, malgré la défaite de son armée, l'homme est toujours là. Protégé par le "premier cercle" de ses fidèles, il continue à réprimer son peuple et à défier Washington.

Malgré les bombardements, les destructions et la reddition, l'embargo et les sanctions, le régime de Saddam Hussein est toujours en place, et continue de défier les puissances coalisées contre lui. "Le Koweït finira par revenir à l'Irak, mais seule l'Histoire dira quand et par quel moyen", affirmait, le 2 août dernier - date du deuxième anniversaire de l'invasion du Koweït par les troupes de Bagdad - le quotidien gouvernemental irakien "Al Joumhouriyah". A Bagdad, l'autocritique n'est pas de mise. Les portraits du "raïs" fleurissent comme par le passé sur les murs, et c'est en grande pompe que Saddam Hussein a fêté, il y a quelques mois, son cinquante-cinquième anniversaire.

L'Irak a, en moins de deux ans, effacé la plupart des traces des bombardements alliés. On estime, de source occidentale, que les 4/5e environ des dommages de guerre (ponts, routes, bâtiments officiels) ont été réparés, dont la quasi-totalité des 130 ponts touchés par l'aviation alliée. Ce qui veut dire que l'embargo n'a guère été respecté et que, si les Irakiens disent manquer d'argent pour fournir des vivres à la population, ils ont su en trouver pour les outils, les matériaux et les composants électroniques nécessaires à la reconstruction de leurs infrastructures.

Les sanctions économiques imposées par l'ONU ne gênent en rien les membres de la nomenklatura, et tous ceux qui bénéficient de passe-droits. En revanche, elles frappent cruellement les plus pauvres

qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner sur un marché libre dont les cours sont devenus prohibitifs, et doivent se contenter des maigres rations accordées par l'Etat. Une situation ambiguë, car si les souffrances de la population sont bien réelles, le régime préfère utiliser cette situation à des fins de propagande, plutôt que d'y remédier.

Bagdad refuse toujours la proposition de l'ONU d'exporter 1,6 million de dollars de pétrole afin d'acheter, sous le contrôle des Nations unies, des vivres et des médicaments. Et tire en même temps argument des pénuries pour dénoncer Bush et consorts, tant auprès de l'opinion irakienne que des médias occidentaux.

Le "clan"

Immédiatement après leur défaite, les autorités irakiennes avaient cherché à donner le change, en affirmant vouloir amorcer une ouverture politique: il avait été question d'une nouvelle Constitution, voire de multipartisme et de liberté de la presse. Des négociations avaient été ouvertes avec les principaux mouvements kurdes. Mais, très vite, le régime a, au contraire, procédé à une reprise en mains.

Le congrès du parti Baas, en septembre 1992, a marqué le début d'un nouveau durcissement du régime, avec la nomination d'hommes connus pour leur fidélité au président, appartenant souvent à sa famille, ou, à défaut, au "clan" des Takriti, originaires de la même région que lui. Le Premier ministre Saadoun Hamadi, considéré comme pragmatique, a été limogé. La quasi-totalité des services de sécurité et l'armée est aujourd'hui composée des proches de Saddam Hussein: son fils Kusai est chargé de la sécurité rapprochée, son demi-frère Saabawi Ibrahim Al Hassan, de la sécurité intérieure, un autre demi-frère Wathan Ibrahim Al Hassan, est ministre de l'Intérieur, et c'est son cousin, Ali Hassan El Majid, réputé pour avoir exercé une terrible répression contre les Kurdes, qui est ministre de la Défense. Il remplace, à ce poste, depuis quelques mois, le gendre du chef de l'Etat irakien, Hussein Kamol, qui demeure, cependant, un personnage important: l'homme qui a "fait" l'industrie irakienne de l'armement est, aujourd'hui, chargé de superviser les secteurs pétrolier et industriel. Enfin, le numéro deux officiel du régime, vice-président du Conseil du commandement de la révolution, Izzat Ibrahim, a pour gendre l'un des fils de Saddam Hussein. Une organisation très verrouillée, qui explique, sans doute, la survie du leader irakien, en dépit des rumeurs de complots ou de tentatives d'attentat.

Moins nombreuse qu'avant la guerre, l'armée a, elle aussi, été reconstituée, autour du noyau dur de la garde républicaine, dont les officiers sont tous sunnites, et qui n'avait quasiment pas été engagée lors de l'attaque des forces alliées. Selon un rapport du ministère américain de la Défense, publié au début du mois d'août dernier, le potentiel militaire conventionnel irakien serait, actuellement, de 40% de ce qu'il était avant la guerre du Golfe. L'armée irakienne serait forte de 400 000 hommes répartis en 28 divisions contre, auparavant, un million d'hommes répartis en 54 divisions. Elle posséderait toujours quelque 2 500 chars, soit la moitié de ce qu'elle avait auparavant; 1 500 pièces d'artillerie lourde (contre 3 500), 3 000 véhicules de transport blindés, au lieu de 7 000, et 450 hélicoptères.

(à suivre)

07/11/92 15:32

Turquie : un rebelle trahi par les siens

Dans le nord de l'Irak, Hosni témoigne de la « folie » du PKK, l'organisation kurde turque, combattue à la fois par l'armée d'Ankara et par les peshmergas du Kurdistan irakien

DOHOUK (Irak du nord)

de notre envoyée spéciale

La balafre énorme qui barre sa tempe et ferme son œil gauche semble confirmer la véracité de son récit. Le mouchoir qu'il triture témoigne de l'intensité de ses émotions. Il y a quelques jours seulement, Hosni, un jeune barbu aux boucles brunes, combattant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement rebelle qui lutte en Turquie, se trouvait encore dans les montagnes, au-dessus de Kashan (secteur ouest du front), en compagnie de dix-sept militants blessés comme lui au cours de l'offensive lancée contre eux par les Kurdes irakiens. Mais, mercredi 4 novembre, son monde a basculé lorsque deux de ses camarades ont logé une balle dans la tête de chacun des dix-huit blessés, avant de prendre la fuite devant l'avance des peshmergas.

Miraculeusement, Hosni, Kurde syrien de dix-neuf ans, a survécu, la balle n'ayant pas pénétré dans la boîte crânienne. « Je n'ai pas perdu conscience lorsque la balle m'a atteint, mais ils ont cru que j'étais mort ». Les autres blessés n'ont pas eu cette chance et leurs corps ont été retrouvés peu après par les peshmergas.

Le témoignage de ce jeune combattant semble confirmer les accusations des autorités turques, qui ont récemment déclaré avoir trouvé des fosses communes dans lesquelles le PKK aurait enterré des blessés qui avaient été achevés.

Allongé, immobile sur son lit d'hôpital, sous le regard apparemment bienveillant des représentants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), sa jambe gauche dans un plâtre, Hosni médite sur ses illusions brisées. Depuis longtemps, alors qu'il était encore écolier, Hosni gravitait dans l'orbite du PKK : « Ils luttent pour les droits du peuple kurde à décider de son destin, pour un Etat kurde indépendant, pour sauver les Kurdes des massacres qu'ils ont subis aux mains des impérialistes depuis deux mille cinq cents ans ». Le jeune homme semble avoir bien assimilé l'idéologie du parti avant de rejoindre les rangs des combattants en avril 1992, après avoir propagé le message du PKK en Syrie. Mais la réalité quotidienne du PKK lui est apparue fort différente de la propagande. « La façon dont ils parlent et la façon dont ils agissent est toute autre, explique Hosni. Si vous vivez avec eux, si vous êtes l'un d'eux, vous voyez leurs méthodes, leur vie, et vous devenez fous. »

Pourquoi dès lors rester au sein du PKK ? « Ils m'avaient emmené dans une région que je ne connaissais pas. Si j'avais voulu partir je n'aurais pas su où aller, j'étais donc obligé de rester avec eux ». Au début de l'offensive des peshmergas, les Kurdes irakiens qui s'opposent aux troupes du PKK réfugiés

sur leur territoire, Hosni, qui se trouvait alors dans un des camps proches de la frontière turque, fut rappelé « pour une mission » mais, dès le premier jour des combats il tomba, la jambe fracassée par une balle. Après six jours passés sur place, le blessé fut transféré vers un des camps principaux où il resta un mois. L'intensification des combats a amené ses camarades à fuir vers les sommets, portant les blessés à dos d'homme. Soignés par deux médecins, les blessés ont été cachés par petits groupes derrière des rochers, à l'abri des tirs d'artillerie et des bombardements des avions turcs.

Mercredi, après une discussion discrète avec deux combattants qui les avaient pris à l'écart, les médecins ont plié bagages. « Les deux combattants, l'un s'appelait Hassan, l'autre Azer, sont venus nous voir, ils ont plaisanté avec nous, ils ont ri avec nous, ils nous ont offert des cigarettes, ils nous ont dit « détendez-vous, ce n'est rien » raconte Hosni, essayant sa paupière fermée d'une main tremblante. « Puis j'ai entendu un blessé demander de l'eau, et ils ont ouvert le feu : j'ai entendu une balle derrière moi, puis plus rien, jusqu'à ce que je sois touché et que je sente le sang couler. Ensuite, ils ont tiré sur celui qui était à côté de moi, puis sur les autres, et ils se sont enfuis ».

Les illusions perdues

Abasourdi par ce geste de ses camarades, qui l'oblige à rejeter l'organisation à laquelle il avait consacré son existence, Hosni rumine sa rancœur. « Ils n'admettraient jamais qu'ils font une chose pareille à leurs propres combattants ; ils diraient que ce sont les peshmergas ».

Aujourd'hui Hosni est confortablement installé dans un hôpital moderne où il se déclare bien traité. « Que vais-je devenir ? Mon sort est entre les mains de Dieu ». Que ferait-il s'il rencontrait l'ex-camarade qui a tenté de le tuer ? Hosni hésite un instant, jette un coup d'œil aux représentants du PDK, puis, avec un sourire désabusé, pointe un doigt accusateur vers le rideau qui le sépare des autres patients. « Ce chien est là, mais les peshmergas ne veulent pas que je lui fasse du mal ».

Quelques heures seulement après avoir abattu ses camarades de sang-froid, Azer a été blessé par des éclats d'obus de mortier. Coïncidence extraordinaire, il a été transféré à l'hôpital de Dohouk, dans la chambre même où se trouvait Hosni qui l'a immédiatement reconnu. Azer, en revanche, encore sous le choc de l'explosion, à moitié aveugle, sourd, ne sait pas qu'à moins de trois mètres de lui se trouve une de ses victimes...

NICOLE POPE

'It's our duty' to help rebels

By Bob Hepburn
TORONTO STAR

CIZRE, Turkey — Hezal Hessen, 35, is a mother with four young children struggling to cope with poverty and violence.

She also is a hard-core Kurdish separatist and her husband may be a Kurdish Workers party (PKK) guerrilla fighting for a

Kurdish state in southeast Turkey. She is proud; she is defiant; she is angry.

"We are all PKK guerrillas or supporters," she says. "Our hands assist the PKK. We'll help in any way possible. It's our duty. Everybody in Cizre feels this way."

"The government says we are

all separatists even if we are not. But we're not separatists. We're not bandits. This is our country. Let them get out."

Hessen is an example of the rising number of independence-minded Turkish Kurds fed up with being a Turk, with the real and perceived discrimination and slights from the Ankara government.

Cizre, with 50,000 residents, is at the heart of the Kurdish uprising in Turkey. It is incredibly poor, isolated and paranoid. Dozens of citizens have died this year in violence between the PKK and Turkish security forces. Dozens of Turkish soldiers and police have also been killed in the area.

THE TORONTO STAR Sunday,
November 8, 1992

Hessen was risking her life talking in her home with reporters, who are supposed to be banned from the area around her house.

More than one Kurdish translator refused to visit her home. "After you leave, the police will come and stick me in prison," one translator in his 60s said. "They will kill me."

At 9:30 p.m. one night about three weeks ago a three-hour barrage of high-powered bullets, grenades and mortar ripped through the house she shares with three other families.

Hessen and her husband, who live in a single room and share the kitchen and bathroom, grabbed their children and hid in the basement.

No one was hurt; no one took responsibility for the attack.

But Hessen is totally convinced Turkish security forces targeted her house because they suspect her husband is actively involved with the Kurdish rebels.

As she speaks, her children wander barefoot through the three centimetres of broken glass littering the destroyed home. Their clothes are covered in grime. "The government is trying to hurt our children," she says flatly. "The government hides everything they do to us."

Is her husband, who is absent, a PKK guerrilla?

"Yes, the men have an active role," she says of the males in her home and the surrounding houses. Soldiers killed one of the men living in her house last year in the surrounding mountains.

"All our people are being tortured, so of course they are guerrillas. That's why all these houses have people fighting in the mountains," she says.

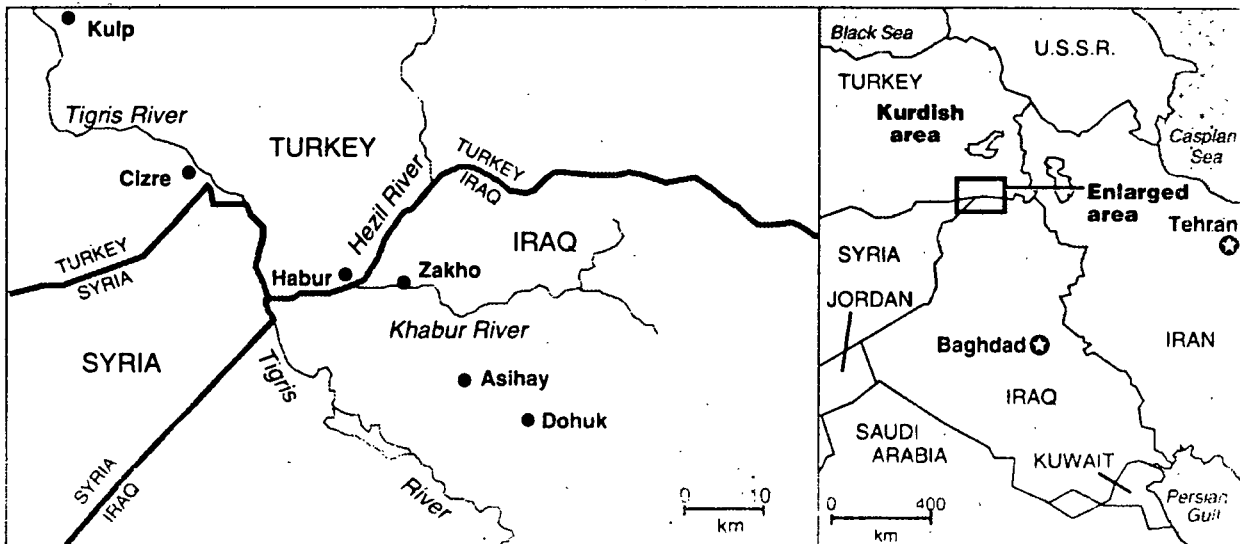
What does she want from Turkey?

"We don't want anything from the Turkish flag," Hessen says. "We have our own flag, our own country."



HEZAL HESSEN: Mother of four says she's a hard-core Kurdish separatist.

War shows Turkey's dark side



THE TORONTO STAR
Sunday,
November 8, 1992



BOB HEPBURN WITH THE KURDS

KULP, Turkey -- An ominous silence hung over the main street of this scruffy mountain town as a lone Turkish army Jeep drove past the bakery. Suddenly, a barrage of bullets ripped toward the Jeep, instantly killing one soldier and fatally wounding his partner. The soldiers had driven straight into an ambush set by Turkish Kurd guerrillas.

For the next eight hours, Kulp was turned into a battleground that left three dead, two injured; 90 per cent of the downtown shops gutted by fire; a four-storey hotel totally destroyed; trucks and cars torched; the school, post office, police

station and health clinic riddled with bullet holes; and three of every four homes damaged by rockets, grenades or automatic gunfire.

Only a miracle -- or careful planning -- saved Kulp from becoming the site of a massacre.

"They tried to kill our town. Everything was burned," Suleyman Cinar, an elderly shopowner, said as he pointed to a row of stores. Cinar makes sure the outsiders know who is responsible. He turns his finger toward heavily armed soldiers standing across the road. "Them," he whispers. "They did it."

Turkish officials blame a 30-man team of Kurdish militants and local sympathizers for the devastation in the town of 7,000 residents. Local

citizens charge that Turkish soldiers, reacting angrily to the killing of the soldiers, went on a deliberate rampage, lighting fires and riddling homes with grenades, mortars, shells and high-powered bullets.

It was impossible in two days in Kulp to determine which side is telling the truth. Huge gaps emerged in both accounts. Ultimately, the truth may lie somewhere in between.

One thing is clear, though: Kulp was a true war zone on that Oct. 3 morning.

Kulp was the latest victim of an increasingly brutal civil war raging in southeastern Turkey between the Turkish army and militant Kurdish separatists. Hundreds of Turkish soldiers and Kurdish residents are being killed; towns are being terrorized and forcibly evacuated, trains and buses attacked, torture widespread.

Last week, Turkish soldiers and tanks invaded northern Iraq in search of Turkish Kurdish rebels. Their goal is to crush the Kurdish Workers party (PKK) fighters once and for all.

Both the army and the separatists are committing atrocities — all far from the prying eyes of the outside world.

The civil war comes at a time when Turkey is trying to gain international stature as a regional superpower. Turkey is staunch Western ally, a full NATO member, and is lobbying to join the European Community.

Yet, the war shows the dark side of Turkey: a country with a long record of human rights abuses, mass arrests, assassinations, forced evacuations of villagers.

In recent weeks, the civil war has reached a new level of brutality, with the Ankara government abandoning all hope of a peaceful or political solution to Kurdish demands for more autonomy for the southeast region, where about half of Turkey's 15 million Kurds live.

"It's a very nasty situation down there," a Western ambassador in Ankara said, "yet very little information is coming out."

Diplomats fear the Turkish security forces are acting well beyond Ankara's control, waging their own war of terror and oppression on innocent civilians with heavy-handed retaliations for PKK strikes.

Turkish Prime Minister Suleyman Demirel has apparently given troops and police a free hand against the PKK, the main rebel faction.

Ismet Imset, a veteran Turkish reporter who has just published a book on the PKK, says the government is waging an all-out war against the PKK. It wants to deliver a serious blow to the PKK, cripple its mountain units, locate and destroy its logistic support lines and cut the organization off from new recruits as well as easy access into and out of Turkey.

Demirel has extended emergency rule in the region for another four months, has moved nearly 60 per cent of Turkey's ground forces into the area, and has stated Turkish troops will remain in northern Iraq as long as necessary. Western diplomats in Ankara say right-wing death squads have tacit support from local authorities to kill Kurdish human rights activists.

Demirel defends such actions as the only way to deal with the PKK, which has slaughtered women and children in villages across south-eastern Turkey. Last weekend, for example, the PKK set a land mine that derailed a passenger



BOB HEPBURN/TORONTO STAR

SCENE OF CHAOS: Kurdish protesters, top, scatter after Turkish troops fire tear gas grenades in Cizre in March. Kulp shopowner Suleyman Cinar points to row of stores ravaged in fighting last month.

train, plunging it into a swirling river and killing several soldiers and civilians.

The Turkish leader claims outsiders have no right to criticize Turkey's actions because it is the "terrorists" who are the most ruthless against civilians.

Many Kurds plainly disapprove of the PKK's tactics, but a growing number support its ultimate aim of a separate Kurdish state.

Since Turkey was established 70 years ago, there have been 27 Kurdish rebellions. Ataturk, the founder of modern Turkey, decreed that all people living in Turkey would be Turks. There would be no ethnic differences.

Kurds claim they are distinct from other Turks, that they deserve to speak their own language, run their own schools, operate their own TV and radio stations. Only last year did it become legal to speak Kurdish. If they can't get what they want within Turkey, then they will try to set up their own state.

Also, the PKK is growing in strength because southeast Turkey is in economic chaos. Everything is a mess: the roads, factories, schools, employment.

Such conditions are ripe for PKK recruiting. The rebels can tap into an endless pit of discontent and a new Kurdish consciousness. The PKK is well funded, getting its money reportedly from Damascus, Iran, Baghdad and Kurdish exiles in Europe.

The PKK's success is astounding: it has grown from just six known members in 1984 to more than 10,000 active fighters today.

Philip Robins, head of the Middle East program at the Royal Institute of International Affairs, says the Turkish military strategy "has alienated a population that already, in view of the weak economy in the southeast, has little to thank the Turkish state for. As polarization and hopelessness have increased, so a growing number of Kurds have turned to the PKK."

☆☆☆

To get to Kulp, travellers must drive to what seems the end of the Earth. The road is rough; there are several military checkpoints where stern soldiers point automatic weapons at visitors; PKK guerrillas stalk the hills at night and often attack innocent people in buses. Travel after nightfall is scary.

"They must have eaten their brains," one soldier told a cab driver taking foreign journalists to Kulp. He was pointing at the reporters. Nine journalists have been killed so far this year in southeast Turkey.

During two trips to the town — one to meet secretly with villagers too afraid to speak in public and the other to talk with government officials — it was plain that Kulp is a town wrapped in fear.

No one disputes the fact that two soldiers were hit in a PKK ambush. After that, though, the stories diverge wildly.

The villagers say soldiers deliberately set the fires that destroyed most of the town's stores and burned the hotel. The soldiers claim they are innocent, that they were just defending themselves in their headquarters and that PKK sympathizers lit the fires.

Curiously, no bullet holes are evident in the police headquarters, despite government claims of being under attack for eight hours.

"They hit only the windows," said Yılmaz Aydoğan, deputy governor of the Diyarbakir region, which includes Kulp. "Every shot was perfect?" Aydoğan was asked. He shrugged his shoulders.

A nearby school used by children of Turkish officials and soldiers stationed in Kulp, however, was indeed heavily hit by weapons fire. One student was hurt in the Saturday morning battle.

By contrast, bullet and artillery holes riddle almost every home in town.

What is clear is that if the army really had been on a one-sided rampage, as the villagers contend, it could have easily killed dozens or hundreds of civilians huddled inside their basements. Instead, the only civilian who died during the eight-hour fight was the hotel owner, who died in his burning building.

Some 6,000 residents, who fled as soon as the fighting eased, are too frightened to go back home, according to Emin Eren, 38, who now lives in Diyarbakir more than two hours drive away.

"I watched through my basement window and saw soldiers pouring gasoline at the front of the hotel," he said in an interview at a Diyarbakir human rights office. "Then they used a flamethrower to set the shops on fire."

A 43-year-old shopkeeper said in Kulp the government had warned residents that if the PKK struck the region, "we too would feel the impact."

"Afterwards, the government told us we deserved what happened because we support the PKK. Naturally we support Kurdistan. We were told to respect the government and not support the guerrillas."

In the month before the battle, the PKK had launched several deadly and costly attacks in and around Kulp, according to Aydoğan.

Rebels killed two soldiers at a police outpost, killed a judge and prosecutor in a Kulp apartment, burned a warehouse with 17,000 40-kilogram bales of tobacco, destroyed a carpet factory and burned a local political office.

Ahmet Turk is a Kurd who heads a family of medieval feudal lords and is the leader of the Kurdish Parliamentary party whose members support many of the goals of the PKK.

"We have the same goals, to live on equal terms with Turks," he said in an interview in his Ankara office. "But we believe

armed struggle is not the proper way to achieve the goals."

Turk, who was first elected to parliament in 1972 and has spent a year in jail for his pro-Kurdish views, said Kurds are merely looking for ways to express their Kurdish identity. "Like Canada and the French and English, we Turks and Kurds are two distinct people, two distinct cultures."

Turkish authorities arrested 11 of the 18 Kurdish Parliamentary party members elected to parliament after the party's recent congress. There, crowds shouted: "Long live the PKK," and waved the red, yellow and green colors of Kurdistan.

Three members are still being detained and if found guilty of the charges of supporting a "terrorist" movement, could face the death sentence.

Kurds are becoming increasingly angry at Ankara, Turk said, because the government promised democratic reforms for Kurds, but have shelved them and now are intensifying attacks on Kurdish people.

Turkish Interior Minister Ismet Sergin denied the government is discriminating against Kurds.

Kurds have some of the "highest positions in the country," he said. "They are judges, university professors, politicians. Without exception, they are first-class citizens."

Western diplomats in Ankara say the solution to the Kurdish issue must come through political as well as military change. Also required is an open recognition of Kurdish identity, which would be a radical change for the country.

"Turkey must come to terms with living in a modern democratic world," a Western envoy said. "If it doesn't, it will have major problems. As the situation deteriorates and gets more brutal, Kurds feel less like Turks."

Prime Minister Demirel must walk a fine line in dealing with the Kurds. On one hand he must keep the army happy. There have been rumors of a possible military coup. The last one came in 1980. At the same time, there is mounting unease among Turks with Kurds, who many now see as secessionists. The army favors a harsher crackdown on the PKK.

But Demirel will also face increased pressure from Kurds if he fails to respond to their demands.

"Turkey will face hard days if there is no change in its 70-year policy toward Kurds," said Turk. "Kurds don't have a good past, but we have a good future."

Ouest France - Octobre 1992

témoignage

"il faut aider les Kurdes en Irak"

Serge et Martine Mouhedine reviennent d'un voyage de deux semaines dans le Kurdistan irakien. Impressionnés par le courage du peuple kurde, ces Manchois lancent un appel afin que l'aide internationale et la protection de l'ONU se poursuivent cet hiver.

Installés à Hambye, Serge et Martine Mouhedine ont passé deux semaines, du 9 au 29 juillet, au Kurdistan irakien. Pour Serge, pépiniériste, et Martine Mouhedine, professeur de sciences naturelles, c'était le quatrième voyage dans cette région du monde.

"Mon grand-père était un Kurde de Turquie. Il est arrivé en Belgique en 1921. Il s'est marié, a eu des enfants. Mais il est reparti au Kurdistan au bout d'une dizaine d'années. On n'a jamais retrouvé sa trace", explique Serge Mouhedine.

S'il n'a pas retrouvé ses aïeux, le Manchois s'est en revanche pris de passion pour cette région et ce peuple divisé par les frontières.

un pays en reconstruction

Les 16 millions de Kurdes n'ont pas d'Etat. Ils sont partagés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie. C'est seulement depuis que l'ONU, au nom du principe de "l'ingérence humanitaire", protège le Kurdistan irakien des attaques de Saddam Hussein que cette région dispose d'une réelle autonomie, avec un parlement élu au printemps dernier. Ses habitants surnomment le Kurdistan irakien : "Azadi", c'est-à-dire liberté. Leur devise : "Paix, liberté, démocratie".

Mais que de drames pour en arriver là !

Souvenez-vous : c'était en 1991. En pleine guerre du Golfe, les Alliés encouragent les Kurdes à se soulever. L'insurrection armée éclate mais la répression irakienne fait fuir en mars les Kurdes vers les frontières turques. Ils veulent à tout prix échapper à un massacre. Ils n'oublient pas qu'en 1988, 5.000 Kurdes ont été tués par les troupes irakiennes. Finalement, l'envoi de forces de l'ONU permet de faire revenir ces réfugiés chez eux, dans une zone "protégée".

"C'est malheureux à dire mais les gazages de villages kurdes par l'Irak n'avaient pas fait bouger les pays occidentaux. Il a fallu que deux millions de personnes fuient l'Irak et frappent à la porte de la Turquie pour qu'on se préoccupe de leur sort", affirme Serge Mouhedine.

Là-bas, dans le Kurdistan irakien, les deux Manchois ont été frappés par la détermination et le courage des Kurdes. "L'armée irakienne a détruit plus de 4.800 villages kurdes en 1988. Nous avons vu des po-

teaux électriques qui ne conduisaient qu'à un tas de pierres. Pendant quatre ans, des régions ont été abandonnées. On estime à 200.000 personnes le nombre des tués ou des disparus. C'est comme si, dans la Manche, on avait gardé quelques grandes villes et effacé tout le reste. Aujourd'hui, les Kurdes sont revenus et reconstruisent leurs maisons en faisant venir du matériel tant bien que mal. En attendant, beaucoup de personnes dorment sous des tentes", témoignent Serge et Martine Mouhedine.

Ils précisent : "Autrefois, les villes kurdes étaient riches. Il y avait des universités kurdes et une élite s'était formée".

Les deux visiteurs ont en effet été très surpris par le niveau intellectuel dans le Kurdistan irakien : "Dans les

villages, il y a toujours quelqu'un qui parle un anglais parfait. C'est la fierté de ce pays : on envoie les enfants à l'école. Rien à voir avec les Kurdes de Turquie : là-bas, on leur interdit de parler leur langue. 40 % d'entre eux sont analphabètes. Ce sont des gens abattus, misérables. En Turquie, les gens nous demandaient : Peut-on envoyer nos fils chez vous pour qu'ils gagnent de l'argent ? Dans le Kurdistan irakien, c'est très différent. Les Kurdes veulent rester sur leurs terres. Un seul nous a demandé des renseignements pour envoyer son fils à l'étranger. Mais c'était pour le faire étudier".

Alors que les Kurdes reconstruisent leur pays, la situation est des plus instables dans cette région. Environ 80 % du Kurdistan irakien est contrôlé par les peshmergas (combattants kurdes). Ce territoire bénéficie d'une protection de l'ONU, mais n'est pas à l'abri d'attaques irakiennes.

"Les Kurdes ont très peur d'un retour de Saddam. Il y a régulièrement des accrochages et des bombardements. Ils savent que le dictateur n'a pas changé. Nous avons d'ailleurs vu un présentateur de la télé irakienne expliquer que le Koweït fait partie de l'Irak".

Pour donner une idée de la situation, il faut préciser qu'une des rares ressources du Kurdistan irakien est un droit de passage prélevé sur les camions de marchandises turcs qui se dirigent vers Bagdad. Pour contourner l'embargo des Nations Unies, les réservoirs des poids lourds sont surdimensionnés. Ils



Un campement de fortune abrite bien souvent des Kurdes de retour dans leur village rasé par les Irakiens.

rapportent ainsi un peu d'or noir en Turquie. "Personne n'est dupe. Ce trafic fait les affaires de tout le monde", constatent Martine et Serge.

terrorisme et représailles

Du côté turc, la situation militaire est encore plus tendue. Les nationalistes kurdes se livrent à des attentats terroristes. Les Turcs répliquent violemment en bombardant des villages ou des camps de guérilla situés dans le Kurdistan irakien. Ces représailles touchent des civils. "L'ONU ferme les yeux car l'appui logistique des installations turques est indispensable pour contrôler l'Irak", lâche Serge Mouhedine.

"Il faut que l'aide humanitaire se poursuive cet hiver sinon il y aura la famine. Les agriculteurs n'ont pas de semence pour les céréales, pas d'engrais", lance Martine Mouhedine.

Le couple a l'intention de monter une exposition et d'organiser une collecte de fonds. "Mais avant, nous voulons être sûrs d'aider une association travaillant directement sur place".

Bernard Domergue

PRESSE DE LA MANCHE - Octobre 1992

Retour du Kurdistan

Au pays de Saddam Hussein, le Kurdistan est autonome. Seulement...

En juillet dernier, Martine et Serge Mouhedin de Hambye, accompagnés d'un de leurs amis, Philippe Godbillon de Saint-Sauveur-Le-Vicomte se sont rendus pendant leurs vacances en Turquie. C'était leur cinquième voyage dans ce pays. Cette année, il ont voulu passer la frontière qui sépare la Turquie de l'Irak pour pénétrer au Kurdistan. Membres de l'Institut kurde de Paris, ils s'intéressent depuis longtemps à cette région où se déroulent les pires atrocités.

« Des dizaines de milliers de personnes ont été assassinées ou ont disparu et 4.800 villages ont été entièrement détruits sur ordre de Saddam Hussein », rappelle Martine Mouhedin. « Aujourd'hui, nous constatons que les gens sont redescendus des montagnes et que les villages commencent à revivre », poursuit-elle. Dans les boutiques, sur les étals, Martine et son mari ont pu voir en juillet ce l'on trouve à peu près tout. Seulement, les Kurdes, faute de moyens, ne peuvent rien acheter !. On vit de troc. Dans son ensemble, l'économie de la région est inexistante. La guerre et les atrocités des années passées ont laissé de nombreuses traces : il n'y a pas de banques, plus de poste, et peu de voitures circulent. De nombreux puits de pétrole existent bien au Kurdistan mais ils sont contrôlés par le pouvoir en place à Bagdad.

Envie de liberté

« Le gouvernement élu il y a peu de temps s'emploie acti-

vement à remettre de l'ordre dans le pays », précisent les époux Mouhedin qui ont noté que les hôpitaux sont en bon état mais « que les médicaments font défaut. Les Kurdes forment un peuple fier et ils se sont mis avec ardeur au travail », fait remarquer Serge.

Les trois Manchois qui ont été accueillis dans des familles ont été frappés par la volonté des Kurdes de vouloir recons-

truire au plus vite leurs villages « en trois mois une maison est construite ! ». Et en traditionnel. Les Kurdes veulent que tout soit remis en ordre le plus tôt possible car ils espèrent bien devenir un peuple complètement indépendant, après avoir récupéré leurs puits de pétrole, toujours sous contrôle de Saddam Hussein.

En rentrant de leur voyage.

Martine et Serge Mouhedin ont décidé de venir en aide aux habitants du Kurdistan irakien. Ils envisagent de créer dans quelque temps une association afin de pouvoir collecter des fonds destinés à leur venir en aide. « Il ne faut pas les laisser tomber, l'argent servira à quelque chose et sans aide internationale, le pays ne pourra pas se relever ».



Il ne faut pas les laisser tomber

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, NOVEMBER 10, 1992

U.K. Acquits 3 Businessmen in Iraq Arms Deal

By Eugene Robinson

Washington Post Service

LONDON — Three businessmen were acquitted Monday of illegally aiding the Iraqi arms buildup in the late 1980s, as prosecutors acknowledged the defendants' claims that British officials knew that the equipment being shipped to Iraq was for military use.

With the prosecution's consent, Judge Brian Smedley ordered the jury in the case to return not guilty verdicts on all counts against Paul Henderson, Trevor Abraham and Peter Allen, three former executives of the machine-tool maker Matrix Churchill. The company supplied Iraq with millions of dollars' worth of arms-manufacturing equipment in the years before the Iraqi invasion of Kuwait.

The directed verdicts ended an extraordi-

nary trial that demonstrated that British intelligence and other government officials received a steady stream of detailed information on Iraqi arms procurement from 1987 through the time of the Iraqi invasion of Kuwait in August 1990.

The trial also provided many indications, but no firm evidence, that information about the arms buildup was passed on to other Western intelligence services, including the Central Intelligence Agency in the United States.

The cornerstone of the prosecution's case — that the three men had deceived British officials into believing that the equipment was for civilian use — crumbled last week when a former minister in the Department of Trade testified that he knew at the time that

the machine tools were for military purposes.

Alan Clark, the former minister, testified Thursday that he even counseled Matrix Churchill and other companies that the best way around "tiresome and intrusive" government export guidelines was to draw up export license specifications that emphasized the peaceful uses of the machinery. This meant, he said, being "economical" with information about military uses.

On Friday, following Mr. Clark's testimony, the prosecutor, Alan Moses, told the court that he was not prepared to continue with his case. On Monday, as the judge ordered the verdicts of not guilty, Mr. Moses said that Mr. Clark's testimony, proving the defendants' central contention, had come as a surprise and was not consistent with his earlier statements.

IRAK : dans le nord du pays

L'offensive turque contre les séparatistes kurdes
du PKK paraît toucher à sa fin

Les séparatistes kurdes de Turquie, les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont affirmé, dans un communiqué publié samedi 7 novembre, que 1 000 soldats turcs et peshmergas (Kurdes irakiens) ont été tués et un millier d'autres blessés, lors des combats qui ont eu lieu depuis le début du mois d'octobre dans le nord de l'Irak. Ces chiffres sont très différents de ceux fournis par les forces turques, dont l'offensive dans cette région semble toucher à sa fin.

DOHOUK

de notre envoyée spéciale

Près de 2 500 combattants du PKK se sont rendus aux peshmergas kurdes irakiens après la signature d'un accord entre les deux parties, a déclaré, vendredi, M. Fadhel Merani, haut responsable du Parti démocrati-

que du Kurdistan (PDK) pour la province de Dohouk, lors d'un entretien accordé au Monde et à l'agence Reuter.

Les termes de cet accord prévoient que les blessés du PKK seront soignés dans les hôpitaux du nord de l'Irak et les prisonniers transférés vers une région éloignée de la frontière turque, où ils seront hors d'atteinte des troupes d'Ankara qui ont pénétré en territoire irakien. En échange, les combattants du PKK acceptent d'être désarmés et promettent de ne pas lancer d'opérations militaires contre la Turquie à partir du Kurdistan d'Irak, où ils avaient, ces derniers mois, installé des bases. Le gouvernement turc avait demandé aux autorités kurdes irakiennes de lui livrer les prisonniers. « Nous avons refusé, déclare M. Merani. Livrer des Kurdes à leur ennemi est une honte pour la société kurde. »

Concession importante aux dirigeants turcs frustrés de voir s'échapper les séparatistes kurdes qu'ils poursuivent depuis des années : les propositions des peshmergas, qui avaient offert au PKK la possibilité

d'avoir une station de radio et une organisation politique dans le nord de l'Irak s'il abandonnait la lutte armée, ne sont « plus réalistes aujourd'hui », indique M. Merani.

Selon lui, des combats intermittents auraient encore lieu dans quelques secteurs limités où cinq cents combattants environ continuent de résister. Des groupes de militants se sont échappés vers la Syrie, l'Irak, les régions irakiennes sous contrôle du régime de M. Saddam Hussein et même la Turquie, affirme-t-il.

Malgré les chiffres élevés annoncés par les autorités turques, qui affirment que 1 800 combattants du PKK et vingt-trois de leurs soldats ont trouvé la mort au cours de l'opération, M. Merani est convaincu que le nombre des victimes est moins élevé. « Nous sommes au Proche-Orient. La propagande de guerre est tout à fait naturelle. Je ne crois pas que la Turquie ait tué beaucoup de combattants du PKK. » Selon un membre du PKK capturé, « 373 [des siens] ont été tués et 600 blessés ».

Pour maintenir la sécurité de la zone frontalière, des peshmergas devraient être postés dans la mon-

tagne en hiver. Or, « nous avons besoin d'uniformes, d'imperméables, de matériel de communication, de matériaux de construction et de carburant pour la police », indique le responsable kurde. Une délégation du ministère des affaires étrangères turc s'est rendue dans le nord de l'Irak, jeudi, pour discuter de la sécurité à long terme dans cette région. M. Merani ne croit pas que les Turcs maintiendront leur présence en Irak ; « Mais ils sont proches de la frontière. Ils pourront revenir quand ils le voudront. »

NICOLE POPE

□ TURQUIE : quinze morts dans des attaques de rebelles kurdes. - Quinze personnes ont été tuées les samedi 7 et dimanche 8 novembre, lors d'attaques de rebelles kurdes sur le territoire turc, dans la province de Sîrnak, dans le sud-est anatolien, a-t-on appris de sources bien informées. Des rebelles ont attaqué un poste de gendarmerie près du village de Gorumlu, tuant huit commando-parachutistes dépêchés sur les lieux dans le cadre des opérations contre les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste). - (AFP.)

IL PARERE DI Mustafa Hjiri

Avanti! Martedì 10 Novembre 1992

Noi curdi iraniani chiediamo all'Europa
di non dimenticare la nostra battaglia

Mustafa Hjiri, 47 anni, vice segretario generale del Partito democratico del Kurdistan Iran (Pdk - Iran) è il segretario ad interim del partito, dopo l'assassinio del segretario Cherefkandi avvenuta a Berlino alla fine di agosto durante i lavori dell'Internazionale Socialista.

L'intervista, la prima rilasciata ad un giornalista occidentale avviene nella base del Pdk-Iran, a Qandil nel Kurdistan iracheno, presso il confine iraniano. Il colloquio avviene all'ombra degli alberi, sorvegliati dalla guardia del corpo, che non abbandona mai il nuovo leader. In tre anni emissari iraniani hanno assassinato i due predecessori e due rappresentanti del partito in Europa.

Perché l'Iran uccide sistematicamente i leader curdi iraniani?

L'Iran non vuole un Kurdistan libero e autonomo. Hanno sempre ucciso i nostri leader durante i negoziati. Avvenne nel 1930 con il leader curdo Simko, nel 1947 con Qadi Muhammed presidente della Repubblica curda di Mahabad, nel 1989 quando emissari iraniani uccisero a

Vienna il nostro segretario generale Abd ar Rahman Ghassemlou e nello scorso agosto il suo successore Cherefkandi.

Il governo iraniano teme che ogni curdo nasconda un combattente. La rivoluzione curda è palpabile nel Kurdistan iraniano perché il Pdk Iran ha una lunga storia di lotta contro il potere centrale. Malgrado l'oppressione e l'assassinio dei nostri leaders, il Pdk-Iran è l'organizzazione più importante in Iran nella lotta contro il governo ed ha compiuto numerose azioni contro l'esercito iraniano.

Qual è la vostra strategia dopo l'assassinio di Cherefkandi?

Siamo sempre in grado di combattere il regime. Abbiamo inviato un dirigente del partito a Parigi per riorganizzare la nostra rappresentanza in Europa. La popolazione è con noi e insegna ai bambini a diventare peshmerga. Ci aiuta con contributi e aiuti ai peshmerga (combattenti curdi).

La nostra politica è moderata. Abbiamo

sempre cercato di negoziare con il regime ma siamo costretti a combattere fino a quando i nostri diritti non saranno riconosciuti.

Nel Kurdistan iracheno per proteggervi da possibili rappresaglie iraniane avete gli uffici presso le sedi dei partiti curdi iracheni, i cui leaders hanno riconosciuto che Cherefkandi aveva in più occasioni diminuito le pressioni dei peshmerga iraniani su Tehran, per agevolare la lotta del popolo curdo iracheno.

Nel Kurdistan iracheno tutti ci conoscono e ci apprezzano. Quando il dottor Said Cherefkandi fu ucciso, in Iraq i partiti ed il governo promossero grandi manifestazioni contro il governo iraniano. Continueremo questa politica di buon vicinato perché riteniamo che sia la politica migliore per la regione.

Durante la sollevazione del marzo 1991 molti membri del Pdk-Iran hanno dato le loro armi ai curdi iracheni. E' stato un aiuto individuale o anche il partito si è mosso in questa ottica? Forse alcuni membri, ma non il partito, hanno dato

aiuti alla popolazione in Iraq. Quando ci fu la rivolta, l'esercito iracheno abbandonò gli armamenti ed il Kurdistan era pieno di armi. I curdi iracheni e i partiti dell'opposizione irachena ci amano molto non perché abbiamo dato loro le armi ma perché perseguiamo la miglior politica nei loro confronti e apprezzano il comportamento del nostro partito. E questo è più importante delle armi, del denaro, e di tante altre cose. Avete relazioni con i Mujahiddin del popolo che hanno le basi in Iraq?

No. All'inizio avevamo buoni rapporti con i mujahiddin di Mas'ud Rajavi e entrammo nel Consiglio nazionale della resistenza (Cnr). Poi ne siamo usciti. I mujahiddin non sono diversi dal regime iraniano. Entrambi sostengono una repubblica islamica. Non sono democratici né all'interno né all'esterno del partito. E questo è un punto molto importante per noi. Non vogliamo avere nulla a che fare con un partito che è come il governo iraniano. I mujahiddin non hanno relazioni con gli altri gruppi iraniani a causa della loro ideologia improntata alla dittatura e al settarismo. Non riconoscono alcun diritto ai curdi e agli altri popoli dell'Iran. Durante la sollevazione popolare in Iraq nel marzo 1991 hanno ucciso tanti civili nel sud e nel Kurdistan, per cui ora sono malvisti in tutto il paese.

Avete relazioni con gli altri partiti dell'opposizione iraniana?

Abbiamo buone relazioni con tutti gli altri partiti dell'opposizione iraniana. Dopo l'assassinio di Cherefkandi c'è stata una riunione con tutti questi gruppi eccetto i mujahiddin. Ma questi gruppi sono deboli e divisi, con numerose scissioni. Molti militanti sono in Europa e non hanno alcuna influenza in Ira. Il governo islamico è debole ma i gruppi di opposizione sono molti più deboli. Questo è il grosso problema dell'Iran. **Ma le rivolte popolari nelle città iraniane sono spontanee oppure organizzate dai muhahiddin, come afferma questo gruppo?**

“
La popolazione vive duramente.
L'Iran ci opprime
nella lingua,
nell'economia,
nella religione,
nella cultura
 ”

Si tratta di rivolte popolari perché la popolazione è stanca del regime islamico ed ha una vita molto difficile. Non c'è lavoro, mancano i servizi sanitari e la democrazia. La popolazione ha abbattuto lo scìa perché sperava nella democrazia e nei miglioramenti economici. Ma il governo non ha mantenuto le promesse, i prezzi dei generi alimentari sono molti alti.

Se ci fosse un gruppo in grado di organizzare la popolazione, il governo sarebbe finito. A Mashahad, a Isfahan e nelle grandi città le dimostrazioni sono iniziate spontaneamente e finite con l'arresto e l'uccisione dei dimostranti. Lo scorso giugno per due giorni a Bukan, nel Kurdistan iraniano, hanno avuto luogo dimostrazioni, che noi non avevamo organizzato, e che sono terminate con 12 vittime e 300 arrestati. Alcuni languono ancora in carcere.

Non ci sono quindi gruppi sufficientemente forti in Iran.

Non è possibile il collasso del regime a breve termine, per la debolezza dell'opposizione. L'unica possibilità è che nasca un'opposizione ma all'interno del regime, e non tra quelli che operano in Europa.

Come sono le relazioni con Baghdad?

Abbiamo buoni rapporti con Baghdad dove è presente un nostro ufficio. Per noi è vitale avere un collegamento con l'Europa, e questo è possibile tramite l'Iraq. I nostri peshmerga feriti sono curati nella capitale. Prima ottenevamo anche delle armi ma da un anno è cessato ogni rifornimento perché la frontiera è controllata dai curdi iracheni. Generalmente ci sono sufficienti le

armi che prendiamo alle truppe iraniane.

Le relazioni con Baghdad sono discusse apertamente nel nostro Comitato centrale. E' come un rapporto tra governi, su basi politiche. Ma nello stesso tempo abbiamo buoni rapporti con l'opposizione irachena. Nessun'altra organizzazione curda è in grado di mantenere questo tipo di relazione con un governo. **Il Partito dei lavoratori del Kurdistan (Pkk) ha alcune basi nel Kurdistan iraniano ed è appoggiato dal regime islamico.**

Il Pkk ha l'ufficio principale a Urmia ed ha molte basi alla frontiera turco-iraniana. Lo hanno riferito i nostri peshmerga che sono attivi nell'area. La maggior parte dei combattenti del Pkk è in Iraq, ma dopo questi combattimenti al confine turco iracheno, sarà obbligato ad andare in Iran, dove riceve molti aiuti da Teheran.

Quale soluzione per il Kurdistan iraniano: federazione o autonomia?

Nel IX Congresso del partito avvenuto nel 1991 abbiamo chiesto l'autonomia del Kurdistan iraniano. Data la presenza in Iran di tante nazioni è molto difficile ottenere la federazione.

Sembra che il Kurdistan iraniano sia la Cenerentola del movimento nazionale curdo, pagando con il silenzio il suo supporto alla lotta dei curdi iracheni.

Non vogliamo creare problemi né al governo curdo né a quello iracheno e fare azioni come se fossimo sulla nostra terra. Noi siamo ospiti. Il nostro programma è rivolto al Kurdistan iraniano ed al governo di Teheran. Non vogliamo intrometterci nelle decisioni del governo iracheno e dell'opposizione irachena e mantenere buone relazioni con entrambi.

Se il governo del Kurdistan iracheno è forte può aiutare le altre aree curde: in Iran, Turchia e Siria. E' una buona chance per i curdi. Tutte le parti si influenzano l'un l'altra. Non dobbiamo essere dimenticati dall'Europa. Non è importante scrivere sul nostro partito, è essenziale parlare del Kurdistan iraniano.

La nostra gente vive duramente e siamo oppressi nella lingua, nell'economia, nella religione, nella cultura. In Iran c'è la dittatura. La popolazione chiede solo la federazione o l'autonomia, di avere una vita democratica come tutti i popoli del mondo.

(Intervista a cura di Mirrella Galletti)

Les délicates relations entre mouvements kurdes

Quand les rebelles du PKK sont les « invités » de leurs cousins irakiens

RANYA (NORD DE L'IRAK)

de notre envoyée spéciale

Les yeux brillants, le sourire éblouissant, Zilan, trente-cinq ans, combattante du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) – qui rassemble les séparatistes kurdes de Turquie, – raconte avec fierté les assauts répétés des peshmergas – militants kurdes irakiens – et de l'armée d'Ankara auxquels elle et ses camarades ont été soumis dans les montagnes du nord de l'Irak. « Bien sûr, c'est une victoire, affirme-t-elle. Nous avons résisté au complot de nos ennemis. Le monde entier est contre nous. »

Les armes se sont tuées dans le nord de l'Irak, mais l'accord conclu, le 29 octobre, entre le commandant local du PKK, M. Osman Ocalan – dit Ferhat, – et le gouvernement régional kurde, n'a rien résolu. Le gouvernement turc a promis de retirer ses troupes, mais ses blindés demeurent sur place alors que les autorités kurdes irakiennes sont engagées dans un exercice délicat : neutraliser le PKK sans pour autant compromettre l'unité kurde conquise au prix de longues années de souffrance.

« La population leur apporte de la nourriture chaque jour », explique, à Raniya, le responsable de la branche de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, qui va accueillir dans ses camps une quinzaine de combattants. Pour une partie des Kurdes irakiens, le PKK est, en effet, un mouvement de libération kurde comme les autres. Apparente dès le début des combats, cette ambiguïté est renforcée, aujourd'hui, par le fait que les séparatistes du PKK sont en contact direct avec les peshmergas.

Avec une remarquable unité, les dirigeants kurdes, qu'ils soient du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani ou de l'UPK, expriment une détermination que personne ne peut mettre en doute. Ils veulent absolument empêcher le PKK

d'attaquer la Turquie à partir de leur territoire. Mais leur interprétation de l'accord conclu avec les rebelles diverge. « Nous n'avons pas confisqué leurs armes », explique M. Talabani, semblant accorder peu d'importance à ce point, qui risque cependant de déchaîner la colère des autorités turques. « Je crois que nous leur avons prêché la prudence », assure-t-il.

L'attitude du PDK et du gouvernement régional est différente. « Ils seront désarmés », insiste le docteur Rowsh Chaways, ministre de l'intérieur et membre du PDK. Selon le responsable de l'UPK à Qala-Diza, la ville la plus proche de Zaleh – lieu de séjour choisi par les autorités kurdes irakiennes pour les 1300 séparatistes du PKK, dont une centaine de femmes, actuellement entre leurs mains, – les combattants déjà arrivés au camp sont en possession d'armes de toutes sortes.

Conscients des exigences de la Turquie notamment, les dirigeants kurdes irakiens ne peuvent pas ignorer les sentiments

de la population, qu'ils partagent dans une certaine mesure. « Nous les considérons comme des invités », explique M. Talabani. Des invités qu'il tient cependant à garder à distance, loin des villageois.

« La lutte continue »

Après trois jours de pluies, la route qui mène à Zaleh – ancienne base de l'UPK, – rendue glissante par la boue, est impraticable, et le campement est à six heures de marche sur un terrain miné. Selon le docteur Rowsh, plusieurs groupes de maisons faites de brique et de boue séchée sont situés dans une vallée entourée de hautes montagnes, proche de la frontière iranienne. Les deux seules voies d'accès seront bloquées par des peshmergas. Les rebelles ne pourront se déplacer qu'avec une permission préalable du gouvernement régional.

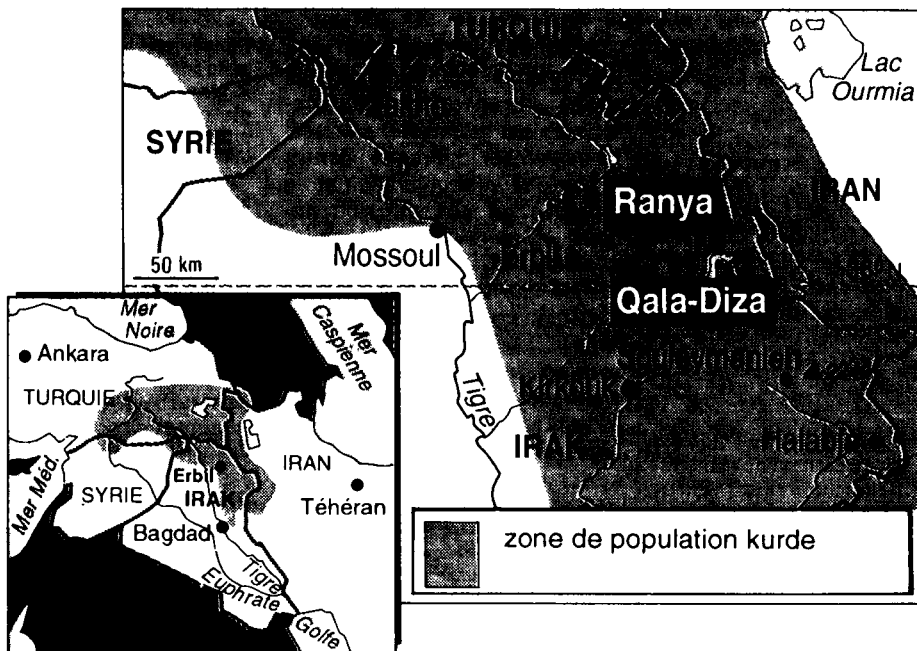
Zilan a une perception très différente de la situation. Un mois de combat ne semble avoir aucu-

nement entamé sa confiance. « Vous pouvez être sûrs d'une chose, nous n'avons pas déposé les armes. La lutte continue. Le seul PKK qui se rend est un PKK mort. » Avec ses cheveux très courts, son visage tanné par la vie en plein air et son uniforme militaire flambant neuf, elle pourrait passer pour un homme.

Zilan s'amuse de nos questions. « Mais enfin, pensez-vous vraiment que nous sommes prisonniers ? Nous sommes libres », affirme-t-elle. Dans la pièce d'à côté, visibles par les interstices de la porte, plusieurs rebelles se reposent, leurs kalachnikovs appuyés contre le mur.

Le PKK a certainement subi un revers, mais l'esprit de ses combattants demeure indomptable. Leurs dirigeants démentent s'être rendus aux peshmergas. A en juger par la recrudescence des attaques dans le Sud-Est anatolien, le PKK n'a pas fini de faire parler de lui.

NICOLE POPE



GAMK**13 NOVEMBRE 1992**

LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL ACCABLE LA TURQUIE

VIVE REACTION A ANKARA

Au moment où la Turquie et la Communauté européenne s'engagent à entretenir des relations plus étroites au niveau politique (voir GAMK du 12 novembre 1992), le rapport d'Amnesty International selon lequel les droits de l'homme sont toujours bafoués en Turquie faisait très mauvais effet. Et il n'est pas surprenant qu'Ankara ait aussitôt très vivement réagi en accusant l'organisation internationale de «tenter de présenter» les «rebelle séparatistes kurdes» comme un «groupe politique d'opposition parlementaire».

La tactique est un peu éculée : il s'agissait encore une fois pour le gouvernement turc de noyer la question des droits de l'homme dans le consensus de la lutte anti-terroriste. Amnesty International avait pourtant été claire, dans ses chiffres comme dans ses accusations : elle accusait le gouvernement Demirel de ne pas avoir tenu ses promesses en vue de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Turquie, où la torture est toujours pratiquée sur une grande échelle tandis qu'un nombre sans précédent de crimes politiques sont recensés.

Selon le rapport publié mercredi à Londres par Amnesty, des crimes politiques sont signalés quotidiennement impliquant dans de nombreux cas les forces de sécurité turques. De même, l'organisation a recensé des centaines de cas de tortures d'hommes, de femmes et d'enfants, et plus de 10 cas de décès lors de gardes à

vue. Pour ce qui est des Kurdes, le rapport n'en dit pas spécialement plus et poursuit que dans le sud-est du pays, les forces de sécurité agissent dans l'impunité la plus totale : une centaine de civils non-armés ont été tués lors de manifestations ou lors d'opérations dans des zones habitées, en représaille contre des attaques du PKK.

Au cours des 12 derniers mois, plus d'une centaine de journalistes, politiciens ou membres du Parti Populaire du Travail ont été les victimes de «mystérieux meurtriers». La plupart de ces victimes avaient auparavant été menacées, détenues ou torturées par la police. Les enquêtes n'ont bien sûr jamais abouti, faute d'avoir d'ailleurs été ouvertes.

Amnesty International reconnaît que ces violations des droits de l'homme ont eu lieu dans un contexte de violence politique généralisée, dans laquelle le PKK a sa part de responsabilité. L'organisation internationale condamne d'ailleurs ces abus, tout en estimant qu'ils ne justifient pas les abus d'Ankara. En conclusion, Amnesty accuse le gouvernement de M. Demirel, «comme les gouvernements précédents, d'avoir fait de sérieuses promesses sur les droits de l'homme et en particulier sur la torture, mais de n'avoir rien fait pour mettre un terme à celle-ci».

On cherchera en vain une déclaration partisane et politique sur les droits de la minorité turque, mais c'en est déjà trop pour Ankara qui ne

se satisfait manifestement pas des précautions d'Amnesty concernant les «abus» du PKK. Pour le ministère turc des Affaires étrangères, le rapport, qui «contient de critiques injustes, est basé sur des sources unilatérales». Conscient de mener une croisade pour le droit et la paix contre un PKK diabolisé, le gouvernement turc enchaîne en reprochant au rapport de se concentrer sur le sud-est de la Turquie où le PKK fait régner une «terreur» qui justifierait toutes les réactions et qui «pour nous, constitue la violation la plus grave des Droits de l'Homme» ; en tentant de présenter cette organisation criminelle comme un groupe politique parlementaire, Amnesty serait «dérédibilisée» et le sérieux de ses affirmations remis en question.

La Turquie évite de mentionner la torture, à laquelle le rapport avait pourtant consacré toute son attention, et entend bien faire du PKK l'alibi de cette politique de répression, justifiant tous les excès, et qui s'est exprimée par la reconduction pour quatre mois de l'état d'urgence dans les 13 provinces du sud-est. La Turquie a la conscience tranquille d'autant que les pays occidentaux, soucieux de maintenir leurs forces d'interposition dans l'est de la Turquie, face à l'Irak, préfèrent ne pas réagir aux opérations de ratissage organisées dans le nord de l'Irak et en toute liberté par les commandos et les avions turcs. Ankara, qui se vante pourtant aujourd'hui d'avoir «démantelé» le PKK, devra bien trouver d'autres bouc-émissaires ou admettre qu'en matière de droits de l'homme, la Turquie a encore beaucoup à apprendre.

GRANDE RÉUNION À ANKARA

Turcophones en sommet

Six présidents des républiques d'Asie de l'ex-URSS accueillis par le président Ozal. Pour examiner le «modèle» turc, économique, démocratique et laïc...

● Le président turc Ozal a ouvert, vendredi à Ankara, un sommet des six présidents des républiques turcophones d'Asie centrale et du Caucase. Dans son discours inaugural, il a souligné l'importance de la reprise des relations entre les six pays et souhaité le renforcement des liens dans l'avenir. «Nous sommes encore au début, nous devons avancer plus rapidement dans la coopération», a-il dit.

Réunis jusqu'à aujourd'hui au siège de la Grande Assemblée de Turquie, les chefs d'Etat azéri, Aboulfeyz Eltchibey, kazakh, Noursoultan Nazarbayev, turkmène, Sapar Mourad Niyazov, ouzbek, Islam Karimov, kirghize, Askar Ataev, et turc doivent examiner les relations bilatérales et la coopération entre leurs pays.

Ce sommet se tient un an après la

reprise des liens entre la Turquie et les cinq autres républiques. «gelés sous le communisme».

La Turquie, qui fête son 69^e anniversaire, se veut un modèle économique, démocratique et laïque pour ses «frères du Caucase et d'Asie centrale». Deux textes, l'un économique et l'autre politique, doivent être signés aujourd'hui. — (afp)

Succès de l'opposition irakienne

● L'opposition irakienne rassemblée au grand complet à Salaheddine, dans le Kurdistan irakien qui échappe au contrôle du régime irakien, a mis de côté ses querelles intestines. Si son objectif était de montrer un visage uni au reste du monde, c'est plutôt une réussite. Les plus pessimistes avaient prédit un éclatement de l'opposition à propos de la nature du futur Etat irakien.

En fait, la commission politique de l'opposition a réussi à mettre tout le monde d'accord en proposant un compromis. Ainsi les Kurdes, qui demandaient la proclamation immédiate d'un Etat fédéral en Irak, ont obtenu partiellement gain de cause, puisque les 174 délégués présents ont adopté le principe d'un système fédéral composé de Wilayas (régions).

Dans le même temps, le principe de l'«intégrité de l'Irak» a été réaffirmé. C'est donc une concession des Kurdes aux autres composantes de l'opposition, notamment aux formations chiites basées à Téhéran. Ces dernières ont également obtenu que ce projet institu-

tionnel soit entériné par voie référendaire ou parlementaire une fois Saddam renversé. Mais rien ne dit que, le jour venu, chacun ne reprendra pas ses billes.

En tout cas, cet accord a permis de déblayer le terrain. L'opposition irakienne s'est donc dotée d'une structure politique à plusieurs niveaux. Il y a tout d'abord un comité exécutif de 25 membres — une sorte de gouvernement parallèle — qui sera très probablement assisté par un conseil consultatif, dont on ne connaît pas encore le nombre. Ensuite, les délégués semblent s'être mis d'accord sur une direction collégiale de trois membres: un Kurde, un chiite et un sunnite arabe. Cette direction politique aura très probablement son siège quelque part au Kurdistan irakien, à Erbil ou à Salaheddine même.

Rassurer les voisins

Enfin, sur le plan diplomatique, les opposants irakiens ont voulu rassurer les voisins de l'Irak. La Turquie, l'Iran,

la Syrie, mais aussi les pays arabes de la région, avaient exprimé leur inquiétude après le vote, le 4 octobre dernier, d'une résolution par le Parlement kurde en faveur d'un «Etat kurde fédéré au sein de l'Irak». Un geste que beaucoup, y compris à l'intérieur de l'opposition, avaient jugé comme dangereux. D'ailleurs, la Turquie a pris l'initiative de réunir, le 14 novembre prochain, les chefs de la diplomatie de l'Iran, de la Syrie, et sans doute de l'Arabie séoudite, sur la situation dans le nord de l'Irak. Une mise en garde à peine voilée à l'égard des autorités kurdes qui avaient trop tendance, ces derniers temps, à se comporter comme les dirigeants d'un Etat indépendant. On a donc voulu rassurer les capitales de la région en réaffirmant l'intégrité de l'Irak.

Les délégués présents à Salaheddine l'ont fait d'autant plus facilement que sans l'accord des pays voisins, en particulier de la Turquie, les pays occidentaux ne pourront pas maintenir une zone de protection dans le nord et une zone d'interdiction aérienne au sud du 32^e parallèle.

Saviosh Ghazi □

○ L'un des principaux chefs kurdes irakiens, M. Jalal Talabani, a annoncé que l'armée turque a pénétré hier soir sur 5 axes dans le nord de l'Irak, et exigé son retrait «immédiat». Lors d'une conférence de presse à Salaheddine, M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a précisé que des troupes turques ont traversé la ville irakienne de Zakho, près de la frontière irako-turque, et se dirigeaient en profondeur vers le nord de l'Irak. Il a souligné que l'opération de l'armée turque est intervenue en dépit de la conclusion vendredi soir entre les dirigeants kurdes irakiens et les rebelles kurdes turcs réfugiés dans le nord de l'Irak d'un accord sur la reddition de ces derniers. — (afp)



La réunion de l'opposition irakienne. Vêtu de blanc, Massoud Barzani.

Reuter

REBELLES KURDES DU PKK

Des morts par centaines

Raid turc de samedi. Un bilan plutôt renversant dans la presse turque.

● Un millier de rebelles kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués samedi lors d'une offensive de l'armée turque en Irak du Nord contre le camp rebelle de

Khaftanine, au nord-est de la ville irakienne de Zakho, affirment les médias turcs.

Lors d'une offensive de grande envergure soutenue par l'aviation et des unités blindées, l'armée turque

a pris samedi le contrôle total du camp de Khaftanine du PKK et environ un millier de rebelles kurdes ont trouvé la mort au cours des combats et du bombardement aérien, selon la première chaîne de la télévision d'Etat turque TRT1.

Ce camp, qui abriterait plus de 2200 rebelles du PKK, est l'un des principaux installés dans le nord irakien. Il constituait l'un des objectifs pour l'armée turque depuis le début des raids aériens et des opérations terrestres déclenchées le 16 octobre dernier.

Par ailleurs, la conférence de l'opposition irakienne, réunie depuis mardi à Salaheddine, dans le nord de l'Irak, a élu samedi soir une direction collégiale de trois membres, un Kurde et deux Arabes, et un gouvernement provisoire.

«Le peuple irakien est uni et les travaux du congrès ont été un grand succès», a affirmé le chef kurde Massoud Barzani, l'un des trois membres du triumvirat avec l'ancien général arabe sunnite Hassan al-Naqib, et Sayed Mohammad Bahr al-Ouloum, un dignitaire religieux chiite.

L'élection de cette direction ainsi que d'un conseil exécutif de 25 membres, sorte de gouvernement provisoire présidé par le chiite libéral Ahmad Chalabi, et d'une assemblée nationale de quelque 225 personnes, vise à préparer l'après-Sad-dam Hussein. — (afp)



Blindé turc progressant dans le nord de l'Irak.

Reuter

24 Heures - 2 novembre 1992

Le Courrier - 3 novembre 1992

IRAK

Offensive turque dans le Kurdistan

Ankara veut annihiler le Parti des travailleurs kurdes en rébellion depuis août 1984. Bilan. Un millier de morts,

L'armée turque qui a fait une entrée massive en Irak du nord avec chars et raids aériens d'appui depuis le 16 octobre pour combattre les rebelles kurdes de Turquie, a poursuivi lundi son offensive. Le Congrès national irakien (CNI), coalition des formations de l'opposition, a condamné «l'incursion» des forces armées turques dans le nord de l'Irak et a demandé leur retrait immédiat.

Plusieurs villages kurdes irakiens ont été touchés par les bombardements des forces turques faisant plusieurs morts civils, selon le communiqué du CNI qui ne donne pas d'autres précisions. Le CNI réclame «le retrait immédiat de ces forces afin de maintenir les relations de bon voisinage et de coopération» entre l'Irak et la Turquie.

Le bilan d'un millier de morts dans les rangs du PKK lors de la prise samedi du camp rebelle de Khaftanine, annoncé par les médias turcs, n'a été ni confirmé, ni infirmé par les autorités. Ce camp, où se seraient regroupés plus de 2200 militants du PKK, était l'un des objectifs principaux de l'armée turque depuis le début de l'opération aéroterrestre.

GUERRE DE PROPAGANDE

La propagande turque semble ainsi avoir réussi une contre-offensive psychologique, pour la première fois depuis le début de l'insurrection armée du Parti des travailleurs du Kurdistan

(PKK, séparatiste) en août 1984. Elle a notamment brouillé les cartes en opposant aux rebelles kurdes de Turquie les Kurdes d'Irak peu désireux d'être accusés de soutenir le «terrorisme» lancé par le PKK à partir du territoire irakien.

Cette «alliance» apparente entre la Turquie et les Kurdes d'Irak, qui l'ont démentie officiellement tout en coopérant sur le terrain avec l'armée turque, a gêné la propagande des rebelles kurdes. Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a contre-attaqué en accusant la Turquie de faire «exterminer les Kurdes par les Kurdes», selon un communiqué du «Comité du Kurdistan», branche politique du PKK basée à Paris, parvenu lundi à Ankara.

Sommé de se rendre par les Kurdes irakiens, le PKK était toujours sur les lieux dans la zone de Hakourk lundi, une semaine après avoir demandé à «négocier». Des tracts ont été largués appelant les militants du PKK «à se rendre aux forces turques». — ATS

Une grande base du PKK est tombée dans le nord de l'Irak

Ankara affirme qu'il ira jusqu'au bout dans son offensive contre les Kurdes.

L'offensive aéroterrestre de grande envergure que l'armée turque mène depuis le 16 octobre contre les rebelles kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak ne connaît pas de trêve. Ankara affirme que son armée ira jusqu'au bout pour «détruire les camps» des combattants du PKK (indépendantistes) et a convoqué dimanche des ambassadeurs occidentaux et proche-orientaux pour le leur expliquer. L'initiative de la diplomatie turque intervenait après la demande, formulée par Jalal Talabani, le chef de l'Union patrio-

tique du Kurdistan, d'un retrait «immédiat» de l'armée turque du Nord irakien.

Des unités de commandos et des unités blindées de l'armée turque, s'avançant sur deux axes différents en territoire irakien, auraient pris le camp de Khaftanine, au nord-est de Zakho, et un millier de combattants du PKK, au dire d'Ankara, auraient été tués. Les unités turques devraient ensuite se diriger vers les camps rebelles de Hakourk, dans le triangle des trois frontières entre la Turquie, l'Iran et l'Irak,

et de Shivi, qui se situe entre Hakourk et Khaftanine.

Un millier de membres du PKK seraient par ailleurs encerclés par les forces kurdes irakiennes des peshmergas qui ont déclaré «ne pas vouloir les tuer» et ont entamé des discussions avec Osman Ocalan, frère du chef du PKK, Abdullah Ocalan. La branche européenne du PKK disait hier que ces négociations «n'ont pas abouti», contrairement à ce qui se dit dans le nord de l'Irak; elle dément par ailleurs que le PKK se soit «rendu».

LNQ/AFP

4500 Kurdes hors de combat

L'état-major turc fait le bilan de son action.

Près de 4500 rebelles kurdes de Turquie réfugiés dans le nord de l'Irak ont été mis hors de combat, dont 1800 ont été tués, a annoncé hier l'état-major turc à Ankara, qui laisse entendre que le nombre de victimes des trois semaines de combats pourrait être plus lourd.

Ce bilan, qui fait état de 23 morts dans les rangs de l'armée turque depuis le début de son intervention dans le nord de l'Irak, ne tient pas compte des blessés et morts déjà inhumés ou évacués par les combattants kurdes lors de l'arrivée des troupes turques sur place. Il ne tient pas compte non plus des victimes de «bombardements à l'arme lourde» comme de l'artillerie des chars et de l'aviation dans des zones où l'armée turque n'a pu encore parvenir. Dans le nombre des victimes de ces combats, le bilan tient compte des quelque 450 corps «trouvés morts» lors d'opérations de recherche dans la région de Khaftanine.

La résistance des maquisards kurdes, dont le nombre de rebelles est estimé encore à 7000 dans les zones montagneuses du nord de l'Irak, a été dans une large mesure brisée à l'issue d'opérations massives turques dans le Nord irakien. Quelque 2500 rebelles «pris de panique» cherchent à prendre la fuite de la région ou tentent de résister en groupes dispersés contre l'armée turque, affirme l'état-major turc. Les opérations continuent actuellement contre les rebelles kurdes du PKK dans la région, selon le communiqué.

AFP

LE NOUVEAU QUOTIDIEN
6 novembre 1992

Menacés de mort à cause du drapeau kurde

Le Parquet de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a ouvert une procédure pouvant entraîner la peine capitale contre 14 dirigeants du Parti du travail du peuple (gauche prokurde), pour avoir brandi des drapeaux kurdes en public en septembre dernier, lors de leur congrès à Ankara. Amnesty International publie aujourd'hui un rapport accusant les autorités turques de continuer à tolérer la torture et les crimes politiques.

TURQUIE

Etat d'urgence prolongé dans treize provinces

Sur l'avis du Gouvernement, le parlement a reconduit la mesure existant depuis 1987.

Le Parlement turc a voté hier soir la reconduction, à partir du 19 novembre prochain, de l'état d'urgence en vigueur depuis 1987 dans 13 provinces du pays. Cette mesure entrera en vigueur pour une nouvelle période de

quatre mois dans l'est et le sud-est anatoliens, apprend-on de source officielle.

Selon le ministre de l'Intérieur Ismet Sezgin, 2135 personnes dont 990 rebelles kurdes, 511 membres des forces de l'ordre turques et 634 civils ont trouvé la mort en 1992 dans des actions meurtrières liées aux actions des séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). 991 membres des forces de sécurité, 721 civils et 71 rebelles kurdes ont été blessés lors de cette même période, a-t-il ajouté.

Près de 5800 personnes ont été tuées dans l'est et le sud-est anatoliens frontaliers de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie depuis août 1984 date à laquelle le PKK a pris les armes contre le pouvoir central d'Ankara.

ATS/AFP

Le Courrier - 12 novembre 1992

INCURSION TURQUE AU KURDISTAN

24 Heures - 7 novembre 1992

Le nettoyage touche à sa fin

Les opérations aéroterrestres de l'armée d'Ankara en territoire irakien contre les rebelles kurdes du PKK sont terminées. La mission a été accomplie. Près de 4500 maquisards hors de combat.

● «Mission accomplie». C'est en ces termes que le commandant de la 6e division blindée turque, le général Kormaz Tagmat, a qualifié l'opération de ses troupes dans le nord de l'Irak. Le 12 octobre dernier, l'armée turque lançait une vaste offensive aéroterrestre dans le Kurdistan irakien contre les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK), une organisation marxiste-léniniste, dirigé par Abdullah Ocalan, qui mène depuis 1984 une lutte violente contre l'armée turque dans le sud-est de la Turquie.

L'armée turque affirme avoir emporté une victoire décisive sur le PKK. Lors d'une conférence de presse organisée dans la vallée de Kishan, dans le nord de l'Irak, le général Korkmaz Tagmat a avancé le chiffre de 4500 maquisards tués ou blessés par ses soldats. Une source de l'opposition kurde irakienne affirme de son côté que toutes les bases du PKK dans cette zone frontalière sont désormais sous le contrôle des militaires turcs.

Le général Tagmat a affirmé, hier, que c'est à la demande des deux principaux dirigeants kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talabani, que l'armée turque avait lancé son opération. Ce que ces derniers ont démenti, bien sûr. La présence du PKK hypothéquait gravement l'expérience des Kurdes d'Irak, qui tentent de mettre en place un gouvernement autonome dans cette région. Depuis la Guerre du Golfe, la Turquie est devenue un allié stratégique pour ces derniers. Toute l'aide alimentaire internationale destinée à la population kurde passe par la Turquie et sans l'accord d'Ankara, les pays occidentaux ne peuvent maintenir leur «zone de protection» au nord du 36e parallèle. Ankara a alors clairement mis en garde les Kurdes irakiens contre la persistance de la présence du PKK dans la région. Et c'est la mort dans l'âme que les Kurdes irakiens se sont décidés à expulser par la force les maquisards du PKK.

Mais aujourd'hui, la présence de

l'armée turque dans la région pose un grave problème à la stabilité de la région. L'Irak et la Syrie ont protesté contre l'intervention des Turcs en Irak. Or, chacun le sait, les Kurdes irakiens sont dans l'incapacité d'empêcher le PKK d'utiliser leur territoire. Dans ces conditions, on parle de plus en plus d'une présence, même limitée, de l'armée turque dans le nord de l'Irak. La mission dépêchée par Ankara auprès de Massoud Barzani et Jalal Talabani aurait donc, affirme-t-on, pour but de négocier un accord dans ce sens.

En fait, les Kurdes d'Irak n'ont guère le choix. Leur sort dépend étroitement de la bonne volonté de la Turquie. Mais l'installation des militaires turcs, quelle que soit sa forme, dans le nord de l'Irak ne manquera de créer des tensions entre la Turquie d'un côté, l'Irak et la Syrie de l'autre. Sans parler des autres pays arabes de la région, qui y voient un premier pas sur le chemin du démembrement de l'Irak.

Siavosh Ghazi

Avanti! Sabato 14 Novembre 1992

Dell'inferno di un tempo rimangono solo gli indizi. Storie di prigionia, tortura e violenze

Viaggio tra i lager di pietra per curdi

I castelli-fortezza di Saddam Hussein nel Kurdistan iracheno

Mirella Galletti

L'inferno ripulito, ma pur sempre la testimonianza degli orrori perpetrati da Saddam contro il genere umano. I castelli-fortezza che costellano il Kurdistan iracheno sono l'emblema, accanto ai quattromila villaggi distrutti, della negazione dei diritti umani. Ne ho visitato uno, possente e lugubre, che si staglia nella vallata che congiunge Dukan a Sulaimaniyyah. Saddam Hussein fece costruire queste fortezze agli inizi degli anni '80 per controllare il Kurdistan iracheno, in base a una idea ripresa dalla storia e suggerita dai sovietici. I tecnici di Mosca perlustrarono il Kurdistan con l'ausilio di elicotteri e stesero una mappa geo-politica, con indicazioni sui luoghi idonei, sulle caratteristiche delle costruzioni e di come posizionare il sistema difensivo. I sovietici pur avendo elaborato il progetto non parteciparono alla loro costruzione - chiarisce un ex-alto ufficiale dell'esercito iracheno.

Sono castelli autosufficienti, delimitati da postazioni difensive e con aperture speciali verso l'esterno per proteggere l'esercito iracheno dagli attacchi dei peshmerga. Ogni castello poteva ospitare una divisione con tutto l'equipaggiamento e materiale necessario, compresi i carri armati e gli elicotteri. Ogni divisione conta al massimo 10 mila militari. Queste enormi costruzioni furono usate durante la guerra Iran-Iraq per rinchiodarvi i prigionieri iraniani e per l'addestramento militare. Nelle regioni di Erbil e Sulaimaniyyah furono costruite una dozzina di fortezze, e altrettante nell'area del Bahdman, al confine con la Turchia. Dal 1980 al 1988 gli effettivi dell'esercito iracheno furono triplicati. La barbarie imperava. Spesso ai prigionieri iraniani venivano spezzati gli arti e messi in contenitori con acqua lurida. Anche in Iran il trattamento dei prigionieri iracheni era pessimo, soprattutto per le pressioni religiose, ma non ha raggiunto le atrocità inferte dagli iracheni. Germania orientale, Romania e Cuba parteciparono direttamente alla riorganizzazione dei

servizi segreti iracheni. Secondo il deputato Mam Rostam, eroe nazionale, tra i 1.200 sovietici presenti in Iraq 13 erano esperti nelle armi chimiche e nel 1980 l'Unione patriottica del Kurdistan (Upk) ne rapì alcuni in ostaggio, liberandoli su pressioni del Cremlino. Ilamid Khaled Mohammad, membro della leadership militare dell'Upk, conferma che queste fortezze furono costruite per la sicurezza interna e non in relazione al conflitto Iran-Iraq perché, per timore di bombardamenti iraniani, l'esercito non li utilizzò al pieno delle loro capacità. La fortezza di Sosej è un enorme parallelepipedo su due piani. Secondo i dati forniti dal suo responsabile Nasradin Abdullah Haorami del Pdk-Irak, è lunga circa un chilometro, larga 250 metri, alta 10, delimitata da torrioni ai quattro lati. La costruzione iniziò nel 1981 e furono necessari 3,4 anni per terminarla. Ospitava una divisione dell'esercito iracheno. Negli eserciti scantinati venivano rinchiusi i prigionieri iraniani e nel 1988 anche la popolazione curda deportata dai villaggi. Ne sono

testimoni i lembi di sottovesti ammucchiati in un angolo di un immenso scantinato buio, senza finestre e luce elettrica, dove sul pavimento (ma quale pavimento?) si raccoglie l'acqua piovana e i muri trasudano umidità. Mancano i servizi igienici. Gli escrementi venivano raccolti in buglioli e gli scorpioni scorrazzano numerosi. Un inferno per un'intera popolazione crocefissa in questi antri. Nel cortile i peshmerga raccolgono le ossa di un bambino, sfuggito all'erosione degli acidi delle cisterne interrate a cui si accede mediante strette botole. Dalla fine degli anni '60 il Ba'th fa scomparire i cadaveri immergendoli in queste sostanze chimiche. Le stanze di tortura sono state completamente spogliate dai loro efferati attrezzi. Su un muro del cortile la prova della presenza di un arsenale di armi chimiche. Scritte e disegni invitano alla precauzione: in quell'area erano ammassate le armi chimiche. Attorno alle mura esterne per una profondità di 15 metri sono

presenti le mine anti-uomo per prevenire attacchi esterni e la fuga dei prigionieri. Questa, come le altre fortezze, sono saldamente controllate dai peshmerga del Pdk-Irak che ne hanno fatto il proprio quartiere generale. È ovvio che, utilizzando, le testimonianze di tante efferatezze vanno perdute. Per questo l'Organizzazione per i diritti umani in Kurdistan intende censire e fotografare questi lager, dove le atrocità sono state la regola di vita. Quante violenze in nome di Saddam... Nell'area di Dohuk quando la popolazione insortì penetrò nell'edificio della polizia segreta, liberò una donna, Zeinab, in carcere da sei anni perché sorella di un oppositore. La giovane era stata ripetutamente violentata dai miliziani e aveva quattro figli... Viene riportato di tante ragazze curde vendute agli sceicchi del Golfo... Bahrain, Abu Dhabi... cedute come prostitute per annientare non solo il popolo curdo ma anche la sua dignità.

Basler Zeitung

Samstag, 14. November 1992
Nr. 268

Teil I

Kurden-Konferenz ohne Kurden

Zum ersten Mal in der Geschichte treffen sich heute Samstag die Aussenminister der Türkei, Syriens und Irans, um über eine gemeinsame Kurdenpolitik zu beraten. Übereinstimmung besteht schon jetzt in einem Punkt: Keines dieser Länder will die Bildung eines kurdischen Teilstaates im Nordirak dulden.



Istanbul. Bisher trafen sich die Aussenminister Syriens, der Türkei und Irans allenfalls auf bilateraler Ebene. Geprägt waren solche Begegnungen zudem meist von abgrundtiefem Misstrauen. Erst die Meldungen aus dem Norden Iraks, wonach sich dort unter dem Schutz der Golfkriegs-Alliierten allmählich ein mehr oder weniger eigenständiger Kurdenstaat heranbildete, hat die drei Staaten, von denen jeder sein eigenes «Kurdenproblem» hat, zusammengebracht. Die Differenzen, wie etwa die Frage der Nutzung des Euphratwassers oder der verbitterte

Konkurrenzkampf zwischen der Türkei und Iran um Einfluss in den zentralasiatischen GUS-Republiken, wurden dabei vorläufig zurückgestellt.

Es geht in Ankara nur um eine einzige Frage: Wie kann die Bildung eines Kurdenstaates im Nordirak wirksam verhindert werden? Gemeinsam haben die Konferenzteilnehmer die Angst, ein Kurdenstaat würde, selbst wenn er in einen irakischen Föderativstaat eingebettet wäre, früher oder später den Kurden im eigenen Staat als Beispiel dienen. Türkischen Presseberichten zufolge wurde die Bitte der Kurdenführer Talabani und Barsani, an der Konferenz teilnehmen zu dürfen, in Ankara nicht einmal diskutiert: Die Kurdenkonferenz findet unter Ausschluss der Kurden statt.

Die Türkei verfügt über drei Hebel, die angesetzt werden können, um die irakischen Kurden in Schach zu halten. Erstens muss Ankara bis Ende Jahr über die Verlängerung der Stationierung der alliierten Truppen entscheiden, die aus der Türkei heraus den Kurden militärischen Schutz gegen die Truppen Saddam Husseins bieten. Es besteht kein Zweifel, dass die irakische Armee ohne den alliierten Schutz dem Experiment des kur-

dischen Teilstaates ein abruptes Ende bereiten würde. Zweitens kann Ankara zu jeder Zeit den Nachschub für die irakischen Kurden unterbrechen, so wie dies Iran und Syrien schon seit langem tun. Diese Drohung hatte die Kurdenführer zu dem auch unter Kurden höchst umstrittenen Schulterchluss mit Ankara im Krieg gegen die türkisch-kurdische PKK (Arbeiterpartei Kurdistan) bewogen. Drittens sind die türkischen Truppen tief auf irakisches Territorium vorgedrungen. Barsani und Talabani hatten vergeblich den sofortigen Abzug der türkischen Panzer aus ihrem Land gefordert. Denn aus türkischer Sicht ist dieser Einmarsch ein Bestandteil des gemeinsam begonnenen Krieges gegen die PKK.

Inzwischen zeigten sich Talabani und Barsani wieder kooperativ: Am Donnerstag trafen sie sich im Grenzstädtchen Silopi mit dem Kommandanten der türkischen Gendarmerie, General Esref Bitlis. Während dreier Stunden berieten sie ausschliesslich über Möglichkeiten, die PKK auch in Zukunft daran zu hindern, sich erneut im Gebirge des Grenzgebietes einzunisten.

Werner van Gent

Kurden in der Türkei vor ihrer größten Herausforderung

Zu den Beiträgen „Mit Mördern führen wir keinen Dialog“ in der SZ vom 11. 11. und „Amnesty: Bonn macht sich in der Türkei mitschuldig“ in der SZ vom 12. 11.:

Es ist typisch für Demirel daß er die Kurden pauschal als Mörder und Terroristen bezeichnet und über Folter und Terror der türkischen „Sicherheitskräfte“ (= Polizei, Militär und Sondereinheiten) kein Wort verliert. Die deutsche Regierung macht sich auch weiterhin mitschuldig an den Verbrechen des türkischen Terrorregimes, indem sie Waffen in die Türkei liefert und mit türkischen Geheimdiensten zusammenarbeitet. Dabei sollte von Rechts wegen die Zusammenarbeit zwischen dem Nachrichtendienst eines demokratischen Rechtsstaates und den entsprechenden Einrichtungen eines Terror- und Folterstaates wie der Türkei von vorneherein unmöglich sein.

Der derzeitige Zustand bedeutet, daß der Bundesnachrichtendienst Folter und Terror in der Türkei unterstützt, indem die NATO kritiklos die Türkei zur Brücke zwischen Ost und West aufbaut, werden Folterung und Ermordung kurdischer Zivilisten stillschweigend akzeptiert.

Die Minister Kinkel und Rühle lobten auf ihren Reisen die Fortschritte der Türkei bei den Menschenrechten, obwohl sich

die Lage seit Demirels Regierungsantritt sogar noch verschlimmert hat. Wie können demokratisch gewählte Politiker so tief sinken, daß sie einem Folter- und Mörderregime zuliebe derartig lügen? Die Staatssicherheit der ehemaligen DDR wird wegen weit geringerer Verbrechen jetzt vor Gericht gebracht. Wer aber wird die Politiker der Bundesrepublik zur Rechenschaft ziehen? Demirel als Chef eines Terrorregimes macht sich lächerlich, wenn ausgerechnet er die Menschenrechte in Bosnien einfordert, da Menschenrechte in der Türkei selbst überhaupt nichts zählen. Es geht ihm nur um eine türkische Großmachtpolitik und nicht um Hilfe für die unglücklichen Bosnier. Die islamischen Turk-Republiken der früheren Sowjetunion sind bis jetzt allenfalls Scheindemokratien, die mit Hilfe der Türkei nationalistische und rassistische Ziele verfolgen, man denke nur an den Krieg zwischen Aserbaidschan und Armenien. Die NATO sollte solche Tendenzen nicht unterstützen.

Demirel bezeichnet die Türkei als Teil der zivilisierten Welt. Schöne Zivilisation, zu der ein solcher Folterstaat gehört! Die großartige geschichtliche Rolle, die Demirel für sein Volk reklamiert, bestand u. a. auch in den Verwüstungen, die die mongolischen Horden über weite Teile der

zivilisierten Welt brachten, in der Ermordung von über einer Million Armeniern im Ersten Weltkrieg und einer gnadenlosen Verfolgung der Kurden in sieben Jahrzehnten. Die Rückständigkeit des türkischen Bildungssystems zeigt sich vor allem darin, daß die Schulkinder nichts über das Schicksal der Armenier und nur Lügen über das kurdische Volk erfahren. In der Türkei stehen die Kurden zur Zeit vor der größten Herausforderung ihrer Geschichte, einem Kampf gegen einen übermächtigen Feind, der alle nur mögliche Hilfe aus den westlichen Industriestaaten und vor allem aus Deutschland erhält.

B. Ibrahim, Mitglied der Kurdischen Akademie für Wissenschaft und Kunst
Tannenstraße 29a
8901 Ried

Atomuhr in Braunschweig

Zu dem Beitrag über Uhren in der SZ vom 16. 11.: Die deutsche Atomuhr (Cäsium-Uhr) steht nicht in Mainflingen - dort steht nur der Langwellensender (77,5 kHz) -, sondern in der Physikalisch-Technischen Bundesanstalt in Braunschweig.

Hans Dobermann, Dipl.-Ing.
Wolfratshauser Straße 45f
8023 Pullach

DEMIREL INVITE AMNESTY INTERNATIONAL EN TURQUIE

En visite officielle à Londres où il a rencontré son homologue britannique John Major lundi matin, le Premier ministre turc Suleyman Demirel a dû en passer par une interview de la chaîne publique BBC qui n'avait rien d'une sinécure. Interrogé avec insistance sur le rapport accablant qu'Amnesty International vient de publier sur la Turquie et qui avait fait l'objet d'une vive réaction des autorités d'Ankara, M. Demirel a invité l'organisation internationale de défense des droits de l'homme à mener une enquête dans son pays sur les allégations de meurtre et de torture imputés au services de sécurité turcs. «Quiconque veut enquêter sera le bienvenu et quel que soit le responsable des meurtres -les forces de sécurité ou d'autres personnes- nous nous en occuperons». Rappelons que douze journalistes d'origine kurde ont été tués en Turquie depuis le début de l'année, sans qu'on ait jamais retrouvé aucun de leurs meurtriers. M. Demirel a toutefois ajouté, «les forces de sécurité ne tuent pas les gens, elles essaient de les protéger contre les meurtres des terroristes»,



en soulignant que dans son pays, la presse et le parlement étaient «libres». Une allusion au récent verdict du Parlement européen, qui avait maintenu son moratoire sur l'aide technique à la Turquie en raison de la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Pour ce qui est de l'Europe, le journaliste de la BBC est indirectement revenu sur le sujet en évoquant les ambitions de la Turquie dans l'ex-URSS, où elle prétend être la cour-

GAMK

25 novembre 1992

roie de transmission de l'Occident, que ce soit par le biais de la Coopération des pays de la Mer Noire ou dans les républiques musulmanes turcophones. Le journaliste a manifestement mis en difficulté le chef du gouvernement turc quand il lui a demandé ce que la Turquie «peut offrir» à des pays qui, comme le Kazakhstan, sont parfois plus développés socialement et économiquement que la Turquie, et qui tous, de toute manière, entretiennent des relations avec l'Europe sans avoir à passer par Ankara. Sous entendu, la démarche de la Turquie en direction de ces pays n'est-elle pas uniquement politique, et dictée par un panturquisme larvé qui a besoin des capitaux européens pour pouvoir s'épanouir... M. Demirel s'est alors perdu dans des explications confuses, expliquant que la Turquie, plus qu'un «pont», avait la fonction d'une «porte», et qu'elle avait surtout à proposer des valeurs occidentales et démocratiques à ces pays. Mais on en revient au débat initial, la Turquie est-elle bien placée pour se poser en modèle de vertu démocratique...

New Kurdistan: Growing pains

attention to rebuilding homes destroyed by Saddam, finding enough food to eat and fuel to heat their homes and power their cars.

At the same time, though, Kurdish leaders are taking strides to move the region closer to independence. They insist, however, they are seeking autonomy within Iraq, not full-scale independence.

They must move cautiously because Turkey, Iran and Syria, which have large Kurdish communities, are deeply concerned about any action that might enflame separatists movements in their own countries.

Saddam also is furious with the talk of independence, or even increased autonomy. He cut off all fuel and food shipments to the Kurds in July when the new Kurdish parliament was sworn in.

Despite the hardship, the Kurds are thrilled that their own people are running government offices, day-to-day services, instilling Kurdish pride.

"Nobody wants to go back to the old days under Saddam even if we are starving," said Abdullah Omar, a 65-year-old shopkeeper in Dohuk. "We want our dignity. Just give us one piece of bread and liberty."

Wilson, the American colonel who heads Operation Provide

DOHUK, Iraq — Abdullah Tayab, the regional governor here, sits in a huge corner office, wears a Western-style business suit, and is in charge of more than 400 government employees ranging from streetcleaners to policemen to tax collectors.

Two years ago, however, Tayab was a regional commander of Kurdish peshmerga rebels fighting in the cruel mountains of northern Iraq.

Guerrilla leader yesterday; senior bureaucrat today — that stark contrast symbolizes the new Kurdistan.

Less than 18 months after they seized the world's attention with their tragic flight from Saddam Hussein's army into the wintery mountains of Turkey and Iran, the Kurds have returned to their land and are slowly — painfully — building a real Kurdistan.

Gradually, northern Iraq is assuming the look of an independent state.

Kurds now have their own elected 105-member parliament, a police force in major cities, school boards, tax collectors, television and radio stations, even a ragtag army.

There are even grand schemes to build an international airport and a new Kurdish university in Dohuk.

But many crippling problems remain, including a desperate shortage of food and fuel. Kurdistan is facing a harsh winter in which thousands could go hungry and die. Baghdad is blocking fuel shipments to the north and has reduced food supplies to a trickle in a blatant effort to shatter the myth of Kurdish autonomy.

"Our problem today is financial," Tayab says. "We plan to rebuild the economy by having people return to their villages, cultivate the land, resume agriculture, reopen factories."

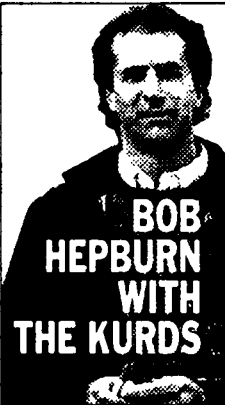
Such talk could be a pipe-dream.

"There is no economy; there is no industry," said Col. Richard Willson, the U.S. army officer in charge of the allied protective cover for Kurds in Iraq.

Also, corruption and incompetence is rampant among Kurdish officials, many of whom have no experience in running a corner store let alone government departments employing hundreds of workers.

"There is a silly belief by Kurdish leaders that Kurdistan can be self-sufficient in two or three years," a British aid worker here said. "In fact, the Kurds are becoming increasingly dependent, not less, on foreign aid to survive."

Kurdish rebels gained control of much of northern Iraq after Western warplanes started surveillance over the region following the collapse of a post-gulf war Kurdish uprising. Under the protection of allied planes based in Turkey, most of the 3.5 million Kurds in Iraq have turned their



BORIS SPREMO/TORONTO STAR

Comfort, the name for the allied protective blanket for northern Iraq, said the biggest change since last May's elections for the Kurdish parliament has been the fact different Kurdish peshmerga militias are finally co-operating.

"There is a greater effort to maintain Kurdish unity," he said before a helicopter tour of the region.

Sarchil Kazzaz, a Kurdish spokesperson in Ankara, said that "only since June" have the various militias started to work together. "It may not be ripe enough for people to see successes."

The 105-member parliament was elected in May and sworn-in two months later. More than 90 per cent of Kurds voted in the elections. The parliament appointed a 16-man executive committee, whose members are called ministers. They act more like department heads, overseeing everything from public works, welfare, education, security.

Most Kurdish leaders admit privately that Iraq cannot be divided.

"These mountains can't sustain a viable country," Wilson said. "To survive, Kurds must be part of a larger government."

Under the Kurdish version of autonomy, Kurdistan would be a state within Iraq, much like a province within Canada. It would have some local control over culture, ethnic issues, education, welfare, but leave major areas such as finance, defence and foreign affairs to a larger Iraq.

"The long-range goal of most Kurds is to have their own state," Wilson said, "But to be practical, they must be part of larger Iraq."

Today, the only sign of an Iraqi presence in Kurdistan is the use of Iraqi currency. All other symbols, including the huge portraits of Saddam that once towered over every intersection, have been destroyed.

Travellers entering northern Iraq from Turkey even get a Kurdistan visa stamped into their passport by former peshmerga guerrillas who now act as immigration officers.

It is the economy, though, not the security situation, that is the biggest worry in Kurdistan.

Because of the U.N. embargo and Baghdad's refusal to send food and fuel to northern Iraq, the Kurdish economy has come almost to a full stop.

There are only two operational factories in Dohuk, a city of 350,000 residents. A textile plant



BOB HEPBURN/TORONTO STAR

REBUILDING TIME: Kurdish refugees, far left, line up for water at camp near Turkish border last year. Nadhil Mohammed, centre, helps rebuild homes in Asihay, Iraq, a year later.

employs 30 workers and a canning factory for tomato paste operated only a few weeks. In Sulaimaniyah, a city of 1 million Kurds, a cigarette factory is in operation. All other factories are closed for lack of fuel and spare parts.

More than 60 per cent of Dohuk residents are unemployed. Those who do work often earn the equivalent of \$10 a month. A teacher with 20 years experience and a masters degree, for example, is paid \$12 a month.

"Day by day prices go up," said Mohammed Ahmed, who runs a camera shop in Dohuk. "Nobody can afford to buy anything except some food." A roll of Kodak film, smuggled from Iran, costs \$3.

All along the roadsides in Kurdistan, elderly women can be seen collecting twigs to use as fuel for heating and cooking. So many trees are being cut for firewood that Kurdish officials are worried about massive deforestation. Many families have sold all their furniture and possessions to buy food. They have nothing left for the winter.

Farmers have no money to buy seeds for next spring. If they already have seeds, they may be forced to eat them before planting season.

Still, some taxes are being collected, salaries are being paid, schools are open and other government services are starting to operate.

Kurdistan collects taxes mainly from Turkish truckers who normally haul food into Iraq and carry diesel fuel back to Turkey. Kurds impose entry and exit fees for trucks crossing the international bridge into Turkey at Habur. They also siphon 150 litres of diesel fuel from the trucks at a depot near Dohuk.

Under U.S. sanctions, the Turkish trucks carry about three tonnes of food and supplies into Iraq. Once empty, the trucks load vast amounts of diesel fuel into huge tanks built onto the sides of the trucks. The tanks can carry up to 20,000 litres. The average car holds less than 100 litres.

The export of Iraqi fuel is illegal, but everybody winks at the trade because it is the only way the Turkish trucks would enter Iraq. They wouldn't make the return trip empty.

As a "tax," the Kurds drain off the 150 litres, which is used for generators at hospitals, schools and other public institutions.

Currently, no Turkish trucks are travelling the highway into Iraq. The militant Turkish Kurd rebels have threatened any drivers caught on the highway. The move is in reprisal for Iraqi Kurds joining with the Turkish military to drive the Turkish

guerrillas out of camps in northern Iraq.

The result is a deeper economic mess in Kurdistan.

With the few monies that are collected, Kurdistan has reopened most schools in urban centres and is trying to reopen schools with international help in



BOB HEPBURN/TORONTO STAR

remote regions.

Hussein Jambalya, a history teacher at Glavej High School for Girls in Zahko, said the schools lack textbooks, even chalk, for students.

But he is happy because he can now teach students Kurdish history and language, which was either banned or distorted during Saddam's reign in northern Iraq.

"I felt I never could tell my students the truth about Saddam or about the Kurds," Jambalya said. "All the Iraqi textbooks were wrong when it came to the Kurds."

Most Kurds, including those

with advanced university degrees, cannot read or write Kurdish. They learn in Arabic. Schools now teach four classes a week of Kurdish, but there are no Kurdish-language textbooks available and no money to buy them even if there were.

One of the most popular ways of instilling Kurdish culture is through new television stations throughout Kurdistan.

In Zahko, a Kurdish puppet program with a Kermit-the-Frog-like character called "Buklis" is a hit with children. The 15-minute daily program is produced by former peshmerga fighters. Buklis is seen travelling around Zahko in a car, visiting stores, going to the schools, giving children advice on everything from crossing the street to keeping the schools clean.

Kurdistan also is finally getting its own police force. Zahko now has 45 policemen — and one patrol car — to handle traffic violations and minor crimes. Some 500 policemen are now being trained in Dohuk and will be assigned to cities across the region.

The peshmerga militias, once fully integrated, will act as the unofficial army. New uniforms are even being made to distinguish them from the former peshmerga units.

Meanwhile, Iraqi opposition groups meeting last week in Salahudin elected a Kurdish guerrilla chief, a moderate Shiite Muslim cleric and a retired Iraqi general

The meeting, the largest gathering of opposition leaders to meet on Iraqi soil, was designed to find ways to end Saddam's rule and set up a power base to replace him.

The 236-member Iraqi National Congress, which groups opposition movements from Shiites to Sunnis, Kurds to Turkomans, also approved a federal structure for a post-Saddam Iraq. Kurds

see federalism as insurance against being dominated by Iraq's majority Arabs.

It elected Kurdish Democratic party leader Massoud Barzani, Muhammad Bahr Ulum, a moderate Shiite clergyman; and retired major-general Hasan Naqib to head the opposition movement.

However, the largest Iraqi Shiite Muslim rebel group said it will not back the new Iraqi opposition leadership. It objected to "insufficient" representation of Shiites in the new leadership. The decision was seen as a setback for the Iraqi opposition.

Ultimately, the only real solution for the Kurds' problems is to get rid of Saddam.

Col. Richard Wilson, who heads the allied mission in northern Iraq, said the Western powers must maintain a presence here or else Saddam will likely attack the Kurds once again.

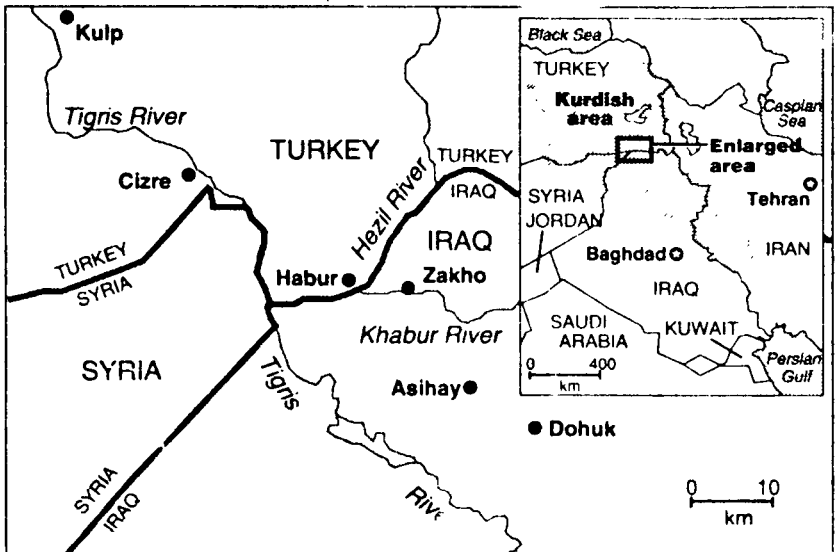
"If the allies left, there would be a mass exodus of Kurds across friendly borders," Wilson said. "We would have wasted all the humanitarian aid sent here since the gulf war and there would be a lot of reprisals by the Iraqis."

The Turkish parliament will decide by Dec. 30 either to terminate or extend the terms of Operation Poised Hammer, which carries out the overflights by Turkish, U.S., British, Italian and French air units.

A recent poll of Turkish parliamentarians by the Turkish Daily News showed overwhelming opposition to extending the operation for another six months.

That news is disturbing for Abdullah Tayab, the governor of Dohuk.

"We need only a short time to recover," he said optimistically. "We have the labor, the farmers, the fertile land to be successful. We want liberty as well as food, but we also need the world's continued help."



Coming winter 'is going to be a killer'

ASIHAY, Iraq — It is growing colder at night in the mountains of northern Iraq. The snows are fast approaching.

"It will be a tough winter," Nadhil Mohammed says as he peers at the mountains rising behind his village. "Many people may not survive."

"We have no work. We have no electricity, no water, no crops. Many men are so hungry they have no power to help build their homes," says Mohammed, 45, a former trucker in this destroyed village 30 kilometres (18 miles) west of Dohuk.

Ahmed Mohammed Ali, 65, watched helplessly 18 months ago as two of his daughters died in the mountains as they fled Iraqi President Saddam Hussein's army. Now he wonders if he will be able to survive another winter.

Relief experts are warning there may be "a humanitarian emergency of immense proportions" in the Kurdish-controlled areas of northern Iraq if aid supplies fail to reach the region within days.

"Winter is going to be a killer," said Paul Clarke, a relief worker for Disaster Aid Centre (U.K.). "It won't be a massive Somalia-like famine, but many people will die."

Clarke said that "despite the grand rhetoric" by the new Kurdish parliament, little work has been done to rebuild roads or restore electricity and water supplies in the hundreds of rural villages destroyed by Saddam in the 1980s.

An estimated 300,000 Iraqi Kurds still rely entirely on foreign relief organizations for their survival. Only 40,000 of the 500,000 Kurds whose homes were destroyed by the Iraqi army in the last 10 years will be housed before winter starts.

About 1.5 million Kurds fled to Iran and Turkey after Saddam's army crushed their revolt at the end of the 1991 Gulf war.

Iraqi Kurds are suffering the combined impact of an 11-month-old economic blockade imposed by Baghdad against

shipping food and supplies into the Kurdish-held areas of northern Iraq and by the United Nations sanctions against Iraq.

To make matters worse, Kurdish guerrillas from Turkey fighting against a two-pronged assault by Turkish soldiers and Iraqi Kurd peshmerga fighters have threatened to attack any trucker hauling goods into northern Iraq from Turkey. The warning was in response to the Iraqi Kurds' efforts to drive the rebels out of camps in northern Iraq.

Food prices have skyrocketed in recent weeks because of the various embargoes.

"People can't afford to buy anything," said Hussein Salem, who operates a tiny grocery stall in Dohuk. "People have forgotten the taste of meat, milk, rice. They haven't tasted eggs for a year."

Many of the goods Salem sells, such as cereal, white rice and vegetable oil, have been smuggled into northern Iraq from Iran. They are unavailable from relief groups and cannot be brought through Iraqi military checkpoints.

Salem said he is dreading the winter. "The situation will be terrible," he said, noting that many customers already yell at him for outrageous prices that will surely climb as the winter drags on.

A deal signed recently by Iraq and the U.N. may help to ease some of the suffering, but only if Saddam follows through on a promise to comply with the terms of the agreement.

The pact, which the United States opposed, will provide Iraq with \$200 million in relief aid, including \$90 million for Kurds in the north. Iraq is supposed to deliver 33,000 tonnes of food, 4.55 million litres (one million gallons) of fuel and medical supplies to the Kurds during the winter.

The United States claimed Baghdad will get too much control over the movement of U.N. staff in Iraq and that it is deliberately refusing to grant visas to U.N. guards and foreign relief workers.

Barely 70 aid workers are still

working legally in northern Iraq. Several dozen others have slipped into the region through Turkey without Baghdad's permission.

At one point, more than 600 aid workers were allowed to operate in the Kurdish-held area. Many aid workers have left following visa hassles or death threats. Workers for Save the Children, a British organization, were evacuated after one worker's car was torched and a bomb was found under another car.

Other aid groups have quit Kurdistan in disgust over corruption by Iraqi Kurd officials or because of declining funds due to a waning international interest in the plight of Kurds.

For residents in villages such as Asihay, the declining Western attention on the Kurds and the constant threat of interrupted supplies from Baghdad could result in a grim winter.

Iraqi soldiers bulldozed Asihay to the ground in 1986. A total of 300 families watched their homes destroyed, as well as a school, medical clinic, mosque and shops. Iraq said the villagers were supporting peshmerga guerrillas.

With the help of European non-governmental aid agencies, 34 families returned to Asihay about four months ago. With only days to go before the first snowfall, the men are scrambling to finish the new homes. They lack cement for floors, glass for windows — and food to eat except some rice provided by relief groups.

Still, the villagers have no regrets about the uprising against Saddam and never look back fondly on the days before the Gulf war, when they had food, jobs, and homes.

Says Nadhil Mohammed: "Even if we die here, the *intifadah* was right. We escaped the hardship of Saddam. We were always worried at night that he would come and arrest us. Now we sleep; we are comfortable; we are safe."

KURDISTAN

Nell'area del Golfo c'è una sola democrazia. Quella instaurata nel Kurdistan iracheno liberato dai Pesh Merga (i partigiani kurdi) tra il luglio e l'ottobre del 1991. Le elezioni, volute dal Fronte del Kurdistan che amministrava provvisoriamente la regione, si sono svolte nel maggio scorso. In un clima di festa popolare, hanno votato praticamente tutti, donne e uomini dai 18 anni di età.

Una democrazia in ostaggio



I 135 osservatori di diversi paesi del mondo hanno giudicato tali elezioni «fair and free», nonostante si siano svolte in un paese devastato, ai limiti delle umane possibilità di sopravvivenza. Tra gli eletti al parlamento del Kurdistan, ci sono alcune donne. Una di esse, Kafia Sulaiman, è ministro. Cinque seggi erano riservati di diritto al Movimento democratico degli assiri (cattolici di rito caldeo) e alla Lega dei Cristiani Uniti. Primo ministro è un ex docente di filosofia, Fuad Massum. Parlamento e governo hanno sede ad Arbil. In attesa della democratizzazione di tutto l'Irak, scopo

delle elezioni era di dare un governo civile al territorio da cui il governo centrale di Baghdad aveva ritirato sia le forze armate sia l'amministrazione. Dal 23 ottobre 1991 infatti Baghdad mantiene il blocco totale su tutte le merci dirette al Kurdistan compresi viveri e medicinali e ha smesso di pagare i pubblici dipendenti invitandoli a stabilirsi fuori dal territorio liberato, se volevano continuare a percepire stipendi e pensioni. Nessuno lo ha fatto. Questa disubbidienza civile e pacifica di centinaia di migliaia di persone, che hanno preferito vivere in povertà e precariamente pur di non

sottomettersi di nuovo alla dittatura, non ha purtroppo fatto notizia nel mondo della solidarietà e della nonviolenza. Un punto di importanza fondamentale per comprendere la complessa situazione irachena, è che la Regione autonoma del Kurdistan non si differenzia su basi etniche ma su basi politiche. La lotta prima dei partiti (clandestini in Irak) e poi del Fronte ha sempre avuto come obiettivo «democrazia per l'Irak, autonomia per il Kurdistan». L'autonomia della regione, possibile solo, come lapalissianamente hanno sempre sostenuto i kurdi, in un sistema democratico, è necessaria per le oggettive differenze di cultura, storia, lingua, religioni e tradizioni del popolo kurdo e delle minoranze del Kurdistan, anch'esse da tutelare. Va ricordato che la regione kurda (ex Vilayet di Mossul) doveva diventare autonoma nel riassetto di tutta l'area dopo la fine dell'Impero Ottomano, e che soltanto a causa della scoperta del petrolio nell'area di Kirkuk venne aggregata all'Irak, sottoposto a mandato britannico. Nella conferenza di Vienna (giugno '92) e nella ripresa dei lavori e Salahaddin in Kurdistan (settembre '92) pur mantenendo il principio dell'integrità territoriale di un futuro Irak democratico, l'Opposizione irachena si è espressa per l'autodeterminazione nel Kurdistan, cioè per la scelta tra autonomia amministrativa ed una forma di federalismo. Per sottolineare la base politica e non etnica della loro lotta, i partiti che definiamo «kurdi» si chiamano in realtà tutti, così come il

Fronte, «del Kurdistan». Ne fanno parte anche, e spesso con ruoli importanti, arabi, assiri, turcomanni. Nel Fronte c'è il Partito comunista iracheno, così come il Movimento democratico assiro. Sia il Fronte che il governo del Kurdistan libero danno molta importanza al rispetto e alla valorizzazione delle religioni e delle etnie di minoranza presenti nel Kurdistan, nonché al ruolo della donna. Tra le tante associazioni fondate in Kurdistan nell'euforia della libertà, c'è anche una locale sezione di Greenpeace. Ora, in Kurdistan sono costretti a tagliare gli alberi piantati a costo di morire per le mine, perché manca il combustibile da cucina e da riscaldamento. L'amministrazione Bush è stata sempre ostile a questo esperimento democratico, che, partendo dall'unica forza politica radicata sul territorio (i numerosi partiti dell'opposizione irachena sono basati all'estero) dovrebbe consentire la democratizzazione dell'Irak. Tra le altre cose, è stato impedito ai pesh merga di liberare l'area petrolifera di Kirkuk, lasciando il territorio - per l'80% devastato dalle campagne irachene di genocidio e con un terzo della popolazione composta di profughi senza tetto e senza niente - privo di risorse. Completamente accerchiata da nemici potentissimi, senza nessuna comunicazione con il mondo esterno tranne il confine lasciato aperto dalla Turchia ad un prezzo politico altissimo, la piccola democrazia del Kurdistan è un ostaggio delle potenze occidentali e locali, e affamata da un

doppio embargo: non a caso la mortalità infantile in Kurdistan è oggi superiore di 11 volte rispetto alla regione di Baghdad. E' chiaro che l'embargo contro l'Irak colpisce le popolazioni e rinforza il regime. Esso infatti, gestendo e dosando merci, razioni alimentari e stipendi (grandi aumenti alle forze armate e di polizia) lascia in miseria gli oppositori (sciiti, il 55% della popolazione, e kurdi, 30%, oltre ad altre minoranze) mentre ha potuto non soltanto ricostruire (con quali importazioni?), ma provvedere al lusso degli alberghi con piscine ed erigere la nuova faraonica villa di Saddam Hussein. Non solo Saddam Hussein, dopo essersi rinforzato all'interno nominando nei ruoli chiave del potere i peggiori macellai della sua tribù (come Hassan Ali Al Majid, detto Ali il Chimico, o il Macellaio, ministro della difesa), usa strumentalmente l'embargo per riaffermarsi anche nei rapporti con l'estero. Intanto, continua a rifiutare di vendere petrolio sotto il controllo dell'ONU, cosa che lo costringerebbe all'acquisto di beni per la popolazione. E' noto che il regime ha

sostenuto con incentivi la nuova arabizzazione di Kirkuk, ha dedicato un forte budget agli atti terroristici contro i funzionari dell'ONU e altri ospiti del Kurdistan (e ora, pare, anche contro i rifugiati kurdi all'estero) nonché alla propaganda denigratoria nei confronti della piccola democrazia. Dopo aver distrutto e avvelenato in Kurdistan uomini e animali, terra, acque e vegetazione, insediamenti e attività che risalgono agli albori della cultura umana, il regime, nonostante l'embargo, ha quasi interamente prosciugato i 15 mila Km² degli acquitrini del sud. Un nuovo disastro ecologico e culturale, che condanna a morte la cultura antichissima e peculiare delle tribù arabe Madan, e un sistema ecologico un tempo ricco di una fauna unica al mondo. Il Consiglio nazionale del Kurdistan (cioè il governo) ha rivolto una richiesta di aiuto a tutti i parlamentari del mondo. Una visita in Kurdistan di parlamentari, a titolo personale, non sarebbe soltanto un gesto di solidarietà ma anche un'affermazione a favore dei diritti umani e della democrazia.

Laura Schrader

Campagna di solidarietà con il popolo kurdo

UN MATTONE PER QALA DIZA

la più grande fra le 4.000 città e villaggi kurdi rasi al suolo da Saddam Hussein

c/c. n° 1982663/80 della Banca CRT - Filiale di Ivrea intestato a Comitato gemellaggio Ivrea - Qala Diza

per informazioni e documentazione:
Graziella Bronzini tel. 0125-48325
Rosanna Barzan tel. 0125-727564
Fax n° 0125-46294
(Comitato Ivrea - Qala Diza)

Basler Zeitung

Iraks Nachbarn gegen einen Kurden-Staat



In Silopl im Südosten der Türkei trafen die Kurdenführer Barzani (rechts) und Talabani (zweiter von links) erstmals mit türkischen Militärs zusammen. Nach kurdischen Angaben sicherten sie der Türkei ihre Unterstützung bei der Bekämpfung der PKK-Rebellen zu.

Foto Keystone

Ankara. DPA/SDA. Die Türkei, der Iran sowie Syrien lehnen eine Teilung Iraks zugunsten eines unabhängigen Staates der irakischen Kurden ab. Dies bekräftigten die Aussenminister dieser drei Staaten am Samstag in Ankara.

Der türkische Aussenminister Hikmet Cetin sowie seine iranischen und syrischen Amtskollegen, Ali Akbar Welajati und Faruk el Schara, betonten nach ihrem dreistündigen Treffen, alle Entscheidungen im Zusammenhang mit der Zukunft Iraks sollten von der irakischen Bevölkerung unter Achtung demokratischer Prinzipien getroffen werden. Cetin sagte, «die territoriale Integrität Iraks sei für die Türkei, Iran und Syrien wichtig». Er kündigte an, die türkischen Truppen würden sich «bald» aus dem Norden Iraks zurückziehen, da ihr Auftrag «nahezu abgeschlossen» sei. Ein konkretes Datum für den Rückzug nannte Cetin nicht. Die türkischen Sicherheitskräfte hatten am 22. Oktober eine grossangelegte Operation gegen Stützpunkte der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) auf

Montag, 16. November 1992
Nr. 269

irakischem Territorium begonnen, von wo die Rebellen immer wieder Ziele in der Türkei angegriffen haben.

Bei der Zusammenkunft der Aussenminister handelte es sich um das erste Treffen der drei Staaten auf ranghoher Ebene, nachdem im Norden Iraks ein kurdischer Bundesstaat ausgerufen worden war und sich die irakische Opposition zu einem Bündnis zum Sturz des irakischen Präsidenten Saddam Hussein zusammengeschlossen hatte. Ende Dezember läuft das Mandat der im Juli 1991 auf der türkischen Luftwaffenbasis Incirlik stationierten multinationalen Eingreiftruppe aus, die von den USA, Frankreich und Grossbritannien zum Schutze der nordirakischen Kurden gegen Übergriffe des Regimes in Bagdad aufgestellt worden war. Über eine Verlängerung des Mandates muss das türkische Parlament noch entscheiden. Diese Frage wurde nach Cetins Angaben auf dem Treffen in Ankara nicht besprochen.

Le Monde • Mardi 17 novembre 1992 •

« Convergence de vues » entre la Turquie l'Iran et la Syrie sur le problème kurde

Les ministres des affaires étrangères de Turquie, d'Iran et de Syrie ont confirmé, samedi 14 novembre, à Ankara, leur «convergence de vues» sur la protection de l'intégrité territoriale de l'Irak et décidé de se réunir de nouveau en février 1993 à Damas. «Le terrorisme menace nos trois pays, c'est pourquoi nous sommes ici», a souligné le chef de la diplomatie iranienne. «Cette réunion n'est dirigée contre aucun pays. L'intégrité territoriale de l'Irak est importante pour la Turquie, l'Iran et la

Syrie», a déclaré le chef de la diplomatie turque (*le Monde* daté 15-16 novembre). Il a précisé que l'opération lancée, dans le nord de l'Irak, par l'armée d'Ankara contre les séparatistes kurdes de Turquie, membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était «sur le point d'être achevée» et que les troupes allaient se retirer. Dans un entretien au *Monde*, le premier ministre turc, M. Demirel, précise la position de son gouvernement face aux Kurdes et au pouvoir en place à Bagdad.

3 Nations Warn Kurds on Iraq Breakup

By Chris Hedges
New York Times Service

ANKARA, Turkey — The foreign ministers of Turkey, Iran and Syria have condemned the creation of a de facto Kurdish state in northern Iraq and warned Kurdish leaders that they would not allow it to lead to the partition of the country.

"We are concerned about the transfer of this de facto partition of Iraq into a permanent reality," Farouk Shara, the Syrian foreign minister, said Saturday. "We want to avoid a situation where this partition is inevitable."

Iraqi Kurdish leaders, who were denied a request to attend the meeting, said they were disquieted by the event. "There is no necessity for this meeting," said Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan. "No one has the right to interfere in the internal affairs of Iraqi Kurdistan or Iraq."

The stern message from the Iraqi Kurds' three neighbors, on whom they rely in order to circumvent an Iraqi trade embargo, follows the formation in July of a Kurdish government in northern Iraq, complete with an elected legislature and prime minister.

The Kurdish parliament announced last month that it would create a federated Kurdish state, and most of the 4 million Kurds in the north say they will never again allow their enclave to be part of Iraq.

The Kurdish issue is a delicate one for the

United States, which supported the Iraqi Kurds' uprising against President Saddam Hussein at the end of the Gulf War, but now finds Turkey, a NATO ally, objecting to the Kurds' gaining more control over their own affairs.

Washington has also offered support for Iraqi Kurds while supporting Turkey's campaign against its domestic Kurdish groups.

Iran and Syria also have restive Kurdish minorities and fear increased agitation at home if an independent Kurdish state takes root in Iraq.

The foreign ministers on Saturday criticized the Kurdish government and dismissed the elected parliament as incapable of administering the area.

Ali Akbar Velayati, the Iranian foreign minister, called the situation in northern Iraq chaotic, and said it could "affect the national security of all our three countries."

The Iraqi Kurds live in a security zone set up by the United States and coalition partners in April 1991 shortly after the Gulf War.

The zone was created after Iraqi troops crushed an uprising and drove 1.5 million Kurdish refugees into Iran and Turkey. The zone is monitored by allied warplanes based in Turkey and a small staff of allied officers in the border town of Zakho. The zone covers most of the area above Iraq's 36th parallel.

Turkey's parliament next month will consider renewing the agreement to allow U.S. planes

monitor northern Iraq from bases in Turkey. Kurdish leaders say that if the security zone is abolished they will soon be overrun by Iraqi force.

Turkey is especially important to the Kurds, not only because allied planes are based on Turkish soil but also because the road leading into Zakho is the principal supply route. Iraq has cut off nearly all shipments of food and other supplies to Kurdish-held areas in the north.

The Turkish Kurdish rebel group, the Kurdish Workers Party, has also mounted a campaign against the Iraqi Kurds. The Turkish party has accused the Iraqi Kurds of betraying the Kurdish cause by developing a close relationship with Turkey.

Several thousand Turkish troops are currently in northern Iraq, working with Iraqi Kurdish guerrillas to drive Turkish Kurds from mountain base camps along the common border.

The conflict has pushed the Iraqi and Turkish Kurds into open warfare, and traffic along the road to Zakho had declined from as many as 1,000 trucks a day in August to about 30 a day.

■ Ambush in Northern Iraq

Turkish Kurdish rebels ambushed an army patrol in northern Iraq, and two soldiers and 11 rebels were killed in the fight, The Associated Press reported an official as saying Saturday in Diyarbakir, Turkey.

Major Says He Didn't Hide Sales to Iraq

By Richard W. Stevenson
New York Times Service

LONDON — Faced with questions about his role in Britain's apparent violation of a ban on military exports to Iraq during the late 1980s, Prime Minister John Major denied over the weekend that he had participated in any cover-up of the decision to sell Baghdad sensitive machinery and technology.

His statement was designed to head off criticism from the opposition in the face of evidence that the government knowingly helped arm Baghdad during its war with Iran and in the period leading up to the Gulf War.

Mr. Major has already been weakened politically by economic problems at home and divisions over his policy of forging closer ties to the rest of Europe. A poll published by The Observer newspaper on Sunday showed Labor with a 19-point lead over the Conservatives, the biggest margin in two years.

The furor has grown out of revelations over the past several weeks that officials of the government under Mr. Major's predecessor,

Margaret Thatcher, approved sales to Saddam Hussein of products with military uses despite a policy of not helping to arm either Iran or Iraq during that period. Mr. Major held a number of posts in the Thatcher cabinet, including a three-month stint as foreign secretary in 1989.

The affair centers on the collapse of a criminal case here earlier this month against a company in Britain, Matrix Churchill. The firm's executives had been charged with violating the export ban by selling sophisticated machine tools to Iraq, but the charges were dropped after a former government minister changed his testimony and admitted having facilitated the sales.

Since the Matrix Churchill case has become public, the government and Mr. Major have been dogged by questions about when they learned of the shipments, and about whether they misled Parliament and the public. The government had stated repeatedly, and as recently as last year, that the export ban was not violated.

Leaders of the Labor Party, citing unconfirmed information reportedly provided by a

former Israeli military agent, called Sunday for the judicial inquiry to determine whether a Texas-based company owned by Mark Thatcher, the son of the former prime minister, had helped ship equipment from Britain to Iraq. Neither Lady Thatcher nor her son has commented on the matter.

On Sunday the leader of the opposition Liberal Democratic Party, Paddy Ashdown, called for a full debate in the House of Commons on sales of British technology to Iraq, although he said it was doubtful that Mr. Major would agree.

In response to accusations from Labor, Mr. Major said Saturday that as foreign secretary in 1989 he had not been informed by subordinates of a feud among lower-ranking officials over whether to allow the exports.

Mr. Major has not directly addressed the question of when he did learn of the exports. Asked Thursday in Parliament by the Labor Party leader, John Smith, when he first learned that the export prohibitions had been violated, Mr. Major responded, "It's not at all clear that they were breached."

Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 •

La tournée de M. Dumas dans les pays du Golfe

La normalisation des relations avec l'Irak n'est pas encore à l'ordre du jour

M. Roland Dumas a clos, lundi 16 novembre, par une visite de quelques heures en Arabie saoudite, une tournée qui l'a mené au Qatar, à Bahreïn et au Koweït. L'Irak - avec lequel une normalisation des relations n'est pas encore à l'ordre du jour - était l'un des principaux sujets de ses entretiens avec les chefs d'Etat de ces quatre émirats pétroliers du Golfe.

DJEDDAH

de notre envoyée spéciale

C'est un constat d'impuissance quant aux possibilités de « soulager les souffrances du peuple irakien » qu'ont dressé M. Dumas et l'ensemble de ses interlocuteurs du Golfe. Tous s'accordent sur la nécessité de « prendre en compte ces souffrances » dues en grande partie à l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak. Mais tous pensent aussi que la levée de ces sanctions a pour condition *sine qua non* l'application intégrale des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Cela implique la liquidation des armes de destruction massive détenues par Bagdad et la libération des quelque huit cents prisonniers koweïtiens. Cela implique aussi que l'Irak accepte de conclure enfin, avec les Nations unies un

accord pour la levée partielle de l'embargo pétrolier - afin de financer notamment l'achat de produits de première nécessité - et autorise, une bonne fois pour toutes, l'action humanitaire sur son territoire.

« Il faut maintenir la pression », a affirmé M. Dumas. Tout en évoquant la nécessaire « normalisation des relations avec l'Irak », le ministre n'en a pas moins jugé que « ce moment n'est malheureusement pas arrivé et (que) toute levée des mesures discriminatoires prises à l'encontre de Bagdad ne peut se justifier que dans la mesure où les résolutions auront reçu leur pleine application ».

Parti de Paris avec, entre autres, la volonté de prendre le pouls des pays de la région du Golfe sur cette question, en raison du malaise que suscite, au sein des opinions publiques arabes, le sort des populations irakiennes, M. Dumas a fait deux autres constatations. La première est que, même les dirigeants du Koweït, intraitables pour tout ce qui concerne l'Irak il y a quelques mois encore, considèrent, aujourd'hui, que le peuple irakien est la victime impuissante de son propre régime et qu'un jour ou l'autre, les relations avec ce pays devront se normaliser. En un mot, qu'il faut savoir finir une guerre, mais que, pour cela - et c'est là la deuxième constatation, - un changement de régime à Bagdad s'impose. Le dis-

cours qu'ont tenu à M. Dumas, à ce sujet, les dirigeants saoudiens va dans le même sens : « Il faut que ça se termine. Aussi longtemps que le régime actuel restera en place, rien ne sera possible. »

Autrement dit, pour les Etats pétroliers du Golfe, la chute de M. Saddam Hussein est l'autre condition indispensable d'une levée de l'embargo contre l'Irak. C'est aussi l'attitude adoptée, jusqu'ici, par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Interrogé à ce sujet, lors d'une conférence de presse, M. Dumas est resté évasif. « Ce n'est pas mon problème », s'est-il contenté de répondre.

Le « forcing » américain

Un an et huit mois après la libération du Koweït, nombreuses sont encore les inquiétudes des pays arabes du Golfe. Existe-t-il une menace réelle quant à l'intégrité territoriale de l'Irak, aujourd'hui divisé de facto en trois parties, le nord du 36° parallèle et le sud du 32° étant sous surveillance internationale ? Quels sont les tenants et aboutissants de la résurgence des vieux litiges frontaliers ou de souveraineté qui opposent entre eux certains Etats de la région ? Qu'est-ce que les peuples du Golfe ont gagné de la guerre ? Que veut l'Iran ? Pourquoi se réarme-t-il massivement et quelle est la politique des pays occidentaux en la

matière ? Et, enfin, que faut-il espérer - ou craindre - de la future administration démocrate américaine, en particulier pour ce qui concerne le processus de paix israélo-arabe qu'il est indispensable de mener à son terme ?

Au demeurant, la tournée de M. Dumas lui a permis de conforter les relations de Paris avec les quatre pays visités, des relations déjà très bonnes mais que chacun des quatre pays voudrait voir renforcées. Ce que la France appelle de ses vœux, à un moment où les Etats-Unis font le forcing tous azimuts sur les marchés de la région, où ils ont déjà la part du lion.

Avec le Qatar en particulier, dont l'armée est équipée à 80 % de matériel français, Washington a conclu, au mois de juillet, un accord de défense qui risque d'entraîner, en toute logique, des achats d'armes américaines. Les Américains s'intéressent aussi au gisement de gaz qatari de Northfield, considéré comme le plus important du monde. A l'occasion de la visite de M. Dumas, le Qatar a promis de confier à la France la construction de un à trois des sept méthaniers dont il envisage de se doter. Pour porter les échanges avec Bahreïn « au niveau excellent qui est celui des relations politiques », Paris et Manama vont réactiver une commission mixte qui devrait se réunir au mois de janvier.

MOUNA NAÏM

Le Monde • Mercredi 18 novembre 1992 •

L'affaire des ventes d'armements à l'Irak

M. John Major en butte aux attaques du Labour

L'affaire des ventes d'armements à l'Irak par une société britannique met en difficulté le premier ministre, M. John Major. De révélations en révélations, il apparaît que, quelques semaines avant l'invasion du Koweït par l'Irak, le gouvernement de M^{me} Margaret Thatcher avait secrètement décidé d'assouplir l'embargo frappant l'exportation de matériels « sensibles » à destination de Bagdad. L'opposition travailliste tente maintenant de démontrer que, contrairement à ses affirmations, M. Major ne pouvait pas ne pas être au courant.

LONDRES

de notre correspondant

Les espoirs du gouvernement de M. John Major, qui voulait déplacer l'attention médiatique de l'« Irakgate » vers les conséquences des dispositions budgétaires annoncées par M. Norman Lamont, se révèlent vains.

Brièvement éclipsée par la « déclaration d'automne » du chancelier de l'Echiquier et par une nouvelle campagne d'attentats de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) à Londres, l'« affaire » revient en première page des journaux britanniques.

Le Parti travailliste a obtenu les quelque cinq cents pages de notes confidentielles divulguées lors du procès des dirigeants de Matrix Churchill, cette entreprise qui a exporté illégalement des armements en Irak (le Monde des 12 et

13 novembre), et il entend fournir ces informations au compte-gouttes, pour entretenir la pression sur le gouvernement.

M. Robin Cook, le porte-parole du Labour pour le commerce et l'industrie, a ainsi rendu public, lundi 16 novembre, un nouveau jeu de documents qui jettent le doute sur les affirmations de M. Major selon lesquelles le premier ministre ne savait rien de toute cette affaire avant d'avoir lu, à ce sujet, le *Sunday Times*, à la fin de l'année 1990.

De son côté, le gouvernement tente de désamorcer au plus vite cette nouvelle « bombe politique », qui s'ajoute à une succession de revers politiques récents pour M. Major.

Ce dernier a ainsi annoncé un élargissement des pouvoirs d'investigation de la commission d'enquête judiciaire sur l'« Irak-

PARLEMENT EUROPEEN
 Direction générale de l'information et des relations publiques
 Division centrale de presse

gate» présidée par le juge lord Justice Scott. Ce magistrat aura toute latitude pour dépasser le cas de Matrix Churchill et s'intéresser, par exemple, au « projet Babylon », c'est-à-dire au « super-canon » irakien qui, en 1988-1989, avait commencé d'être assemblé grâce aux matériaux fournis par deux entreprises britanniques.

Il pourra également obliger ministres et fonctionnaires à témoigner devant la commission et rendre public tout ou partie de son rapport. L'opposition estime pourtant que ces dispositions sont insuffisantes, dans la mesure où les auditions ne seront pas publiques et où les anciens membres du gou-

du commerce], a-t-il affirmé, n'ont été adressés à mon bureau et donc à moi-même.»

D'autre part, lors de son entretien avec M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, en septembre 1989, le sujet, selon M. Major, n'a pas été abordé : « Je n'avais pas été mis au courant pour évoquer cette question », a-t-il indiqué.

Une guerre de tranchées ?

Or les documents produits par M. Cook montrent plusieurs choses : une note du DTI relative à la « descente » effectuée par les services des douanes dans les locaux de Matrix Churchill a été transmise au bureau de M. Major, alors que celui-ci était chancelier de l'Échiquier (d'octobre 1989 à novembre 1990). Le prédécesseur de M. Major aux affaires étrangères, lord Howe, avait adressé un télex à l'ambassade de Grande-Bretagne à Tokyo demandant pourquoi le Japon interdisait l'exportation en Irak de machines-outils semblables à celles fabriquées par Matrix.

Le successeur de M. Major à ce même poste, M. Douglas Hurd, avait également été informé par M. Waldergrave. Enfin, selon le *Financial Times*, le 19 juillet 1990, soit deux semaines avant l'invasion du Koweït par l'armée de M. Saddam Hussein, au cours d'une réunion interministérielle présidée par M. Hurd, il avait été décidé de relâcher l'embargo visant l'Irak, pour tenir compte de la cessation des hostilités entre Bagdad et Téhéran.

L'opposition prétend qu'il est impossible que M. Major soit ainsi resté, seul ou presque, dans l'ignorance, à propos d'une affaire politiquement délicate qui a opposé deux ministères importants du gouvernement. Le Labour affirme donc qu'il a « trompé, de façon répétée, les parlementaires ». S'il est vrai qu'aucun des documents produits par M. Cook n'implique formellement M. Major, ces nouvelles révélations jettent à tout le moins le doute sur le fonctionnement de la machine gouvernementale de Whitehall.

L'enquête du juge Scott va se poursuivre de nombreux mois, cette durée devant permettre, espère le gouvernement, de diriger les projecteurs médiatiques vers d'autres sujets d'actualité. Mais une inconnue de taille demeure : le Labour a-t-il tiré en une seule salve toutes ses « munitions » (le « meilleur » des 500 documents), ou se prépare-t-il à une guerre de tranchées ?

LAURENT ZECCHINI

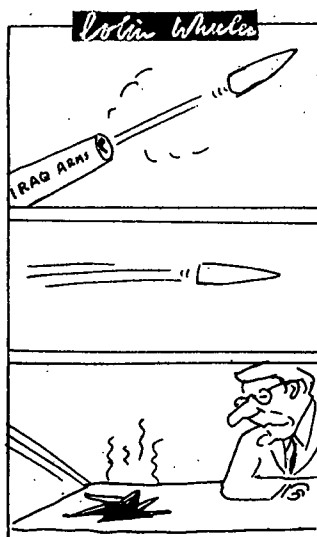
STRASBOURG, 16 - 20 NOVEMBRE 1992

RELANCER LES RELATIONS DE LA COMMUNAUTÉ AVEC LA TURQUIE

(Rapport et rapport complémentaire DURY - doc. A3-193 et 193/Comp1./92)

17.11 - Pour le rapporteur, Mme Raymonde DURY (Soc., B), les relations politiques de la Communauté européenne avec la Turquie doivent être marquées par une double volonté : ne rien céder à la Turquie en matière de droits de l'homme, mais d'autre part oeuvrer au développement de nos relations dans un contexte de "fin de bloc" et de politique méditerranéenne renouvelée.

La Turquie a récemment adhéré à un certain nombre de conventions, et notamment celles touchant aux droits sociaux. Mais nous sommes inquiets de l'usage de la torture et des pratiques d'exécutions sommaires opérées par des groupes para-légaux. Autre problème grave, le problème kurde : force est de reconnaître que la réponse donnée actuellement par le gouvernement turc n'est pas la bonne ; la Communauté souhaite que le dialogue politique remplace rapidement la violence. La question chypriote reste également un grave problème, avec notamment l'occupation du nord de l'île par l'armée turque. Cependant, l'orateur se prononce pour une approche renouvelée des relations entre la Communauté et la Turquie. Et de rappeler que la Turquie peut être un lien entre l'Europe et l'Asie, que nous avons une grande responsabilité dans l'évolution de cette zone géographique et que l'Europe a aujourd'hui tout intérêt à améliorer



The Independent du 17 novembre

vernement - notamment M^{me} Margaret Thatcher - ne seront pas obligés de témoigner. Enfin, le Labour souhaite que la commission se prononce sur le point de savoir si les membres du gouvernement ont délibérément trompé le Parlement. Ce dernier point vise manifestement le premier ministre : celui-ci pouvait-il ne pas être au courant d'un dossier qui avait fait l'objet d'un nombre incroyable de notes interministérielles et de rapports confidentiels, avant et après son arrivée au 10 Downing Street ?

Pour se laver de tout soupçon, M. Major a fourni plusieurs explications : alors qu'il était secrétaire au Foreign Office (de juillet à octobre 1989), il n'a pas été informé du vif contentieux opposant son propre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (M. William Waldergrave) au ministère du commerce et de l'industrie (DTI) à propos de l'autorisation d'exporter les machines-outils de Matrix Churchill vers l'Irak : « Ni les avis officiels donnés à M. Waldergrave ni la correspondance échangée entre lui et Lord Trefgarne (alors ministre

rer ses relations avec la Turquie.

M. Marc GALLE (Soc., B) apprécie le rapport équilibré de Mme DURY, rapport qui, tout en rappelant les zones d'ombres, indique la direction dans laquelle il faut agir. Au niveau du Parlement, il est impératif de maintenir le dialogue et de poursuivre "notre" politique à l'égard de la Turquie. L'orateur demande à ce que l'on mette un terme à l'intervention turque dans le Nord de Chypre la Turquie n'a pas le droit d'occuper le Nord de cette île. Par ailleurs, il demande à ce que l'enseignement du kurde soit autorisé. Enfin, proposant la confiance comme base de discussions, il souhaite que le Parlement invite M. DEMIREL à venir expliquer la situation politique de son pays.

M. Otto HABSBURG (PPE, D) regrette que, jusqu'à présent, l'on ait trop pratiqué la politique du "vinaigre" à l'égard de la Turquie. "Il faut maintenant agir autrement et réfléchir à ce qu'il va se passer en Asie centrale". Pour l'orateur, la Communauté a tout intérêt à stabiliser ces régions qui sont aujourd'hui l'objet de la concurrence de deux formes d'islamisme, un islamisme turque plus ouvert et plus laïque et l'islamisme fondamentaliste iranien. "Il faut que nous puissions coopérer avec la Turquie, c'est dans notre intérêt".

Pour Mme Jessica LARIVE (LDR, NL), les élections du mois d'octobre dernier en Turquie ont montré que ce pays pouvait s'acheminer vers une démocratie stable. Cependant, le gouvernement turc n'a pas toujours les moyens de contrôler tout ce qui se passe, notamment au niveau de l'armée. S'agissant de la situation au Kurdistan, l'orateur souhaite que les droits de l'homme les plus élémentaires soient respectés et que l'on envoie des commissions d'enquête suite aux exécutions. S'agissant de Chypre, elle demande que les deux communautés se retrouvent sur la base des résolutions des Nations unies. Nos relations avec la Turquie doivent sans doute se développer, mais il est

aussi essentiel que la démocratie progresse dans ce pays.

Pour M. Luciano VECCHI (GUE, I), l'ensemble des lois héritées en Turquie du régime militaire sont autant d'obstacles à la progression de la démocratie. "Dans ce pays, l'armée est beaucoup trop nombreuse et a été habituée à un rôle trop important". Cependant, il faut plus que jamais éviter de se fermer face à la république turque, il faut bien préciser nos positions et conserver le dialogue.

Pour Mme Claudia ROTH (Verts, D), il faut aider la Turquie à sortir du jeu des forces obscurantistes qui l'enserrent. Une réforme économique s'impose d'urgence. Sur le plan politique, un an après le nouveau gouvernement, la situation demeure catastrophique. La situation des droits de l'homme n'a cessé de régresser, la liberté d'opinion est limitée et restreinte à sa plus simple expression, notamment lorsque l'on pense aux problèmes kurdes. Sur cette question, il faut constater qu'il n'y a aucune recherche de solution démocratique, mais uniquement une tentative de solution militaire et policière. C'est pourquoi le groupe des verts pense qu'il serait contre-productif d'approuver un tel rapport car ce serait, selon les termes de l'orateur, "approuver les forces d'oppression".

"Qui peut soutenir ici que les droits de l'homme sont mieux défendus maintenant en Turquie qu'il y a un an" déclare M. Dimitrios NIANIAS (RDE, GR). "Qui voulons-nous protéger? L'intelligentsia turque? Alors que c'est elle qui exploite le peuple et viole les droits de l'homme". L'orateur se prononce également contre ce rapport et demande à ce que l'on applique le droit international à la Turquie.

"Les droits de l'homme sont malmenés en Turquie", mais que fait-on, déclare M. Max SIMEONI (ARC, F):

- Chypre, on supplie la Turquie de faire un geste;

- problème kurde: ce peuple est soumis depuis 12 ans à l'état d'urgence, son existence est niée puisque les Kurdes ne seraient que "des Turcs de haute montagne". Dédaignant l'argument économique, l'orateur se refuse à laisser tomber le peuple kurde.

M. Karel DILLEN (DR, B) s'oppose à l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne pour trois raisons:

- l'attitude de la Turquie à l'égard des kurdes, vis-à-vis desquels elle se conduit comme un occupant. Les kurdes ont droit à leur langue, leur culture, leur identité.

- le problème grec ou chypriote. l'orateur se déclare également du côté des grecs, "là aussi la Turquie est l'occupant".

- la Turquie n'est pas un pays européen. Il ne s'agit pas là d'une attitude anti-turque, mais il s'agit de reconnaître un fait, la Turquie n'est pas en Europe.

M. Vassilis EPHREMIDIS (CG, GR) s'est élevé avec vigueur contre ce rapport qui, s'il est voté, va à l'encontre des principes que nous défendons et encouragerait l'establishment turc à continuer dans la voie où il s'est engagé.

Nous avons besoin de relations étroites avec la Turquie, il n'y a pas de politique méditerranéenne s'il n'y a pas de relations étroites avec la Turquie. C'est un élément d'équilibre essentiel au Moyen-Orient qui s'oppose aux pressions venues de l'Est et de l'Iran. La Turquie est par nature un pays laïc qui s'oppose aux intégrismes, nous en avons plus que jamais besoin, a déclaré M. Claude CHEYSSON (Soc., F), qui rappelle que ce n'est pas un hasard si la France et l'Allemagne ont entretenu des relations étroites avec la Turquie. Faudrait-il pour autant admettre la Turquie dans la Communauté? Non, bien sûr. Faut-il ignorer les violations des droits de l'homme? Non! Les Turcs doivent évacuer Chypre

et traiter les Kurdes convenablement. A ce propos, l'orateur a ajouté que nous ne sommes pas sans responsabilité dans le cas des Kurdes puisque c'est nous qui avons divisé en cinq les Kurdes car l'on avait découvert du pétrole. Maintenant que le Parlement européen a des pouvoirs, il ne peut pas ignorer les réalités: "nous avons besoin de rapports étroits avec la Turquie".

En conclusion du débat le commissaire MATUTES a déclaré que la Turquie était un pays trop important pour que la Communauté l'isole ou n'en tienne pas compte. Si la décennie précédente a vu les droits de l'homme et les droits fondamentaux bafoués, l'on assiste, depuis les élections d'octobre 1991, à un changement de situation. En effet, le président DEMIREL a deux objectifs dans son programme: rétablir la santé économique de son pays et renforcer les bases démocratiques.

La Commission n'a jamais nié la responsabilité turque dans la question chypriote et la présence de troupes est un élément qui assombrit nos relations avec la Turquie. Mais nous ne devons pas pour autant accepter que les relations de la Communauté avec la Turquie passent par le préalable de la solution chypriote. Nous poursuivrons nos "pressions" dans le cadre du dialogue et de la coopération.

VOTE

19.11 - En adoptant par 148 voix contre 38 et 29 abstentions le rapport de Mme Raymonde DURY (Soc., B) sur les relations de la Communauté européenne et de la Turquie, le Parlement européen estime qu'il est urgent de développer nos relations avec la Turquie. Il souligne en particulier l'importance de la Turquie en tant que partenaire économique, commercial et politique et son rôle en tant que pays "pont" entre l'Europe et l'Asie. Il constate que les élections législatives du 20 octobre 1991 ont ouvert la

voie à une nouvelle ère politique dans ce pays. Il appelle la Turquie à signer, à ratifier et à se conformer à un certain nombre de conventions internationales, en particulier de l'OIT sur la protection des droits des travailleurs (droits syndicaux), à ratifier les conventions sur les droits des enfants et sur l'égalité des femmes et à supprimer la peine de mort.

Il rappelle cependant que la Communauté a condamné l'ampleur des opérations militaires turques dirigées contre la population des régions kurdes de Turquie, qui ont fait de nombreux morts et blessés parmi les civils innocents. Le Parlement européen invite le gouvernement turc à engager le dialogue avec les représentants de la population kurde, toute solution basée sur la répression étant vouée d'avance à l'échec.

Le Parlement rappelle également que le problème de la République de Chypre affecte les termes des relations entre la Communauté et la Turquie. Il rappelle ses résolutions en faveur de l'unité, de

l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du retrait de l'armée turque d'occupation de la République de Chypre.

Dans l'immédiat, le Parlement se prononce pour la relance et l'approfondissement de l'association et apporte son soutien à la coopération dans le domaine économique et commercial (amélioration des échanges commerciaux CEE/Turquie et des investissements européens en Turquie) et au renforcement du dialogue politique, en particulier s'agissant de questions touchant le Moyen-Orient, le Caucase ou la sécurité en Méditerranée. Sur le plan culturel, le Parlement européen souhaite le développement d'une coopération universitaire favorisant la mobilité des étudiants. Le Parlement a enfin adopté un amendement du groupe des Verts demandant que les travailleurs turcs séjournant déjà dans la Communauté et les travailleurs des Etats membres en Turquie puissent bénéficier de la libre circulation dans les conditions prévues à l'article 48 du Traité CEE.

L'aide arrive

Kurdistan irakien: les premiers convois

Les premiers camions de vivres et de fuel sont arrivés en fin de semaine au Kurdistan d'Irak, à l'approche de l'hiver, dans le cadre de l'aide humanitaire internationale à la population estimée à trois millions d'habitants, dont 750 000 sans ressources.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à Erbil, la « capitale » kurde dans le nord irakien hors de contrôle des autorités de Bagdad, les convois chargés de fuel (pour les véhicules) et pour le chauffage et la cuisine ont commencé à arriver jeudi. Le carburant a été acheté à Bagdad par l'UNICEF, en vertu d'un accord entre l'ONU et l'Irak. Dans le cadre de cet accord, conclu en octobre, quelque 200 millions de dollars ont été alloués à un programme humanitaire, dont plus de la moitié au Kurdistan.

Le carburant, transporté par des camions fournis par l'organisation non gouvernementale Care International, ira en priorité aux habitants des villes qui n'ont pas accès aux forêts, a-t-on indiqué à Erbil. Celles-ci, bien que souvent totalement déboisées, recèlent encore du bois de chauffage. Les villages sont en revanche prioritaires pour les distributions de vivres, qui regorgent sur les marchés mais à des prix inabordables pour ceux qui n'ont pas de salaire ou de travail depuis près de deux ans, après le soulèvement kurde contre le régime de Bagdad.

Les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) attendent pour les prochaines jours à Erbil un premier convoi de 112 camions de vivres et de carburant, en provenance du nord par la Turquie cette fois. — (afp-LM)

EDITORIAL

Pour les Kurdes, le pire est à venir

ALAIN CAMPIOTTI

Demain, et jusqu'à dimanche, auront lieu en Suisse et ailleurs en Europe des élections invisibles. Des Kurdes de la diaspora (ils sont 700 000 dispersés sur le continent) participeront à l'élection de l'Assemblée nationale d'un Etat qui n'existe pas. Le maître d'œuvre de cette opération de survie politique est le Parti des travailleurs du Kurdistan, ce mouvement des Kurdes de Turquie - bien implanté en Suisse - qui a choisi il y a huit ans de conquérir l'indépendance par la lutte armée.

Ces élections sont largement fictives. Le PKK prétend les tenir dans la diaspora et dans tout le «Kurdistan occupé», donc aussi en Iran, en Irak, en Syrie, où il n'est pas du tout ou guère implanté, et en Turquie où il est impitoyablement pourchassé. Elles viennent enfin après la très sévère épreuve que le PKK vient de subir dans le nord de l'Irak.

L'armée d'Ankara retire en ce moment les chars et les bataillons qui ont participé dans les montagnes et les vallées irakiennes à l'encerclement des bases d'où la guérilla menait ses opérations dans le Sud-Est anatolien. Le commandement turc affirme que ce fut, pour son adversaire, une héca-

tombe et une déroute. Le PKK parle de repli, nie avoir accepté de déposer ses armes entre les mains des frères ennemis kurdes d'Irak.

Car la bataille fut aussi un de ces affrontements fratricides qui jalonnent la tragique histoire des Kurdes. Ceux du nord de l'Irak avaient profité de la défaite de Saddam Hussein face aux Américains pour organiser, sur leur territoire, et sous la protection des avions

ger de ces Kurdes à sa merci qu'ils attaquent début octobre les bases du PKK à la frontière, sur sol irakien. Puis l'armée turque, estimant que le travail ne serait pas bien fait par des Kurdes contre d'autres Kurdes, est intervenue elle-même massivement à la fin du mois.

Ayant ainsi assommé pour un temps la rébellion qui n'a cessé de croître depuis 1984, malgré ou à cause d'une impitoyable répression, Ankara a

désespérée qu'elle ne l'a jamais été. En Irak, la protection aérienne sur leurs têtes ne sera pas éternelle, et tôt ou tard les troupes de Bagdad reviendront: l'histoire enseigne ce que cela veut dire. En Syrie, Hafez el-Assad contrôle étroitement ses propres Kurdes, et il a utilisé le PKK comme un instrument pour tenter de régler ses différends avec la Turquie. En Iran, les peshmergas sont aussi pourchassés, et leurs dirigeants méthodiquement assassinés à l'étranger. En Turquie même, le général Dogan Gures, chef de l'état-major, a promis hier que ses troupes revenant d'Irak allaient anéantir le PKK en Anatolie.

Leur écrasement conduira à la montée d'une violence extrême

de la coalition onusienne, une autonomie qui a pris le nom d'Etat fédéré (sous-entendu: à l'intérieur de l'Irak) le 4 octobre dernier, après des élections - déjà - tenues en mai. Aux yeux de la Turquie, tout pas vers l'indépendance kurde est un cancer qui menace son intégrité. Elle n'accepte donc pas les plans de Barzani et de Talabani (les deux chefs kurdes d'Irak), mais elle les tolère provisoirement, permettant que le ravitaillement de l'«Etat fédéré» se fasse à travers son territoire. Elle a ainsi pu exi-

convoqué samedi une conférence des pays où vivent des Kurdes: Syrie, Iran, à l'exclusion bien sûr du régime de Bagdad. L'objectif était de réaffirmer solennellement le refus par les trois pays de toute mise en question de l'intégrité territoriale de l'Irak; autrement dit, de condamner tout rêve des Kurdes irakiens qui pourrait leur faire perdre le goût de l'indépendance qu'ils connaissent aujourd'hui d'une certaine manière.

Au bout du compte, la situation de tous les Kurdes est plus

La conséquence de ces écrasements, pour l'Europe de l'Ouest, est très prévisible: l'immigration kurde, sous toutes ses formes, continuera et se renforcera. Les Etats peuvent bien sûr, comme ils le font, multiplier les barrières policières. Le résultat sera alors une montée de la violence: des groupes kurdes seront tentés de passer aux actions extrêmes, comme les Palestiniens l'avaient fait quand ils étaient chassés de partout. Il vaut mieux le savoir. □

LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 21 novembre 1992

Les élections du PKK interdites en Allemagne

Le gouvernement allemand a interdit la tenue sur son territoire ce week-end d'élections pour un futur parlement de l'ensemble du Kurdistan, organisées par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le PKK, séparatiste, qui pratique la lutte armée contre le gouvernement d'Ankara, est interdit en Allemagne. En Suisse, où le PKK est aussi bien implanté, ces élections doivent aussi avoir lieu. On disait hier soir à Berne qu'elles n'auraient pas été autorisées si une demande formelle avait été présentée par les Kurdes.

24 Heures - 20 novembre 1992

La diaspora kurde élit ce week-end ses députés à un parlement fantôme

Après les graves revers subis sur la frontière turco-irakienne, les Kurdes du PKK passent à la contre-offensive politique.

Grande première pour les quelque 700 000 Kurdes vivant en exil en Europe. Dès ce matin et jusqu'à dimanche soir, les membres, hommes et femmes âgés de 23 ans et plus, de cette diaspora d'un peuple de 30 millions d'individus sont appelés à élire, par correspondance et au suffrage indirecte, 15 des 500 députés de l'Assemblée nationale du Kurdistan. N'était le fait que le Kurdistan est un Etat qui n'existe pas et que ce scrutin est organisé par une seule des formations politiques kurdes — le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la principale organisation kurde de Turquie luttant depuis huit ans les armes à la main pour l'indépendance — l'événement n'aurait rien d'exceptionnel.

De fait, l'organisation de ces élections résume la situation dramatique dans laquelle se trouve la nation kurde: éparpillée sur un immense territoire — le Kurdistan de leurs rêves — qui chevauche cinq Etats (du sud de l'ex-URSS à l'Iran, en passant par la Turquie, l'Irak et la Syrie), les Kurdes sont non seulement pourchassés ou utilisés par les gouvernements des pays dont ils sont les «hôtes», mais encore profondément divisés entre eux. Du coup, ces élections que le PKK affirme être en mesure d'organiser non seulement en Europe, mais encore dans tout le «Kurdistan occupé», apparaissent plus comme une

tentative désespérée, un coup de poker des Kurdes de Turquie pour tenter d'attirer l'attention de la communauté internationale sur leur sort que comme un réel scrutin représentatif.

Des coups terribles

Il faut dire que le PKK vient de subir des coups terribles dans son sanctuaire de la frontière turco-irakienne, pris en tenaille ces dernières semaines entre l'armée turque et les peshmergas de Talabani et Barzani, les deux chefs kurdes d'Irak, objectivement et momentanément alliés aux militaires d'Ankara.

C'est que, pour les Kurdes d'Irak, qui jouissent encore de la protection aérienne des alliés depuis la guerre du Golfe, la guérilla conduite par le PKK sur la frontière turco-irakienne menaçait de leur couper une de leurs principales voies d'approvisionnement.

Une nécessité

Selon les représentants à Genève du «Comité du Kurdistan», proche du PKK, la tenue de ces élections «est une nécessité», dans la mesure où le PKK — qui ne cache pas son credo socialiste, mais se défend d'être marxiste-léniniste, comme on l'étiquette trop souvent à son goût — est devenu «une organisation de masse largement soutenue et reconnue par les 15 à 18 millions de

Kurdes vivant en Turquie». «Nous n'avons pas de doute sur notre représentativité, explique les militants du «comité», puisque les Kurdes de Turquie constituent plus de la moitié du peuple kurde».

A la proportionnelle

Pratiquement, les élections qui auront lieu dès aujourd'hui et jusqu'à dimanche au sein de la diaspora kurde d'Europe désigneront un certain nombre de délégués qui, à leur tour et à la proportionnelle, éliront les 15 députés auxquels auront droit les Kurdes d'Europe à l'Assemblée nationale du Kurdistan.

Ces 15 députés de la diaspora viendront s'ajouter aux 485 députés de Turquie, Irak, Iran, Syrie et ex-URSS — dont l'élection est en cours depuis le mois d'octobre.

Enfin, et toujours selon les représentants genevois du «Comité du Kurdistan», «l'Assemblée nationale du Kurdistan représentera la volonté du peuple kurde dans le monde entier et en sera l'unique représentant.

Seule l'Assemblée décidera de l'avenir de notre peuple. Les associations, les groupes, les partis et «l'assemblée locale» instaurée au Kurdistan Sud (le nord de l'Irak, ndlr.) avec l'aide des USA ne seront pas représentatifs de la volonté du peuple du Kurdistan...»

Bernard Bridel □

TURQUIE-IRAN

Guerre totale contre les Kurdes

Au moment où l'Etat turc, sous couvert de lutter contre le mouvement «séparatiste» kurde — incarné principalement par le Parti des travailleurs du Kurdistan (Patiya Karkeren Kurdistan - PKK) — mène la guerre totale contre les militants de ce parti, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, l'Iran mène de son côté une autre guerre, avec d'autres moyens, contre ses propres populations kurdes.

La direction du mouvement kurde en Irak vent pour sa part, avec l'aide technique et militaire de l'armée d'Ankara, de déclencher une guerre fratri-

cide contre les militants du PKK qui opèrent à partir du nord de l'Irak. Dans cette alliance contre-nature, des civils kurdes tombent tous les jours, de part et d'autre des frontières. Des localités entières sont brûlées dans le sud-est anatolien. Des escadrons de la mort abattent, en toute impunité, des opposants kurdes accusés de sympathie envers la cause du PKK.

Ce fut le cas, en septembre, de l'écrivain et journaliste kurde, Moussa Antar, abattu à Dyrbakir. Son assassinat fut revendiqué par un groupe nationaliste turc clandestin, la Flèche grise. Des assassins, se réclamant du Hezbollah turc téléguidé par le pouvoir turc, commettent régulièrement des attentats contre les supposés sympathisants et membres du PKK. Nous publierons un bilan plus complet des violations des droits de l'homme en Turquie dans nos prochaines livraisons.

Ce même mois, les services de renseignement iraniens ont abattu, en plein centre de Berlin, les quatre principaux dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan iralien venus assister à la conférence de l'Internationale socialiste. Les mêmes services avaient déjà assassiné il y a quelques années, à

Vienne, le leader historique de ce parti, le Dr Abdel Rahman Ghassemlou. Une répression implacable s'abat parallèlement contre la population kurde irakienne depuis plusieurs mois.

Dans sa dernière intervention sur l'Iran, Amnesty International dresse un sombre tableau de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Des milliers de prisonniers, notamment des prisonniers d'opinion, y ont été exécutés depuis la fondation de la République islamique en 1979. Entre juillet 1988 et janvier 1989, il y a eu exécution de 2 500 prisonniers politiques.

Le secret qui entoure les exécutions empêche de connaître avec précision le nombre des victimes. Au moins 2 000 furent recensées à Téhéran même. Dans ce rapport, Amnesty évoque en particulier l'exécution des prisonniers politiques, à la suite de simulacres de procès, ainsi que la liquidation des manifestants arrêtés lors des émeutes de ces derniers mois, notamment dans la ville de Mashad. Il y est question également d'exécutions de prisonniers sur des bases religieuses. Enfin d'innombrables condamnés à mort pour «trafic de drogue» le sont en fait pour des raisons éminemment politiques. ■

DROITS DE L'HOMME

Le Nouvel Afrique Asie
N° 38 - Novembre 1992

Paroisse de Morges, Echichens et Monnaz

«Ne pleure pas: tu es Kurde!»



M. Daniel Corbaz, pasteur, en compagnie de deux réfugiés kurdes qui ont assisté à la conférence «Le Malheur kurde».

Mardi 17 novembre, dans le cadre de l'action «Terre Nouvelle» de la paroisse de Morges, Echichens et Monnaz, le pasteur Daniel Corbaz a raconté avec émotion son voyage chez les Kurdes.

Job, l'homme le plus dépouillé de la Bible, venait du pays kurde. Quant au Coran, il situe le Paradis terrestre en territoire kurde, autour du Mont Ararat, là où l'Arche de Noé se serait immobilisée. Ces deux évocations illustrent à la fois la pauvreté et la fierté de ce peuple, «jouet de l'histoire, laissé pour compte dans ses montagnes».

Au nombre de 25 millions, les Kurdes se répartissent sur cinq pays, à savoir: la CEI, l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Si, en Iran, la qualité culturelle kurde est reconnue, le peuple n'a encore aucune identité politique. En Irak, le pétrole

étant situé dans les régions habitées par les Kurdes, le gouvernement se montre extrêmement répressif. Quant à la Syrie, qui compte le plus grand nombre de Kurdes chrétiens, elle est le repère des armées du PKK, le parti des travailleurs kurdes.

«Lorsque l'on sait que c'est en URSS que les Kurdes jouissent de la plus grande liberté d'expression et de culture, nous avons une idée de la gravité de l'oppression dont ils font l'objet» explique Daniel Corbaz, qui a visité l'an dernier les villages kurdes, à la demande de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture). La première impression du pasteur lorsqu'il arriva dans un village kurde de Turquie? «On aurait dit Gruyères durant les grandes manœuvres militaires du mois de septembre!». En effet, sur les 58 millions d'habitants qui peuplent

la Turquie, plus d'un million sont des policiers! De plus, pour contrôler les villages kurdes, le gouvernement turc a nommé des gardiens de village, chargés de surveiller et dénoncer la population. Afin d'éviter que la guérilla kurde n'établisse ses repères dans les maisons en périphérie des villages et les habitations isolées, celles-ci ont été plastiquées.

«Quel pays de contrastes que la Turquie! Cette nation, qui veut être un état de droit, a adhéré la première à la Convention des droits de l'homme et tient à faire bonne figure face à l'Europe. En opposition complète avec cette apparence tout à fait démocratique, son gouvernement interdit au peuple kurde d'exister en tant que tel. Ainsi, la presse est libre, mais on arrête et on assassine les journalistes, on mitraille les rédactions. La situation est effrayante: l'armée, les commandos spéciaux et la gendarmerie utilisent la torture, morale et physique, à l'encontre des villageois. Ils exercent des pressions psychiques incroyables, détruisent des villages entiers afin d'obliger les Kurdes à partir. Et, effectivement, ils s'en vont: il y a actuellement quelque quatre cent mille réfugiés kurdes en Allemagne et le double en Europe.»

«Dans leur lutte pour sauvegarder leur culture, leur identité, les Kurdes – qui sont les Mèdes d'il y a deux mille cinq cents ans – ont perdu plus d'un million de leurs depuis le début de ce siècle. Mais, en dépit de la pauvreté, des privations et des souffrances infligées, les Kurdes résistent. Mon voyage m'a permis de découvrir un peuple humble et rude, habité par un sentiment de noblesse austère. Je me souviens encore de cette grand-mère qui, pour consoler un enfant, lui a dit: "Ne pleure pas, tu es Kurde!"».

VK

UN AUTRE JOURNALISTE KURDE TUÉ EN TURQUIE

Un journaliste turc d'origine kurde travaillant dans l'hebdomadaire de gauche «Gerçek» a été assassiné vendredi matin à Dyarbakir. Namik Taranci, 37 ans, correspondant de cet hebdomadaire à Dyarbakir, se rendait à pied à son travail en début de matinée quand il a été victime d'un tireur «non identifié». L'agresseur, qui serait un homme de 20 à 25 ans, a pris la fuite après l'attentat et il y a peu de chance qu'on le retrouve, même si, par extraordinaire, une enquête était ouverte.

C'est en effet le 12ème journaliste assassiné par des «personnes inconnues» depuis le début de l'année dans le sud-est de l'Anatolie. Des sources locales attribuent la plupart de ces meurtres à une organisation kurde fondamentaliste nommée «Hezbollah» qui aurait des liens avec les forces de sécurité turques dans la région. Quels que soient les agresseurs, les autorités turques, pourtant prises à partie à plusieurs reprises par les organisations de défense des droits de l'homme et les associations de journalistes, n'ont fait aucun effort pour les retrouver et se sont contentées de propos diffamatoires tendant à désigner les victimes comme des «terroristes».

Aria di pacificazione tra le forze politiche

Un Kurdistan senza peshmerga

Il nuovo corso nel nord Iraq



Mirella Galletti

Le ultime elezioni del 19 maggio hanno chiarito il quadro politico curdo e i rapporti di forza tra i partiti. Da allora si assiste a un fenomeno di aggregazione. I due «vincitori» Mas'ud Barzani e Gialal Talabani hanno stipulato un accordo relativo ai problemi economici, politici e della sicurezza. Il Partito Democratico del Kurdistan (Pdk) ha ottenuto maggiori consensi dell'Unione Patriottica del Kurdistan (Upk) ma per mantenere la stabilità ha dovuto accettare le condizioni del secondo che chiedeva la carica del primo ministro e i dicasteri chiave della Difesa e degli Esteri. Il Pdk controlla il ministero degli Interni, da cui dipendono gli apparati della sicurezza e sembra teso a porre i propri uomini nei posti chiave dell'esercito e delle aree strategicamente rilevanti. Questo sforzo comune ha indubbiamente migliorato la situazione e la gente si sente più sicura. Nell'incontro con Mas'ud Barzani è

emerso il progetto di unificare le due maggiori organizzazioni politiche, mentre Talabani sembra molto più cauto. Parlando con i militanti sono emersi due atteggiamenti strettamente connessi. E' molto apprezzato l'accordo tra i due leader le cui personalità si integrano. Barzani ha una indole pacata e riflessiva che lo porta a restare nel proprio ambito familiare e territoriale, mentre Talabani ha una personalità istrionica e impulsiva, sempre pronto con la lancia in resta. Sono percepibili le resistenze della base a unificare a livello politico i due partiti, essendo già soddisfatta della presente unità d'intenti, dopo oltre un decennio di conflittualità. Dopo la sconfitta elettorale e con il timore di essere schiacciata dai due colossi, le forze politiche minori, in particolare quelle socialiste, hanno intrapreso la strada dell'unificazione. «Le differenziazioni ideologiche si sono molto accorciate qui e nel mondo. I tre partiti hanno inte-

Avanti! Dom. e Lun. 22/23 Novembre 1992

ressi e obiettivi che dopo due mesi di negoziati sono giunti all'accordo per l'unificazione nell'agosto scorso. Le elezioni sono state una lezione per noi, non avendo raggiunto il quorum del 7% non abbiamo ottenuto seggi nel Parlamento» - afferma Sami Abd Ar-Rahman, segretario generale del Partito Popolare Democratico del Kurdistan (Ppdk) e membro del consiglio della presidenza del Partito dell'Unità del Kurdistan (Puk) che riunisce il Ppdk, il Partito Socialista del Kurdistan-Iraq che fa capo a Mahmud Othman, il Partito Socialista Curdo-Pasok. Sui contrasti che persistono tra le tre forze ironizza il numero due dell'Upk, Nachirwan: «Adesso i partiti sono diventati quattro». La popolazione è stanca delle divisioni interne e dei personalismi. Sembra decisa a mettere in naftalina quei leader storici che ormai sembrano avere esaurito la loro carica di rinnovamento. Il gioco democratico sembra rispettato. La Lista Islamica, che aveva ottenuto il terzo posto ma nessun seggio ha detto di rispettare le decisioni del governo. L'attività parlamentare è molto seguita. I ministri sembrano essere stati scelti dai partiti più come tecnici che come politici. Infatti i politici «puri» che da tre lustri guidano le sorti del popolo curdo non sono entrati nel governo. Hussein Sinjari, vice ministro per la ricostruzione e lo sviluppo, sottolinea: «Stiamo imparando a essere democratici. Possiamo essere orgogliosi di noi stessi. I popoli vicini attendono dalla fine della prima guerra mondiale di partecipare a libere elezioni. Noi, dopo un anno che ci siamo sottratti al giogo di Saddam, abbiamo avuto le elezioni e ora abbiamo un Parlamento e un governo eletti dal popolo». Gli organi legislativi e l'esecutivo sembrano avere imboccato con decisione la strada della pacificazione. In quest'area do-

ve ogni uomo possiede almeno un kalashnikov ed una pistola, il Parlamento ha deliberato che i peshmerga (combattenti) non possono circolare nei centri cittadini a meno che non debbano proteggere delle personalità. In base agli accordi i circa 250-300 mila peshmerga dovranno essere ridotti a circa 50-60 mila unità, di cui il 40% provenienti rispettivamente dalle file del Pdk e dell'Upk, e il 20% dalle altre formazioni politiche. Si avverte la necessità di portare l'area sotto protezione alleata dal 36. al 34. parallelo, in maniera che inglobi tutto il Kurdistan e che venga così bloccato il flusso di profughi che ogni giorno vengono espulsi dalle aree petrolifere controllate dal regime iracheno. Inoltre giungono anche i curdi e gli arabi sciiti da tempo rifugiati in Iran e che ora vengono espulsi dal governo islamico. La maggior parte dell'esercito iracheno, con le migliori divisioni, è concentrato al confine con il Kurdistan. Quattro divisioni sono a Kirkuk. La Guardia Repubblicana e le forze speciali di sicurezza sono a Bagdad e a Tikrit. L'esercito, non essendo considerato sufficientemente sicuro, è stanziato fuori Bagdad, a Mosul, Diwala, Kirkuk e nel Sud.

Rosch Shawais, vice primo ministro e ministro degli Interni, rileva: «De facto ora abbiamo più della federazione. La federazione è una soluzione realistica e è condivisa dal popolo. Non vogliamo la divisione dell'Iraq». Ovunque emerge il desiderio di pacificazione. Ewad Hagi Namiq, il membro più giovane del Parlamento, ha sposato un'araba e ha tre figli maschi. Quando ho accennato alla battuta: «quindi ci saranno tre peshmerga in più», ha ribattuto subito: «no, spero di no. Voglio che i miei figli diventino medici e ingegneri. Spero che la loro generazione non abbia più bisogno di peshmerga».

• Le Monde • Jeudi 26 novembre 1992

Le Conseil de sécurité indisposé par l'attitude de Bagdad

L'ONU maintient l'embargo contre l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

On se demande pourquoi M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, s'est donné la peine de venir à New-York. Ses propos au Conseil de sécurité, réuni à la demande de Bagdad, ont largement desservi sa cause et ont provoqué une déclaration très dure des quinze membres du Conseil. Il faut dire qu'avant même son arrivée à New-York, la décision était prise de ne pas lever, ni même alléger, les sanc-

tions en vigueur depuis vingt-huit mois. Dans une longue déclaration, le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur hongrois, M. André Erdos, avait énuméré les raisons qui militaient en faveur d'un maintien de l'embargo : les refus de Bagdad d'accepter la surveillance à long terme, par l'ONU, de son industrie d'armement, de renoncer aux revendications territoriales sur le Koweït, de vendre du pétrole - sous contrôle - pour nourrir la population, de cesser la répression contre les Kurdes et

les Chiïtes. L'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, jugeant « scandaleuse » l'attitude de Bagdad, a affirmé que « si les civils ne sont pas nourris, c'est parce que le régime de Bagdad a détourné les ravitaillement pour son armée ». Le représentant adjoint de la mission française, M. Hervé Ladsous, a invité le régime irakien à « vivre en paix avec ses voisins et avec son peuple ». « Il est tout de même surprenant, s'est étonné un diplomate, que l'Irak n'ait pas réussi à trouver un seul ami au sein de

notre Conseil. » Répondant à ces accusations, M. Aziz a dénoncé les « quelques membres influents » du Conseil qui ont adopté une « attitude despotique » à l'encontre de son pays. Il a accusé les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France d'avoir lancé « la campagne la plus féroce de l'histoire de l'ONU » contre l'Irak et comparé les inspecteurs de la commission spéciale du désarmement à des « équipes d'inquisition moyenâgeuses ».

AFSANÉ BASSIR-POUR

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, NOVEMBER 28-29, 1992

Hungry and Cold, Kurds Await Bitterest Enemy — Winter

By Chris Hedges

New York Times Service

D'HOK, Iraq — Soft, wet snow has begun to fall over northern Iraq, laying a mantle over the desolate steppe and signaling the start of what may well be one of the most difficult periods for the Iraqi Kurds since they were freed from the grip of Saddam Hussein's government 18 months ago.

The Kurds, crippled by a 15-month blockade by Baghdad that has left them bereft of kerosene for heating, food and basic supplies, will depend on the \$200 million in relief assistance, including \$43 million from the U.S. Agency for International Development and \$20 million from the European Community, that is just beginning to be trucked into the north.

The United Nations hopes to deliver at least 9 million gallons of kerosene by the end of December and 13,000 tons of food. But its officials in northern Iraq fear that the program, hastily planned and beginning only now, may not be enough to avert disaster.

"We are way behind," a UN official said, "and we have grossly underestimated what the Kurds will need. Even if we had enough to hand out, which we do not, I do not think we could get it distributed in time."

The 4 million Kurds live in a security zone set up by the allied forces after an

abortive rebellion just after the Gulf War. The zone, which runs roughly along Iraq's 36th parallel, was created to persuade 1.5 million Kurdish refugees in Turkey and Iran that it was safe to return home. It is monitored by a small team of military observers in the border town of Zakho and frequent flights by warplanes based in Turkey.

The withdrawal of Iraqi forces from the north and Baghdad's decision to impose a strict embargo, refusing even to pay pensions or forward letters, speeded the Kurds' decision to form their own government this summer.

But the de facto Kurdish state, with meager revenues and few resources, has presided over a steady deterioration in living standards.

Roads and bridges are crumbling into disuse. There are frequent power outages. Gasoline can be bought only on the black market. And with a host of materials from window panes to spare parts for machines now unavailable, printing shops, mills, bakeries and garages have all had to shut, swelling the ranks of the unemployed.

Prices for basic items like kerosene have risen more than 100 times what they were before the Iraqi blockade.

"We are grateful for what the United Nations is doing," said Massoud Barzani, the head of the Kurdistan Democratic Party, one of the two main Kurdish factions, "but what they are providing is little and

will not solve the problems we face. The UN and international agencies should, in addition to relief, help us with some long-term development projects."

At least 8,000 families live in tents; tens of thousands will huddle in gutted buildings with only thin plastic sheeting covering the empty window frames.

The Kurds have chopped down most trees around the urban centers, with many families even digging out the roots, to stockpile fuel for the winter.

Families that have subsisted on vegetables for months now watch as prices spiral upward and the volume in the markets decline.

"As we get closer to winter, we are beginning to see increasing numbers of children who have some degree of malnutrition," said Dr. Ghayat al-Din Obeid Ala, the general director of health for D'hok Province. "Every day there is less and less to eat."

Fatima Ibrahim stood outside the one-room hovel where she lives with her husband and five children. For several weeks her family has survived on a cold porridge of chick peas and tomatoes while her husband scrounges for odd jobs.

Inside the room, two of Mrs. Ibrahim's young sons, wrapped in tattered gray blankets, lay on the floor, racked by high fevers.

"It is the winter that scares us the most," she said. "Before we could at least exist, but now we do not see a way out."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, NOVEMBER 30, 1992

Iraq Calls Embargo Key to UN Talks

By R. Jeffrey Smith
and Trevor Rowe

Washington Post Service

NEW YORK — Iraq will negotiate on meeting United Nations Security Council demands when Western powers signal readiness to lift a global trade embargo against Baghdad, according to Deputy Prime Minister Tariq Aziz.

Mr. Aziz, after a week of consultations at the United Nations, said the council should take the first step, demanding in effect that the allies at least raise the possibility of an end to economic sanctions in place since the end of the Gulf War. The council has said Baghdad must move first in ending the dispute.

That seemed to leave Iraq locked in the stalemate that has marked its relations with the United Nations since the end of the war in early 1991. Mr. Aziz's comments provided the most recent signal that his government is not ready to comply with the UN cease-fire resolutions approved at the close of the war, because it foresees no tangible benefit as long as the United States, France and Britain insist on maintaining the embargo.

At the same time, the tone of Mr. Aziz's remarks Saturday was more conciliatory than in some previous public statements. He said, for example, that Iraq did not expect to regain the military power it had before the war, apparently the first such statement by a senior Iraqi

official since the war.

Mr. Aziz also said the country harbored no ill will toward neighboring Turkey's part the economic blockade or providing assistance to forces that fought Iraq in the war. "The past is past, and now the future is more important," he said.

On relations with the United Nations, Mr. Aziz said: "I'm not sure the council at this stage is seriously considering the lifting of sanctions. And when they start to seriously consider, they can bring their concerns to us and we can find a satisfactory compromise on both sides."

Mr. Aziz said that President George Bush had been motivated by "a personal element" in insist-

ing that the UN embargo be retained as long as President Saddam Hussein remained in power. Mr. Aziz said he was not sure what policy would be pursued by President-elect Bill Clinton but added, "We hope this element is over."

Mr. Aziz said he understood that British and French officials recently voiced caution about ending the embargo soon.

He played what Western diplomats have come to call the Iran card, in saying that the region was not as stable as it was before Iraq's military forces were reduced during the war over Kuwait. He said an objective analysis by Western powers, "without the prejudices of the conflict with Iraq," would prompt them "to stop the harassment of Iraq, stop the imposed isolation."

Le Monde • Dimanche 29 - Lundi 30 novembre 1992

En visite en Jordanie

M. Mitterrand affirme que la levée des sanctions contre l'Irak implique le respect des communautés kurde et chiite

M. François Mitterrand devait regagner Paris, le samedi 28 novembre, dans l'après-midi, au terme d'un voyage au Proche-Orient qui l'aura successivement conduit en Israël et en Jordanie. Au cours de son séjour à Amman, où il s'est longuement entretenu avec le roi Hussein, le président français a évoqué le processus de paix israélo-arabe, mais aussi les conséquences de la guerre du Golfe, et pressé l'Irak - encombrant voisin de la Jordanie - de respecter ses minorités kurde et chiite.

AMMAN

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand s'applique, depuis des années, à tenir le même langage à toutes les parties que déchire le conflit israélo-arabe. Il en a fait une impeccable démonstration, vendredi 27 novembre, au soir de son arrivée en Jordanie, où il entamait une visite

d'Etat. Avant le dîner offert en son honneur par le roi Hussein, le président a réitéré, presque mot pour mot - au risque de se paraphraser - les grands principes qu'il venait d'exposer pendant deux jours en Israël.

« Que de fois ai-je répété ces mêmes affirmations sur toutes les tribunes internationales, a-t-il déclaré. En ignorant notamment la question palestinienne, on ne pourrait aboutir - si on y aboutit - a-t-il ajouté, qu'à une paix précaire. Un dialogue doit s'instaurer entre les parties concernées, ce qui implique que, de part et d'autre, on parle avec les représentants des peuples intéressés. Ces principes s'appliquent également au Liban. »

Pas de partition

Autre « formule lapidaire » de M. Mitterrand : « Mieux vaut une paix à petit pas que pas de paix du tout. » « Des signaux, a-t-il noté, sont émis de part et d'autre; des mesures sont prises pour établir une certaine confiance. Elles sont souvent insuffisantes mais elles existent. La récente

réunion (multilatérale) de Paris (à la fin du mois d'octobre) a montré que la volonté de dialoguer sur des sujets d'intérêt commun peut parvenir à s'imposer. »

Le président a souligné la « place centrale » qu'occupe, dans le processus de paix, la Jordanie, qui a « réaffirmé clairement sa volonté de paix », notamment en « définissant avec Israël les termes d'un ordre du jour ». Ces principes doivent aussi prévaloir dans le Golfe, sujet peu évoqué par M. Mitterrand en Israël, mais qui concerne au premier chef la Jordanie, un pays « dont les épreuves, remarque-t-il, ne se sont pas terminées avec la fin des combats » et qu'accable, à cause de la guerre, « un lourd fardeau économique et financier ». « Il ne peut y avoir, a noté le président, de stabilité dans le Golfe s'il n'y a pas reconnaissance du droit des uns et des autres d'exister et de coexister dans ces fameuses frontières sûres, reconnues et respectées. Parlons clair : on s'inquiète de ce que fera l'Irak. Ou bien il s'inclinera devant les décisions des Nations unies, ou bien il respectera les habitants qui relèvent de son autorité, qui sont des concitoyens de

l'Irak, et la paix reviendra plus vite qu'on ne le croit, et les populations de ce grand pays cesseront de souffrir des conséquences de la guerre. »

« La France souhaite que le martyre de ces populations cesse ou soit abrégé par la levée du blocus. Mais cela dépend d'abord du gouvernement de l'Irak. J'exclus toute partition de l'Irak, hypothèse d'ailleurs qui n'a été évoquée devant moi par aucun des pays qui ont pris part à la guerre du Golfe. » Pour M. Mitterrand, la balle reste donc dans le camp de Bagdad. C'est seulement lorsque M. Saddam Hussein aura appliqué pleinement les résolutions de l'ONU, notamment celles relatives au respect des minorités kurde et chiite, que la communauté internationale pourra légitimement ne plus traiter l'Irak comme un Etat paria. Autant d'observations que le roi Hussein ne peut pas faire, sous peine d'offenser son puissant voisin irakien, mais qu'il n'est peut-être pas fâché de voir prononcées chez lui dans l'espoir qu'elles seront entendues à Bagdad.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

اسابيع. وأضاف في تصريحات ادلى بها في شقلاوة شمال العراق: «حاولنا طوال سنة تفادي الاشتباك معهم لكنهم لا يفهمون لغة أخرى، وسنرغمهم على ترك كردستان العراقية. وأعلن ان «البيشمركة» استولوا على قريتين جبليتين في اثناء تمشيط منطقة خواكورك في المثلث الحدودي العراقي - التركي - الإيراني. وامن كررت «الجبهة الوطنية لتحرير كردستان» (تابعة لحزب العمال) اتهام طالباني وبارزاني بالتحضير للقتال «خلال اجتماعاتهما في انقرة وواشنطن». وتابعت في بيان تلقت «الحياة» نسخة منه ان موعد الهجوم على عناصر الحزب «حدد في اجتماع عقد في انقرة، وعاد طالباني الى كردستان (العراق) ترافقه مجموعة من الضباط الاتراك».

وأكد البيان ان حزب العمال «يمارس حقه في الدفاع عن النفس (...) ويتعهد مقاومة كل الهجمات». وأشار الى اعتقال ستة ضباط اتراك.

مدرسي

وفي طهران اعتبر احد قادة المعارضة الشيوعية العراقية ان مقاومة نظام الرئيس صدام حسين تحتاج سريعا الى توسيع المظلة العسكرية الغربية ومساعدة اكبر من الدول المجاورة.

ونبه رئيس «منظمة العمل الاسلامي» اية الله محمد تقي مدرسي في مقابلة وزعت نصها امس وكالة «فرانس برس» الى «ندهور الاوضاع المعيشية للسكان العراقيين في الاسابيع الاخيرة، ولا سيما منهم سكان الجنوب الخاضعين لحصار اقتصادي تفرضه بغداد».

واكد ان «الوضع خطير جدا ويخشى ان يؤدي الى تدمير سريع للبلاد من الداخل». ودعا الغرب الى توسيع «المنطقة الآمنة» التي اقيمت للاكراد شمال العراق لتشمل «في اسرع وقت كل انحاء البلاد». واعتبر ان هذا الاجراء «كفيل

بان يؤمن للشعب العراقي قدرة على التقاط انفاسه، لاسقاط نظام صدام. واعتبر مدرسي ان الاميركيين «يمكون مفتاح الحل»، وقال: «نسعى الى قرار وعمل دوليين ولكن جدر التحلي بالواقعية، فالاميركيون موجودون في المنطقة وسيشكلون في الضرورة رأس الحرية لمثل هذا العمل». وكشف انه اجري في الاسابيع الاخيرة «اتصالات غير مباشرة» مع الادارة الاميركية لحضها على التدخل. وقال: «أكدت لهم الطابع الديموقراطي لحركتنا واننا لا نسعى الى تصدير الثورة». وأوضح انه مستعد لاجراء اتصالات مباشرة مع واشنطن، معتبرا ان لا طائل من الانتقادات التي توجه الى دور الاميركيين و«نواجه مشكلات اكثر اهمية من هذا النقاش».

لكن مدرسي (47 عاماً) شكك في ان تكون لدى الغرب رغبة حقيقية في مساعدة «المقاومة» العراقية. وزاد ان الغربيين «شجعوا الشعب العراقي على التمرد، وانتهى الامر الى كارثة بعد حرب الخليج، لانهم لم يقوموا باي شيء لمساعدتنا».

وانتقد ضالة الدعم المادي الذي تقدمه الى المعارضة دول مجاورة للعراق خصوصاً ايران. واكد ان «الولايات المتحدة تمارس منذ البداية ضغوطاً على ايران لتلا تقدم الينا المساعدة ورضخت ايران لانها تواجه مشكلات خاصة تتطلب حلاً (...) يستحيل مواجهة الدبابات والطائرات بالبنادق الرشاشة ولا يمكن المقاومة ان تحقق شيئاً من دون مزيد من الدعم الفوجيسي من جيراننا». واعرب عن املة بان يعترف المجتمع الدولي بالمعارضة العراقية التي تحاول اقامة هيئات مشتركة، وبان يسمح لها بالاستمرار في الاعمال المجردة في الخارج. ولاحظ ان اسقاط نظام صدام «يتطلب وقتاً، حتى وان حصلت المعارضة على دعم دولي».

مصادر في دمشق تشرح دوافع مشاركتها في اجتماع انقرة:

العمليات التركية في شمال العراق اثارت مخاوف سورية من تدخل عسكري إيراني

□ دمشق - من عبدالله الدردري:

هذه القوى وليس في المصلحة الحقيقية للشعب العراقي».

وترى المصادر ان «وجود سورية في التنافس الايراني - التركي على العراق ضروري، لانها عامل استقرار في مثلث العلاقات المعقد». وتؤكد ان سورية وايران اتفقتا على اعلى المستويات، على الحفاظ على وحدة العراق، وتشير الى ان ايران ابلغت سورية التزامها هذه القضية. وتذكر بان الاتفاق الامني الاخير بين دمشق وانقرة ينص على ان عملاً ليس فقط للحفاظ على امنهما وسيادتهما، بل امن وسيادة كل دول المنطقة بما فيها العراق. ولم تحاول سورية الاستفادة من الوضع في شمال العراق في خلافها مع تركيا على المياه والحدود، وعندما كان هذا الخلاف في ذروته رفضت سورية عرضاً يونانياً بتحويل خط الامدادات الانسانية لشمال العراق من تركيا الى اليونان لتقل منها الى الموانئ السورية ومن ثم براً الى شمال العراق. لكن سورية اعتبرت ذلك «تأكيداً على الطابع الانفصالي للوضع في شمال العراق». وتضيف المصادر ان «سورية التي اغلقت حدودها مع هذا البلد عشر سنين بسبب خلافها مع نظام صدام حسين ليست مستعدة لفتحها مع جزء من العراق تكريساً للانقسام».

وتقول مصادر سورية رفيعة المستوى ان «العراق مفتت عملياً ما يحمل سورية عبئاً اضافياً للدفاع عن وحدته». واضافة الى هذه القضايا المعقدة تأخذ دمشق بالاعتبار تأثير العلاقة الثلاثية الايرانية - التركية - السورية في ما يخص شمال العراق على العلاقة السورية - التركية - العراقية في اطار قضية تقاسم مياه نهري دجلة والفرات، إذ تنسق دمشق وبغداد بسبب حيوية قضية المياه وتجاوزها للخلافات السياسية، وتتخذان موقفاً مشتركاً من انقرة.

ورأت المصادر السورية ان اجتماع انقرة كان «فرصة لتخفيف التوتر وازالة سوء الفهم لمنع اي خطأ في الحسابات قد يدخل المنطقة في دوامة صراع اقليمي خطير في وقت تحاول الخروج من الصراع العربي - الاسرائيلي».

قالت مصادر مطلعة في دمشق لـ «الحياة» ان وزير الخارجية السوري السيد فاروق الشرع حمل الى اجتماع انقرة التركي - السوري - الايراني الذي اختتم اول من امس هذين اساسيين: الاول «كيف يمكن الحفاظ على سيادة العراق ووحدته ارضاً وشعباً في ظل وجود نظام صدام حسين والاطماع الخارجية في العراق»، والثاني كيفية الحيولة دون تحول الوضع المعقد في شمال العراق الى «ازمة اقليمية واسعة».

وركزت المصادر السورية على تسلك دمشق بوحدة العراق ورفضها اي تحرك يمس هذه الوحدة، وعدم ارتياحها الى الحظر الغربي المفروض على تطبيق الطيران العراقي في جنوب العراق، وشكوكها في اجتماعات المعارضة العراقية التي عقدت في شمال العراق اخيراً، معتبرة ان التدخل العسكري التركي في هذه المنطقة قد يترجم تحركاً عسكرياً ايرانياً لمنع انقرة من ملء «الفراغ العراقي» لمصلحتها. واضافت المصادر ان دمشق «تمارس وسط هذه العوامل المتناقضة والخطرة سياسة تفرق تماماً بين نظرتها الى النظام العراقي الذي يسهل بتصرفاته وتعاميه عن الحقائق التدخل الاجنبي في العراق وايصال هذا البلد الى حال التفقت، وبين نظرتها الى العراق كدولة وشعب هو العمق الاستراتيجي لسورية على مدى السنين».

وتعزو المصادر السورية رفضها ما جرى في شمال العراق من انتخاب قيادة ثلاثية للمعارضة الى ثلاثة اسباب:

- «ان اجتماعات المعارضة عقدت في غياب قوى عراقية اساسية فاعلة على الساحة العراقية هي القوى القومية العربية غير الطائفية.

- ان القيادة الثلاثية شكلت على اساس طائفي بحث ما يزرع بذور مزيد من الصراعات.

- ان النفوذ الغربي والاميركي - البريطاني تحديداً في اجتماعات المعارضة كان واسعاً الى درجة تثير المخاوف من ان توجهات الاجتماعات تصب في مصلحة

خياراتها محدودة على رغم الاعتماد الكامل للأكراد عليها تركيا ترفض الفيدرالية الكردية لكنها تسير في طريق الاعتراف بها

□ انقره - من كامران قره داغي:

من نهاية كانون الاول (ديسمبر) المقبل وتقديم مساعدات اقتصادية، دولية ووطنية، للاكراد في العراق من جهة أخرى. كذلك سيزور رئيس الوزراء التركي سليمان ديميريل لندن بعد اسبوع وقد تسفر محادثاته مع نظيره البريطاني جون ميجور عن حسابات جديدة.

بين مواقف الدول الثلاث، التي يشكل الاكراد فيها جميعاً نسبة متفاوتة من السكان، يبقى الموقف التركي الأهم باعتباره الوحيد الفاعل الذي يمكن أن يؤثر في مستقبل الاكراد العراقيين. فتركيا تعتبر الشريان الحيوي بالنسبة اليهم، وفيها ترابط قوة التحالف الغربية لحمايتهم من نظام بغداد، ويمكنها إذا ارادت ان ترسل قواتها عبر الحدود الى شمال العراق، كما فعلت الشهر الماضي، ولم تنسحب بعد بالكامل، من دون ان يؤدي ذلك الى ان يقطع اكراد العراق علاقاتهم مع انقره على رغم انهم احتجوا وطالبوها بالانسحاب.

على رغم ان وزراء خارجية تركيا وايران وسورية اعلنوا في ختام اجتماعهم في انقره رفضهم الواضح لما وصفوه بأنه «وضع الامر الواقع» في شمال العراق، او بعبارة أخرى، الإدارة الفيدرالية الكردية، لكن السؤال الأهم الذي ظل من دون جواب هو ماذا يمكن الدول الثلاث ان تفعل لمنع الفيدرالية؟ فهي لا تعتقد، بالتأكيد، ان اصدار بيان برفض هذه الإدارة سيحلمها على حل نفسها بحلول شباط (فبراير) المقبل، وهو الموعد الذي اتفق الوزراء على ان يجتمعوا فيه مجدداً.

حتى ذلك الحين يمكن توقع تغيير امور كثيرة، فاولاً سيتم، ربما الاسبوع المقبل، الاجتماع المقترح على مستوى الخبراء بين تركيا والولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا للبحث في نتائج لقاء انقره من جهة، وتجديد التفويض لبقاء القوة الغربية في الأراضي التركية لمدة ستة اشهر أخرى اعتباراً

والفارقة تكمن في انه كلما زاد اللق التركي من تعزيز مواقع الإدارة الكردية تجد انقره نفسها مضطرة الى زيادة التعاون والتنسيق معها. ولت في هذا الصدد ان ارتوغرل اوزغوك رئيس تحرير صحيفة «حسريت» واحمد ابرز المعلقين السياسيين الاتراك كتب افتتاحية، امس، حرص على ان يؤكد فيها انه ضمنها استنتاجات في ضوء حديث خاص بينه وبين ديميريل، بعدما استقبل الأخير وزراء خارجية ايران وسورية وتركيا في ختام اجتماعهم اول من امس. ونقل اوزغوك عن ديميريل قوله ان احداً يجب الا يلق من اللقاء الثلاثي الذي لم يكن موجهاً ضد اي جهة بل عقد لتأكيد اللق على العراق والخزام انقره وحدة اراضيه وتشديدها على ان ليس لها مطامح فيه. واعتبر اوزغوك انه على رغم

والخبر في شمال العراق، والذي كان له هدف مباشر هو «انهاء» مقاتلي حزب العمال الكردستاني، واخر غير مباشر هو توجيه انذار الى اكراد العراق بانهم تجاوزوا الحدود باعلانهم الفيدرالية، فقد تكون نتيجته النهائية مزيداً من التعاون والتنسيق بين الدولة التركية وإدارة «الامر الواقع» التي ترفضها هذه الدولة وتصر على عدم الاعتراف بها.

وفي هذا المجال يمكن اعتبار الاتفاق «الحدودي» الذي توصل اليه قائد الدرك التركي الجنرال اشرف بتليس والزعيمان الكرديان السيدان مسعود بارزاني وجلال طالباني، اعترافاً تركيا ضمناً بان الإدارة الكردية التي يمثلها هذان الزعيمان هي السلطة الفعلية في شمال العراق. ونشر المعلومات المتوافرة الى ان الاتفاق ينص على اقامة «تعاون امني حدودي من، على اساس وجود شريط امني كردي داخل العراق مباشرة واخر تركي داخل تركيا مباشرة على ان يعتبر خط الحدود الدولية «مرناً» لكي يمكن «تحريك» الشريط اذا اقتضت الضرورة ذلك. الى ذلك نقل عن الجنرال بتليس انه وعد بارزاني وطالباني بان تركيا ستقدم للاكراد مساعدات «من الاسمنت الى الخشب الى المسامير، وانها ستساهم في اعادة بناء القرى الكردية وسترسل مهندسين زراعيين للمساعدة في اصلاح الاراضي في كردستان العراقية. واذا صحت هذه الوعود فهي تعني ان ما تفعل تركيا هو مساعدة الإدارة الكردية في ادارة شؤون السكان وتعزيز سلطته وبالتالي ترسيخ الامر الواقع، اي تحديداً ما ترفضه انقره وتخوف منه.

تضم مناطق سورية وتركيا وإيرانية

خريطة لكردستان تثير غضب أنقرة

التركي كان تدخل لقصف مواقع الحزب بعدما قرر البرلمان الكردي الذي تسيطر عليه الجبهة الكردستانية طرد عناصر الحزب من شمال العراق ووضع حد لعملياتهم ضد انقره انطلاقاً من هذه المنطقة. وتضم «خريطة كردستان» التي نشرتها صحف انقره مناطق في شرق تركيا وجنوبها قريبة من الحدود مع العراق وسورية، تضم أيضاً شمال العراق بما في ذلك الموصل واربيل والسليمانية وكركوك ودهوك، وجزءاً من شمال سورية في منطقة عفرين إضافة الى عيلام وكرمناشا واروميه في ايران.

ونشر الخريطة الى موطن الاكراد بين تركيا (8 - 12 مليون نسمة) معظمهم في جنوب شرقي الاناضول) والعراق (4.5 مليون) وسورية

شقاوة (شمال العراق)، انقره، طهران، لندن - «الحياة»، ا ف ب، رويتر - نشرت الصحف التركية امس «خريطة لكردستان» تضم مناطق من العراق وسورية وايران وتركيا، ما اثار غضب قيادات سياسية في انقره. وافادت الصحف ان الخريطة سربها وفد من تركمان العراق كان التقى رئيس الوزراء التركي السابق بولانت اجساويد. واكدت ان الجبهة الكردستانية في العراق التي يتزعمها السيدان مسعود بارزاني وجلال طالباني هي التي طبعت الخريطة، في حين اتهم اجاويد الحلفاء الغربيين بالسعي الى «تقسيم تركيا» من خلال مساعدة الاكراد.

وتزامنت الضجة التي اثارها هذه الالبناء مع احتدام القتال في شمال العراق بين المقاتلين الاكراد (البيشمركة) وعناصر حزب العمال الكردستاني، علماً ان سلاح الجو

(حوالي مليون كردي) وايران (5 ملايين) إضافة الى اكراد الاتحاد السوفيتي السابق في منطقة لاتشين بين ارمينيا وناغورنو قره باخ. واتهم اجاويد في كلمة القاها امام البرلمان التركي القوة المتعددة الجنسية التي نشرت في تعوز (بوليو) في قاعدة انجيلريك في ارضة لحماية اكراد العراق من اي هجوم عراقي بانها «تمهد الطريق» للاكراد العراقيين ليتمكنوا من «اقامة دولتهم التي تهدد وحدة تركيا وسلامة اراضيها».

وكانت الحكومة التركية حملت بعنف على تبني البرلمان الكردي الفيدرالية في العراق. واعلنت ان «قرار اعلان دولة فيدرالية في العراق يشكل خطوة يمكن ان تؤدي الى تفتيت هذا البلد».

الى ذلك طالب الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه بارزاني) بوقف الغارات الجوية التركية على شمال العراق، معتبراً انها «لن تحقق نتائج كافية، لطرد عناصر حزب العمال من المنطقة. وتوقع ناطق باسم الاتحاد الوطني الكردستاني ان يستمر القتال مع حزب العمال ثلاثة اسابيع، في حين رحب قيادي في المعارضة الشيعية العراقية بتدخل اميري مباشر لاطاحة نظام الرئيس صدام حسين.

وقال الناطق باسم الحزب الديمقراطي صافين ضيائي في انقره امس ان حزبه يتوقع وقف الغارات التركية على مواقع في شمال العراق حيث يتواجه المقاتلون الاكراد العراقيون (البيشمركة) مع رجال حزب العمال منذ الاحد الماضي. وأوضح ان الغارات تشكل خطورة على «البيشمركة» بسبب اقتراب مواقعهم من مواقع الحزب و«احياناً لا يفصل بينها سوى 100 متر وليست هناك طريقة للتفريق بينهم وبيننا ولم تؤت الغارات الجوية في السابق نتائج طيبة ولا نعتقد بانها ستحقق ذلك الآن».

وتابع ضيائي في حديث الى وكالة «رويتر» ان البيشمركة لا يرغبون في ان يتحول القتال بين الاكراد معركة دموية، ورفض كشف عدد الاصابات لدى الجانبين. وقال: «نحاول ان نجبرهم (رجال حزب العمال) على مغادرة المنطقة او الاستسلام، ويمكنهم الانسحاب الى تركيا او ايران، فالحدود طويلة وليهم السبل التي تسهل ذلك».

وكان البرلمان الكردي في شمال العراق اصدر قراراً بطرد حزب العمال من المنطقة، مؤكداً ان الحزب يمنع اكراداً عراقيين من العودة الى ديارهم وقراهم. واعترفت انقره بان سلاح الجو التركي نفذ 25 طلعة فوق المنطقة اول من امس.

ونسب الى الدكتور كمال فؤاد عضو المكتب السياسي للاتحاد الوطني الكردستاني ان الهجوم الكردي لطرد عناصر حزب العمال قد يستمر ثلاثة

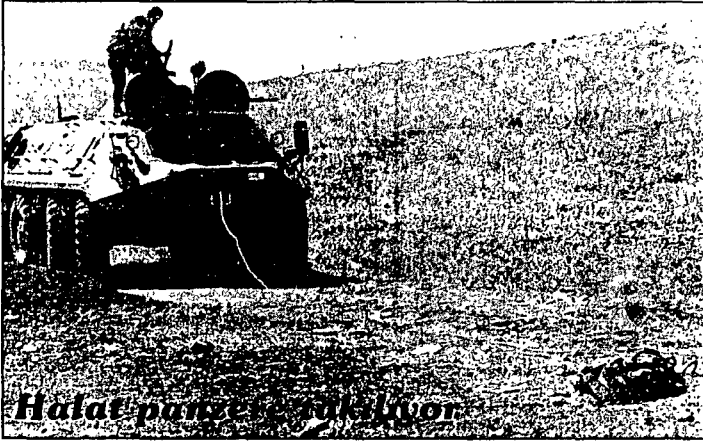
İnsanlık sürükleniyor



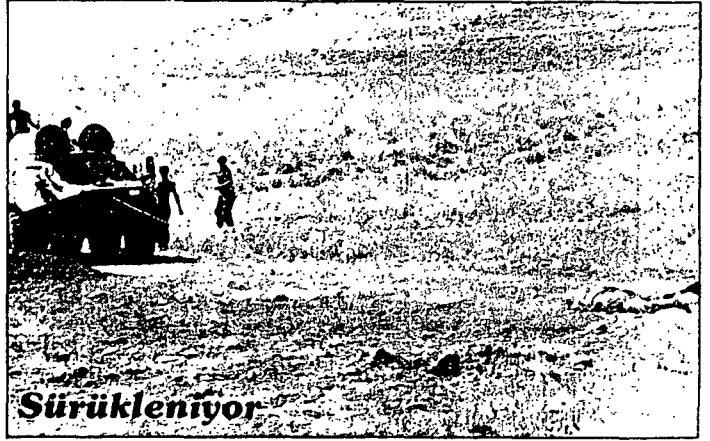
Yaralı



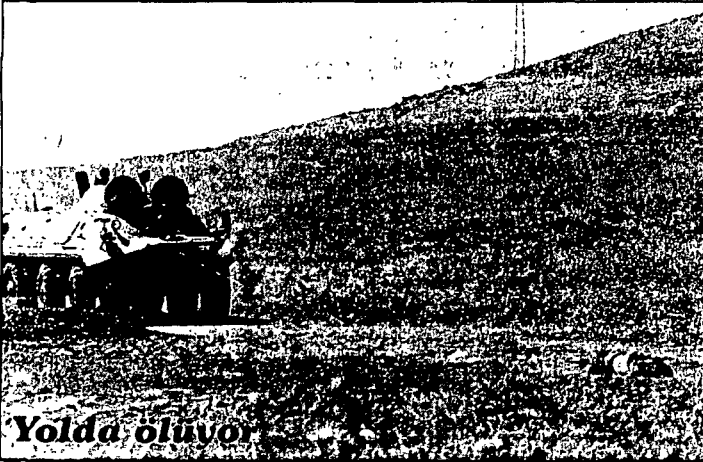
Bağlanıyor



Halat panzerle sürülüyor



Sürükleniyor



Yolda oluyo



Teşhir

Hükümete ithaf Cizre'nin Şeyh Değirmenci Köyü yakınlarında 6 Eylül 1992 tarihinde PKK gerillaları ile askerler ve özel tim ekipleri arasında meydana gelen çatışma sırasında yaralanan Mesut Dündar, bir halatla Alman yapımı BRT marka panzere bağlanıp sürüklenerek öldürüldü. Ceset, aynı şekilde sürüklenerek Şeyh Değirmenci Köyü'ne getirilip teşhir edildi. Bu sırada operasyonun fotoğrafları çekildi. Gündem'in ele geçirdiği bu fotoğraflar, Güneydoğu'da sürdürülen kirliliğin

vaşın hangi boyutlara ulaştığını hiçbir yoruma yer bırakmayacak şekilde ortaya koyuyor. Bu insanlık dışı davranış, bırakın bir güvenlik operasyonunu, devletler arasında meydana gelen bir savaşın bile kurallarına aykırıdır. Suçlu bile olsa kendi vatandaşlarına karşı böyle bir davranış reva görülen, bu ülkede demokrasi ve insan haklarından söz edebilirler mi? Bir insana bunu yapanlar bölgede haklı ve meşru bir savaşı sürdürdüklerini söyleyebilirler mi? Bu davranış devlet olma sorumluluğuyla, dolayısıyla hukuka bağlı kalma ilkesiyle açıklanabilir mi? Aslında panzere bağlanarak yerde sürüklenen in-

sanlıktır! Devlet adına, bazı vatandaşlarına böyle bir muamele yapanlar, bu ülkede yaşayan Türklere ve Kürtlere vicdanlarını yaratamıştır. Yerde sürüklenen gerçekte Türkler ve Kürtlerdir. Hiç kimsenin bu ülkede yaşayan insanları böyle aşağılamaya hakkı yoktur. Bu fotoğraflar, bölgede görevlendirilen asker ve polislerin ruh sağlığının ne ölçüde bozulduğunun da açık bir kanıtıdır. Bu insanlara da böyle bir kötülük yapılmamalıdır. Bu fotoğrafları, halka özgürlük ve demokrasi vaat eden, Güneydoğu insanını kucaklamaya gidip de sonra sırtını dönen DYP-SHP hükümetine ithaf ediyoruz.

'Çekiç Güç gitsin!'

ANKARA ● MİLLİYET

TÜRKİYE'nin, Kuzey Irak'ta kurulan Federe Kürt Devleti ile ilişkileri konusunda beş büyük kentte yapılan kamuoyu yoklaması, halkın büyük bir çoğunlukla bölgede konuşlandırılan Çevik Kuvvet'in geri çekilmesini istediğini ortaya koydu.

Ankara'da İngilizce olarak yayınlanan Turkish Daily News gazetesinin yaptığı kamuoyu anketinde İstanbul, Ankara, Bursa, Antalya ve İzmir'de 1.172 kişiye dört soru yöneltildi.

Anket sonuçlarına göre, Türk halkının büyük bir çoğunluğu müttefik kuvvetlerin Türkiye'den gitmesini destekleyen, Kuzey Irak'ta Federe Kürt Devleti kurulmasını onaylamıyor. Önemli bir çoğunluk da Peşmergelerin bu ay içinde ayrılıkçı PKK örgütüne karşı Kuzey Irak'ta başlattığı askeri harekâtın Güneydoğu Anadolu'daki terörü ortadan kaldıracığına inanmıyor.

Turkish Daily News gazetesi tarafından yapılan ankette, soruların yöneltildiği halkın yüzde 69.37'sini oluşturan 813 kişi, Çekiç Güç'ün Türkiye'den çekilmesinden yana. Bunların arasında, "Çekiç Güç'ün yerini Türk askeri alsın" diyenler ile, "Bizim topraklarımızda yabancıların işi ne?" ya da, "Türkiye başının çaresine bakar. Hiç kimsenin yardımına ihtiyacımız yok" diyenler ağırlıkta. İngiliz, Fransız ve Amerikan kuvvetlerinden oluşan Çekiç Güç'ün Türkiye'den ayrılmasını isteyenlerin arasında, "Amerikalıları istemiyoruz" ve "Çekiç Güç ABD'ye karşı pazarlık unsuru olarak kullanılabilir" diyenler de önemli bir çoğunluk oluşturuyor. Halkın yüzde 20.99'u Çekiç Güç'ün kalmasını isterken yüzde 9.64'ü bu soruya yanıt vermiyor.

Turkish Daily News'un beş büyük şehirde yaptığı anketin bir başka sonucu da halkın çoğunlukla Kuzey Irak'ta kurulan Federe Kürt Devleti'ni onaylamadığı yolunda.

Daily News anketine göre halk, Federe Kürt Devleti'ne karşı

● Ankara'da İngilizce yayınlanan gazetenin yaptığı kamuoyu yoklaması sonuçlarına göre, halkın yüzde 69'u Çekiç Güç'ü Türkiye'de istemiyor. 'Çekiç Güç kalsın!' diyenlerin oranı ise yüzde 21

● İstanbul, Ankara, İzmir, Bursa ve Antalya'da yapılan ankete katılanlar, çoğunlukla Kuzey Irak'ta federe devlete karşı olduklarını, Peşmergelerin PKK'ya karşı harekâtının terörü önleyemeyeceğini söylediler. Diyarbakır'da ise halkın yüzde 79'u Federe Kürt Devleti'ni onaylıyor

KAMUOYU YOKLAMASI

5 Büyük şehirde yapılan ankete göre vatandaş "Çekiç Güç"ün gitmesini istiyor, peşmerge hareketine inanmıyor.

Kürt devletini onaylamayan yüzde 58.36'lık çoğunluk içinde, "Kürtler başımıza çok dert olacaklar" ile, "Irak'ı bölme planlarına karşıyız" diyenler ağırlık kazanıyor.

Kürt devleti kurulmasını onaylayan yüzde 31.31 içinde ise "Hiç olmazsa bizim Kürtleri de alırlar. Başımız beladan kurtulur" ya da, "Zaten başımıza dert oldular, hepsi gitsin" diyenler çoğunlukta. Onaylayanlar ağırlıkla sorundan kurtulmak amacı ile böyle bir tavır alıyor.

Aynı ankette, "Peşmerge-PKK savaşı Güneydoğu'da terörü ortadan kaldırılabiliyor mi?" sorusuna olumsuz yanıt verenler

yüzde 63.96 ile çoğunlukta Turkish Daily News kamuoyu yoklamasının son sorusu olan, "Türkiye, Barzani ve Talabani ile iyi ilişkiler içinde olmalı mı?" ya verilen yanıtlar ise son derece yakın.

Destekleyenlerin arasında, "Ne de olsa bunlar lider ve bir gruba temsil ediyorlar" görüşü ağır basıyor.

Karşı çıkanlar arasında ise, "Barzani ve Talabani'nin Öcalan'dan ne farkı var?" sorusu duyuluyor. Bu grupta "Türkiye çetelerle işbirliğine girmemeli. Bunlar kim ki karşımıza alıyoruz" ya da, "Talabani ve Barzani'ye çok yüz veriyoruz" ve "Bunlara güvenilmez" görüşü de egemen durumda.

Madam'ın ilk kitabı

Mine G.SAULNIER
PARİS

MADAM sonunda kitap da yazdı! **Danielle Mitterrand**'ın "**Ekmeğin Mayası**" adlı kitabı 204 sayfa.

Danielle Mitterrand'ın tüm yaşamı boyunca hak-sızlıklara karşı verdiği savaşı ve cumhurbaşkanı karısı olmanın getirdiği zorlukları anlatan yapıt, edebi anlamda tam bir hiç.

Danielle Mitterrand, kitabında Kürtlerden ve Türklere bol bol söz etmiş. 1990 yılında Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürt kamplarına yaptığı gezide, kendisini söz konusu ziyaretten caydırmak için harcanan "yetkili" çabalarıyla alay eden **Bayan Mitterrand**, sığınmacı kamplarından birinde gördüğü Kürtlerin Türk ordusu tarafından dikenli tellerle

çevrili alanlarda "garaja çekildiğini", çocukların aç biilaç, okulsuz ve amaçsız olarak bekletildiğini anlatıyor. "Bu insanların suçu neydi?" diye soruyor. Sonra da, kendi çabalarıyla birkaç yüz Kürt'ü Fransa'ya getirip kurtarmış olmaktan dolayı kendi kendini kutluyor.

Vakfımın "iyilik operasyonlarının" Çinli, Türk, Güney Afrikalı ve Faslı yetkilileri rahatsız ettiğini anlatan **Bayan Mitterrand**, Kürtlere yönelik çalışmalarının Fransa'daki Türkleri bile rahatsız ettiğini vurguluyor.

Madam Mitterrand'ın kitabı, 1989 yılında Washington'da yaptığı Kürtler hakkında bir konuşmayı da içeriyor ve bu konuşmada Cumhurbaşkanı'nın özgülük savaşçısı eşi, bir Di-

yarbakır belediye başkanının, belediye Kürtçe konuştuğu için otuz yıla mahkûm edildiğini anlatıyor.

Danielle Mitterrand, kendisini bir türlü yaşlanmak ve uslanmak bilmeyen yaramaz bir kız gibi tanıttığı kitabını, şu sözlerle bitiriyor:

"**Bu eser**, size gizli bahçemin bazı alanlarını açarak vakfımın (France Libertes) varoluş nedenini tanımlamak amacını güdüyor. Bu kitapla özdeşleşen ve gelecekte özdeşleşecek olanlar, ekmek verebilmek gücünden yoksun olduklarının bilincindedir. Ama ekmeğin mayası olduklarının da sorumluluğu içindedir. İşte biz bu yüzden France Libertes'yi kurduk."

BUGÜN

ERMENİSTAN NE YAPIYOR?

KOMŞUMUZ Ermenistan, her şeye rağmen, iyi ilişkiler içinde bulunmak istediğimiz bir ülkedir.

"Her şeye rağmen" dememizin nedeni bellidir: Bu ülke kendini "saldırganlık" dürtüsünden hâlâ kurtaramamıştır. Son olarak, komşusu Azerbaycan'a yaptıkları ortadadır. Sovyetler Birliği zamanından başlayarak mesele haline getirdiği Karabağ'ın statusünü zorla değiştirmek için her yola başvurmuştur. Bu amaçla seferber olan çeteciler, bölgedeki Azerileri evlerinden-barklarından edip göçe mecbur etmekle de yetinmemişler, onların bir bölümünü, çocuk-çocuk-kadın demeden, toplu halde katletmişlerdir. Bu katliamın -Batı basınına da yansıyan- fotoğrafları, filmleri, yirminci yüzyılın son yıllarındaki utanç tabloları arasına girmiştir.

Bu barbarlıklar, ağır bir "insanlık suçu" oluşturmasının yanı sıra, Türkiye'nin "kardeş ülke"si Azerbaycan'ın uluslararası hukuktan doğan hakları ile Azerbaycan Türklerinin yaşam haklarını hedef almıştır. Türkiye'de de, doğal olarak, çok geniş tepkilere yol açmıştır.

Ama Türkiye, kendi içindeki bu haklı tepkilere rağmen, duruma gene de soğukkanlılıkla yaklaşmıştır. Ermenistan hükümetinin, olayların gayri resmi militan güçlerin eseri olduğuna dair açıklamalarını tartışmamıştır. O açıklamaları esas alarak, Azerbaycan'la Ermenistan arasında bir barış zeminini oluşmasına katkıda bulunmaya çalışmıştır. Ermenistan yetkililerine anlatmaya çalışmıştır ki, bölgenin, hiçbir ülkenin birbirine zarar vermeden yaşayacağı bir barış böl-

gesi haline getirilmesinde, en başta Ermenistan için sayılamayacak kadar fayda vardır.

Türkiye, diplomatik alandaki bu çalışmalarını sürdürürken, Ermenistan'ın belirli gıda maddelerine olan ihtiyacının karşılanmasına katkıda bulunmaktan da geri kalmamıştır. ★★ ★

Şimdi, durum bu iken, Ermenistan'ın bir PKK heyetini Erivan'a davet ederek onunla temaslarda bulunması, acaba neyle izah edilebilir? PKK, doğrudan doğruya Türkiye Cumhuriyeti'ni hedef almış bir terör örgütüdür. Her gün, Türk-Kürt, asker-sivil, onlarca vatandaşımızı hunharca öldürmektedir. Başka Kürtlerin de katıldığı bir "Kürt Konferansı" çerçevesinde olsa bile, o örgütün temsilcilerini Erivan'a davet etmek, Türkiye'nin bu konudaki duyarlılığını -en azından- hiçe saymak demektir.

Bu davetin gerisinde, daha da başka düşünceler var mıdır? PKK'yla ASALA arasında geçmişteki işbirliği girişimlerini hatırlatacak fikirler mi geçiyor acaba, bazı Ermeni yetkililerinin zihninden? Türkiye'nin güneyinde sıkışan PKK teröristlerine Ermeni topraklarını kullandırmak mı geçiyor?

Böyle bir varsayımı ciddiye almak için, Ermenistan sorumlularının aklından şüphe etmek gerekir. Biz o kadar şüpheci değiliz. İnanyoruz ki, onlar da görülecek durumdadır, böyle bir hesabın Ermenistan'a, sadece felaket getireceğini.

Ama, Ermenistan'da kimsenin aklında öyle ham hayaller olmasa bile, söz konusu PKK heyeti oraya sadece "kültürel temas" amacıyla çağrılmış olsa bile, bu davetin yapılması yeter: Bundan, Türkiye'yle Ermenistan arasındaki "komşuluk" ilişkileri, kapatılması kolay olmayan büyük bir yara almıştır.

Bakalım, bu -en hafif deyimiyse- densizliğin arkası nasıl gelecektir?

ALTAN ÖYMEN

Demirel: 'Sıra içerideki yuvalarda'

Başbakan Demirel, kısa bir süre içinde Kuzey Irak'taki çetenin dağılıp tesirsiz hale getirilmiş olacağını belirterek, "Ondan sonra içerideki yuvalarını dağıtmaya devam edeceğiz" dedi.

ANKARA, (Hürriyet)

BAŞBAKAN Süleyman Demirel, Kuzey Irak'ta PKK'nın kısa bir süre içinde tesirsiz hale getirileceğini belirterek, "Ondan sonra içerideki yuvalarını dağıtmaya devam edeceğiz" dedi. Başbakan bu sözleriyle, yurtiçinde de teröre karşı geniş çaplı bir operasyon yapılacağı işaretini verdi.

Başbakan, akşam partisinin Genel İdare Kurulu (GİK) toplantısının açış konuşmasında Kuzey

Irak'taki operasyona değinerek, "Umuyorum ki, kısa bir süre içinde Kuzey Irak'ta çete dağılmış, tesirsiz hale getirilmiş olacak. Ondan sonra içerideki yuvalarını dağıtmaya devam edeceğiz" dedi. Başbakan İstanbul'da, "teröristlerin bazı densizliklerinin" olabileceğini de belirterek, şöyle devam etti:

"İstanbul'da iki polisimizi şehit ettiler. Ama, polis bunları biliyorlar, gereğini yaparlar.

Bunlar, biz varız kayboldu sanmayın gibi bir korku yayma peşindedir. Allah'ın izniyle sonları gelecektir, gelmek üzere dir de."

ENFLASYONDA İYİ DEĞİLİZ

Demirel, "Enflasyonda o kadar iyi değiliz. Herkesten önce ben memnun değilim" dedi.

Demirel, ABD seçim sonuçlarını değerlendirirken de, yeni yönetimle Türkiye'nin ilişkilerinin karşılıklı menfaat ve saygıya dayanacağını bildirdi. Demirel, "Herhalde, ABD'nin yeni yönetimi kendi menfaatleri bakımından, Türkiye'nin değerini anlamakta müşkilat çekmeyecektir" dedi.

Başbakan yerel seçim sonuçlarını değerlendirirken, "Sonuçların değerlendirilmesinde yanlış yapıldı" dedi. İstanbul ve İzmir ile Anadolu'yu ayrı ayrı değerlendirmek gerektiğini söyleyen Başbakan, "Arkadaşlarımız İstanbul'da cansiperane çalıştı. Ancak, bir takım kopukluklar var. Bunları gidermeye çalışmalıyız. Sonuçlardan alınacak dersler vardır. Bu, siyasi iktidarı yaraayan bir seçim değildir" dedi.

Kürt liderlere heyet

BAŞBAKAN Süleyman Demirel'in özel bir mesajını Kürdistan Yurtsever Birliği Genel Sekreteri Celal Talabani ile Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani'ye iletmek üzere, Dışişleri Bakanlığı'ndan bir heyet sabah Diyarbakır'dan helikopterle Kuzey Irak'a geçti. Saat 08.30'da özel bir uçakla Diyarbakır'a gelen heyette, Körfez Ülkelerinden Sorumlu Genel Müdür Yardımcısı Türkekul Yurttekin ve İstihbarat Araştırma

Dairesi Başkanı Cenk Duatepe ve bir subay yer aldı. Heyetle birlikte Barzani'nin Ankara Temsilcisi Safeen Dızai ve Talabani'nin Ankara Temsilcisi Serçil Kazas da Kuzey Irak'a gitti. Demirel'in mesajında, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin Kuzey Irak'ta gerçekleştirdiği hareketin 'geçici' niteliği hakkında bilgi verildiği, operasyon tamamlandıktan sonra Türk birliklerinin geri çekileceği, buna da fazla bir zaman kalmadığını vurgulandığı belirtildi. (DIYARBAKIR, hha)

MİLLİYET 9 KASIM 1992 PAZARTESİ

Avrupa ile bunalım

Kürtlerden başka bir şey görüşmek istemeyen Avrupa Parlamentosu ile ipler kopmak üzere.

Nilüfer YALÇIN ● ANKARA

AVRUPA Parlamentosu'nun Kürtlerden başka bir şey görüşmek istememesi ipleri kopma noktasına getirdi. 18 Türk parlamenterin her an Türkiye-AT Karma Parlamento Komisyonu'ndan çekilme karar alabilecekleri bildirildi.

Sorun, bizzat Karma Parlamento Komisyonu'nun Türk Grup Başkanı, Aydın DYP Milletvekili **Tunç Bilget** tarafından Başbakan Süleyman Demirel'e de iletildi. Bunun üzerine telafılanan Dışişleri'nin olası bir istifa hareketini önlemek için harekete geçtiği kaydedildi.

Krizin, Avrupa Parlamentosu'nun özellikle son bir yıldır Türk milletvekillerine yapılan toplantılara tek bir gündem maddesiyle gelme eğiliminden kaynaklandığı bildirildi. Avrupalı parlamenterlerin, sadece Kürt sorununu konuşmak üzere toplanmak niyetlerini saklamadıkları gibi, "Şayet gündeme Kürt sorununu koymazsanız toplantı yapılmaz" şeklinde ultimatomlar verdikleri kaydedildi.

Avrupa Parlamentosu'nun nisan ve haziran aylarındaki toplantılarında, TSK ile **Türk hükümetini**, "ölüm mangaları", "ciyet şebekeleri", "sivil Kürtlere karşı soykırım uygulayan sorumsuz kuruluşlar" şeklinde suçlayan kararlar kabul edildi. Buna rağmen, Türk parlamenterler, haziran sonunda İstanbul'da Avrupalı meslektaşlarıyla Karma Parlamento Komisyonu

toplantısını gerçekleştirdiler. Ancak, daha önce gündem tesbitinde Kürt sorununun mutlaka yer alması için yapılan baskılar ve suçlamalar yüzünden haziran toplantısı bir hayli sert ve tartışmalı geçti. Eşbaşkan **Tunç Bilget**, Türk grubunun ipleri koparmasını önlemek için, Avrupalılara bu havayı yansıtan ve uyandı bulunan ağır bir konuşma yaptı. Buna alışık olmayan Avrupalı Parlamenterlerse, 17 eylülde yine Kürt sorunuyla ilgili olarak iki karar aldılar.

Avrupalı parlamenterlerin asıl amaçları, Meclis'teki yetkililere göre şöyle:

"Türk-AT ilişkileri tamamen dondurulmuştur. Topluluk, Türkiye'ye yükümlülüklerinden hiçbirini yerine getirmemektedir. Bu ilişkiler Yunan vetoları yüzünden de içi kof, hastalıklı ve anormal bir şekle dönüşmüştür. Avrupa bunun devamında yarar görmektedir. Çünkü, bu şekilde hem Türkiye'ye mali yardımı dondurmakta, hem de Türk işçilerinin serbest dolaşımını önlemektedir.

Milliyet - 10 Kasım 1992

Peşmerge'den PKK'ya geçit

Tunca BENGİN ●

TALABANI'NİN BİRLİKLERİ

Peşmergeler, kamplardaki PKK'lıların kaçmasına göz yumdular. Özellikle Talabani yanlıları Hakurk'tan kaçanlara müdahale etmediler

PKK kamplarına yapılan baskınlarda, teröristlerin kaçmasında en büyük etken Peşmergelerin tutumundan kaynaklandı. Özellikle de Celal Talabani'ye bağlı Peşmergeler, Hakurk bölgesinde işi oldukça gevşek tuttular.

Biraskeri yetkili harekât planınca Türk Silahlı Kuvvetleri'nin PKK'lıları üç yönden kuşattığını, son kaçış yolunun da Peşmergelerce kesildiğini belirterek, şöyle dedi:

"Amaç, kamptaki tüm PKK militanlarını imha etmektir. Ya da teslim olmalarını sağlamaktır. An-

cak, özellikle Talabani'ye bağlı Peşmergelerin bulunduğu bölgelerden PKK militanları rahatlıkla sızdılar. Haftanın ve Şivi bölgesindeki ağır kayıplar ise Mesut Barzani'ye bağlı Peşmergelerin plana uymalarından kaynaklandı.

Bubölgede de PKK'lılardan kaçan oldu. Peşmergeler henüz düzenli bir ordu konumunda değiller. İçlerinden biri vuruldu mu, yaralanan ya da ölen Peşmergenin tüm yakınları birlikte hareket ediyor. Yaralıyı ya da cenazeyi götürmek için çekiliyor-

lar. Bu da direnişi etkiliyor."

PKK militanlarının terk ettiği bölgelere Peşmergeler yerleşmeye başladılar. 1990 yılından bu yana PKK kontrolündeki bu bölgeye giremeyen ancak, dörtte biri karşılığında bölgedeki toprakları PKK adına eken Peşmergeler "Türk askeri çekildikten sonra PKK'nın bir daha geri dönmesine asla izin vermeziz. Biz zaten buraları geri almak için savaşıyorduk" diyorlar.

Haftanın ve Şivikamplarından kaçabilen çok sayıda PKK militanının esir

alındığını da belirten Peşmerge komutanları, teröristlerin Dohuk'taki hapishanede bulunduğunu söylüyorlar. Ancak, esirlerle görüşme talebini ise kabul etmiyorlar.

Peşmergelerin yiyecek ihtiyaçları da Türkiye tarafından karşılanıyor. TIR'lar Kuzey Irak'taki Peşmergeye yiyecek ve giyecek malzemesi taşıyor. Bu arada PKK kamplarındaki tonlarca yiyecek ve hafif silahların da Peşmergeler tarafından alınmasına izin veriliyor.

ÖLÜ SAYISI

Sınırötesi harekâta yüzlerce terörist öldürüldü. Didik didik aranan bölgede bulunan toplu mezarlar da bunu kanıtıyor. Ancak, harekâta katılan komutanlar, ölü terörist sayısını önemli olmadığını vurguluyor.

Komutanlar "Bölge halkı cahil. Çocuğu ölen aile ister istemez kinleniyor. Ölen çocuğunun devlete karşı geldiğini anlayamıyor."

Türk askeri gerektiğinde en zor şartlarda bile inanılmazı gerçekleştirebileceğini gösterdi. Harekât başarıyla uygulandı. Teröristler evlerinde vuruldu" dediler.

PKK peşmergeye teslim oluyor

Seyhmus ÇAKAN ● Kuzey Irak

TÜRK Silahlı Kuvvetleri'nin Kuzey Irak'ta, PKK'ya yönelik temizlik harekâtı sürüyor. Ele geçirilen PKK'nın silahlı eğitim kampı Şive'de gaz maskeleri, çeşitli gıda maddeleri ile Rus yapısı iki telsiz, kampın hastanesinde ameliyat malzemesi bulundu. Şive'nin Kero bölgesindeki arama sırasında da 120'lik ve 82'lik Rus yapısı 4

adet havan, 14.5'lik uçaksavar, 3 mkineli tüfek, çok sayıda çeşitli çap ve markalarda silah ile bunların mermileri ortaya çıkarıldı.

Kuzey Irak'ın Beyazdağ bölgesinde 60'ı kadın 230 bölücü PKK militanı silahlarıyla birlikte önceki gün saat 16.30 sıralarında KDP peşmergelerine teslim oldular. Silahlarını bırakan teröristlerin Suriye uyuksla Kazım kod adlı komutanın grubu olduğu öğrenildi.

MILLİYET 11 KASIM 1992 ÇARŞAMBA



GÜNLÜK

Yalçın DOĞAN

ABD'DEN ANKARA'YA KÜRT SORGULAMASI

TAM bir "Kürt çadırında" ağırlanıyor bizim heyet... Geçen hafta Başbakan Demirel'in isteği üzerine Barzani ve Talabani ile görüşmek için Erbil'e giden Türk heyetini "yatak döşek" karşılıyor Kürtler... Yanlarında mutlaka birkaç silahlı koruma, halis Kürt yemekleri, halis Kürt dokuma halıları üzerinde izzet-ikram müthiş...

Türkiye'nin Kuzey Irak'ta sürdürdüğü askeri harekât Kürtleri rahatsız ediyor. "Türkiye'nin amacı ne, burada ne kadar kalıcı?" gibi soruları Kürtler Ankara'ya iletiyor. Bu rahatsızlığı gidermek amacıyla, Demirel; Kuzey Irak'a bir heyet gönderiyor.

Demirel, Barzani ile Talabani'ye bir anlamda güvence veriyor: "Biz Kuzey Irak'ta kalıcı değiliz,

terörün kökünü kazıdıktan sonra yeniden Türkiye'ye döneceğiz. Sizlere karşı hiçbir düşmanlığımız yok, tersine size her zaman dostça baktık, ama PKK terörünü temizlemek için de onların buradaki yuvalarını ortadan kaldırmaya kararlıyız".

Barzani ile Talabani'ye, Ankara'nın bu yaklaşımı bugüne kadar süregelen ilişkilerin önemli bir dönemecini oluşturuyor. Geçmişte olduğu gibi, gelecekte de Türkiye'nin karşısındaki "Kürt muhataplar" Barzani ile Talabani... O kadar ki, resmi bir heyet, Ankara'dan Erbil'e gidiyor!

Bizim heyete Barzani-Talabani ikilisi sürekli aynı noktayı vurguluyor: "Siz bize güvenin!.. Siz bize güvenin.." Güvenmek!.. Tarihsel birikimle yola çıkan Kürtler bir devlet kurma yolunda önemli bir adım atıyor. Ve bu aşamada doğal olarak yerine getiriyor. Çevresinden ve en yakın komşusundan, sorunun doğrudan doğruya içinde bulunan komşusundan güven istiyor. Son derece doğal.

14 KASIMA GİDEN YOL

İLİŞKİLERİN karmaşık hale geldiği, işin içine bir de geniş boyutlu bir askeri harekâtın karıştığı bir ortamda Türkiye, konuyla ilgili ülkeleri 14 kasımında Ankara'ya çağırıyor. İran ve Suriye konuya

olumlu yaklaşırken, Suudi Arabistan henüz renk vermiyor. Büyük bir ihtimalle Ankara'dan uzak kalmayı yeğliyor.

Bunun belli bir nedeni var. "Amerika'dan aldığı sinyal, Suudi Arabistan'ın 14 kasım'da Ankara'da düzenlenen toplantıya katılmasını engelliyor." Ancak diplomatik kulis, Amerikan seçimleri nedeniyle biraz yavaşlamış olsa bile, 14 kasım çağrısından sonra yeniden hareketleniyor. Washington bu çağrının nedenini merak ediyor.

Oysa Ankara'nın davranışı son derece masum. Kan gövdeyi götürürken, bölgede kimin ne yaptığı bilinmezken, hatta biraz daha ileri bir noktada belki de savaşın uzun bir döneme yayılacağı hiç aklı gelmedik biçimde uzayabileceken, Ankara'nın ilgili ülkelerle bir durum değerlendirmesine gitmesinden daha normal ne olabilir? Bu doğal mantığa rağmen "Amerika telaşlanıyor". Telaşını da diplomatik mekanizmaları yeniden harekete geçirerek açığa vuruyor.

"Amerika, İngiltere, Fransa ve Türkiye'yi Kürt sorununu görüşmek üzere toplantıya çağırıyor." İlk anda Suudi Arabistan'a izin vermeyerek 14 kasım toplantısına tepki gösteriyor. Sadece tepki göstermekle kalmıyor, Türkiye'nin Kuzey Irak'ta ne yaptığını öğrenmek, Kürtler konusunda ne düşündüğünü bilmek amacıyla bir toplantı düzenliyor. Toplantıya çağrılan ülkeler, "Çekiç Güç'e dahil olan ülkeler"...

Toplantının yeri ve zamanı henüz belli değil. Ama çağrı gerçek...

Toplantı çağrısını duyduklarında Barzani ile Talabani'nin tepkileri de ilginç. Onlar bir yandan 14 kasım'da Ankara'ya bir heyet göndermek istiyor, bir yandan da ABD'nin çağrısının dışında kalmamak için girişimde bulunuyor. Barzani "Ben ve adamlarım çok fazla fatura ödedik. PKK bizden birkaç yüz kişiyi öldürdü. Sadece adamlarımızın öldürülmesi değil elbette için siyasal boyutu çok daha hayati".

AMERİKA'YA GİDEN YOLLAR

AMERİKA'da Clinton'un Başkan seçilmesiyle birlikte Türkiye'den her önüne gelen Clinton'la bağlantı kurma girişimine geçiyor. DYP-ANAP, SHP-CHP, ayrıca hükümet Clinton'a ulaşmanın değişik yollarını deniyor.

Basına yansıyan bu girişimlerin yanında ses-

siz sedasız kalmış iki ayrı görüşme var. Bunlardan biri Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin'in temasları... Diğeri de Başbakan Süleyman Demirel'in Başdanışmanı Prof. Emre Gönensay aracılığıyla gerçekleştirdiği girişim...

Amerika tarafında bu iki girişimin de muhtab Amerika'nın eski Ankara Büyükelçisi Abramowitz... Dışişleri Bakanı Çetin ile Abramowitz arasında kısa aralıklarla uzun telefon görüşmeleri yapılıyor. Abramowitz, Clinton'un Kürtlerle ilgili düşüncesini aktarıyor. Vurguladığı nokta hep aynı: "Yeni Başkan olaya hep insan hakları çerçevesinde yaklaşıyor. PKK terörünün farkında ama terör sonrasında da Türkiye'nin konuya yaklaşımında Batı ülkelerinde demokratik bir öz arıyor."

Abramowitz'in bu sözleri aslında Türkiye'de çok geniş bir kesim tarafından paylaşıyor. Terörü önlemek için askeri operasyon! Tamam! Ya sonra? Terörün üstesinden geldikten sonra Türkiye için asıl yeni siyasal dönem başlıyor. Şu anda Kürt sorununda tüm dünya âleme gösterdiği gerekçe "terör". Bunda son derece haklı. Ya sonra? Amerika'dan, Türkiye'nin çeşitli kesimlerinden, Batı'nın diğer odak noktalarından yavaş yavaş yükselen soru işaretleri var: "Terör sonrasında Türkiye ne yapacak"? Hangi siyasal mekanizmaları harekete geçirecek? Nasıl bir demokratik program önerilecek? İşte şu sıralar tam bunları düşünmenin zamanı.

Dışişleri Bakanı Çetin'in bağlantı kurmaya çalıştığı bir diğer Amerikalı Warren Christopher. Eskiden beri Amerikan Dışişleri'nde çeşitli görevlerde bulunan Christopher ile Hikmet Çetin arasındaki dostluk eskiye dayanıyor. Christopher'ın şansı Amerikan Dışişleri Bakanı olmak için hayli yüksek. Çetin de şimdiden bu şansı kullanmaya çalışıyor.

Demirel'in girişimi ise Emre Gönensay kanalıyla. Bugün Brüksel'den Amerika'ya uçacak olan Gönensay, ayağının tozuyla Abramowitz'le görüşüyor. Hafta sonuna kadar Washington'da kalacak olan Gönensay aynı zamanda Amerikan Hazine Bakanlığı, Dünya Bankası ve IMF ile de temaslara bulunmayı planlıyor. Gönensay'ın yolculuğu bir anlamda "Demirel'in Clinton ile bağlantı arayışında ilk somut adım".

Türkiye, Clinton'un Amerika'sıyla bağlantıya geçerken öncelikle hem kendi Kürt tezi, hem Amerika'nın Kürt politikası üzerine düşüncelerini öğrenmek istiyor. Bağlantıyı önce "Kürt köprüsünde" kurmak istiyor.

Milliyet - 12 Kasım 1992

12 HEP'liye idam istemi

ANKARA • ANKA

ANKARA DGM Başsavcılığı, HEP Kongresi'yle ilgili soruşturmasını tamamladı. DGM Başsavcısı Nusret Demiral, aralarında HEP eski Genel Başkanı Feridun Yazar'ın da bulunduğu 3'ü tutuklu 12 HEP yöneticisi hakkında, Türk Ceza Kanunu'nun 125'inci maddesi uyarınca cezalandırma istediklerini açıkladı.

Genellikle silahlı eylemlere katılan ve yönetici konumunda olan ayrılıkçı örgüt üyelerinin cezalandırılmasında uygulanan TCK'nun 125'inci maddesi, "Devlet topraklarının bütünü ya da bir parçasını

yabancı devlet egemenliği altına koymaya ya da devletin bağımsızlığını azaltmaya, birliğini bozmaya, ya da devlet egemenliği altında bulunan topraklardan bir bölümünü devlet yönetiminden avırmaya yönelik eylem işleyen" kişilerin, idamla cezalandırılmasını öngörüyor.

DGM Başsavcısı Nusret Demiral, HEP yöneticileri hakkında tutuklama kararının bölücü propaganda yaptıkları görüşüyle Antiterör Yasası uyarınca verildiği, oysa savcılığın tutuklama yazısında idamla cezalandırma istediğine dikkat çekilmesi üzerine "Biz iddiamemizde görüşümüzü mu-

hafaza ettik. Sanıkların TCK'nun 125'inci maddesi uyarınca cezalandırılmalarını istedik. Tabii bu, bizim görüşümüzdür. Nihai kararı elbette mahkeme verecektir" dedi.

Demiral, soruşturma çerçevesinde Hüseyin Turhal ve Serhat Bucak hakkında tutuklama kararı verildiği için aramalarına devam edildiğini söyledi. Demiral, 19 Eylül tarihinde Ankara'da yapılan HEP Olağanüstü Kongresi'nde konuşma yapan ve aralarında HEP Genel Başkanı Ahmet Türk ile üç HEP milletvekiliyle ilgili soruşturmaya da başladıklarını ifade ederek, "Savcı arkadaşımız, şimdi

bu milletvekilleriyle ilgili fezlekeyi hazırlamaya başlayacak. Bitirildiğinde gereğinin yapılması için ilgili yerlere gönderilecek" diye konuştu.

HEP davasında MYK üyeleri Harun Çakma ve Kemal Okutan ile İstanbul İl YK üyesi Abdülcabbar Gezici tutuklu, eski Genel Başkan Feridun Yazar, İstanbul İl Başkanı Felemez Başboğa, Antalya İl Başkanı Güven Özala ile Hamit Geylani, Şakir Altay, Sultan Uysal, Şahabettin Özasanlar, Mustafa Demir ve M. Kemal Öztürk ise tutuksuz yargılanacaklar. HEP'lilerin yargılanmasına bu ay içinde başlanması bekleniyor.

Hürriyet - 14 Kasım 1992

Kürt liderlerle anlaşma

JANDARMA Genel Komutanı Orgeneral Eşref Bitlis, Irak Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Mesut Barzani ve Kürdistan Yurtsever Birliği Genel Sekreteri Celal Talabani'nin Şırnak'ın Silopi İlçesi'nde yaptığı görüşmede, Türkiye-İrak sınırının güvenliği ve sınırın Irak tarafının Peşmergeler tarafından kontrol edilmesi konusunda anlaşmaya varıldı. Orgeneral Bitlis, PKK'lıların iadesiyle ilgili, "Bunlar için isim listeleri hazırlanıyor. Fişlemeler yapılıyor" dedi.

Görüşme için üç gündür Şırnak'ta bekleyen Orgeneral Bitlis, saat 08.30'da, Asayiş Bölge Komutanı Korgeneral Necati Özen, Jandarma Genel Komutanlığı Lojistik Daire Başkanı Tümgeneral Çetin Haşışiren, 23'üncü Jandarma Sınır Tugay Komutanı Tümgeneral Mete Savar'la birlikte helikopterle Silopi'deki Tabur Komutanlığı'na geldi. Gece geç saatlerde Habur Gümrük Kapısı'ndan Türkiye'ye giriş yapan ve Habur-Silopi Karayolu üzerindeki Diyanet İşleri Başkanlığı'na ait hacıların ilk toplanma merkezinde konaklayan iki Kürt lider de aynı saatlerde Tabur Komutanlığı'na ulaştı. Komutanlarla Kürt liderler arasında Subay Gazinosu'nda saat 09.20-12.10 arasında yapılan görüşme, öğle yemeğinden sonra saat 12.45'te yeniden başladı.

Talabani ve Barzani'ye çok sayıda silahlı Peşmerge eşlik etti. Barzani'nin korumalarından birinin başında kask bulunduğu, Talabani'nin bindiği aracın ise Kürçe yazılı ve 01 plakalı olduğu görüldü. Bir korumanın Amerikan parkası giydiği, bir aracın da Federal Almanya'nın Bonn kentine ait plaka taşıdığı göze çarptı.

2'nci bölümü yaklaşık 3 saat süren toplantıdan sonra Orgeneral Bitlis, Barzani ve Talabani'nin neşeli oldukları görüldü. Kürt liderler, toplantının içeriği hakkında açıklama yaptıktan kaçırırken, Talabani, "Başta Sayın Cumhurbaşkanı Özal ve Başbakan Demirel'e, komutanlara iyi niyetimizi bildirmeye geldik. Toplantı sonunda Türkiye-İrak arasında ki sınırı emniyet altına alacağız. Peşmergelerimiz sınırın Irak tarafını kontrol altına alacaklar. Ancak bunu yaparken Türk birlikleriyle koordine içinde olacağız" dedi. Talabani, PKK Lideri Abdullah Öcalan'ın kardeşi Osman Öcalan'ın ne yapacağı konusunda bir soruyu yanıtlarken, "Uluslararası kurullar var. Cenevre Anlaşması'na bağliyoruz" diye konuştu. Toplantının ardından Barzani ile Talabani, karayoluyla Habur'dan Kuzev Irak'a dönerken, Orgeneral Bitlis helikopterle Diyarbakır'a gitti.

Silopi'de bir araya gelen Jandarma Genel Komutanı Orgeneral Eşref Bitlis, Kürt liderler Barzani ve Talabani, Türkiye-İrak sınırının güvenliği konusunda anlaşmaya vardı. Buna göre, Irak tarafının kontrolü Peşmergeler tarafından yapılacak, ancak Türk birlikleriyle koordine sağlanacak. Teslim olan teröristler için de, isim listeleri hazırlandığı belirtildi.

Cahit AKYOL / Kâni ATMACA / Silopi, (Şırnak) (Hürriyet)



6 SAAT GÖRÜŞTÜLER Jandarma Genel Komutanı Org. Eşref Bitlis'in Kürt liderlerle yaptığı görüşme, yaklaşık 6 saat sürdü. Org. Bitlis ve Kürt liderler toplantıya girenken neşeli görünüyorlardı. Kürt liderler, Silopi'deki görüşmeye Peşmerge korumalarıyla geldiler.

Hürriyet - 15 Kasım 1992

HEP davasında PKK bağlantısı

HALKIN Emek Partisi'nin kapatılması davası son aşamaya geldi. Yargıtay Cumhuriyet Başsavcılığı, HEP'i 'PKK'nın dağ kadrosuna militan yetiştirmekle' suçladı. Başsavcılık, esas hakkındaki görüşünü Anayasa Mahkemesi'ne gönderdi. Anayasa Mahkemesi de, HEP'ten son savunmasını istedi. Savunma geldikten sonra HEP'in kapatılıp kapatılmayacağına karar verilecek.

GÜNEYDOĞU'YA KÜRDİSTAN

Başsavcılık görüşünde, HEP'li-lerin Güneydoğu'yu 'Kürdistan' olarak adlandırdıklarını, HEP ile PKK arasında paralellik bulunduğunu vurguladı. Başsavcılık, HEP'in ırk ayrımı yaptığı ve 'kannunusuz faaliyetin mihrakı haline geldiği' gerekçesiyle kapatılmasını istedi. Başsavcılık görüşünde, HEP Aydın İl Başkanı Lazgin Çulduz'un PKK'nın dağ kadrosuna militan gönderdiği, Bilal Ülkü, Bayram Yılmaz, Bayram Pişkin, Faruk Ceylan, Yunus Tutuş, Ebedin Duyar ve Murat Tilki isimli kişileri parti binasına çağırarak, PKK'nın geliştiğini, Kürdistan'ın kurulacağı söylediği kaydedildi.

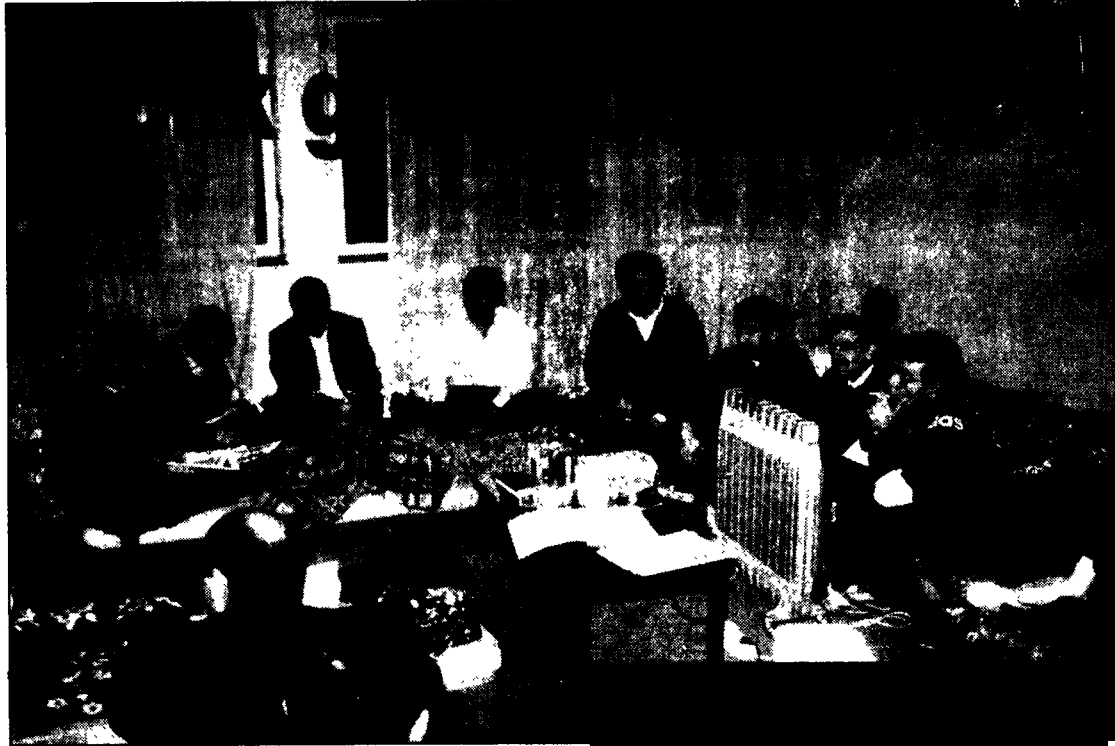
Bu kişilerin, PKK kamplarına götürülmek üzere İzmir'de kimliği belirsiz kişilere teslim edildiği anlatıldı. Ülkü'nün Irak'taki Şehit Mahir Kampı'nda eğitim gördüğü, silahlı çatışmada yakalandığı ve hakkında dava açıldığı belirtildi. HEP eski Genel Başkanı Feridun Yazar'ın da PKK'yı yasallaştırmaya ve ona siyasi kimlik kazandırmaya çalıştığı bildirildi.

Başsavcılık, PKK ve Apo lehine Kürtçe sloganlar atılan, Kürdistan Marşı okunan olaylı 2'nci Olağanüstü HEP Kurultayı'nın basında çıkan kupürlerini, Ankara DGM tarafından gönderilen evrak, görüntü ve ses bantlarını delil olarak sundu. Ankara Devlet Güvenlik Mahkemesi, 2'nci Olağanüstü HEP Kurultayı'nın milletvekillerine ilişkin soruşturmasını tamamladı.

FEZLEKE YAZILDI

HEP Genel Başkanı Ahmet Türk ve milletvekilleri Mahmut Kılıç ile Mahmut Alınak hakkında dokunulmazlıklarının kaldırılması için fezleke yazıldı. Fez-

lekenin bir hafta içinde TBMM Başkanlığı'na sunulmak üzere Adalet Bakanlığı'na gönderileceği öğrenildi. Yargılanmaları istenen milletvekilleri bölücülükle suçlanıyorlar. (Oya ARMUTÇU / ANKARA)



HEP'li 18 milletvekili, Güneydoğu Anadolu bölgesindeki terörü protesto etmek amacıyla başlattıkları açlık grevinin ilk gecesini, yer yataklarında BBC dinleyip, sohbet ederek geçirdiler. Genel merkez binasında açlık grevi yapan milletvekilleri, salona elektrikli kalorifer peteği koyarak ısınmaya çalıştılar.

Sırtında battaniye ile Atatürk portresinin önündeki masanın üzerine bağdaş kurarak oturan Leyla Zana, arkadaşlarından özel ilgi gördü. Ziyarete gelen bayan arkadaşlarıyla sohbet eden Zana, elindeki küçük radyodan da BBC'nin Türkçe haberlerini bularak arkadaşlarına dinletti. SHP milletvekili

Salman Kaya da ziyarete gelerek, milletvekillerine arkadaşlarına destek verdi. Bu arada açlık grevi yapan milletvekillerinde akşama doğru başağrıları başladı. Ahmet Türk ve Nizamettin Toğuç'un başağrısının şiddetinden grevi yere yatarak sürdürdükleri görüldü. Milletvekilleri grev süresince sadece sekerli su içip, tuz yiyorlar. (Şaban SEVİNÇ)





Başkan Ahmet Türk de "idamlık"

5 HEP'li için İDAM istemi

ANKARA, (Hürriyet)

ANKARA Devlet Güvenlik Mahkemesi, HEP'in 2'nci Olağanüstü Kongresi'nde, terör örgütü PKK yanlısı, bölücü nitelikte konuşmalar yaptıkları gerekçesiyle 5 HEP milletvekili hakkında başlattığı soruşturmayı tamamladı.

DGM Başsavcısı Nusret Demiral, parti kongresinde, "Devletin milletiyle bölünmez bütünlüğü"ne aykırı konuşmalar yaptıkları gerekçesiyle, HEP Genel Başkanı Ahmet Türk ile milletvekilleri Mahmut Alınak, Hatip Dicle, Ali Yiğit ve Mahmut Kılıç'ın, TCK'nın, "Vatan hainliği, devletin ülkesine ve egemenliğine karşı suçlar" fiilini düzenleyen ve idam cezasını öngören 125'inci maddesinden yargılanabilmeleri için, doku nulmazlıklarının kaldırılması istemiyle Adalet Bakanlığı aracılığıyla TBMM'ye fezleke gönderileceğini söyledi.

DEMİREL HEP'LİLERE ÇATTI

Öte yandan, Başbakan Süleyman Demirel, 5 gündür açlık grevinde olan HEP milletvekillerine çattı. HEP'lilerin, Güneydoğu'da şehit olan askerler ve masum vatandaşlar için açlık grevi yapıp yapmadıklarını soran Demirel, "Eğer bundan dolayı üzüntü duyup da açlık grevi yapan varsa, bunu takdirle karşılarım. Yok, bu insanların kanını dökenlere arka çıkmak için grev yapıyorsa, bunu dünyanın hiçbir yerinde kimseye anlatamazlar" dedi.

Demirel, Başbakanlık'ta gazeteciler ile sohbet ederken, HEP'lilerin açlık grevini şöyle değerlendirdi:

"PKK, Hani'de 12 Türk vatandaşını bir gece baskınında kadın, ço-

'Kürt devleti kurdurmamız'

Barçın YINANÇ ● ANKARA

TÜRKİYE, İran ve Suriye dışişleri bakanlarının Ankara'da yaptıkları Irak toplantısının sonuçları, Batı'ya ve Kuzey Iraklı Kürt liderlerine yönelik uyarı mesajı olarak değerlendirildi.

Ankara'da önceki gün bir araya gelen; Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin, İran Dışişleri Bakanı Ali Ekber Velayeti ve Suriye Dışişleri Bakanı Faruk El-Şara'nın toplantının ardından yaptıkları ortak açıklamanın, Batı'ya ve Kuzey Iraklı Kürtlere yönelik, "Irak'ı parçalayamazsınız, bağımsız Kürt devleti kuramazsınız" anlamını taşıdığı belirtildi.

Diplomatik kaynaklar toplantının farklı konumlarda bulunan üç ülkenin bölge sorunlarına sahip çıktıkları ve Irak konusunda görüşbirliğine sahip olduklarının görülmesi açısından önem taşıdığına dikkat çektiler.

Bir yetkili, Ankara toplantısının ardından, Irak'ın toprak bütünlüğünden yana olduklarını açıklayan, ancak bölgede açıklamalarıyla bağdaşmayan adımlar atan Batı'nın, "Şayet bölgede bir Kürt devleti kurma niyetleri varsa" Türkiye, İran ve Suriye'nin bu yöndeki bir gelişmeye set çekeceklerini göz önüne almaları gerektiğini söyledi.

İRAK'TA TAM GÖRÜŞBİRLİĞİ

Toplantıya katılan kaynaklardan edinilen bilgilere göre, üç ülke arasında Iraklı Kürtlerin aldıkları kararların Irak'ın parçalanmasına yol açabileceği konusunda tam bir görüşbirliği oluştu. Toplantıda ayrıca, Iraklı muhalif grupların oluşturduğu, ve kendilerini Bağdat yönetimine alternatif olarak takdim eden Irak Ulusal Kongresi'nin kararlarının her üç ülke tarafından da benimsenmediği ortaya çıktı. Irak Ulusal Kongresi, Kuzey Irak'ta yaptığı son toplantıda ilke olarak, Irak'ta federal bir yapı kurulma-

luk, çocuk demeden şehit etti. Midyat'ta, 6 askerimizi şehit etti. Son birkaç gün içinde, 20'ye yakın askerimiz şehit oldu. Daha önceki akşam, İğdır'da bir köy kahvesini tarayarak masum silahsız vatandaşlarımızı şehit ettiler. Herkes eğri otursun doğru konuşsun. Hiç kimse, PKK cinayet şebekesine arka çıkamaz. Eğer bu çeşit bir hareket varsa, Türkiye'de bu hareket fevkalade ağır tepki görür."

TÜRK: DEMİREL SAPTIRIYOR

HEP Genel Başkanı Ahmet Türk, Başbakan Demirel'i, insancıl ve demokratik açlık grevi eylemlerini suiistimal etmek ve saptırmakla suçladı.

sına yeşil ışık yakmıştı.

Öte yandan İran ve Suriye, beklentilerin tersine ne Türkiye'nin Kuzey Irak'ta gerçekleştirdiği askeri operasyon ne de Çekiç Güç konusunda her hangi bir rahatsızlık belirtmediler.

VELAYETİ

'K. Irak hareketi egemenlik ihlali'

TAHRAN ● AA

İRAN Dışişleri Bakanı Velayeti, Kuzey Irak zirvesine katılmak için geldiği Ankara'dan dün Tahran'a döndü.

Zirve ile ilgili gazetecilerin sorularını yanıtlayan Velayeti, ülkesinin Irak'ın işlerine müdahale etmediğini, hiçbir ülkenin de İran'ın işlerine müdahalesine izin verilmeyeceğini söyledi. Bakan, Türk Silahlı Kuvvetleri'nin Kuzey Irak'taki hareketini "Bir tür egemenlik ihlali" olarak tanımladı ve toplantı sırasında İran'ın hareketiyle ilgili kaygılarını resmen bildirdiğini belirtti.

Velayeti, Dışişleri Bakanı Hikmet Çetin'in de Türkiye'nin Irak'ın işlerine müdahale gibi bir amacı olmadığını ve Türk askerinin gelecek birkaç gün içinde Irak topraklarından çekileceklerini söylediğini kaydetti. İran Dışişleri Bakanı, Türk ve Suriyeli meslektaşlarıyla yaptıkları görüşmelerde Kuzey Irak'taki kargaşa karşısında ortak bir tutum belirlemeye çalıştıklarını ifade ederek, "Üç ülke birlik içinde kararlı ve açık bir biçimde Irak'ın parçalanmasına ve herhangi bir parçasında bağımsız bir devletin kurulmasına karşıdır" dedi.

Türk, Kürt ve Türk halklarının kardeşliği, sevgi, hoşgörü ortamı yaratmak, demokratik tartışma açmak ve kamuoyunun kararını çekmek için açlık grevi yaptıklarını vurgulayarak, "Biz, şiddetin her türlüsüne, kimden gelirse gelsin karşıyız. Güneydoğu'da akan kanın durmasını istiyoruz. Silahların susacağı bir ortam için açlık grevindeyiz" diye konuştu.

Açlık grevini sürdüren HEP milletvekillerinin bazılarının sağlık durumunun bozulduğu öne sürüldü ve bu milletvekillerinin müşahade altına alınması için Türk Tabipler Birliğine başvuruldu.

İşte Kürt belgeleri

Paris Kürt Enstitüsü'ne akan paranın kaynağını bulduk

KÜRT ENSTİTÜSÜ YÖNETİCİSİ NEZAN NE DİYOR?

'Yardım normal'

Paris Kürt Enstitüsü yöneticisi Kendal Nezanken-disine yönelttiğimiz sorular şöyle yanıtladı:

Soru: Fransa'da diğer kültür ve göçmen kuruluşlarına da devlet yardımı verildiği bilinen bir gerçek. Ancak niçin Paris Kürt Enstitüsü hepsinden daha fazla sübvansiyon alıyor?

Nezan: Kürt Enstitüsü Kürt göçmenlere yönelik sosyal etkinlik ve hizmetler dışında kamuya yönelik dokümantasyon, bilimsel araştırma ve yayın çalışmaları yapmaktadır. Bu çok yönlü etkinliklerden dolayı çeşitli kurum ve bakanlıklardan, mevcut kanunlar çerçevesinde sübvansiyonlar almamız doğaldır. Bu yardımlar yine de özellikle Arap Dünyası Enstitüsü'ne senede yapılan 60 milyon franklık devlet yardımının yanında devede kulak misali çok mütevazı sayılır.

Soru: Paris Kürt Enstitüsü'nün bütçesinin yalnızca yüzde 20 küsur gibi bir oranı kültürel ve sosyal etkinliklere ayrılmış durumda. Bundan yardımın geri kalan bölümünün, enstitü çalışanlarının Fransa'da yaşaması için harcandığı anlamı çıkarılabilir mi?

Nezan: Kesinlikle doğru değildir. Elimizdeki son rakamlar 1991 bütçesi ile ilgilidir. Toplam 3 milyon 218 bin 619 Fransız francı olan bu bütçede enstitü çalışanlarına ödenen para toplam 641

bin 343 franktır. Yani bütçenin yüzde 19'unu tutmaktadır. 404 bin 457 frank vergi ve sosyal ödemelere, 493 bin 670 frank işletme masraflarına (posta, telefon, binamızın bakımı ve onarım masrafları, bilgisayarlar, fotokopi, kırtasiye vs.) ödenmiştir.

Geriye kalan 1 milyon 678 bin 949 frank, yani büt-

çemizin yüzde 52'si yayın ve sosyokültürel çalışma ve hizmetlere harcanmıştır. Bütçemizin nasıl harcanacağına enstitünün yetkili organları karar verir. Ayrıca devletten yardım alan tüm kuruluşlar gibi Maliye Bakanlığı'nın denetimine de tabiidir.

Soru: Enstitüye 50 bin frank veren DPM adlı ku-

ruluş nedir ve kimleri temsil ediyor?

Nezan: Direction des Populations Migrants, yani Sosyal İşler Bakanlığı'nın Göçmen Topluluklar Müdürlüğü demektir. Bu yardım özellikle kamplardan Fransa'ya gelen Iraklı Kürt mültecilerin Fransa'ya yerleştirilmeleri çalışmalarımıza bir katkı olarak verilmiştir.

Soru: FAS adlı devlet kuruluşuna gönderilen enstitü raporunda, ağırlık olarak kültürel etkinliklerde bulunduğu bildiriliyor. Enstitü 92'de kaç kitap ve ad olarak neleri yayınladı? Kaç müzik ve video kaseti yayınladınız?

Nezan: FAS adlı kuruluşta verdiğimiz faaliyet raporu 1991 yılıyla ilgilidir, ayrıca 1992 için de bir bütçe taslağı sunduk ve gerekli mali kaynaklar sağlansa hangi yayın çalışmaları yapmayı öngördüğümüzü belirttik. Yayınlarımızın listesi her üç ayda bir katalog halinde basılıp dünyanın 85 ülkesinde çeşitli kütüphane, araştırma merkezi ve kitapçılara gönderiliyor. Sadece Irak Kürdistanı'ndaki okullar için 190 bin ders kitabı bastırıldı.

Yayınlanan film ve kasetler

Kürt Enstitüsü'nün bugüne kadar yayınladığı video filmi ve kasetler şöyle:

Video filmleri: 1-Dengê Kurdistanê, belgesel film, 60 dakika, siyah-beyaz. 2-The Voice of Kurdistan, aynı filmin İngilizcesi, La vox du Kurdistan, aynı filmin Fransızcası. Yılmaz Güney ü welatê vi, Kürtçe, renkli, 112 dakika. 3-Yılmaz Güney ve ülkesi, aynı filmin Türkçesi. 3-Xesû, Gürcistan Kürt Ulusal Tiyatrosu'nun piyesi, Kürtçe, renkli, 77 dakika. 4-Sinco qıza xwe dide mêr, Gürcistan Kürt Ulusal Tiyatrosu'nun piyesi, Kürtçe, renkli, 72 dakika. 5-Zarina çiya, Gürcistan Kürt Ulusal Tiyatrosu'nun piyesi, Kürtçe, renkli, 58 dakika. 6-Xwedê jê stendiyan, Gürcistan Kürt Ulusal Tiyatrosu'nun piyesi, Kürtçe, renkli, 33 dakika. 7-Keça kurd Zozan, M.Baksi'nin Kürtçe filmi, renkli, 79 dakika. 8-Ülkemiz Kürdistan, M.Baksi'nin belgesel filmi, renkli 50 dakika. 9-Kaniya Dilan, M.Baksi'nin filmi, Kürtçe, renkli, 35 dakika. 10-Kine Em, M.Baksi'nin filmi, Kürtçe, renkli, 51 dakika.

Kasetler: 1-Arif Cizrawî & Hesên Cizrawî, 2-Dengê Jinên Kurd, 3-Aramê Tigran, 4-Blur u Duduk, 5-Musikiya Geleriya Kurdistan I, 6-Musukiya Geleriya Kurdistan II, 7-Musukiya Geleriya Kurdistan III, 8-Musukiya Geleriya Kurdistan IV, 9-Musikiya Geleriya Kurdistan V, 10-Şêxê Zirav, 11-Mihemedî Nahid, 12-Perwizî Kamkar, 13-Seyid Eli Esxer, 14-Eli Merdan, 15-Ezizî Sarux, 16-Nasirê Rizazî, 17-Hesên Zîrek, 18-Tazhir Tewfîq, 19-Mamlê û Çalâk, 20-Koma Zozan.

"AVRUPA ve Fransa'da yaşayan Kürtleri, kendi kültürleri üstüne eğitmek ve Kürt kültürünü uluslararası platformda tanıtmak" amacıyla kurulan Paris Kürt Enstitüsü'nün gelirlerinin yüzde 75.1'inin Fransa, geri kalan yüzde 24.9'luk bölümünün ise büyük ölçüde AT, İsveç ve İtalya tarafından finanse edildiği ortaya çıktı.

Enstitünün Fransa'yla bazı başka Batılı devletlerin geniş maddi yardımından yararlandığı bilinmesine karşın, bugüne değin nereden ve kimden para aldığı gerek Türk, gerekse Fransız kamuoyundan "devlet sırrı" gibi gizleniyordu. **Milliyet** gazetesi, enstitünün 1992 bütçesini, gelirlerini ve 1990 ile 1991'de aldığı yardımları kapsayan belgeleri ele geçirek bu gizlilik perdesini açtı. Belgeler; "Gizlidir ve yayınlanması yasaktır" kaydını taşıyan, Fransız devlet kurumu Sosyal Etkinlik Fonu (FAS) kaynaklarıyla Paris Kürt Enstitüsü'nün damga ve başkan **Kendal Nezan**'ın imzasını taşıyan resmi tutanaklardan oluşuyor.

1 Eylül 1982'de kurulan Paris Kürt Enstitüsü'nün yönetim kurulu üyelerinin büyük bölümü, Fransa dışında yaşıyor. 4'ü yabancı uyruklu olan yönetim kurulu üyeleri şöyle: **Bahtiyar Amin** (İsveç'e sığındı, öğrenci), **Lütü Bakşi** (İsveçli, öğretmen), **Mehmet Bayram** (İsviçre'ye sığındı, organizatör), **Josefa Bertolino** (Fransız, banka memuru), **Ali Bucak** (Fransa'ya sığındı, hukukçu), **Derviş Ferho** (Belçika'ya sığındı, organizatör), **Feyyaz Çeçen** (Fransa'ya sığındı, öğrenci), **Kendal Nezan** (Fransa'ya sığındı, araştırmacı), **Siya-mend Otman** (Fransa'ya sığındı, araştırmacı), **Şevki Özkan** (Fransa'ya sığındı, organizatör), **Şivan Perver** (İsveç'e sığındı, müzisyen), **Honar Saleem** (Fransa'ya sığındı, ressam), **Celal Sayan** (Fransa'ya sığındı, öğrenci), **İsmet Şerif Vanlı** (İsviçre'ye sığındı, hukukçu). **Örgütün** tüzüğünde kuruluş amacı, yalnızca kültür

YARDIMLAR AVRUPA'DAN

Paris'teki Enstitü'nün gelirlerinin yüzde 75.1'i Fransa'dan, geri kalan yüzde 24.9'luk bölümü büyük ölçüde AT, İsveç ve İtalya tarafından karşılanıyor

etkinlikleriyle sınırlı tutulmakta ve politikaya karışılmayacağı belirtiliyor. Almanya'da geçen aylarda İrlandalılar tarafından öldürülen Kürt Parti yöneticilerinin Paris'teki cenaze töreni, söz konusu enstitü tarafından düzenlendi. Enstitünün yönetim kurulu üyelerinden bazıları ise, Paris'teki ayrılıkçı Kürt odakları'nın düzenlediği etkinliklerde yer alıyorlar. Yönetici **Kendal Nezan** Fransa'nın önde gelen hükümet yöneticileriyle yakın ilişki içinde.

• Fransa'da yaşayan 80 bin Kürt kökenli göçmen ve sığınmacının kültürel kimliğini korumak ve Kürt kültürünü Avrupa'ya tanıtmak amacıyla güden kuruluşun, Almanya'nın Bonn kentinde bir şubesi var. Ancak, tüzüğünde belirtildiği gibi bu şube ile Paris'teki enstitünün mali durumları ve gelirleri birbirinden bağımsız. Merkez Paris'in ileriye dönük amaçlarından biri, bu enstitüleri öteki kent ve ülkelere yaymak.

Kuruluşun yaygın olarak bilinen etkinliklerine gelince: **Uç** dergi çıkarıyor. **Hevi (Umut)** adlı dergi yılda iki kez 208 sayfa halinde ve 2 bin adet basılıyor. Derginin ücreti 93 bin lira. **Studia Kurdica**, yaklaşık 192 sayfa ve yılda üç kez, ikişer bin basılıyor, fiyatı aynı. **Kurmançî**, 8 ila 16 sayfa arasında, 3 bin tirajlı ve altı ayda bir yayımlanıyor. **Aylık İletişim** ve **Haber Bülteni** ise 3 bin 800 adet basılarak Avrupa ve Üçüncü Dünya ülkelerine dağıtılan, 6 dilde yayınlanan bir üründür.

Paris Kürt Enstitüsü, Fransa'da etkinlik gösteren öteki 24 Kürt derneği tarafından yeterince "etkin olmamak", "Fransızların suyuna gitmek" ve "aşırı ıslahlı" olmakla suçlanıyor.

Giderleri

Paris Kürt Enstitüsü'nün giderlerinde garip bir dağılım göze çarpmakta. Enstitü, gelirinin yüzde 34.8'ini personel aylıklarına, yüzde 44.3'ünü iç masraflara ayırırken, kuruluş amacı olan kültür etkinlikleri için yaptığı harcamalar, bütçesinin yalnızca yüzde 20.9'unu, (yaklaşık 1 milyar 100 milyon lira) oluşturuyor. Yöneticisinin ayda yaklaşık 24 milyon lira kazandığı enstitüde, sekreter aylığı 19 milyon lira dolayında. Muhasebe görevlisi ise 4.5 milyon lira gibi çok düşük bir aylıkla çalışıyor.

Gelirleri

Saptamalara göre, Paris Kürt Enstitüsü'nün 1992 bütçesi, yaklaşık 7 milyar 94 milyon liraya ulaşılıyor. Bütçenin 4 milyar 11 milyon liralık bölümü, aralarında Başbakanlık, Kültür Bakanlığı, Araştırma Bakanlığı, Sosyal İşler Bakanlığı, Devlet İnsani Eylem Sekreterliği ve Sosyal Etkinlik Fonu'nun da bulunduğu Fransız devlet kurumları tarafından karşılanıyor. Enstitü ayrıca, Avrupa Ekonomik Topluluğu'ndan yaklaşık 310 milyon lira, İsveç Geliştirme Ajansı'ndan 430 milyon lira, İtalya'nın Bologna kentinden 232 milyon lira, Fransa'daki "Açlığa Karşı Katolik Yardım Fonu"ndan 310 milyon lira ve DPM adlı bir kuruluşun 77 milyon lira yardım alıyor.

*Enstitünün 1992 bütçesinde açıkladığı öz gelirleri ise, yayın ve kültürel etkinliklerinden elde ettiği yaklaşık 985 milyon lira ile "bağışlardan" gelen 732 milyon lira. Kuruma 1992'de verilen devlet yardımları arasındaki aslan payı, 1.5 milyar lirayla Sosyal Etkinlik Fonu (FAS)'ın. İkinci sırayı 810 milyon lirayla Kültür Bakanlığı, üçüncü üyü ise 610 milyon lirayla Başbakanlık alıyor. Öteki bakanlıkların yardımları, 300 ile 460 milyon lira arasında değişiyor. "Gizlidir" kaydını taşıyan Sosyal Etkinlik Fonu (FAS) raporuna göre, yalnızca bu kuruluş 1990 yılında enstitüye yaklaşık 1 milyar 200 milyon lira, 1991'de 1 milyar 150 milyon lira yardım yapmış. Fakat **Kendal Nezan**'ın "kültür merkezinin" ayrıcalıkları bununla bitmiyor. Kuruluş, **Paris Lafayette Sokağı**'nın 106 numarasında işgal ve işgal ettiği üç katlı bina için beş kuruş kira ödemiyor.*